

هكذا من لإحبل

M. Fidel Castro se dit prêt à libérer plus de 3000 prisonniers politiques

Le Monde

1,80 F
Algerie, 1,30 D.F.; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 0/10; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 28 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 rials; Italie, 400 li.; Liban, 250 l.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 frs. S.S.A.; 65 ccs; Yougoslavie, 13 din.

Les pouvoirs de l'Assemblée européenne

Le R.P.R., que M. Giscard d'Estaing a voulu rassurer souhaite plus de détermination

Un plaidoyer juridique

Le moins que l'on puisse dire de la conception européenne de M. Giscard d'Estaing, telle qu'il l'a exposée mardi, c'est qu'elle manque de chaleur, d'élan, de dynamisme, et qu'elle n'est guère propre à susciter la ferveur souhaitée par M. Lecanuet.

Après la conférence de presse donnée mardi 21 novembre par M. Valéry Giscard d'Estaing, le commentateur le plus fréquent, dans les formations non gaullistes de la majorité, porte sur l'Europe. Les responsables du parti républicain, du C.D.S. et du C.N.I.P. estiment que les explications du chef de l'Etat sur ce sujet devraient rassurer les gaullistes. Ceux-ci, si l'on en juge par la réaction de l'organe officiel du R.P.R., attendent plus de clarté encore et plus de détermination.

Dans l'opposition, M. Marchais considère que le président de la République a « encore une fois dressé un tableau flateur » de la situation française, alors que, selon le secrétaire général du P.C.F., la montée des prix, le chômage, les difficultés du logement, n'intéressant, « manifestement » pas M. Giscard d'Estaing.

Les réactions professionnelles sont, dans l'ensemble, réservées. Si le C.G.T. diffère son commentaire, la C.F.D.T. estime que le président « ignore les difficultés des jeunes, des femmes, des immigrés et des chômeurs ». La C.F.T.C. bien impressionnée sur les problèmes de l'Europe, juge que le problème de l'emploi appelle incontestablement « d'autres efforts ». La Confédération des P.M.E. rappelle l'engagement pris par M. Barre, à Blois, d'une « pause sociale et fiscale de deux ans ».

Lire le texte de la conférence de presse, les réactions et les commentaires pages 8 à 14.

POINT DE VUE

Le fond de l'affaire

par MICHEL DEBRÉ (\*)

Alors que depuis plus de deux ans je salue les problèmes de compétence de la future Assemblée européenne et que successivement, par l'avis du Conseil constitutionnel, par les articles additionnels de la loi, l'Assemblée nationale, par les déclarations officielles du gouvernement, la position française a été précisée, la déclaration de M. Helmut Schmidt, confirmant des déclarations antérieures de bien d'autres personnalités allemandes et étrangères, a relancé le débat.

Déclarations et communiqués se succèdent, et, après le premier ministre, le président de la République est descendu dans l'arène. Mais, de grâce, ne restons pas sur le plan des explications juridiques ! Ni le chancelier allemand ni le président de la République ne cherchent une interprétation assommoir des traités. La vivacité et la rigueur du communiqué de l'Élysée, comme les propos de la conférence de presse, seraient inexplicables si, du côté français, on n'avait pas senti, comme je ne cesse en vain de le souligner depuis le début de cette affaire, à quel point l'enjeu est considérable. En un mot comme en cent, l'enjeu est la politique militaire de la France, donc sa liberté diplomatique, et, pour tout dire, son indépendance.

Voilà, en effet, le fond de l'affaire tel qu'il convient de l'apprécier. Dans l'Europe des Neuf, on l'oublie trop souvent, ce n'est admis par aucun de nos partenaires ; voilà qui est refusé par les théologiens de la supranationalité ; voilà qui est mal accepté par les dirigeants américains, et d'autres termes, l'Europe est contre notre indépendance militaire, qui n'est nullement incompatible avec l'alliance, bien au contraire, mais qui est une gêne pour les partisans d'un système où l'apparence d'une personnalité européenne dissimule mal la réalité d'une suprématie américaine permettant à Washington de traiter avec Moscou, au nom de tous.

La République fédérale d'Allemagne, tout en cherchant, du fait de sa puissance retrouvée, à...

André premier ministre, député R.P.R.

Le Conseil de la révolution siège en permanence à Alger

Le président Boumediène dans le coma

Le Conseil de la révolution, instance politique suprême, siège en permanence à Alger, où il se confirme que l'état de santé du président Boumediène est très grave.

Après une légère amélioration, l'état de santé du président Boumediène s'est aggravé, ce mercredi matin 22 novembre, et le chef de l'Etat serait dans le coma. De nouvelles équipes médicales sont arrivées à Alger pour renforcer la commission mise en place par les autorités sous la direction du docteur Ahmed Taleb Ibrahim, ministre-conseiller auprès de la présidence de la République ; cet organisme est désormais composé de professeurs algériens, russes, français, anglais et américains.

Alger. — Après une légère amélioration, l'état de santé du président Boumediène s'est aggravé, ce mercredi matin 22 novembre, et le chef de l'Etat serait dans le coma.

LE GOUVERNEMENT ISRAËLIEN A APPROUVÉ LE PROJET DE TRAITÉ DE PAIX AVEC L'ÉGYPTE

Le gouvernement israélien a approuvé mardi 21 novembre, le projet de traité de paix avec l'Égypte tel qu'il a été mis au point à Washington au début de mois. Cette décision constitue un pas important, mais laisse entier le problème des annexes au traité, sur le contenu desquelles le désaccord persiste avec Le Caire, comme en témoignent le sursis dans son pays pour consultation à un général Kamal Hassan Ali, chef de la délégation égyptienne à Washington.

LE NICARAGUA EN RUINE

La crise persiste au Nicaragua où le Front élargi d'opposition (FAO), qui réclame le départ du général Somoza, a rompu le mardi 21 novembre avec la commission interaméricaine de médiation. Du son côté, le général Somoza a réaffirmé son intention de rester au pouvoir jusqu'en 1981, terme de son mandat. En conséquence, on redoute à Managua une reprise des combats. Les guérilleros du Front sandiniste de libération auraient renforcé leurs effectifs.

I. — « Ça ne peut plus durer... »

Managua. — Un pays qui retient son souffle : tel apparaît le Nicaragua quelques semaines après l'insurrection de septembre et les terribles représailles qui l'ont suivie. Dès que le soulèvement lancé par les guérilleros du Front sandiniste de libération nationale eût été maté, le 20 septembre, certains dirigeants du F.S.L.N. avaient annoncé qu'ils ne retourneraient pas à résister les combats. Lors de la prise d'otages au palais national de Managua, les 22 et 23 août, puis lors des affrontements qui ont eu lieu dans les principales villes du pays, quelques semaines plus tard, les sandinistes ont gagné une incontestable crédibilité ; leurs déclarations ont été prises au pied de la lettre. Depuis lors, le pays vit dans une attente anxieuse qui le paralyse.

Apaisement à l'UNESCO

Un texte de compromis sur l'information est adopté sans débat

Le débat sur l'information engagé par la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), réunie à Paris, a pris fin sereinement ce mercredi 22 novembre, en fin de matinée.

Au début de la réunion de la commission « culture et communication » — où cinquante délégations devaient intervenir — le délégué de la Barbade a en effet proposé et obtenu la clôture immédiate du débat. Aussitôt la commission a approuvé par acclamations le texte de compromis préparé par le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar Mbow et portant sur « le renforcement des organes d'information au renforcement de la paix ».

Cette procédure a pour conséquence l'adoption automatique du texte par la conférence générale de l'organisation puisque la règle veut que les assemblées plénières ne remettent pas en cause les décisions des commissions.

Le texte préparé par M. Mbow avait été en accord avec des groupes régionaux, au terme de plusieurs semaines de controverse entre les divers délégations.

(Lire page 29 l'article de Roger GANS.)

LE NOMBRE DES MISSILES NUCLÉAIRES DE HAUTE-PROVENCE SERA DIMINUÉ DE MOITIÉ D'ICI À 1982

(Lire page 29 l'article de Jacques ISNARD.)

AU JOUR LE JOUR

FIN
Les derniers fidèles moururent, alentour, dans l'attente de l'horreur. Ils jetaient et sa femme, dans le bunker, avalèrent le poison. Son ami Joseph Goebbels et sa femme poussèrent leurs filles vers la dernière mitrailleuse, en haut des marches.

CINQUANTE ANS DE DOCUMENTAIRES

La longue marche de Joris Ivens

Les grands hommes de cinéma, s'ils ont vécu ou vécurent jusqu'à un âge avancé, réussissent rarement pour pas dire jamais, à exercer leur métier — leur art — aussi longtemps. La santé n'est pas seule en cause, les structures d'une industrie régie par le profit, ou le désir de jour d'un repos bien gagné, arrêtent pratiquement une carrière vers la septuaginta.

Sciascia mobilise ici toutes ses forces d'écrivain radicalement engagé. Il repart à zéro pour mener à ciel ouvert sa bataille la plus difficile au nom de la littérature-vérité. Albert Cavallari / Le Monde. Sciascia L'affaire Moro GRASSET

Vertical text on the left margin, possibly a library or collection stamp.



EUROPE

LA FRANCE NE RATTRAPERA PAS LA R.F.A. LE FOND DE L'AFFAIRE

Le slogan à la mode dans les sphères gouvernementales est aujourd'hui de « rattraper l'Allemagne... »

par ANDRÉ BOYER (\*)

Le slogan à la mode dans les sphères gouvernementales est aujourd'hui de « rattraper l'Allemagne... »

Or ce pari est perdu d'avance. Le gouvernement et les Français le savent au fond d'eux-mêmes.

Un pari perdu d'avance, au niveau des mentalités et de l'équilibre des structures économiques et sociales qui en résultent.

particulière. Personne ne rêve d'être ouvrier. Instituteur, employé des P.T.T., artisan, mais pas ouvrier, à moins que ce ne soit dans une entreprise nationalisée où l'on trouve des cadences supportables et la sécurité.

Les Français rêvent d'une France de chirurgiens, d'ingénieurs, de professeurs, de patrons, de commerçants et de fonctionnaires auxquels peuvent s'ajouter les artisans et les agriculteurs, bien protégés par le marché et les règlements.

Ce n'est pas cette France-là qui rattrapera la R.F.A., mieux

adaptée depuis toujours aux structures industrielles. La condition préalable pour engager la poursuite résiderait dans le bouversement des échelles de revenus, l'accroissement des salaires des ouvriers, la réduction des revenus de toutes les autres catégories, la disparition conséquente des travailleurs immigrés, la chasse à tous les privilèges qui ne favorisent pas la croissance industrielle.

An reste, est-ce souhaitable ? L'exemple de la R.F.A. est-il meilleur que celui de la Grande-Bretagne ? Or vit-on le mieux ? Quelle croissance pour la France ? Faut-il contraindre les Français à un mode de vie qu'ils n'approuvent pas, avec son cortège de tensions sociales, de frustrations psychologiques, d'urbanisme déséquilibré ?

Le choix n'est pas absurde entre une croissance qui s'adapte avant tout aux structures permanentes de la société française, et une croissance qui cherche à suivre le développement économique de ses voisins.

(\*) Assistant à l'I.A.E. de Nice.

(Suite de la première page.)

Les dirigeants de Bonn ont longtemps souhaité ouvertement et, pour la plupart d'entre eux, souhaitent encore l'implantation des forces nucléaires tactiques françaises à la frontière germano-tchèque.

Parallèlement, les dirigeants allemands s'orientent vers la solution en ce qui concerne le traité de Paris qui, en 1954, a créé l'Union de l'Europe occidentale, et aux termes duquel les représentants de l'Allemagne ont librement accepté la renonciation à la fabrication et à la disposition de l'armement nucléaire.

Dès lors, l'attitude du gouvernement allemand à l'égard de la future Assemblée des Communautés européennes est très compréhensible.

On imagine un scénario pratique, et l'on se dit que, depuis le début des négociations qui ont abouti à cet accord sur l'élection au suffrage universel, le pré-

voit, est, présentée, par un député, une motion demandant, au nom de la défense européenne, que nos Pluton soient placés à la frontière germano-tchèque, que la 1<sup>re</sup> armée française et notre force aérienne tactique soient intégrées dans le dispositif atlantique.

rectement au rang de Parlement seront les institutions, la diplomatie, la défense. Les institutions seront malades à fabriquer, quoique les fabricateurs se mangent pas : l'élargissement de la Communauté, en effet, ne facilitera pas leur tâche.

Le piège

Le premier débat a été consacré à l'industrie d'armement. Il fut dit clair comme le jour que l'industrie française d'armement devait être intégrée dans le dispositif industriel atlantique afin d'éviter les doubles emplois.

UN PROGRÈS SANS RISQUE

DANS les Etats démocratiques, la suffrage universel direct fonde la légitimité, donc la puissance. S'il n'en était pas ainsi, on ne voit pas pourquoi le général de Gaulle aurait tant désiré que le chef de l'Etat fût élu au suffrage universel.

Faut-il en conclure, comme certains que, élu au suffrage universel, le Parlement européen se transformera en « vraie » assemblée européenne ?

Constituante européenne. Mieux, il est possible que les conditions dans lesquelles il sera élu le rendent finalement plus sensible aux intérêts nationaux qu'il ne l'est actuellement.

Des pouvoirs déjà importants

Les pouvoirs du Parlement européen sont déjà tels à l'heure actuelle qu'il ne lui en manque plus guère par rapport à un Parlement classique dans une démocratie parlementaire.

En 1977, a adopté une loi électorale « européenne » qui fait de la France une circonscription électorale unique, avec trente millions d'électeurs.

Un renforcement souhaitable

Reste que les élections directes ne seront pas entièrement sans effets sur le destin du Parlement européen.

tet ou tel accroissement des dépenses budgétaires communautaires est inopportun, ces derniers ne cherchent pas à entrer en conflit avec leur gouvernement.

Enfin, il faut relever un facteur d'ordre historique : que ce soit au niveau national ou au niveau européen, ce ne sont pas les Parlements, sauf exception, qui déterminent, à notre époque, la politique, mais plutôt les exécutifs.

Ces élections supposent d'autre part un effort d'information. Pour la première fois, une campagne électorale tournera essentiellement autour des questions européennes.

Si les élections européennes n'avaient pour seules vertus que ces trois avantages (symbole de réconciliation, information européenne et meilleur contrôle des exécutifs communautaires), elles seraient, au sens propre du terme, déjà amplement justifiées.

(\*) Docteur en droit, chargé de cours à la faculté de droit de Metz.

Réalités et problèmes de la VIE SEXUELLE. Adolescents et adultes. Hachette.

L'élection directe ne conduira-t-elle pas le nouveau Parlement à utiliser de façon différente les pouvoirs qui posséderait ?

Le Monde. Services des Abonnements. 125 F PARIS - CEDEX 09.

Handwritten note in Arabic script: هذا من الإمل



# étranger

## LES NEGOCIATIONS DE WASHINGTON

### Le gouvernement israélien a approuvé le projet de traité avec l'Égypte

EN RAPPELANT LE GÉNÉRAL HASSAN ALI « POUR CONSULTATIONS »

Jérusalem. — Le conseil des ministres a approuvé, mardi 21 novembre, le projet de traité de paix tel qu'il avait été mis au point à Washington au début du mois, avant que, tour à tour, Jérusalem et Le Caire ne reviennent sur ce premier accord et n'expriment de nouvelles exigences. Cette décision représente un pas important, mais il n'est pas encore certain qu'elle permette d'achever rapidement des négociations qui, sur l'essentiel, sont pratiquement suspendues depuis près de trois semaines.

Le gouvernement israélien paraît avoir surmonté pour le moment les dissensions et les divergences qui avaient provoqué, le 6 novembre, le désaveu partiel de sa délégation aux pourparlers de Blair House. Mais chacun à Jérusalem attend avec inquiétude la réaction du Caire, puis que les dernières conditions posées par l'Égypte — à propos du « bon » et d'un calendrier détaillé pour les négociations futures sur l'avenir de la Cisjordanie et du territoire de Gaza ainsi que la mise en place du régime d'autonomie — ont été catégoriquement rejetées par Israël. À ce sujet, l'annonce du rappel au Caire du général Hassan Ali n'est pas interprétée comme un bon signe.

En acceptant le projet de traité, le conseil des ministres a abandonné ses dernières objections ou revendications. Celle-ci portait particulièrement sur la rédaction du préambule dans lequel est évoquée la relation entre le traité et les accords à venir sur le reste du conflit israélo-arabe. Ce qui signifie pour les Égyptiens qu'il ne s'agit pas tout à fait d'un accord séparé.

Israël espère maintenant que l'Égypte va renoncer à ses dernières exigences qui, selon le communiqué lu, mardi, par M. Begin, « débordent le cadre des accords de Camp David ». Il s'agit des annexes au projet de

traité dans lesquelles les Égyptiens veulent inscrire un calendrier détaillé sur neuf mois pour les prochaines négociations, l'organisation d'élections en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza et l'instauration d'une administration palestinienne autonome. Le Caire demande aussi la présence d'une force de police égyptienne à Gaza et une disposition prévoyant que le traité israélo-égyptien ne s'impose pas nécessairement contre tout engagement pris par l'Égypte à l'égard des autres pays arabes. Israël a refusé très nettement toutes ces conditions.

Seuls deux ministres, chefs de file de la tendance la plus dure du gouvernement, M. Zerulim Elzemer, ministre de l'éducation, et M. Haim Landau, ministre sans portefeuille, ont voté contre la décision prise le 21 novembre. Mais cette objection relative n'a été soulevée qu'après des semaines de malaises au sein de la majorité gouvernementale, à son prix, et cette contrepartie, évidemment, ne figure pas dans le communiqué officiel. Les ministres réticents ont obtenu des compensations.

La première est que le gouvernement est finalement revenu sur l'engagement pris précédemment d'accepter que les négociations

sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza puissent commencer un mois après la signature du traité de paix avec l'Égypte. Israël, comme l'indique le communiqué de mardi, se déclare seulement « prêt à engager des négociations », sans plus de précision. Ainsi est confirmée la réticence à toute contrainte dans le temps.

La seconde compensation est que le gouvernement s'engage à organiser, dans les prochains jours, un débat sur la position israélienne à propos du projet d'autonomie dans les territoires occupés. Ce débat devrait permettre aux plus intransigeants de rappeler fermement, comme l'a déjà annoncé M. Begin, les conditions auxquelles Israël est prêt à accepter des négociations : le maintien de l'armée israélienne en Cisjordanie et à Gaza, la garantie de la sécurité d'Israël sans assurance dans ces territoires et le droit des Israéliens de continuer de s'y implanter.

FRANCIS CORNU.

Le débat porte sur le lieu à établir ou non dans le futur traité de paix israélo-égyptien entre les phases du « dégel » israélien au Sinaï et la même opération dans les territoires palestiniens occupés en 1967. Le Caire craint que, si la paix est signée sans engagement formel d'Israël de faire évoluer la situation vers l'autonomie administrative à Gaza et en Cisjordanie en même temps que le Sinaï sera évacué, le processus d'évolution politique des territoires palestiniens ne soit en-

### Le Caire se donne le temps de la réflexion

Le Caire. — La double réponse donnée le mardi 21 novembre par Israël : acceptation des suggestions américaines concernant la Cisjordanie et Gaza, refus des propositions égyptiennes relatives aux mêmes territoires, n'a pas encore suscité de commentaires officiels au Caire, mais elle a provoqué, d'une part, des réactions épidermiques, qui traduisent l'irritation des dirigeants égyptiens ; d'autre part, une décision politique, le rappel de l'ancien chef de la délégation égyptienne, le général Hassan Ali, ministre de la défense.

Les journaux officiels et le radio se déclinent donc ce mercredi matin contre l'« irresponsabilité d'Israël » qui est toujours source de nouveaux problèmes, et l'« incroyable obstination israélienne à vouloir obliger l'Égypte à signer une paix séparée dont elle ne veut à aucun prix ». Toutefois, les mêmes commentaires estiment « que le dialogue sera sans la plus dure, mais qu'elle ne sera franchie » et qu'« Israël ne peut pas avoir dit son dernier mot ».

### « Pas de paix sans la Palestine »

C'est sans doute pour ménager l'avenir que la ruse a décidé de ne donner le temps de réfléchir. Sous une apparence « dure », le rappel du général Hassan Ali est, en fait, une réaction modérée et réfléchie qui ne signifie absolument pas que le Caire se retire des pourparlers de Blair House. Ayant déjà auprès de lui, depuis quelques jours, le « technicien » de la délégation égyptienne, M. Boutros-Ghali, ministre d'État aux affaires étrangères (il assure également l'intérim du ministère), le président Sadate va pouvoir, dès le retour au Caire de son ministre de la défense, arrêter sa nouvelle position.

Les milieux bien informés sont presque certains, ici, que M. Carter a donné récemment à M. Sadate l'assurance que les États-Unis veilleraient à ne pas laisser traîner les négociations sur l'autonomie administrative palestinienne. Si ces assurances ont réellement été données — soit par téléphone, soit par l'intermédiaire du vice-président égyptien, le général Moubarak, qui rentre de Washington, — il reste à savoir maintenant si elles seront suffisantes pour amener une ultime concession du Caire ; si oui, la signature de la paix ne sera plus qu'une question de jours, après un ultime barouf d'honneur du rais en faveur des Palestiniens. « Pas de paix sans la Palestine », c'est le slogan du Caire, tandis qu'un quotidien écrit : « Malgré les difficultés, l'ultime étape est en vue ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

### Le projet de traité selon « Haaretz »

Tel-Aviv (A.F.P.). — Le quotidien israélien Haaretz a publié mardi 21 novembre les grandes lignes du projet de traité de paix entre l'Égypte et Israël, tel qu'il a été soumis pour approbation au gouvernement de Jérusalem.

Selon le journal, le traité comporte une préambule, neuf articles et quatre annexes. Il établit pour les accords-cadres concernant la Cisjordanie et Gaza, la base de futurs arrangements entre Israël et les autres États arabes. Il instaure l'état de paix, supprime le boycottage économique, assure que l'Égypte s'abstiendra de participer à toute activité terroriste contre Israël.

Dans le préambule, « les deux parties prennent acte que les accords-cadres (sur l'autonomie) serviront de base aux futures négociations qu'Israël pourrait engager avec ses voisins ».

« Les deux parties sont conscientes que le traité n'est qu'un pas important vers la recherche d'une solution globale du conflit du Proche-Orient et de ses conséquences », affirme encore le préambule.

Selon Haaretz, les articles du traité prévoient : — « Il est mis fin à l'état de guerre entre les deux États et ils s'engagent à nouer des relations pacifiques. »

« Israël est prêt à se retirer de la presqu'île du Sinaï et y voir revenir la souveraineté égyptienne. » Les détails et les étapes de ce retrait, accompagnés de cartes d'état-major, sont précisés dans des documents annexes. Il est notamment dit dans ces documents, poursuit Haaretz, que « la délimitation des lignes indiquant sur les cartes le territoire de Gaza (au-delà de la frontière internationale entre l'Égypte, d'une part, et l'ancien territoire de la Palestine, d'autre part) ne défi-

nit pas le statut légal final de ce territoire, qui reste à établir ».

Les deux États s'engagent à établir entre eux des « relations de paix » (détaillées dans un document annexé).

Selon le journal israélien, les arrangements de sécurité entre les deux parties sont indiqués eux aussi dans un document annexé qui définit notamment le rôle des forces de l'ONU dans la zone séparant les deux frontières.

La libre navigation dans les voies d'eau du canal de Suez et du golfe d'Akaba est assurée.

Le traité n'affectera pas les autres pactes ou traités que chacune des deux parties a contractés dans le passé avec de tierces parties. Toutefois, en cas de contradiction entre d'autres traités ou pactes et le traité de paix israélo-égyptien, ce sont les clauses de ce dernier qui engageront les signataires.

Les deux parties s'engagent à régler par des négociations toute divergence d'interprétation du traité et tout désaccord sur les modalités de son application.

Le second tour des élections municipales, qui a eu lieu lundi 21 novembre en Israël dans trente et une villes et bourgades juives et arabes, a été marqué par la remontée des travaillistes (opposition) et le recul du Likoud (gouvernemental). Les travaillistes l'ont emporté dans quatre des principaux centres : Netanya, Hedera, Dimona et Batlam (une des villes-satellites de Tel-Aviv). Tibériade a voté en majorité pour les candidats du parti national religieux et Aakhelou pour le parti démocrate du P.R. Yadin. Le Likoud ne remporte de succès que dans des bourgades de moindre importance. Les communistes l'ont emporté dans trois des agglomérations arabes. Les listes locales ou agglomérées des travaillistes ont obtenu la majorité dans les six autres. — (A.F.P.)

### Liban

### Plusieurs soldats syriens de la FAD sont tués dans un attentat à Aley

Beyrouth (A.F.P.). — Une voiture bourrée de dynamite a explosé mardi 21 novembre, vers midi, à Aley, à une quinzaine de kilomètres à l'est de Beyrouth, au moment où passait un autobus dans lequel se trouvaient des soldats syriens de la Force arabe de défense. L'explosion a été très violente. Un dépôt de bombes de gaz, voisin du lieu de l'attentat, a sauté à son tour.

L'explosion aurait fait selon certains témoins au moins sept morts et vingt-cinq blessés. D'autres témoignages font état de huit morts — sept soldats syriens et un civil libanais — sept maisons auraient été incendiées, et plusieurs voitures détruites.

La radio conservatrice et Le Voix du Liban s'accrochent, pour sa part, que l'autobus transportait cinquante soldats syriens, et que c'est ce véhicule qui a fait explosion. Ni la FAD ni les autorités libanaises n'avaient encore publié de communiqué, mercredi, en fin de matinée.

Cet attentat est le troisième commis à l'aide d'une voiture piégée, probablement télécommandée, dans la même région du Liban en l'espace de trois mois. Le premier avait également été dirigé contre un autobus transportant des soldats syriens au col du Baïdar (80 kilomètres à l'est de Beyrouth). Quinze d'entre eux avaient été blessés. Abou Jihad, responsable militaire du mouvement Fatah, avait, entre autres, échappé de peu à l'explosion d'un véhicule piégé, il y a une quinzaine de jours non loin d'Aramon, à une dizaine de kilomètres au sud d'Aley.

Le président du Liban, M. Elias Sarkis, effectuera une visite de travail en France du 27 au 29 novembre, a annoncé, mardi 21 novembre, M. Pierre Hunt, porte-parole de l'Élysée (nos dernières éditions du 21 novembre).

M. Sarkis sera accompagné par MM. Selim El Ezz, chef du gouvernement, et Fouad Boutros, ministre des affaires étrangères et de la défense.

**SEUIL**

La vie quotidienne à Moscou vue par deux communistes français...

**Nina et Jean Kéhayan**

**Rue du Proletaire rouge**

**RUE DU PROLETAIRE ROUGE**

Seuil

L'Humanité : "Ils se sont efforcés de dénoter la réalité soviétique... Leur attitude, que nous condamnons fermement, n'a rien à voir avec le politiqua du PCF."

Agence Tass : "Un feux abominable."

Jacques Amalric / Le Monde : "Passionné, mais toujours exact... Un des meilleurs témoignages sur la vie quotidienne à Moscou..."

Guy Konopnicki / Le Matin : "Le premier livre véritablement communiste sur l'URSS... Il nous permet enfin des ouvriers soviétiques qui n'ont pas, pour sadéfandre, la renommée de Pliouchitch et de Rostropovitch..."

Claude-Paul Pajard / Le Provençal : "Une critique sévère, objective et sans complaisance du communisme par des communistes."

Ivan Levai / Le Journal du Dimanche : "La force simple du témoignage direct de deux communistes assez honnêtes pour aller vivre deux ans au pays de leur idéal, et essai libérés pour, comme André Gide, à leur retour d'URSS, écrire la vérité."

Raymond Jean / Le Nouvel Observateur : "Ce qu'ils disent se traduit en anecdotes, scènes, tableaux qui rendent le livre très attrayant... Ce socialisme-là peut-il s'appeler socialisme ? C'est toute la question posée par ce livre, on voit qu'elle na relève pas de l'anecdote..." (224 pages - 39 F)

### CORRESPONDANCE

#### Une lettre de M. Soustelle à propos de l'affaire Flatto-Sharon

M. Jacques Soustelle, ancien ministre, nous écrit :

Ayant été mis en cause dans un article du Monde du 23 novembre, je vous serais très obligé de bien vouloir publier la mise au point suivante concernant les projets de M. Flatto-Sharon. Je me suis rendu en Israël, dimanche dernier, non point pour rencontrer ce député, mais pour m'entretenir avec M. Menahem Begin, à qui me lie une amitié de près d'un quart de siècle. Pour ce qui touche aux projets de M. Flatto-Sharon, je me suis borné à prendre acte de ses interventions. Je ne suis juge ni de l'opportunité ni des modalités de ses propositions. Je n'ai fait aucune déclaration à personne et je m'élève contre les prétendues « confidences » qui m'ont été prêtées par certains journalistes.

Précisions du ministère du budget. — Le ministère du budget précise que certaines négociations directes ou indirectes n'est en cours avec M. Sharon Flatto, qui a été impliqué dans une importante affaire de fraude fiscale. La justice est, en effet, saisie de ce dossier, dont l'instruction se poursuit. Il n'appelle donc ni intervention ni commentaire de la part du ministère du budget.

**LE MONDE**  
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des ouvrages de référence indispensables pour l'ouverture de l'APPARTEMENT que vous recherchez

# AMÉRIQUES

## La tragédie de Jonestown

### Le sort de plusieurs centaines de membres de la secte demeure incertain

De nouveaux cadavres ont été découverts mardi 21 novembre à proximité de la colonie agricole du Temple du peuple à Jonestown. Le département d'Etat américain a annoncé, le même jour, que le chiffre de quatre cent neuf morts relevé par les autorités guyanaises n'était peut-être pas définitif. Plusieurs dizaines de membres de la secte, qui avaient échappé au suicide collectif ordonné par le « révérend » Jones et s'étaient réfugiés dans la jungle, ont été retrouvés. Le sort de plusieurs centaines de leurs compagnons, qui se seraient également enfuis dans la forêt entourant Jonestown, est toujours incertain.

Des soldats de l'armée américaine sont arrivés mardi en Guyane pour participer aux recherches et aider à l'identification et au rapatriement des corps. Une douzaine d'hélicoptères et plusieurs avions sont utilisés pour ces opérations. L'identification pose de graves problèmes en raison de l'état des cadavres, exposés depuis samedi au climat équatorial. Les autorités américaines ont accepté que certains soient immédiatement enterrés sur place.

L'envoyé spécial de Washington Post, Charles Krause, a recueilli le témoignage de M. Odell Rhodes,

un des rares rescapés du suicide-massacre collectif de samedi, dans un article que publie ce mercredi l'*International Herald Tribune*. M. Rhodes indique que des répétitions d'un suicide en masse avaient eu lieu. La plupart des personnes retrouvées mortes ont vu volontairement le liquide à base de cyanure qui avait été préparé par un médecin de la colonie agricole et des infirmières. Les mères de famille, en particulier, le donnaient à leurs enfants avant de le prendre elles-mêmes. Certains membres de la secte, qui essayaient de s'enfuir, ont été reponçés par les gardes armés de mitraillettes et contraints de boire également le poison. Les animaux domestiques eux aussi ont été empoisonnés. M. Rhodes n'a pas assisté à des exécutions par balles. Lors de la secte, M. Mark Lane, qui s'était enfui dans la jungle à proximité du lieu du suicide collectif, a entendu des tirs d'armes semi-automatiques, mais n'a pas lui-même vu des gardiens tirer (Le Monde du 22 novembre).

M. Stephan Jones, un des fils du fondateur du Temple du peuple, a déclaré, mardi, au cours d'une conférence de presse dans la capitale de la Guyane, Georgetown, que son père « n'avait plus tâté sa tête ». Le jeune homme, qui a échappé au massacre, a la différence d'un autre fils du « révérend » Jones, a indiqué, mardi, samedi à Georgetown, ses gardes à vue par la police. Larry Layton, un des membres de la secte qui aurait participé à l'assassinat du représentant de Californie, M. Leo Ryan, sur l'aéroport de Kaituma, a été arrêté.

M. Goodiet, médecin de Los Angeles, qui a soigné le « révérend » Jones, a indiqué, mardi, que ce dernier était très malade, et atteint, semble-t-il, d'un cancer.

### UNE ASSOCIATION RÉCLAME UNE ENQUÊTE SUR LES SECTES EN FRANCE

Association de défense de la famille et de l'individu (ADEFI) — Organisation fondée à Rennes en 1975 pour étudier les sectes politico-religieuses et regrouper les familles désorientées, qui maintiennent des antennes dans plusieurs villes (1) — vient de publier une déclaration sur « le danger de certaines sectes dites religieuses ».

Faisant état de la documentation qu'elle a recueillie, l'ADEFI poursuit : « Nous sommes heureux que ces matériaux accumulés servent aux pouvoirs publics et spécialement au ministère de la Santé pour que nous évitions que des incidents aussi dramatiques que le suicide collectif de La Guyane puissent arriver en France ».

Il serait temps qu'une enquête parlementaire fasse le point de la situation en France. Nous ne voulons pas déclencher une chasse aux sorcières. Les sectes comme celle du Temple du peuple ne constituent qu'une minorité. On ne peut permettre que cela mette en cause certains groupes qui ne présentent pas les dangers de dépersonnalisation et de soumission totale pour leurs adeptes ».

(1) ADEFI, 4, rue Michélin, 75009 Paris.

### LA VOIX DE LÉNINE...

Un des très rares étrangers qui aient visité la colonie fondée par Jim Jones, peu avant le drame, est un psychologue danois âgé de trente et un ans, M. Peter Elsass.

« On ne m'a montré que ce qu'on souhaitait me montrer, une lapace parfaite, a-t-il confié à la presse et à la télévision. A aucun moment il ne m'a été possible d'interroger directement les habitants de la colonie, de voir comment ils mangeaient, où ils habitaient et surtout quelles étaient leurs conditions de travail ; des gardes du corps courtois mais fermes m'ont constamment accompagné, jour et nuit... jusqu'à la porte des lieux d'habitation ».

M. Elsass n'a été en contact avec Jim Jones qu'à deux reprises par téléphone. « Au cours de ces deux conversations, il m'a semblé parfois bizarre. Tout d'abord il paraissait obsédé par la C.I.A., qu'il accusait de chercher à influencer ses pensées en empoisonnant la nourriture qu'il prenait... Par ailleurs, il m'a expliqué qu'il était fortement possédé par la doctrine de Lénine qu'il lui arrivait par moments d'être Lénine et de parler avec sa voix... » — C. O.

Centre **ISTH** Centre **AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines  
**EXPERIENCE PEDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953**  
préparation au diplôme d'état de **L'EXPERTISE COMPTABLE**  
- Examens PROBABLES (Octobre à Avril)  
- DECS : trois certificats (Novembre à Juin)  
AUTEUIL 9, Av. Léon-Heuzey 75016 Paris - Tel. 224.10.72  
TOLBIAC 89, Av. d'Italie 75013 Paris - Tel. 568.63.91

### Un commentaire de l'« Osservatore Romano »

« LE CHRISTIANISME EST UNE RELIGION DE VIE ET NON DE MORT »

(De notre correspondant.)

Cité du Vatican. — Le drame de la Guyane est commenté, ce mercredi 22 novembre par le Père Gino Conestti, en première page de l'*Osservatore Romano*.

La thèse du théologien du Vatican est la suivante : l'homme a besoin de la religion, mais de la « vraie religion », celle qui est d'origine divine et non inventée par l'homme. D'autre part, la religion chrétienne « a un patrimoine de vérités doctrinales, de rites et de normes morales et une réalisation historique qui s'identifient à l'Église ». D'autres voies conduisent à la vérité, mais elles ne sont que des « faux prophètes » qui se présentent pour de « nouvelles prophéties » se mettent en dehors de l'histoire et risquent une « folle aventure ».

Le commentateur rappelle que la liberté religieuse est un droit. Mais « on ne peut ni en ne doit croire aux « faux prophètes » qui prétendent à toutes les époques et profitent de la bonne foi des gens pour leur imposer un credo. Ces « fausses religions » ne libèrent pas l'homme, elles l'oppriment, l'enferment dans un étouffement jusqu'à l'ébranlement psychique puis physique, comme cela est arrivé dans la jungle guyanaise ».

Le Père Conestti conclut : « Devant la mort — quel que soit le type de mort — tout jugement humain doit cesser (...). Cela ne dispense pas de réaffirmer avec force l'immédiateté d'un pseudo-mysticisme, qui trahit la cause de l'homme parce qu'il trahit la cause du Christ. Le christianisme est une religion de vie et non de mort. » — R. S.

## Cuba

### M. Fidel Castro se déclare prêt à libérer plus de trois mille prisonniers politiques

M. Fidel Castro a annoncé, le mercredi 22 novembre à La Havane, qu'il avait décidé de libérer plus de trois mille prisonniers politiques si les États-Unis acceptaient de les recueillir. Le dirigeant cubain a ajouté qu'il était prêt à libérer également six cents personnes détenues pour avoir tenté de quitter l'île illégalement. Le nombre total des libérations s'élèverait donc à plus de trois mille six cents, a précisé M. Castro, car certains détenus appartiennent à ces deux catégories.

Il a laissé entendre, d'autre part, que certains excités seraient autorisés, peut-être à partir de décembre, à visiter leurs familles restées à Cuba.

Le dialogue que M. Fidel Castro propose aux excités cubains marque un changement radical d'attitude à l'égard de ces derniers. Le dirigeant cubain s'en est expliqué dans une interview accordée le 6 septembre dernier à des journalistes cubains de Miami et de New-York travaillant pour des publications en langue espagnole destinées aux émigrés. Ces propos illustrent l'ampleur du chemin parcouru en quelques mois.

« Nous utilisons désormais, dit-il, un terme nouveau : la communauté (...). Nous avons fait des généralisations injustes, traité les excités d'« apatrides » de « vers de terre ». J'étais le premier à le faire, je ne le nie pas... Cette modification de vocabulaire se double d'une nouvelle interprétation — idéologique — du problème de l'émigration elle-même. Il ne s'agit pas d'une question de classe. C'est une affaire nationale. Nous voyons que la communauté (des Cubains émigrés) cherche à maintenir son identité nationale », affirme M. Castro. Il a été encore plus précis dans

une déclaration faite le 21 octobre à La Havane : « Nous ne sommes pas seulement marxistes-léninistes. Nous sommes également nationalistes et patriotes », lançait-il à des journalistes, parmi lesquels un certain nombre d'excités. Ces formules « oubliées » depuis vingt ans prenaient tout leur sens en fonction de l'auditoire et du « geste » qui les accompagnait : la libération d'un groupe de quarante-six prisonniers politiques, autorisés à quitter l'île. Le 4 novembre, M. Ramon Sanchez Perodi, chef de la section des excités cubains à Washington, a invité officiellement les leaders de la communauté cubaine en exil à se rendre à La Havane pour mettre au point un ambitieux programme de libération des détenus politiques. M. Fidel Castro laissait entendre que ceux-ci pourraient (et il estimait leur nombre à trois mille) être libérés avant la fin de l'année...

Quatorze détenus, dont la plupart avaient encore de longues peines à purger, ont quitté leur prison à la mi-novembre cependant que des responsables du département américain de la Justice étudiaient, à La Havane, les listes des autorités cubaines pour désigner les prisonniers pouvant bénéficier du droit d'asile.

Des agents du F.B.I. sont arrivés le 16 novembre dans la capitale cubaine pour participer à ce « filtrage ». Et, selon certaines estimations, les responsables américains étudient actuellement le cas de deux cent quatre-vingt personnes. Les Cubains estiment que les lenteurs de cette enquête administrative américaine pourraient retarder les libérations, ce qu'ils « regrettent » en raison de leurs promesses. Aussi, M. Tony Cuesta, un anticagriste récemment libéré, a fait appel de son côté au secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, pour qu'il fasse accélérer le processus. Certains font remarquer que les formalités administratives étaient plus rapides au début des années 60 quand il s'agissait

d'accueillir les premiers excités anticagristes.

L'ouverture du dialogue avec le gouvernement de La Havane a suscité, en outre, d'après certaines sources au sein de la communauté cubaine aux États-Unis, en particulier dans la région de Miami, où elle compte environ un demi-million de membres. Certains d'entre eux manifestent l'aspect d'un conflit de générations : les enfants nés en exil, ou qui étaient très jeunes au moment où ils ont quitté l'île, manifestent pour le régime castriste plus de curiosité qu'une haine, au grand dam de leurs parents qui ont combattu les révolutionnaires. « La révolution va avoir vingt ans, expliquait M. Fidel Castro, le 6 septembre, dans l'interview déjà citée. Elle est consolidée et irréversible. Nous le savons, le gouvernement des États-Unis le sait, et je crois que la communauté cubaine a le droit de le savoir... »

**DOMINIQUE DHOMBRES.**

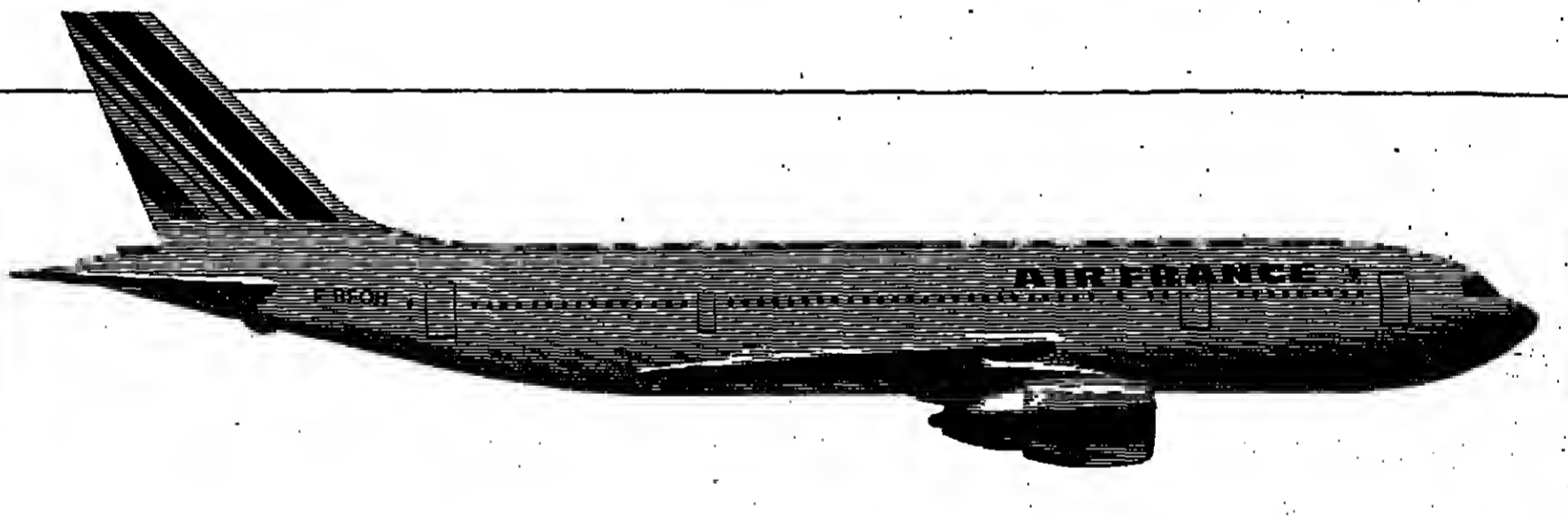
[Amnesty International nous a fait parvenir, il y a quelques jours, le texte d'un mémorandum qu'elle a envoyé en mars dernier au gouvernement cubain à propos de la situation des prisonniers politiques dans ce pays. « Nous savons que beaucoup de prisonniers cubains sont parmi les détenus politiques les plus anciens que l'on puisse trouver dans le monde aujourd'hui », affirme l'organisation internationale. Tout en se félicitant de la libération de plusieurs centaines de détenus ces derniers mois, Amnesty International indique qu'il reste plus de trois mille personnes en prison, dont une grande partie sous le régime du « plan progressif de 1971 », qui accordait la liberté conditionnelle aux détenus « coopératifs » ayant purgé au moins un quart de leur peine. « Beaucoup de prisonniers ont été condamnés à de longues peines, de quinze ou vingt ans », ajoute Amnesty.

L'organisation humanitaire demande au gouvernement cubain de préciser les chefs d'accusation retenus contre les prisonniers d'opinion et de fournir des preuves à l'appui.]

**Dallas 22 novembre 1963.**  
**John F. KENNEDY est assassiné.**

15 ans après, connaît-on toute la vérité sur le « mythe » Kennedy. André Kaspi pose la question en conclusion d'une enquête minutieuse et approfondie sur l'une des personnalités les plus controversées de notre temps. Héros de la seconde guerre mondiale, président spectaculaire, homme à la personnalité complexe et riche en contradiction, André Kaspi le fait revivre dans ce livre.

Kennedy - par André Kaspi - collection "leur vie" - 44 F.  
EDITIONS MASSON - DIFFUSION BORDAS. ■ MASSON



## C'EST UN FAIT. NOUS VOLONS 400 FOIS PAR SEMAINE VERS L'EUROPE DES AFFAIRES.

Vois hebdomadaires au départ de Roissy-Charles de Gaulle.

AMSTERDAM	26	FRANCFORT	28	MANCHESTER	11	STOCKHOLM	7
BERLIN	12	GENEVE	41	MILAN	28	STUTTGART	6
BRUXELLES	26	GOTEBORG	7	MUNICH	13	TURIN	6
COLOGNE	6	HAMBOURG	13	OSLO	7	VENISE	6
COPENHAGUE	20	HELSINKI	7	ROME	21	VIENNE	7
DUSSELDORF	19	LONDRES	46	ROTTERDAM	10	ZURICH	26

**AIR FRANCE**

50 من الإجمالي



# AMÉRIQUES

## Le Nicaragua en ruine

(Suite de la première page.)

Les nuits de Managua sont singulièrement agitées. Tous les soirs, des bombes explosent aux quatre coins de la capitale. Et des échanges de coups de feu y ont lieu toutes les nuits, dès après le crépuscule.

La garde nationale, pour reprendre une expression d'un autre lieu et d'une autre époque, n'est plus qu'une main crispée sur un fusil. Elle patrouille sans relâche les rues bien avant le couvre-feu — 22 heures à Managua ; 20 heures en province — et surveille nuit et jour, les principaux édifices publics, protégés derrière des mureaux de sacs de sable et des murs de parapets.

Ces derniers jours, plusieurs

engagements sérieux ont eu lieu entre des éléments vraisemblablement sandinistes et des gardes nationaux, ce qui a relancé les spéculations sur l'imminence d'une nouvelle insurrection. Ils ont fait une trentaine de morts, surtout des guérilleros, mais aussi des militaires et des civils, notamment à León, mais aussi à Managua et à Chinandega. Des affrontements se sont, d'autre part, produits à sept reprises depuis la fin de septembre à la frontière méridionale, où des petits groupes de sandinistes en provenance du Costa-Rica tentent de braver la vigilance ou de sonder la résistance des forces armées somozistes. Enfin, de nombreuses attaques de banques ont été perpétrées.

mille habitants de la capitale tués en une demi-heure. Trois cent mille sans abris — sur un demi-million d'habitants. L'équivalent de 4 milliards de francs de dégâts. Une cité foudroyée. Mais aucune autre ville au monde qui a subi la même catastrophe géologique — à commencer par la voisine Guatemala, frappée à son tour en 1976 — ne présente, tant d'années plus tard, un tel spectacle de désolation.

Que cet état fût le centre de Managua est aujourd'hui une brousse où chaque carrefour est, le jour, comme un croisement en vase-campagne et la nuit, comme une embuscade. Un terrain vague où se dressent, par là, des immeubles éventrés, des édifices aux portelles tordues, des pans de murs dont les fenêtres béent sur un ciel gris, où parfois des enseignes s'accrochent encore, abeurées. Un champ de ruines, avec, au milieu, la cathédrale, nef fantôme, au sol encore jonché de débris, le Palais national, lézardé mais vaillant, et la haute silhouette, provocante, d'une banque flamboyante.

Que tout cela est loin de la politique ! En bien, non ! Des rapports, certains signés par d'éminents scientifiques, démontrent que le centre de Managua se trouvait à l'exact aplomb d'une profonde fracture terrestre. Il fallait donc à tout prix éviter de reconstruire sur place. Mais il s'est trouvé, tout naturellement, d'autres savants, non moins renommés, pour affirmer l'ineptie de cette théorie ! Toujours est-il que le général Somoza a tranché en faveur des premiers ! Les propriétaires fonciers naguérans installés au centre de Managua — tout en continuant d'être imposés — ont donc pu se reconstruire in situ. De ce sont alors tournés vers la périphérie de la ville. Pour s'apercevoir qu'une proportion impressionnante des terrains étaient propriété de la (grande) famille d'Anastasio Somoza.

La capitale s'est donc reconstruite autour d'un vaste champ de ruines. Ce ne sont pas les seuls. León, Masaya, Chinandega, Matagalpa, — toutes les villes du pays comptent plus de quarante mille habitants, à l'exception de Granada et Jinotega — ont été partiellement détruites lors des combats et des bombardements de septembre. Nous avons constaté l'ampleur des dégâts dans le centre de Masaya, où le grand marché et plusieurs pâtés de maisons ont été rasés. Dans le centre de León, les édifices de la rue Ruben-Dario, qui longe la magnifique cathédrale de cette cité historique, sont détruits sur plus de 100 mètres. Quant à Estelí, la dernière ville reprise à l'insurrection par la Garde nationale, on l'appelle désormais, dans toute l'Amérique centrale, « la Guernica du Nicaragua ».

Pays délabré, également, parce qu'il n'a jamais été doté de structures essentielles. Avant d'atterrir à l'aéroport de Managua, le voyageur survole d'immenses champs de coton, sur les-

quels de petits avions répandent à l'automne, des insecticides. On est d'autant plus surpris de ce modernisme que, s'il se rend à l'intérieur du pays, il note à quel point les principales villes, hormis leur centre, sont écandaleusement dénuées des commodités les plus élémentaires. Une visite à Managua, le quartier indien de Masaya, ou même à Granada, l'aristocratique cité des bords du lac Nicaragua — est édifiant : ruelles en terre que la première pluie rend impraticable aux véhicules, misérables blocques sans eau courante ni tout-à-l'égout. On comprend que l'idéal du Nicaraguéen pauvre, soit, comme nous avons pu l'entendre souvent, non pas Cuba, mais le voisin Costa-

par la création, en 1961, du Marché commun centre-américain, puis le boom artificiel, suscité par la reconstruction de Managua, le Nicaragua a connu une sérieuse récession en 1975. Quatre années consécutives de sécheresse, une chute importante du prix du coton et de la viande — deux produits abondamment exportés par le Nicaragua — avaient durement frappé le pays. Il ne s'en était pas encore remis lorsque l'assassinat, le 10 janvier dernier, de Pedro Joaquín Chamorro lança le Nicaragua dans une guerre larvée, puis ouverte. Deux grèves générales, activement soutenues par un patronat exaspéré par la mainmise du clan Somoza sur la moitié de l'écono-

mie. Et le général Somoza, inquiet de l'éventualité d'une reprise des combats, s'est lancé dans un énorme effort de recrutement, en vue de doubler les effectifs de la garde nationale (elle comptait environ huit mille hommes en septembre) et d'améliorer son armement. Le pays va devoir « payer la fête de septembre », nous a-t-il déclaré.

Cette situation économique constitue sans doute la principale préoccupation du chef de l'Etat. S'il a montré qu'il dominait le pays sur le plan militaire, il est aujourd'hui confronté à une quasi-banqueroute. Les caisses de l'Etat sont vides, et il en est réduit à payer ses fonctionnaires, et singulièrement ses gardes nationaux, en faisant marcher la planche à billets ! L'élement nouveau, et pour lui inquiétant, est que le Fonds monétaire international, sous la pression des Etats-Unis, vient de lui refuser, à deux reprises, un crédit de 20 millions de dollars. Or on sait que les banques étrangères n'ouvrent pas leurs coffres aux pays qui font ainsi l'objet d'un ostracisme du F.M.I.

Un seul élément d'espoir pour le maître du Nicaragua : la récolte de coton et de café — les deux premiers postes d'exportation — s'annonce bonne. Les cours mondiaux de ces produits sont également favorables. La cueillette a lieu en décembre-janvier. Se déroulera-t-elle normalement, dans cette situation instable ? Une course de vitesse est apparemment engagée. Si le président Somoza, contrairement aux prédictions du Front sandiniste, passe le cap de l'année, il peut gagner encore un peu de temps. Néanmoins, la conviction est aujourd'hui largement répandue dans de nombreux milieux que « ça ne peut plus durer ainsi ». On ne voit pas comment, malgré ses rodonnades, le chef de l'Etat nicaraguayen pourrait tirer un épingle du jeu longtemps encore. L'après somozisme est virtuellement ouvert au Nicaragua.

JEAN-PIERRE CLERC.

### Prochain article :

LE DRAPEAU DE CESAR SANDINO

English EN 10 SEMAINES 707.40.38

Dès jeudi vous pouvez jouer au

LOTO

notices à votre disposition dans tous les dépôts



Rica : un pays plutôt moins bien doté par la nature, que le Nicaragua, mais qu'un système de répartition des richesses plus équitable rendent humain pour tous.

Pays au bord de la ruine, également sur le plan économique. Après le « décollage » provoqué

### Une quasi-banqueroute

Ces deux actions concertées — presque sans équivalent par leur ampleur et leur durée dans l'histoire de l'Amérique latine, n'ont pas atteint leur objectif politique : le renversement d'Anastasio Somoza. Mais l'économie nationale en est demeurée paralysée. La conséquence la plus spectaculaire des troubles a été une fuite des capitaux que l'on estime à près de 100 millions de dollars pour les seuls trois mois de l'été. Dans ce pays où le laisser-faire-laisser-passer est l'alphabète et l'oméga de la politique économique, le gouvernement a dû imposer un contrôle des chan-

ges — trop tardif au demeurant. Les réserves sont pratiquement réduites à zéro, et le président de la Banque centrale, tente de faire de la « cavalerie » pour honorer les échéances de la dette extérieure. Celle-ci a beaucoup

### L'action des groupes parapoliciers

Presque tous les jours, la Prensa — le grand journal de la famille des Chamorro, farouchement antisomoziste, et plus encore depuis l'assassinat, le 10 janvier dernier, de son directeur, Pedro Joaquín — publie des photos de personnes découvertes assassinées dans tel quartier de la capitale ou tel faubourg d'une ville de province. Il s'agit fréquemment de citoyens qui, selon un schéma tristement connu en Amérique latine, avaient, quelques jours plus tôt, été enlevés de leur domicile par des individus en civil et armés, et emmenés à bord d'un véhicule vers une destination inconnue.

Beaucoup pensent que ce sont des groupes parapoliciers qui procèdent à ces enlèvements et ces assassinats. Ils frapperaient, d'une part, des militants sandinistes, en vue de démanteler le Front de libération et de prévenir ainsi le lancement d'une nouvelle opération de l'envergure de celle de septembre, et d'autre part, des sympathisants du F.S.L.N., afin de dissuader la population de prêter assistance aux guérilleros.

### La guérilla et le base-ball

La paix civile est donc loin d'être revenue au Nicaragua, après l'écrasement de l'insurrection de septembre par la garde nationale. Le président Somoza prétend le contraire. Répondant à une de nos questions, dans le bunker à l'épreuve des bombes, et farouchement gardé, qu'il s'est fait construire sur une colline dominant Managua, il nous a déclaré : « Il faut parcourir le pays dans son ensemble pour comprendre la situation. Le peuple est au travail, sauf quelques commerçants politiques, quelques guérilleros et quelques hommes politiques ambitieux, qui veulent altérer l'ordre public et chasser par la force le gouvernement légitime de ce pays. On peut bien, ici, attaquer nos banques. Mais à un bloc de 14, des enfants jouent paisiblement au base-ball ».

Cette sérénité n'empêche pas le chef de l'Etat de prendre ses précautions. A l'occasion de sa pre-

mière sortie publique depuis dix mois, le 5 novembre dernier dans la petite ville de Juigalpa, Anastasio Somoza s'est adressé à quelque vingt mille personnes rassemblées pour la circonstance — partisans et fonctionnaires, en service commandé — abrités dans une sorte de cage anti-balles en matière plastique.

L'ambassade américaine à Managua, traditionnellement bien informée sur le Nicaragua, a averti ses ressortissants du danger qu'ils couraient à l'hôtel Intercontinental, le plus grand de la capitale, surveillé par les militaires la nuit, mais proche du bunker présidentiel.

Pays en alerte et en haleine, pays apeuré, le Nicaragua est aussi un pays en ruine. Il y a, tout d'abord, cette impression de délabrement que produit Managua à tout nouveau venu. On sait bien : il y a eu, en septembre, un tremblement de terre, l'avant-veille de la Noël, en 1972, quinze

TIME nourrit l'esprit. Semaine après semaine, il vous apporte une sélection compréhensive des événements mondiaux, tels qu'ils sont vécus et interprétés par un des plus grands réseaux rédactionnels du monde. D'origine américaine, TIME est le premier news magazine du monde. Il vous donne une perspective globale — une vue du monde qui est respectée et recherchée par 26 millions de lecteurs dans 191 pays. TIME MAGAZINE: L'esprit ouvert sur le monde.

part prêt à libérer les caniers politiques

10 FOIS AFFAIRES.



ASIE

APRÈS LA VISITE DE M. TENG HSIAO-PING DANS LA RÉGION

La Thaïlande paraît favorable au maintien d'une présence chinoise au Cambodge et au nord du Laos

Bangkok. — Chaleureux au-delà de toute étonnement, à Bangkok, l'accueil réservé à M. Teng Hsiao-ping lors de son voyage au Sud-Est asiatique, du 8 au 14 novembre, est angélique.

De notre correspondant
des éclaircissements de la politique régionale de Pékin. Quelles mesures la Chine compte-t-elle prendre en cas de domination du Cambodge par une équipe qui serait alignée sur Hanoi ?

fori embarrassé, le devoir de solidarité de la Chine à l'égard des partis communistes de la région, et notamment du C.P.T. Les Malaisiens et les Singapouriens, qui ne sont pas, comme la Thaïlande, en première ligne, mais ont des problèmes de communauté chinoises et de subversion malais, ne se sont pas inclinés devant ce jeu ambigu, qu'ils jugent dangereux à long terme.

Sur le premier point, on attendait les Thaïlandais ne sont pas inébranlables et tentent de renforcer à leur avantage le jeu des équilibres. Pour la première fois depuis 1975, un premier ministre thaïlandais, le général Kriangsak, doit se rendre en visite officielle à Vientiane, en décembre.

changeait, pourraient lui être interdites. De source diplomatique, on estime qu'en cas de « perte » du Cambodge, la Chine pourrait recourir à certains palliatifs : soutien d'une résistance intérieure cambodgienne si s'agit de divers mouvements de rébellion régionale pour tenter de créer des difficultés aux Vietnamiens et aux Laotiens.

Un premier groupe de cent soixante-cinq réfugiés vietnamiens du sud, arrivés au large de la Malaisie, devait être évacué, jeudi 23 novembre, vers le Canada. Les opérations de sélection des émigrés par des représentants de la France, du Canada et du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés ont commencé mardi.

DIPLOMATIE

L'ÉCHANGE D'AMBASSADEURS ENTRE LA FRANCE ET L'ANGOLA EST IMMINENT

L'échange d'ambassadeurs entre la France et l'Angola est imminent. Le gouvernement français a demandé l'accréditation de son ambassadeur à Luanda, M. Jacques Postier, actuellement ambassadeur à San Salvador.

Cette situation, qui ne manquerait pas d'être paradoxale, car ces insurgés ont pour objectif prioritaire le renversement du régime de Bangkok, régime que M. Teng vient par ailleurs de conforter par une série de gestes élogieux. Objectivement, nous disons un ministre de l'un des pays de l'ASEAN, si la Cambodge passe sous influence vietnamienne, et si la Fédération indochinoise est redéfinie de facto, le gouvernement chinois, celui de Bangkok et même le parti communiste de Thaïlande pourraient bien partager les mêmes préoccupations et considérer Hanoi comme l'ennemi principal.

La première réaction à ce voyage a été celle des Indonésiens. Leur ministre des affaires étrangères a déclaré que les propos de M. Teng Hsiao-ping confirmaient le soutien de la Chine aux guérillas communistes retardant ainsi la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays.

CHINE

Une affiche murale dénonce la dictature du prolétariat

L'un des dazibao, les plus violents, intitulé « La démocratie est la dictature », fait allusion à la dictature exercée par le Parti unique de la Chine par l'empereur Chou En-lai (221-208 avant J.-C.), souverain auguste d'identité Mao Tse-toung. Ce texte soulève quel en 1949, à la naissance de la République populaire, proclamée place Tian-An-Men, le peuple écrivait le pouvoir d'Etat. Mais, après la mort de Chou En-lai (janvier 1976), poursuit le texte, « quand les masses populaires ont voulu se révolter sur Tian-An-Men, un gouvernement réactionnaire comparable à celui de Nicolas II les a réprimés ».

D'autre part, un vice-premier ministre, membre du bureau politique, ayant joué un rôle de premier plan pendant la révolution culturelle, M. Chi Teng-kuei, a été remplacé par un protégé de M. Teng Hsiao-ping, M. Tai Chai-wei, au poste de premier responsable politique de la région militaire de Pékin, a annoncé mercredi à Tokyo l'agence japonaise Radio-Press. — (A.F.P.)

Le comité du bateau pour le Vietnam lance l'appel suivant : « Deux mille cinq cents réfugiés ont été évacués du Vietnam au large de la Malaisie, le 19 juin 1978. Ils sont sortis du Vietnam au péril de leur vie. Il faut les aider à trouver une terre d'accueil. Le comité du bateau pour le Vietnam n'est pas le seul pays concerné. Chaque jour, des embarcations de réfugiés sont envoyées en mer de Chine. Des milliers de Vietnamiens, en s'échappant, tentent de vivre. La mer est remplie de cadavres, de blessés, de réfugiés. Trouvons donc en Europe, en Amérique, en Asie, en Australie, des pays d'accueil. Mais faisons plus : nous cherchons des réfugiés en mer de Chine. Ils ont besoin de nourriture, de vêtements, de médicaments, de soins médicaux. Nous nous engageons aujourd'hui à leur apporter cette intervention d'urgence dont la part médicale est confiée à Médecins sans frontières. Les chèques, au nom du comité du bateau pour le Vietnam, sont reçus au siège de comité : 28, rue Jaffoux, 92230 Gennevilliers. Ont, n'importe quel jour, signé cet appel :

MEXIQUE

LE ROI JUAN CARLOS D'ESPAGNE s'est déclaré satisfait de sa visite au Mexique.

Des accords dans différents domaines, seront prochainement conclus entre les deux pays.

INDO

Mme GANDHI a été, mardi 21 novembre, reconnue coupable d'abus de pouvoir et d'outrage envers le Parlement par une commission de la Chambre du peuple, assemblée dont elle a été récemment élue membre.

(Reuter.)

AFRIQUE

Vietnam

LA CRITIQUE DES « VIOLATIONS DES DROITS DU TRAVAILLEUR » SERA À L'ORDRE DU JOUR DES ASSISES DU P.C.

Hanoi (A.F.P.). — Les assises du parti communiste vietnamien, depuis la base jusqu'à l'échelon des comités de provinces, se tiendront au début de l'année prochaine, indiqua une directive du secrétariat du comité central du parti publiée, mardi 21 novembre, à Hanoi.

Algérie

Les membres du Conseil de la révolution

Voici la liste des membres actuels du Conseil de la révolution, qui assume en fait la direction du pays, la Constitution ne prévoyant pas d'intérim en cas d'empêchement du chef de l'Etat.

Colonel ABDELGHANI

Le colonel Mohamed Ben Ahmed, dit Abdelghani, est né le 18 mars 1927 en Oran. A la fin de ses études secondaires il s'inscrit en lettres à l'école des sciences algériennes (P.P.A.) de Mascara. Lors de l'indépendance algérienne, il se trouve en France. Il rejoint le F.L.N. et part pour le Caïro. Il est, de 1955 à 1962, divers commandements militaires. Au lendemain de l'indépendance, il est nommé chef de la 1<sup>re</sup> région militaire (Blida). En mars 1965, il se voit confier la responsabilité de la 4<sup>th</sup> région militaire (Ouargla). En 1967, il prend la direction de la région militaire de Constantine. Il succède à ce poste au commandant Ali Mellah, qui avait soutenu, à la fin de 1967, la tentative de putsch du colonel Zérib. Il est nommé colonel le 19 juin 1969. Il entre au gouvernement en 1974 pour remplacer M. Médaghri, décédé, au ministère de l'Intérieur. Il conserve ce portefeuille lors du remaniement ministériel d'avril 1977.

Colonel BELHOUCHE

Le colonel Abdallah Belhouche est né à Sedrata, près de Ouargla en 1924. Sous-officier dans l'armée française, il rejoint le F.L.N. en 1958. En août 1962, il commande la zone sud-Sahara. En juin 1964, il est nommé chef de la région militaire de Constantine. En décembre 1967, le président Boumediène lui confie la responsabilité de la 4<sup>th</sup> région militaire (Blida), qu'il assume toujours.

Colonel BENCHERIF

Le colonel Ahmed Bencherif est né en avril 1927 à Djelfa. Il fait carrière dans l'armée française et occupe en 1957 au grade de sous-lieutenant, après avoir suivi les cours de l'école de Saint-Maixent. Il passe au F.L.N. en décembre 1957, avec une partie de ses hommes. En 1958 et 1959, il commande en Tunisie l'école d'officiers de l'armée de libération nationale (A.L.N.). Nommé en juillet 1962 au poste de chef de la 4<sup>th</sup> région militaire (Ouargla), il est capturé en rejoignant son poste, jugé et condamné à mort. Emprisonné à Blida, puis en France, il est libéré en avril 1963. En septembre de la même année, l'adjudant provisoire le place à la tête de la gendarmerie. En 1964, il est élu au comité central du F.L.N. Le 19 juin 1968, la gendarmerie fait cause commune avec l'armée. Elle aide à réprimer les manifestations de soutien à Ben Bella. Le colonel Bencherif conserve la direction de la gendarmerie jusqu'au 21 avril 1977, date à laquelle il est nommé ministre de l'Environnement, de la bonification des terres et de l'hydraulique.

Colonel BENDJEDDID

Le colonel Chadli Bendjeddid est né en 1929 à Sebba près de Annaba. Après avoir participé à la lutte de libération dans les maquis, il rejoint en 1960 le comité central du F.L.N. Le 19 juin 1968, la gendarmerie fait cause commune avec l'armée. Elle aide à réprimer les manifestations de soutien à Ben Bella. Le colonel Bendjeddid conserve la direction de la gendarmerie jusqu'au 21 avril 1977, date à laquelle il est nommé ministre de l'Environnement, de la bonification des terres et de l'hydraulique.

M. BOUTEFLIKA

M. Abdelaziz Bouteflika est né en mars 1937 à Oujda. Il rejoint les maquis de la wilaya 2, en 1956.

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

LA CONFÉRENCE EPTSCOPALE espagnole a décidé, le mardi 21 novembre, à la majorité de renoncer au concordat qui, depuis 1963, donne à l'Eglise catholique une part privilégiée au sein de l'Etat et de le remplacer par quatre accords bilatéraux déjà négociés entre le Saint-Siège et le gouvernement de Madrid. — (A.F.P.)

Inde

Mme GANDHI a été, mardi 21 novembre, reconnue coupable d'abus de pouvoir et d'outrage envers le Parlement par une commission de la Chambre du peuple, assemblée dont elle a été récemment élue membre. — (Reuter.)

à la fin de ses études secondaires et termine la guerre avec le grade de lieutenant. En 1962, il est élu député de Tlemcen et se voit confier le portefeuille de la jeunesse et des sports dans le premier gouvernement Ben Bella. En septembre 1963, il est nommé ministre des affaires étrangères. L'année suivante, il entre au comité central et au bureau politique du F.L.N. Très lié au colonel Boumediène, dont il est l'un des plus intimes collaborateurs (il fait partie du célèbre « Groupe d'Oudja »), il participe activement au renversement de M. Ben Bella, en juin 1965. Il est confirmé, le 10 juillet, dans ses fonctions de ministre des affaires étrangères, qu'il n'a cessé dès lors d'assurer.

M. DRAIA

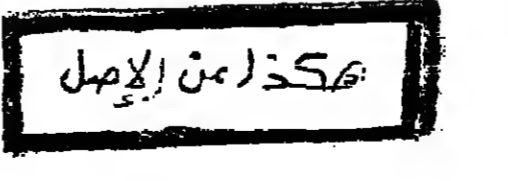
M. Ahmed Draia est né en 1929 à Souk-Ahras. C'est le docteur algérien qui s'engage dans l'A.L.N. sous le nom de guerre de Si Ahmed et il est impliqué en 1958 dans le complot des colonels. Il commande le gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.). Il est arrêté, jugé et condamné à deux ans de prison par le colonel Boumediène. Il est libéré en 1960 et rejoint deux ans plus tard le commandement des forces de l'A.L.N. du Sud. En avril 1963, il est nommé chef des compagnies nationales de sécurité (C.N.S.). Il participe l'année suivante au congrès du F.L.N. et devient membre suppléant du comité central. Le 1<sup>er</sup> juin 1965, il est nommé par M. Ben Bella, directeur de la Sécurité nationale. Moins de trois semaines plus tard, il participe au coup d'Etat. En août 1965, il est nommé chef de la police. Il reste à ce poste jusqu'au 21 avril 1977, date à laquelle il est nommé ministre des transports.

M. TAYEBI

M. Mohamed Tayebi, dit commandant Zérib, est le docteur du Conseil de la révolution. Il est né le 1<sup>er</sup> décembre 1918 à Sifset, près de Sidi-Bel-Abbes. De 1939 à 1946, il milite au Mouvement national algérien. Il rejoint le F.L.N. en 1957 au grade de sous-lieutenant, après avoir suivi les cours de l'école de Saint-Maixent. Il passe au F.L.N. en décembre 1957, avec une partie de ses hommes. En 1958 et 1959, il commande en Tunisie l'école d'officiers de l'armée de libération nationale (A.L.N.). Nommé en juillet 1962 au poste de chef de la 4<sup>th</sup> région militaire (Ouargla), il est capturé en rejoignant son poste, jugé et condamné à mort. Emprisonné à Blida, puis en France, il est libéré en avril 1963. En septembre de la même année, l'adjudant provisoire le place à la tête de la gendarmerie. En 1964, il est élu au comité central du F.L.N. Le 19 juin 1968, la gendarmerie fait cause commune avec l'armée. Elle aide à réprimer les manifestations de soutien à Ben Bella. Le colonel Tayebi conserve la direction de la gendarmerie jusqu'au 21 avril 1977, date à laquelle il est nommé ministre de l'Environnement, de la bonification des terres et de l'hydraulique.

Colonel YAHIAOUI

Le colonel Mohamed Salah Yahiaoui est né en 1932 à Barika, à larière des Aurès. Instituteur lors du déclenchement de la lutte armée, en novembre 1954, il rejoint les maquis en 1956. Il y fait toute la guerre. Il est blessé au début de 1962. Il est nommé ministre de l'Environnement, de la bonification des terres et de l'hydraulique. — (A.F.P.)





# Chez Margnat on est content des vendanges, c'est une année de qualité.



Autour du Bassin Méditerranéen, les vendanges sont bonnes en qualité mais faibles en quantité. Et certains parlent déjà de "grande" année.

Cela veut dire que le vin sera bon, mais vraisemblablement plus cher. Il en va ainsi de tous les produits agricoles dont la récolte varie pour une bonne part en fonction des aléas du climat.

Pour Margnat, les cuvées 78 s'annoncent bien! Alors on a le sourire. Bravo et merci au Seigneur

pour nous avoir donné l'ensoleillement qui a bien mûri les ceps. Bravo aux vigneron qui ont choisi le meilleur moment pour vendanger. Bravo à nos courtiers piqueurs qui ont su choisir dans tout le Bassin Méditerranéen les meilleures récoltes pour vous offrir d'une vendange à l'autre la garantie d'une régularité. Bravo enfin au Maître de chai qui nous prépare un excellent vin de table que vous retrouverez, comme toujours, frais, gouleyant et fruité.

*Magnat*

D'une vendange à l'autre, la garantie d'une régularité.





LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Giscard d'Estaing se déclare opposé à l'extension des pouvoirs de l'Assemblée européenne « aussi longtemps que l'Europe confédérale ne sera pas organisée »

Il y a un an, les Français étaient « inquiétés » par les conséquences du choix qu'ils étaient appelés à faire. Aujourd'hui, ils savent qu'ils n'avaient pas le choix et que, en réalité, il n'y a pas d'autre politique possible...

Le financement des partis politiques et de réduire le cumul des mandats électifs — deux projets de loi seront déposés à cette fin et pour rappeler au R.P.R. qu'une attitude de dispute ou de menace au sein de la majorité...

que la structure confédérale correspond à la situation de l'Europe, et il a rappelé que le traité de Rome ne pourrait être révisé qu'à la demande de tous ses signataires. Mais le chef de l'Etat a aussi précisé que les Parlements nationaux pourraient transférer certains de leurs pouvoirs législatifs à l'Assemblée européenne...

position du président de la République sur certains « problèmes de société », qui lui ont été soumis par les journalistes, n'est pas plus nette. Estimant d'abord que le pluralisme de la presse a été maintenu en France, M. Giscard d'Estaing n'en a pas moins paru condamner les concentrations de titres, tout en laissant entendre, à demi-mot, que les pouvoirs publics avaient pu favoriser certaines d'entre elles afin d'éviter des difficultés économiques...

PATRICK JARREAU.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Voilà le texte officiel des déclarations faites par M. Valéry Giscard d'Estaing au cours de la conférence de presse qu'il a donnée, le mardi 21 novembre, à la Maison de Radio-France. Les débats étaient dirigés par Alain Fernbach (R.F.R.), président de la presse présidentielle, Jean Le Lagadec (« l'Humanité »), André Passeron (« le Monde ») et Paul-Jacques Truffaut (« Ouest-France »), vice-présidents.

Alain FERNBACH. — Au nom des membres de la presse présidentielle, je voudrais vous remercier d'avoir répondu à notre invitation. (...) Avant de donner la parole à nos confères, je crois, monsieur le président, que souhaitez-vous-même prendre la parole...

— Très brièvement, pour vous remercier de votre invitation et vous dire que j'ai été heureux de venir à cette rencontre avec la presse, organisée à son initiative. Avant de répondre à vos questions je voudrais faire, en quelques mots, le point et vous dire où nous en sommes de notre vie nationale.

Il y a un an, la France était troublée et inquiète par les conséquences du choix politique qu'elle avait à faire; elle était en même temps, inquiète et soucieuse de l'avenir de la République, de ce qu'il adviendrait de la France, le président de la République, je vous rappelle que son rôle est de se préoccuper de la durée et de ce qu'il adviendrait de la France, le président de la République est celui qui veille sur le pont du navire, et je voudrais vous redire à nouveau quels sont les quatre objectifs que je m'efforce d'atteindre, à l'un quel que soit et chacune les connaissez et puisse juger si mon action contribue ou non à nous en rapprocher. Ces quatre objectifs sont les suivants :

— Rechercher l'unité de la France, pour qu'elle puisse compter sur toutes ses forces et qu'elle puisse vivre comme une démocratie forte et paisible ; — Placer notre pays dans le peloton de tête des pays industrialisés et faire en sorte qu'il soit reconnu comme tel dans le monde ; — Organiser l'Europe en y assurant l'influence de la France ; — Et, enfin, faire de notre pays avec vous tous un exemple d'organisation sociale fondée sur la liberté sur la justice et sur la culture, réunies pour constituer une civilisation française.

Voilà mes quatre objectifs, et je les répète souvent dans l'avenir afin que les Français puissent les connaître et juger, comme je le disais tout à l'heure, si mon action permet ou non de les atteindre. Et maintenant, monsieur le président, messieurs, je répondrai à vos questions.

Christian LIONNET (le République lorrain). — Chercher l'unité

de la France. Déjà au lendemain des élections, vous avez donné au gouvernement la mission de préparer la voie d'une large union nationale. Et vous avez engagé des efforts qu'aurait engagés en ce sens M. Raymond Barre et quels sont, selon vous, les premiers résultats de ces efforts ?

J'ai dit, tout à l'heure, qu'il était fondamental à mes yeux que nous recherchions l'unité de la France. Naturellement, l'unité démocratique, c'est-à-dire l'unité qui ne nous dispense pas du débat démocratique sur les idées, sur les orientations. Cela veut dire

Le financement des partis et le cumul des mandats. J'avais, d'autre part, indiqué un certain nombre de thèmes de réflexion ou de réflexion. Vous vous souvenez de l'affaire du droit de réponse. Le droit de réponse sur les grands moyens d'expression a été reconnu à l'opposition. Elle s'en est servi une fois, il se trouve qu'il n'y a pas eu d'autre circonstance où elle ait pu l'utiliser, mais ce droit de réponse est devenu un droit de l'opposition à chaque fois où ceci se produira. En outre, j'avais indiqué des directions de recherche, sur lesquelles ces consultations ont eu lieu entre le premier et les dirigeants de l'opposition et de la majorité : problème de financement des partis politiques, problème de cumul des mandats, etc.

Je vous signale également, au sujet du cumul des mandats, qu'un projet de loi limitant à deux le nombre des mandats électifs qui peuvent être exercés par les citoyens français sera déposé. Le texte en sera approximativement le suivant : nul ne peut se présenter à un mandat électif s'il détient déjà deux mandats de cette nature. S'agissant des modalités d'élection des conseils municipaux dans les grandes villes, les consultations vont se poursuivre. Il s'agit de toute façon d'une question qui n'appelle pas de solution d'urgence, et je souhaite que le gouvernement continue à y réfléchir. Au total, je considère que la collaboration raisonnable a progressé et j'en attribue le mérite à tous ceux qui sont les acteurs de la vie politique française, dans la majorité comme dans l'opposition.

Jacques HEBERT (T.F. 1). — Monsieur le président, depuis les élections de mars dernier, la France est politiquement coupée en quatre grandes familles. Que ce soit au sein de la majorité ou de l'opposition, on est devenu critique, méfiant, voire arrogant. Vous parlez de l'unité des Français : je voudrais savoir comment cette unité passe, au plan politique, par la réconciliation de ceux qu'on pourrait appeler les frères ennemis à l'heure actuelle ou par de nouvelles alliances qui amèneraient une majorité de type social-démocrate, comme on vous en a vu et souvent tentation ?

Non, la France n'est pas coupée en quatre et je vous

d'abord mettre fin à une coupure excessive et anormale et organiser ce que j'ai appelé une cohabitation raisonnable entre la majorité et l'opposition. Je considère que depuis le début de l'année, il y a eu des progrès à cet égard et que le style, le ton, les modalités des rapports entre les dirigeants de l'opposition et les dirigeants du gouvernement et de la majorité ont été sensiblement améliorés. Je ne veux pas en retirer le bénéfice car je considère que c'est une évolution naturelle à laquelle chacun contribue, qu'il soit dans la majorité ou dans l'opposition.

demande à vous, les commentateurs, de ne pas dire qu'elle est coupée en deux. Elle est, en fait, divisée, répartie entre un certain nombre de grandes tendances politiques ; c'est le cas de toute société démocratique. Comme personne en France n'aspire, je pense, à la situation d'un parti unique, il y aura toujours division de la France et un certain nombre de courants politiques et de tendances politiques. Ce n'est pas à moi de décider de l'heure actuelle, en effet, depuis les dernières élections, chaque formation principale est représentée à l'Assemblée nationale.

Je voudrais aussi évoquer les problèmes de l'opposition ; je vous parlerai seulement de ce que j'ai publié, il y a un peu plus d'un an, la préface de « Démocratie française », que j'avais alors indiqué qu'à mes yeux, la rupture du programme commun était inévitable et que la seule question qui se posait était de savoir si elle aurait lieu avant que l'opposition s'écroule, ou après que celle-ci n'acquéiesse aux responsabilités de gouver-

nement. Effectivement, cette rupture a eu lieu. L'on constate tous les jours que c'est un événement de portée considérable de la vie politique nationale, puisque les deux camps ont subi une rupture qui semble au contraire s'être approfondie depuis les élections.

Du côté de la majorité, il n'y a pas eu de coupure ; il y a deux grandes formations principales, à l'Assemblée nationale, et je les juge, comme président de la République, au travers du rôle qu'elles jouent dans les institutions. C'est-à-dire au Parlement — par leurs votes. J'observe que, depuis les élections, ces deux formations ont voté régulièrement, d'abord le soutien au gouvernement de Raymond Barre, et ensuite l'adoption des grands thèmes qui ont été proposés, jusqu'à, il y a quelques jours, le budget. Ces deux formations, je considère qu'elles sont nécessaires l'une et l'autre à l'existence de la majorité. Je retrouve là une conviction qui a toujours été la mienne, c'est que la France étant telle qu'elle est, il n'est pas possible de croire, et il n'est même pas souhaitable de croire, que la majorité puisse être exercée par une seule formation politique. La nature de la France n'est pas telle que la formation politique n'a jamais, dans le passé, atteint à elle seule la majorité absolue des suffrages, et je crois qu'il est normal que le tempérament politique des Français se reflète dans une certaine diversité. C'est pourquoi je considère — et je le dis notamment à l'Assemblée nationale — que l'existence de ces deux formations est nécessaire à la vie de la majorité.

L'opinion condamnerait une attitude de dispute ou de menace au sein de la majorité.

Patrice DUHAMEL (TF 1). — Monsieur le président, le R.P.R. a décidé, le mois dernier, une trêve — ce sont ses mots — avec le gouvernement. Je voudrais savoir ce que vous pensez de ce type de rapports entre une formation importante et le gouvernement. D'une manière générale, pour reprendre ce que vous venez de dire, est-ce que le terme de « pluralisme » que vous avez employé vous paraît adapté à cette situation interne de la majorité ?

Gérard CARREFFOU (Europe 1). — Monsieur le président, vous venez de le rappeler, votre fonction se situe au-dessus des partis. Cependant, imaginez-vous ne vous désintéressant pas complètement de la vie interne des partis de la majorité présidentielle. A cet égard, comment voyez-vous l'avenir de l'U.D.F. ? Est-ce que vous souhaitez que cette formation devienne un vrai parti structurel, intégré, ou qu'elle demeure sous la forme d'un simple cartel électoral ?

En tant que président de la République, j'observe le comportement de ces deux groupes parlementaires et constate qu'ils soutiennent l'un et l'autre régulièrement, dans tous les grands scrutins, le gouvernement et la politique qu'il conduit. Vous posez la question de savoir ce qu'il adviendrait s'ils se déchaînaient ? Je vous dirai que, telle que j'aperçois l'Assemblée nationale, je considère que celle-ci condamnerait toute attitude qui serait une atti-

tude de dispute ou de menace au sein de la majorité, car les Français n'ont pas fait en mars dernier deux demi-bons choix pour la France ; ils ont pensé qu'ils faisaient un bon choix pour la France en envoyant une majorité soutenir une action, qui est d'ailleurs celle dont j'avais tracé les grandes lignes. Et c'est pourquoi je souhaite et je suis convaincu que les élus de mars 1978 resteront fidèles au contrat qu'ils ont avec les électeurs et qui est le contrat du bon choix pour la France.

Gérard CARREFFOU (Europe 1). — Monsieur le président, vous venez de le rappeler, votre fonction se situe au-dessus des partis. Cependant, imaginez-vous ne vous désintéressant pas complètement de la vie interne des partis de la majorité présidentielle. A cet égard, comment voyez-vous l'avenir de l'U.D.F. ? Est-ce que vous souhaitez que cette formation devienne un vrai parti structurel, intégré, ou qu'elle demeure sous la forme d'un simple cartel électoral ?

En tant que président de la République, j'observe le comportement de ces deux groupes parlementaires et constate qu'ils soutiennent l'un et l'autre régulièrement, dans tous les grands scrutins, le gouvernement et la politique qu'il conduit. Vous posez la question de savoir ce qu'il adviendrait s'ils se déchaînaient ? Je vous dirai que, telle que j'aperçois l'Assemblée nationale, je considère que celle-ci condamnerait toute attitude qui serait une atti-

tion d'archaïsme. Je ne m'appartient ni de désigner ni de commenter les éventuels candidats — qui, d'ailleurs, comme nous le savons, sont nombreux — à l'élection présidentielle. Vous avez posé la question de l'archaïsme de l'opposition. Je ne crois pas que l'opposition française soit archaïque. Je crois que, au contraire, à l'heure actuelle, elle est traversée par un certain nombre de courants d'idées de débats, qui portent, à juste titre, sur la société contemporaine. Il y a dans l'opposition, comme il y a d'ailleurs dans toute notre vie politique, des archaïsmes. Par exemple, j'ai observé, l'année dernière, que certaines positions étaient des positions archaïques : le rôle envisagé pour l'Etat, dans la conduite de l'économie selon les modalités du programme commun, était, à mes yeux, archaïque, tel qu'il était défini. De même, l'état des rapports entre la majorité et l'opposition, tel que nous en constatons la pratique jusqu'aux dernières années, où il n'y avait pas de rencontre, pas de dialogue était une situation archaïque. En revanche, je ne considère pas du tout que les débats actuels ou que la pensée politique de l'opposition soient empreints de cette coloration.

Alain FERNBACH. — Il y avait une dernière phrase dans la question de Michel Schiffrès.

Michel SCHIFFRÈS. — Je peux le répéter : pour être plus simple, je voudrais vous demander si, éventuellement, vous seriez candidat en 1981.

— Je n'avais pas du tout compris que c'était de cela qu'il s'agissait. Dans ce cas-là, je vous dirai ce que j'ai déjà dit le 14 juin dernier, à propos d'une question semblable. Je disais : « Il faut donner au temps le droit de respirer ». Je vous demande de me faire la même faveur que celle que je demandais pour le temps. J'exerce ma fonction, laissez-moi le temps de respirer.

René ANDRIEU (l'Humanité). — Monsieur le président, au cours de votre dernière conférence de presse, je vous ai demandé si vous trouviez juste que les jour-

nalistes communistes soient systématiquement exclus de la rédaction nationale des journaux idéologiques. Vous m'avez répondu alors, si je ne me souviens bien, qu'il valait mieux que ces journaux soient dirigés par des journalistes, n'aurait pas de raison d'être. Alors, à la suite de votre déclaration, quatre journalistes, peut-être le savez-vous, ont déposé leur candidature au second tour de 1974 ?

— Je ne m'appartient ni de désigner ni de commenter les éventuels candidats — qui, d'ailleurs, comme nous le savons, sont nombreux — à l'élection présidentielle. Vous avez posé la question de l'archaïsme de l'opposition. Je ne crois pas que l'opposition française soit archaïque. Je crois que, au contraire, à l'heure actuelle, elle est traversée par un certain nombre de courants d'idées de débats, qui portent, à juste titre, sur la société contemporaine. Il y a dans l'opposition, comme il y a d'ailleurs dans toute notre vie politique, des archaïsmes. Par exemple, j'ai observé, l'année dernière, que certaines positions étaient des positions archaïques : le rôle envisagé pour l'Etat, dans la conduite de l'économie selon les modalités du programme commun, était, à mes yeux, archaïque, tel qu'il était défini. De même, l'état des rapports entre la majorité et l'opposition, tel que nous en constatons la pratique jusqu'aux dernières années, où il n'y avait pas de rencontre, pas de dialogue était une situation archaïque. En revanche, je ne considère pas du tout que les débats actuels ou que la pensée politique de l'opposition soient empreints de cette coloration.

Alain FERNBACH. — Il y avait une dernière phrase dans la question de Michel Schiffrès.

Michel SCHIFFRÈS. — Je peux le répéter : pour être plus simple, je voudrais vous demander si, éventuellement, vous seriez candidat en 1981.

— Je n'avais pas du tout compris que c'était de cela qu'il s'agissait. Dans ce cas-là, je vous dirai ce que j'ai déjà dit le 14 juin dernier, à propos d'une question semblable. Je disais : « Il faut donner au temps le droit de respirer ». Je vous demande de me faire la même faveur que celle que je demandais pour le temps. J'exerce ma fonction, laissez-moi le temps de respirer.

René ANDRIEU (l'Humanité). — Monsieur le président, au cours de votre dernière conférence de presse, je vous ai demandé si vous trouviez juste que les jour-

nalistes communistes soient systématiquement exclus de la rédaction nationale des journaux idéologiques. Vous m'avez répondu alors, si je ne me souviens bien, qu'il valait mieux que ces journaux soient dirigés par des journalistes, n'aurait pas de raison d'être. Alors, à la suite de votre déclaration, quatre journalistes, peut-être le savez-vous, ont déposé leur candidature au second tour de 1974 ?

— Je ne m'appartient ni de désigner ni de commenter les éventuels candidats — qui, d'ailleurs, comme nous le savons, sont nombreux — à l'élection présidentielle. Vous avez posé la question de l'archaïsme de l'opposition. Je ne crois pas que l'opposition française soit archaïque. Je crois que, au contraire, à l'heure actuelle, elle est traversée par un certain nombre de courants d'idées de débats, qui portent, à juste titre, sur la société contemporaine. Il y a dans l'opposition, comme il y a d'ailleurs dans toute notre vie politique, des archaïsmes. Par exemple, j'ai observé, l'année dernière, que certaines positions étaient des positions archaïques : le rôle envisagé pour l'Etat, dans la conduite de l'économie selon les modalités du programme commun, était, à mes yeux, archaïque, tel qu'il était défini. De même, l'état des rapports entre la majorité et l'opposition, tel que nous en constatons la pratique jusqu'aux dernières années, où il n'y avait pas de rencontre, pas de dialogue était une situation archaïque. En revanche, je ne considère pas du tout que les débats actuels ou que la pensée politique de l'opposition soient empreints de cette coloration.

Alain FERNBACH. — Il y avait une dernière phrase dans la question de Michel Schiffrès.

Michel SCHIFFRÈS. — Je peux le répéter : pour être plus simple, je voudrais vous demander si, éventuellement, vous seriez candidat en 1981.

— Je n'avais pas du tout compris que c'était de cela qu'il s'agissait. Dans ce cas-là, je vous dirai ce que j'ai déjà dit le 14 juin dernier, à propos d'une question semblable. Je disais : « Il faut donner au temps le droit de respirer ». Je vous demande de me faire la même faveur que celle que je demandais pour le temps. J'exerce ma fonction, laissez-moi le temps de respirer.

René ANDRIEU (l'Humanité). — Monsieur le président, au cours de votre dernière conférence de presse, je vous ai demandé si vous trouviez juste que les jour-

nalistes communistes soient systématiquement exclus de la rédaction nationale des journaux idéologiques. Vous m'avez répondu alors, si je ne me souviens bien, qu'il valait mieux que ces journaux soient dirigés par des journalistes, n'aurait pas de raison d'être. Alors, à la suite de votre déclaration, quatre journalistes, peut-être le savez-vous, ont déposé leur candidature au second tour de 1974 ?

— Je ne m'appartient ni de désigner ni de commenter les éventuels candidats — qui, d'ailleurs, comme nous le savons, sont nombreux — à l'élection présidentielle. Vous avez posé la question de l'archaïsme de l'opposition. Je ne crois pas que l'opposition française soit archaïque. Je crois que, au contraire, à l'heure actuelle, elle est traversée par un certain nombre de courants d'idées de débats, qui portent, à juste titre, sur la société contemporaine. Il y a dans l'opposition, comme il y a d'ailleurs dans toute notre vie politique, des archaïsmes. Par exemple, j'ai observé, l'année dernière, que certaines positions étaient des positions archaïques : le rôle envisagé pour l'Etat, dans la conduite de l'économie selon les modalités du programme commun, était, à mes yeux, archaïque, tel qu'il était défini. De même, l'état des rapports entre la majorité et l'opposition, tel que nous en constatons la pratique jusqu'aux dernières années, où il n'y avait pas de rencontre, pas de dialogue était une situation archaïque. En revanche, je ne considère pas du tout que les débats actuels ou que la pensée politique de l'opposition soient empreints de cette coloration.

Alain FERNBACH. — Il y avait une dernière phrase dans la question de Michel Schiffrès.

Michel SCHIFFRÈS. — Je peux le répéter : pour être plus simple, je voudrais vous demander si, éventuellement, vous seriez candidat en 1981.

— Je n'avais pas du tout compris que c'était de cela qu'il s'agissait. Dans ce cas-là, je vous dirai ce que j'ai déjà dit le 14 juin dernier, à propos d'une question semblable. Je disais : « Il faut donner au temps le droit de respirer ». Je vous demande de me faire la même faveur que celle que je demandais pour le temps. J'exerce ma fonction, laissez-moi le temps de respirer.

René ANDRIEU (l'Humanité). — Monsieur le président, au cours de votre dernière conférence de presse, je vous ai demandé si vous trouviez juste que les jour-

دعواتهم إلى



REPUBLIQUE  
extension  
si longtemps  
inisée

tion, un journaliste de sensibilité communiste. Il y a, dans les postes régionaux, plusieurs journalistes de sensibilité communiste, et il existe des perspectives de recrutement pour d'autres. Je vous rappelle que l'attitude qui doit être la règle, c'est que le fait pour un journaliste d'appartenir au parti communiste, ou d'avoir une conviction communiste, ne doit pas être un obstacle à son recrutement. Mais, bien entendu, il n'appartient pas aux partis politiques de désigner les candidats aux différentes fonctions.

René ANDRIEU. — Je m'excuse, mais, à ma connaissance, je crois que vous commettez une erreur. Ce n'est pas M. Paul Lescar qui est venu déposer les candidatures des journalistes

**Le pluralisme de la presse a été maintenu**

Guy CLAISSE (Le Matin de Paris). — Monsieur le président, on assiste depuis quelques temps

**« EN TOUTE CLARTÉ »**

Faut-il, dans la sombre histoire de la presse quotidienne, marquer le 21 novembre 1978 comme un jour faste public, pour le premier fois, le président de la République n'a pas totalement esquissé les réponses aux questions qui lui étaient posées sur la presse ?

Certain, M. Giscard d'Estaing a considéré qu'il se serait rabaisé en répondant avec simplicité à cette interrogation : « M. Robert Hersant est-il au-dessus des lois et peut-il impunément demeurer directeur de plusieurs quotidiens ? » Mais le président de la République a, néanmoins, à défaut de traiter de ce problème comme il le dit un peu imprudemment « en toute clarté », tenu d'apporter quelque lumière.

La presse qui entend rester libre ne peut prendre très au sérieux l'offre renouvelée de débats avec les dirigeants de la presse. Faudra-t-il attendre que M. Hersant soit l'unique interlocuteur pour discuter avec lui des effets du pluralisme concentrationnaire qu'il nous propose ? Il est bon de faire écho au groupe d'étude projeté par le sénateur Henri Cahavet, et d'ironiser pas sur la saluina du Conseil économique et social, qui a déjà consacré aux problèmes de la presse de longs rapports vite recouverts par les chrysanthèmes.

L'espoir vient de l'affirmation enfin exprimée, selon laquelle les lois fondamentales sur la presse devront être, soit appliquées, soit modifiées. Il serait plus sage de les appliquer tant qu'elles existent et de les modifier ultérieurement. Retenons toutefois la promesse présidentielle et, pronons date pour la prochaine conférence de presse ? — J. S.

**PENDANT 4 JOURS  
FAUTE DE PLACE  
ZENNER BOUTIQUE**  
vend valeur d'achat  
stock de meubles et  
sièges styles et divers  
(Vente à emporter)

Exemple: Bahot Louis XVI scajou  
dessus marbre blanc de Carrare  
Valeur 11.000 F

Soldé **5500 F**

**ZENNER**  
ZENNER BOUTIQUE :  
10, RUE FAIDHERBE, 75011 PARIS  
TEL. : 37.100.14

**PUBLICITE  
LA DERATISATION  
ELECTRONIQUE  
UNE SOLUTION  
"PROPRE"**

Brancher un appareil et ne plus se préoccuper de son problème de souris ou de rats, un rêve ? Plus maintenant. L'antirats MB 02 de Mars Electronique France, inaudible et sans danger pour l'homme donne des résultats surprenants. Devant l'augmentation constante du nombre de ces prédateurs et l'échec des moyens traditionnels de dératisation, les sociétés, administrations et particuliers se tournent vers ce procédé moderne et pratique. D'utilisation très simple, il est en vente au prix de 250 F TTC + frais d'envoi à MEF, 18, rue Bossuet, 13006 Marseille. Tél. 37.06.69 Téléc. : 420 5798984 822

communistes ; c'est quatre journalistes communistes, que je vous ai, qu'il y a, dans les postes régionaux, plusieurs journalistes de sensibilité communiste, et il existe des perspectives de recrutement pour d'autres. Je vous rappelle que l'attitude qui doit être la règle, c'est que le fait pour un journaliste d'appartenir au parti communiste, ou d'avoir une conviction communiste, ne doit pas être un obstacle à son recrutement. Mais, bien entendu, il n'appartient pas aux partis politiques de désigner les candidats aux différentes fonctions.

à une concentration dans la presse écrite autour d'un groupe bien connu, le groupe Hersant pour le moment. Je voudrais vous demander si vous trouvez normal qu'un seul homme soit de fait, et en mépris de la loi, le tête de plusieurs grands quotidiens nationaux et départementaux, et si vous ne craignez pas qu'une telle situation, à la longue, ne constitue une menace pour le pluralisme, pour l'expression du pluralisme des idées et des opinions dans notre pays ?

— La question que vous posez préoccupe un grand nombre d'entre vous. Je vais y répondre aussi franchement et simplement que possible. D'abord, l'idée que j'ai de ce que devrait être les rapports entre l'Etat et la presse : il me semble que ces rapports devraient être aussi nombreux que possible. Autant il est bon qu'il y ait des rapports d'information autant la gestion des organes de presse doit être assurée en dehors de l'intervention de l'Etat. Je ne parle pas, bien entendu, de l'aide générale que l'Etat peut apporter, sous forme, par exemple, de subvention, à tel ou tel moyen de presse. Mais le rôle principal de l'intervention dans la vie même des journaux, et c'est la raison pour laquelle, pour la première fois, dans le gouvernement actuel, il n'y a pas de ministre qui soit directement chargé de l'information. Il y a un ministre de la culture chargé, outre la culture, des problèmes de la communication ; c'est, je vous le répète, la première fois depuis fort longtemps qu'il n'y a pas de structure politique s'occupant directement des problèmes de la presse.

Deuxième constatation : il y a, en effet, des problèmes de concentration dans la presse, des problèmes existant dans la presse parisienne et ils ont existé — on l'a vu également — dans la presse quotidienne régionale, où ce phénomène s'est également produit.

Quelle est la situation à l'heure actuelle à Paris ? A Paris, il y a douze quotidiens, qui sont relativement d'importance inégale. Si l'on compare d'autres grandes villes étrangères, il y a à Londres, n'est-ce pas, dix quotidiens nationaux, à New-York, trois ; à Washington, deux ; il y a en Allemagne fédérale, au total, comme journaux d'expression nationale, cinq journaux. Donc, jusqu'à présent, le pluralisme a été maintenu en France, et j'ai observé d'ailleurs, comme un fait observé qu'il y avait même eu des créations de journaux et notamment la création récente d'un quotidien à Paris, ce qui est une bonne chose.

Il y a, par contre, des problèmes économiques de la presse et, notamment, on a vu au cours des dernières années les difficultés de tel ou tel journal parisien allant jusqu'à sa disparition. Ces difficultés tiennent à l'évolution technique de la presse, à un certain nombre de nouvelles techniques ou de nouvelles charges qui interviennent dans l'exploitation des journaux. Vous savez, jamais entendu parler d'une intervention de l'Etat, ou de qui que ce soit pour pousser à la concentration de journaux économiques, même prospères. La question qui se pose, c'est l'Etat ou l'Etat, l'Etat ne doit-il rien faire lorsqu'il y a des difficultés écono-

miques aboutissant ou risquant d'aboutir, à la suppression d'un journal ? Je me souviens encore de la disparition de Paris-Jour et je me souviens qu'on avait reproché à l'indifférence, la passivité des pouvoirs publics devant la disparition d'un des titres de la presse parisienne. Pour ma part, je souhaite que ces problèmes soient traités d'abord en toute clarté et ensuite, qu'ils soient traités par le profession, dans un dialogue avec les pouvoirs publics. Je dis : en toute clarté. Il y a, en effet, des obligations qui figurent dans l'ordonnance de 1944 sur la presse et qui, peu à peu, sont tombées en désuétude, mais depuis fort longtemps, le pourquoi ? En bien je vous demande de vous interroger. J'ai posé la question. On m'a dit : elle ne s'ont pas applicables en l'état actuel de l'évolution de la presse, elles imposeraient des surcharges excessives. C'est à vérifier, il faut le

D'autres part, puisqu'il y a des problèmes d'évolution technique poussant à des concentrations, comme on l'a vu dans la presse régionale et comme on l'observe à Paris, il faut que ces problèmes soient débattus, et je propose qu'ils soient débattus de la façon suivante : d'abord, le ministre de la culture et de la communication à Paris, il faut que ces problèmes d'initiative qui a été prise par le sénateur Henri Cahavet, d'organiser un groupe de réflexion sur ce sujet, pour savoir quelles étaient les causes, et quelles devaient être les limites de ces concentrations. Enfin, puisqu'il s'agit d'un problème qui est lié à l'exploitation économique des journaux et non pas à l'opinion qu'ils émettent, je proposerai au gouvernement d'en saisir le Conseil économique et social, car il est certain que, depuis l'immediat d'après-guerre, ces conditions économiques d'exploitation se sont modifiées et qu'il faut donc regarder si les textes conçus à la Libération doivent être appliqués tels quels — dans ce cas ils seront appliqués — ou s'ils doivent, au contraire, être modifiés pour tenir compte de l'évolution depuis cette époque.

De toute façon, je vous indique que mon attitude et celle des pouvoirs publics, c'est d'être favorable au maintien du pluralisme de la presse, comme de l'ensemble des moyens d'information, et donc de ne rechercher en aucun cas, ni même une concentration de ces moyens.

Alain SCHMITT (FR3). — Monsieur le président, vous avez demandé au gouvernement de prendre des mesures fortes en faveur des collectivités locales. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les élus locaux ne semblent pas convaincus par la volonté réformatrice du gouvernement et si l'on en juge par les récents débats et notamment celui du Sénat. Alors, des mesures hardies que vous préconisez, que restera-t-il aujourd'hui et surtout, nous le sentiment que, si vos intentions sont bonnes, elles ne sont pas toujours suivies dans leurs applications ?

— Une réforme qui consiste à transférer les responsabilités de l'Etat vers les collectivités locales, notamment l'Assemblée qui se compose de la plus des intérêts des collectivités locales. J'en parlais d'ailleurs au premier ministre hier soir ; ces textes vont maintenant être présentés par le gouvernement à l'Assemblée nationale, avec la ferme intention de les voir adoptés d'ici à la fin de l'année.

pour pouvoir régler les problèmes qui sont en attente, notamment le problème de la taxe professionnelle, qui avait beaucoup préoccupé, vous vous en souvenez, certains secteurs de la vie française.

Par ailleurs, le gouvernement prépare un projet concernant les transferts de compétences aux collectivités locales. C'est un projet d'une vaste portée, et le gouvernement se pose la question de savoir s'il doit rechercher une solution moyenne ou s'il doit rechercher une solution allant très loin. La conclusion de notre dernière délibération, c'est que le gouvernement proposera une solution allant très loin, et vous verrez que celle-ci suscitera vraisemblablement des réactions quand se posera la question de savoir si, précisément, on ne va pas trop loin dans ce transfert des compétences en direction des collectivités locales. Mais, je vous répète que des réformes de cette nature sont des réformes qui supposent une habitude, une adaptation progressive des esprits, et c'est donc au printemps prochain qu'il y aura un premier débat sur ce texte. Je suis convaincu que ce débat sera approfondi, qu'il sera ensuite repris sous forme d'amendements, de modifications par le gouvernement. Je pense que l'ensemble de ces dispositions pourrait entrer en vigueur pour le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

(Lire la suite page 10.)

**Progrès décisif dans l'étude des langues**

avec AAC 4000 PHILIPS le magnétophone à cassettes double piste spécial pour l'étude des langues, suivant la méthode Audio Active Comparative

- Ecoute du texte professeur préenregistré sur la 1<sup>re</sup> piste.
- Pendant les silences, enregistrement sur la 2<sup>e</sup> piste, par l'élève, du texte répété.
- Ecoute simultanée des 2 pistes pour comparaison.

Cours Philips disponibles en 9 langues.

**PHILIPS** Audiovisuel

**Bon pour documentation gratuite.**

Sur le AAC 4000 et les cours de langues à renvoyer à S.A. Philips I.C. BP 131 - 92154 Suresnes Cedex

Nom : \_\_\_\_\_ Ets : \_\_\_\_\_  
No : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_ MOI

**UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL**

**Danses d'Afrique**  
Michel Huet

"DANSES D'AFRIQUE" de Michel Huet est probablement le plus beau livre d'illustrations ethnographiques qui soit jamais venu entre mes mains. Ces images sont à couper le souffle et les commentaires de Jean Laude et Jean-Louis Paudrat les introduisent admirablement.

Claude Lévi-Strauss

**chêne**

**Les quotidiens nationaux**

Le président de la République a indiqué qu'il existait, à Paris, douze quotidiens. Si on ne tient pas compte des publications quotidiennes spécialisées, uniquement distribuées par abonnement, vingt-trois titres sont actuellement diffusés, soit par la Coopération des quotidiens adhérents aux N.M.P.P., soit, pour deux d'entre eux (Le Figaro et l'Aurore), par une coopérative adhérent à Transport-Press.

DIFFUSION (O.J.D.)	NOV COMTECKES
France-soir ..... 510 487	Le Bulletin quotidien
La Monde ..... 428 857	But
Le Parisien libéré ..... 380 213	La Cote D'ivoire
Le Figaro ..... 327 193	L'Humanité rouge
L'Aurore ..... 288 854	International Herald Tribune
L'Equipe ..... 232 829	La Lettre de l'Echo de la presse
L'Humanité ..... 183 149	Libération
Le Croix ..... 157 574	Notre Parole
Le Matin de Paris ..... 120 258	Le Nouveau Journal
Les Echos ..... 104 748	Presse nouvelle
	La Quotidien du peuple
	Rouge

Les douze titres en italique de cette liste peuvent être considérés comme les quotidiens d'information d'actualité cités par M. Giscard d'Estaing. Les onze autres sont des quotidiens « spécialisés » ou étrangers.



# POLITIQUE

La conférence de presse

## CONSTRUCTION EUROPÉENNE

(Suite de la page 9.)

Pierre CHARY (la Lettre de la Nation). — Monsieur le président, vous avez catégoriquement affirmé que l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct entraînerait pas et ne devrait pas entraîner une extension des pouvoirs qui lui ont été fixés par le traité de Rome et ses annexes. Cette limitation est la garantie du caractère confédéral de l'Europe et de l'indépendance des nations qui la composent. Mais si de vos huit partenaires déclarés au contraire que cette Assemblée devrait avoir les véritables pouvoirs d'un Parlement. L'un vient même de déclarer qu'elle devrait les exiger. Dans ces conditions, pourquoi ne demandez-vous pas au prochain conseil européen de prendre à l'unanimité l'engagement solennel que les règles fixées par le traité seront dans le présent et dans l'avenir, intégralement respectées? Est-ce parce que vous estimez nécessaire qu'à terme les traités devraient être renégociés, afin d'autoriser l'extension des pouvoirs de cette Assemblée, extension que vous jugez vous-même souhaitable?

Jean-François REVEL (l'Express). — Monsieur le président, les discussions et les polémiques des hommes politiques et commentateurs au sujet de l'Europe semblent passer assez largement au-dessus de la sensibilité du public. Il n'y a pas de sentiment que presque personne ne parle clair dans ce domaine. Nombre de responsables qui sont contre toute création d'une autorité politique supranationale européenne se prétendent néanmoins chauds partisans de l'Europe. Ceux qui sont pour cette autorité politique européenne le déclarent avec une certaine conviction. Pour l'opinion publique, me semble-t-il, une seule question est intéressante, derrière les débats compliqués de la politique européenne : y a-t-il, oui ou non, un jour, un gouvernement européen? Quelle est, aujourd'hui, votre réponse à cette question?

— Tout cela appelle quelques explications. Je reviens un instant sur la première question qui a été posée tout à l'heure, à propos de l'ouverture du débat poli-

tique en France. Je pense que la question des institutions européennes est tellement importante qu'avant les prochaines élections, avant le sommet du printemps prochain, qui se tiendra à Strasbourg, je rencontrerai les principaux dirigeants de la majorité et de l'opposition, pour analyser avec eux le problème des institutions européennes.

J'en viens maintenant au débat actuel sur l'Europe. Première remarque : il ne faut pas s'étonner, encore moins s'attrister, d'un tel débat. Je suis frappé de voir qu'à l'heure actuelle on paraît s'étonner, regretter que l'on discute d'un sujet pareil. Mais il s'agit de l'organisation d'un continent de notre continent, et c'est un sujet d'une ampleur telle qu'il est non seulement fort normal mais souhaitable qu'il donne lieu à un large débat, et je vous invite à un large débat. Deuxième remarque : il est naturel que le débat soit large parce qu'il concerne des pays démocratiques. Voilà, dans des démocraties qui discutent de la manière dont ils vont organiser ensemble leur avenir. Il est naturel que, dans ce débat, des opinions différentes, en disant, j'ai noté, en passant, que c'est la seule région où sont ainsi voisins neuf pays démocratiques qui peuvent, dans des procédures de liberté, discuter ensemble de leur avenir. Donc, le débat est normal et souhaitable. Autre observation qui m'a frappé en ce qui concerne vos réactions ces derniers jours : ce n'est pas parce que quelqu'un dit quelque chose qu'il modifie pour autant les institutions de l'Europe. Nous sommes habitués à entendre toutes sortes d'opinions. Ce sont des opinions ; ce qui m'intéresse ce sont les institutions de l'Europe. Ces institutions ne sont pas faites par des opinions, elles sont faites par des traités ; ces traités ont été longuement discutés, soigneusement ratifiés ensuite par les différents Parlements, si bien — et nous y reviendrons, je pense, tout à l'heure, à propos d'autres questions — que, si on s'interroge sur la manière dont les institutions peuvent être modifiées, on s'aperçoit qu'elles ne peuvent l'être que par des procédures très soignées, dans lesquelles chaque pays a sa part à jouer. Je pense qu'il y aura l'occasion de le rappeler.

— Non, je ne partage pas ces craintes, et je ne pense pas que le peuple français les partage. Quel est le problème? C'est que l'Allemagne fédérale a acquis au cours des dernières années un niveau de développement économique et une puissance monétaire qui l'ont placée dans le peloton de tête des pays industrialisés et je considère qu'il n'est pas bon pour l'Europe qu'il n'y ait qu'un Etat d'Europe qui soit dans cette situation.

Comme l'Europe doit avoir une structure d'équilibre, puisque celle-ci sera confédérale, l'équilibre se trouvera d'autant mieux assuré que les principaux partenaires seront dans des situations comparables. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai indiqué, tout à l'heure, qu'il était important que la France ait une influence en Europe, qu'elle se donne cet objectif, pour qu'elle ait cette influence. Il faut qu'elle ait

extension des pouvoirs de l'Assemblée. C'était une déclaration dans laquelle il indiquait qu'il aurait vraisemblablement pression de l'Assemblée elle-même pour étendre ses pouvoirs, ce qui n'est pas l'honnêteté oblige à le dire, la même chose. Mais je vous parle de ma position : ma position sur ce sujet n'a pas varié depuis le début, et je dirai que c'est, sur le plan européen, tellement simple que je souligne cette particularité. J'ai en effet voté le traité de Rome lorsque j'étais tout jeune parlementaire ; je suis de ceux qui l'ont voté. Ensuite, tout au long de mon activité gouvernementale, et maintenant, comme président de la République française, j'ai maintenu exactement le même cap, qui est l'application du traité de Rome, dans son interprétation en direction d'une confédération. C'est ce qui a été constamment ma pensée et mon attitude.

Les attributions de l'Assemblée

de Rome, l'Assemblée parlementaire européenne pouvait se voir ou non attribuer des compétences législatives et non pas des pouvoirs à caractère politique. Ce débat a eu lieu ; il a abouti à ce qu'on a appelé la concertation entre l'Assemblée parlementaire et le conseil des ministres. Il n'y a donc pas de suite à lui donner (1).

Sur l'élargissement — nous n'allons pas, je pense, ouvrir entièrement ce dossier — ma thèse est la suivante : l'organisation de l'Europe est une organisation politique. C'est l'organisation d'un continent qui a en commun une histoire, une civilisation, un mode de vie, une fraternité dans les relations humaines. Il n'est pas possible d'exclure de l'organisation de ce continent des pays qui en font partie de toute évidence et depuis l'origine. L'Europe aura, tôt ou tard, les frontières naturelles de l'Europe, c'est-à-dire les frontières historiques de ceux qui font partie de l'Europe.

En ce qui concerne particulièrement nos voisins espagnols et portugais, il est évident que les pays désireux de fermer la porte à la candidature de l'Espagne ont leur principal voisin, ami, pays latin, qui partage à tous égards beaucoup de leurs préoccupations et de leur mode de vie.

La France peut penser, et nous les avons posés dès l'origine, beaucoup de conditions de caractère économique et social, concernant l'adhésion. Mais il va de soi que la France doit être le premier pays, je le dis bien le premier, à

comprendre et à soutenir le principe d'une adhésion politique de l'Espagne et du Portugal, ce que d'ailleurs en profondeur, et surtout, le peuple français comprend parfaitement.

Quel est l'état de cet élargissement? D'une part, pour la Grèce, les négociations sont en cours. Elles sont menées avec beaucoup de soin, puisqu'il y a un certain nombre de problèmes sensibles qui sont concernés par cet élargissement, mais qui n'affectent pas de façon massive notre économie. Je pense que la conclusion sera trouvée à la fin du premier trimestre de l'année prochaine, et que la procédure de ratification de cette entrée de la Grèce dans la Grèce antique et de la Communauté pourra être décidée. Pour ce qui est de la Turquie, la négociation est commencée et je vous indique — parce que ceci est important et rassurera un certain nombre de milieux de producteurs français — que les Portugais eux-mêmes suggèrent et envisagent une durée de la période de transition de dix ans, permettant d'effectuer un grand nombre d'ajustements économiques et sociaux et de mettre en place les garanties nécessaires. Quant à l'Espagne, la commission n'a pas encore présenté le rapport qu'elle doit établir. C'est sur ce rapport qu'a lieu le premier échange de vues du conseil des ministres, vraisemblablement au début de l'année prochaine.

### Une « large liste » pour l'élection de juin 1979

Gérard BADEL (le Nouveau Journal). — Monsieur le président, de même qu'avant les élections législatives vous avez indiqué aux Français le bon choix pour la France, avez-vous l'intention, avant les élections européennes, de leur recommander le bon choix pour l'Europe?

— Je n'aurai pas à indiquer un bon choix pour l'Europe. Par contre, j'aurai à rappeler, et je rappellerai, de la façon la plus soignée, quelle est l'attitude de la France vis-à-vis de l'organisation de l'Europe. Je le ferai avant que ne soit ouverte la campagne pour les élections à l'Assemblée parlementaire européenne. J'observe d'ailleurs que cette attitude de la France vis-à-vis de l'organisation de l'Europe me paraît recueillir un très large consensus dans le milieu politique français, car cette thèse, qui est l'application intégrale du traité de Rome, est celle de ce traité, à reçu le support d'un grand nombre de dirigeants de la vie politique nationale.

Concernant l'organisation des élections et les listes, il ne faut pas considérer cette élection comme une élection de politique intérieure, que l'on en dise, ne sera pas modifiée par cette élection. Cela peut être tout au plus un sondage, et un sondage sur un sujet particulier, dont il ne sera pas possible, à mon avis, de tirer des conséquences pratiques sur le fonctionnement de notre vie politique intérieure. Ce qui est donc important, c'est d'envoyer des Français exposés le point de vue de la France dans une Assemblée parlementaire européenne. C'est pas d'envoyer des Français siéger dans des partis politiques d'ailleurs, n'existent pas. C'est pourquoi je pense qu'il n'y aurait que des avantages à ce que figurent sur une même liste, qui serait une large liste, tous ceux qui approuvent, dans la majorité, la politique européenne du gouvernement.

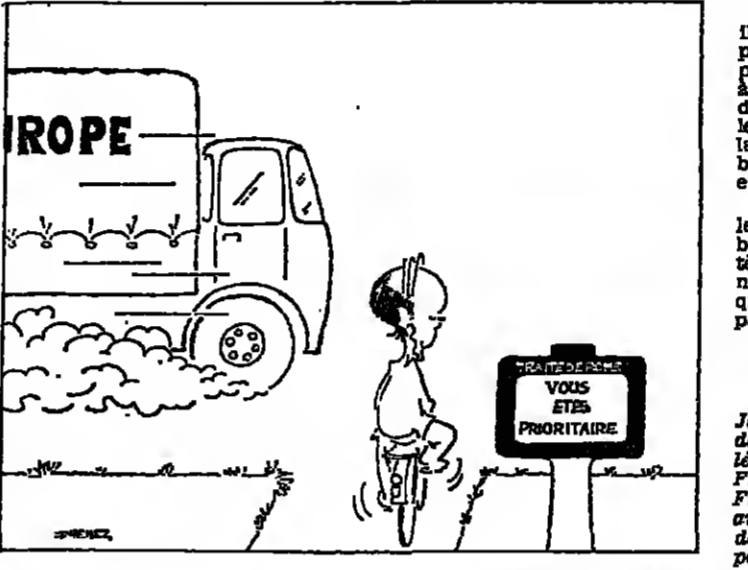
Alain DUHAMEL (Europe 1). — Monsieur le président, je voudrais revenir un instant sur les problèmes des pouvoirs de l'Assemblée européenne, non pas dans l'immédiat comme on en a parlé, mais par la suite, jusqu'à ce que s'avère si vous êtes favorable ou non à ce que, à terme, il y ait un élargissement des pouvoirs de l'Assemblée européenne. Si oui, à quel moment, jusqu'à quel point, quelles méthodes, c'est-à-dire, en particulier, par référendum ou pas par référendum.

— Nous y pensons qu'assez longtemps que l'Europe confédérale

ne sera pas organisée et n'aura pas démontré ses capacités à un certain nombre de producteurs sensibles qui sont concernés par cet élargissement, mais qui n'affectent pas de façon massive notre économie. Je pense que la conclusion sera trouvée à la fin du premier trimestre de l'année prochaine, et que la procédure de ratification de cette entrée de la Grèce dans la Grèce antique et de la Communauté pourra être décidée. Pour ce qui est de la Turquie, la négociation est commencée et je vous indique — parce que ceci est important et rassurera un certain nombre de milieux de producteurs français — que les Portugais eux-mêmes suggèrent et envisagent une durée de la période de transition de dix ans, permettant d'effectuer un grand nombre d'ajustements économiques et sociaux et de mettre en place les garanties nécessaires. Quant à l'Espagne, la commission n'a pas encore présenté le rapport qu'elle doit établir. C'est sur ce rapport qu'a lieu le premier échange de vues du conseil des ministres, vraisemblablement au début de l'année prochaine.

S'il s'agit de se saisir de pouvoirs qui ne sont actuellement ceux des parlements nationaux, les Parlements nationaux sont-ils d'accord, ou seront-ils d'accord pour un tel transfert de pouvoirs? Il ne faut pas oublier que, si on les prend, on les prend au détriment de ce qu'un, je pense, pour ma part, que le débat qui apparaîtra ne sera pas tellement un débat vis-à-vis de l'avenir, mais que ce sera un débat pour savoir s'il y a des sujets de type législatif qui peuvent être traités ou examinés par une Assemblée parlementaire européenne (droit des sociétés, droit social, etc.).

Je répète que, jusqu'à ce que la Confédération européenne ait connu sa pleine organisation, je ne suis pas favorable à un tel élargissement et donc la France



(Dessin de CHEZEL.)

des moyens comparables, je ne dis pas identiques car il y a beaucoup de différences de caractère psychologique — dans l'organisation de la société — mais du même ordre de grandeur que ceux de l'Allemagne fédérale. Donc pour ma part ce n'est pas une crainte, mais un objectif qui est, je crois, d'ailleurs, conforme à l'intérêt bien compris de l'ensemble des pays européens. Je crois qu'il y a un souhaitable, tous qu'il y ait en Europe trois ou quatre pays — deux, trois ou davantage — qui aient des degrés d'influence et de puissance économique comparables.

Henri TINQ (la Croix). — Monsieur le président, nous avons le sentiment qu'une nouvelle querelle entre les ultras et les légitimistes semble naître, en France, à propos des pouvoirs de cette future Assemblée européenne et du suffrage universel. Alors, je voudrais vous poser cette question : est-ce que vous êtes vous le plus proche, de l'ultra-européen Helmut Schmidt, ou des légitimistes, qui disent : tout le traité de Rome, mais rien que le traité de Rome?

— Je ne crois pas qu'il faille qualifier le chancelier Schmidt d'ultra-européen. Si vous avez en attendant sa déclaration, je suis sûr, dans le traité de Rome, une déclaration à laquelle j'ai répondu, comme vous savez, c'était une déclaration dans laquelle le chancelier ne prenait pas position en faveur d'une

parlementaire européenne ne dépend pas des déclarations de tel ou tel chef d'Etat. L'article correspondant du traité de Rome est tout à fait précis à cet égard. Il dit : les institutions exercent leur activité agissant à l'intérieur des attributions qui leur sont conférées par le présent traité. Donc les attributions sont celles du traité de Rome. Elles ne peuvent être modifiées que par une modification du traité de Rome. Pourquoi alors vouloir l'extension de ce traité? C'est d'abord à la suite d'une fausse analogie, parce qu'on se dit : voilà une Assemblée qui sera émise au surplus un an et donc elle va faire ce qu'on a vu dans le passé, c'est-à-dire une sorte de serment du Jeu de Paume... Je vous fais remarquer cependant que l'Assemblée européenne n'a pas été élu au suffrage universel et qu'elle n'a pas la légitimité du fait qu'à l'époque pré-révolutionnaire les autres pouvoirs n'avaient pas été élus au suffrage universel. Mais, à l'heure actuelle, ce n'est pas le cas. Il y a dans différents Etats des pouvoirs élus au suffrage universel : il y a des gouvernements, eux-mêmes désignés par des procédures démocratiques. Donc, la nouvelle Assemblée parlementaire européenne n'aura pas plus de légitimité que les autres institutions démocratiques qui exercent leurs attributions en Europe.

### Une révision du traité de Rome ne peut être envisagée qu'à l'unanimité

Deuxième observation : on croirait, à entendre ces besoins d'extension, que l'Europe confédérale n'est pas accomplie et qu'il faut en trouver une autre à accomplir. Or, j'ai relu le traité de Rome et je me suis aperçu qu'il y a beaucoup de choses qui ne sont pas faites, auxquelles il faudrait que les institutions européennes consacrent leur activité. Exemple : il est prévu, dans le traité de Rome, une politique européenne des transports. Où est-elle? Il a été décidé, il y a quelques années, d'entreprendre une politique européenne sur un des sujets les plus importants de la vie économique et sociale de notre temps, que est l'énergie : où est la politique européenne de l'énergie? Nous sommes seulement en train, à l'heure actuelle — et nous allons d'ailleurs réussir — de créer une zone de stabilité monétaire en Europe. Il aura fallu plus de vingt ans pour y aboutir. Il existe encore un grand nombre de sujets sur lesquels les institutions européennes ont travaillé pour remplir les obligations du traité de Rome.

Enfin, à propos de ces déclarations, je reviens à la question de M. Charpy. J'ai lu, en effet, des déclarations nombreuses, et notamment celles, non pas de chefs d'Etat, mais de certains chefs de gouvernement et, hier, dans une dépêche, une déclaration du président du conseil du Luxembourg. Celui-ci disait : il faudra bien qu'il y ait une extension des pouvoirs de l'Assemblée parlementaire européenne. Puis, sur les neuf partenaires, il y en a sept qui sont d'accord.

### LES CARNAVALS DE BAHIA ET DE RIO

Bahia : le carnaval de nos.  
Rio : les défilés.  
14 jours pour 8.200 F.  
C'est dans le nouveau catalogue Delta Voyages.  
54, rue des Ecoles  
75005 Paris. Tél. 329.2117.

L'INDE DU NORD ET LE NEPAL  
L'Inde Moghole et le Rajasthan.  
Le Gange et la Vallée de Kamandou.  
27 jours pour 5.500 F.  
C'est dans le nouveau catalogue Delta Voyages.  
54, rue des Ecoles  
75005 Paris. Tél. 329.2117.

سكز ان الإلم



POLITIQUE

du président de la République

ne le proposera pas et ne participera pas à une négociation avant pour objet de l'établir. Une dernière question à propos de ces élections d'est-ce que l'affaire du cumul. Est-ce qu'elle est prévue dans vos questions? Alain FERRA... C'était prévu en sous-entendu.

Une dernière question à propos de ces élections d'est-ce que l'affaire du cumul. Est-ce qu'elle est prévue dans vos questions? Alain FERRA... C'était prévu en sous-entendu.

Dans quelles conditions un référendum ?

Alain FERRA... Monsieur le président... beaucoup de membres de l'Assemblée nationale ont voté en faveur d'un référendum.

Alain FERRA... Monsieur le président... beaucoup de membres de l'Assemblée nationale ont voté en faveur d'un référendum.

Alain FERRA... Monsieur le président... beaucoup de membres de l'Assemblée nationale ont voté en faveur d'un référendum.

Alain FERRA... Monsieur le président... beaucoup de membres de l'Assemblée nationale ont voté en faveur d'un référendum.

LE CUMUL DES MANDATS ÉLECTIFS : le cas de M. Jacques Chirac.

Le président de la République a confirmé l'intention qu'il avait annoncée au cours de sa précédente conférence de presse.

Ce sont les raisons pour lesquelles je suis hostile à l'incompatibilité entre le mandat national et le mandat à l'Assemblée parlementaire européenne.

C'est deux raisons. La première est que, contrairement à ce que vous venez de dire, ce n'est pas la règle du cumul.

La seconde raison est beaucoup plus importante. C'est le fait que la France a mis en œuvre une politique économique qui, du point de vue de la lutte contre l'inflation et du point de vue de l'adaptation de notre outil économique, doit être comparée à celle des autres pays.

Alain FERRA... Monsieur le président... beaucoup de membres de l'Assemblée nationale ont voté en faveur d'un référendum.

Alain FERRA... Monsieur le président... beaucoup de membres de l'Assemblée nationale ont voté en faveur d'un référendum.

Alain FERRA... Monsieur le président... beaucoup de membres de l'Assemblée nationale ont voté en faveur d'un référendum.

Alain FERRA... Monsieur le président... beaucoup de membres de l'Assemblée nationale ont voté en faveur d'un référendum.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Gilbert MATHEU... Monsieur le président, depuis que vous avez déclaré que la France avait atteint le seuil critique du chômage...

Je suis sûr que la question de M. Mathieu ne concerne pas l'explication d'un peu générale de la politique économique et sociale.

Je serai très bref. Trois facteurs expliquent ce changement : d'abord, le renchérissement massif du prix de l'énergie...

des pays de plus en plus nombreux ont acquis la technologie occidentale et sont capables de produire dans beaucoup de branches...

Le problème pour la France est donc de savoir si nous allons devenir compétitifs dans la concurrence internationale.

On a publié il y a quelques jours, les résultats du commerce extérieur de la France pour le mois d'octobre...

par exemple l'Allemagne fédérale — il n'y aurait pas de problème de l'emploi en France si nous avions la même compétitivité extérieure...

L'année 1979 doit être une année de stratégie tous azimuts pour traiter le problème de l'emploi.

Comment la produire ? Pour la produire, il faut être capable de vendre, parce que de plus en plus nous vendons une grande partie de notre production à l'étranger.

Enfin, le gouvernement a fait connaître, la semaine dernière, certaines propositions.

De même, le gouvernement a déposé un projet dont il souhaite l'adoption avant le fin de l'année et qui concerne l'établissement de contrats de travail à durée déterminée.

façon distincte les deux situations. Comment est-on arrivé à cette situation? Depuis 1974, le nombre des Français au travail est resté pratiquement le même.

Comment la produire ? Pour la produire, il faut être capable de vendre, parce que de plus en plus nous vendons une grande partie de notre production à l'étranger.

Une action « tous azimuts » contre le chômage. A l'heure actuelle, nous avons un niveau élevé de chômage, un niveau élevé de demandeurs d'emploi.

Vous voyez donc que c'est une action tous azimuts de travailler en disant que, bien entendu, la politique économique doit y apporter sa contribution.

VALAIS/SUISSE. Vous d'appartements et studios, chalets individuels dans de nombreuses stations valaisannes.

Comment lui dire de faire faire la paie à l'extérieur ?



Mélanges un silence et précisez... avec GSI. C'est vital. Avec GSI, leader européen du service informatique et son système Zadig-Paie, votre paie sera faite et bien faite.

Avec GSI, on sait où l'on va.

SKI DE FOND EN LAPONIE. 10 jours de grande évasion dans la Finlande du Nord pour 2.950 F. C'est dans le nouveau catalogue Delta Voyages.

LE NOUVEAU CATALOGUE DELTA VOYAGES EST PARU. 68 pages, 60 circuits. Des vols charters toutes destinations. Delta Voyages, 54, rue des Ecoles, 75005 Paris.



# POLITIQUE

La conférence de presse

(Suite de la page 11.)

sonnel. Le 15 novembre dernier, il y avait une journée de revendications pour l'emploi national, avec son prolongement à Paris. Les évaluations quant au nombre des manifestants ont été de quelques milliers. Le chiffre qui m'a été donné était de six mille, peut-être étaient-ils un peu plus nombreux, mais disons quelques milliers, c'est-à-dire trois ou quatre fois moins que ces manifestations ne rassemblent de participants, d'habitude.

Et je voudrais attirer votre attention sur le fait que certains de ces conflits sociaux se produisent à l'heure actuelle dans des secteurs qui ne sont pas ceux où se pose le problème de la priorité sociale, c'est-à-dire de l'emploi, car, à l'heure actuelle, si l'on est logique avec soi-même, on devrait

donner la priorité absolue à toutes les actions qui peuvent contribuer à l'amélioration de l'emploi. Or, les mouvements sociaux se produisent souvent dans des entreprises, notamment publiques, dans lesquelles, premièrement, il y a la garantie de l'emploi et à la garantie, deuxièmement, il y a la garantie, et même la progression du pouvoir d'achat, en 1978, du fait des accords salariaux signés. Or, véritablement, c'est-à-dire à l'heure actuelle, les actions qui désorganisent aussi peu que ce soit la production, servent la priorité sociale, qui doit être reconnue, de l'amélioration de la situation de l'emploi, alors qu'il conviendrait d'encourager toutes les activités productives du pays ? D'ailleurs, les travailleurs de ces entreprises, les travailleurs ne peuvent que peu les ordres de cessation de travail qui leur sont donnés.

## Le poids des charges sociales est difficilement supportable

Pierre MEUTEY (R.M.C.). — Monsieur le président, dans une économie où la question n'est pas de répartir, mais de produire, comme nous l'avons dit, est-ce que le coût de la Sécurité sociale n'atteint pas désormais les limites de l'insupportable, tandis que le coût du chômage ne cesse de monter, et est-ce qu'il ne conviendrait pas, peut-être, de faire une réforme ainsi que le suggérait le premier ministre dans une interview récente ?

— L'évolution de la Sécurité sociale, vous l'avez écrit, est préoccupante, puisque, après un an de 1977, l'année 1978 correspondra à un déficit de trésorerie, lequel on peut faire face, l'année 1979 risquant d'aboutir à un déficit important. Pourquoi ? On dit d'habitude : mauvaise gestion. Il ne faut pas simplifier les choses. En fait, certaines catégories de dépenses progressent plus vite que la production nationale, notamment deux catégories de dépenses : les dépenses liées au chômage, qui progressent d'environ de cinq points plus vite que la production nationale, et les dépenses de maladie pour des raisons liées à la qualité de soins, à l'amélioration qualitative de notre système de santé — qui progressent de trois points plus vite que la production nationale. C'est de ce fait que naît le déséquilibre.

## Franc et système monétaire européen : la clé du succès après deux échecs

An sommet européen de Paris, en octobre 1973, les Neuf s'étaient mutuellement promis de créer entre eux une union économique et monétaire avant la fin de la présente décennie. On sait ce qu'il est advenu de leur beau projet. Il aura fallu à M. Giscard d'Estaing un indéniable courage pour ne pas perdre de vue cet objectif, et, sinon le réaliser d'ici à 1980, ce qui est manifestement impossible, du moins s'assurer durable de la baisse des prix sans freinage artificiel (puisque le gouvernement a pris l'heureuse initiative de supprimer la fixation des prix). La France pourrait être aidée par les circonstances, du moins à court terme (après pourrions-nous le recouper plus qu'il ne l'est actuellement, à cause du soutien massif qu'elle a accordé au dollar, l'Allemagne risque au cours des prochains mois de connaître un regain de tension, inflationniste).

Quant au deuxième argument, il n'en est qu'un en apparence. C'est d'ailleurs à dire que le futur système européen serait très sensiblement différent du « serpent ». C'est à la fois vrai et faux. A l'occasion de son entrevue avec le chancelier allemand, le président de la République a accepté l'adoption du même système de détermination des parités et d'intervention interne par celui du « serpent ». On ne saurait donc le contester.

Mais il est vrai, comme il l'a rappelé devant les journalistes, que l'introduction de l'ECU amènera dans le système un élément d'adaptation nouveau et éventuellement de contrainte sur la monnaie la plus forte. La plus forte, cela signifie, dans le contexte de l'époque, celle qui est susceptible de monter le plus vite par rapport au dollar. Or jusqu'à présent les Neuf ont discuté, avec un grand luxe de détails, sur le dispositif technique à mettre en place. Celui-ci est de nature à être une forme vide si n'est pas définie une politique coordonnée vis-à-vis du dollar.

En citant le chiffre de 750 000 chômeurs et en soulignant que la durée moyenne du chômage avait diminué, le président de la République n'a tenu qu'un seul des deux aspects de ce problème. Le chiffre de 750 000 chômeurs est en soi-même incontestable. Il est vrai qu'en octobre 1978, 769 855 personnes sur 1 344 100 demandeurs d'emploi recevaient une allocation (au lieu de 753 000 en septembre, chiffre cité par M. Giscard d'Estaing) mais cela signifie-t-il pour autant que les autres — c'est-à-dire 574 245 Français — ne chôment plus ? Ne recherchent pas en vain un travail ?

## MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES : une baisse de 25 % depuis mars 1977.

Le prix moyen des matières premières importées par la France, dont le baissier de la République a rendu la hausse responsable de certaines difficultés sur l'emploi, a, en fait, baissé de 25 % depuis mars 1977, après le très fort poussé en 1976. Calculé sur une base 100 en 1968, ce prix s'élevait à 319 au début de novembre 1976 contre 409 au printemps 1977, 335 fin 1978 et 190 fin 1978. Il avait culminé à 375 lors de la grande flambée du printemps 1974, suivie d'une profonde recrudescence.

## DÉBRAYAGES : 50 % de grévistes au tri postal, 71 % à la conduite des trains.

Le président de la République a évoqué les grèves lancées cet automne. Dans les P.T.T. et la S.N.C.F., elles ont généralement pris la forme de débrayages touchant successivement les différentes catégories de personnel. Les mouvements ont été d'autant plus suivis qu'ils s'adressaient à un corps plus homogène.

Aux P.T.T., entre le 25 et le 27 octobre les arrêts de travail C.G.T. et C.F.D.T. ont été suivis dans des proportions allant de 27 octobre, les arrêts de travail jusqu'à 50 % dans les services de tri. Le 23 octobre, les consignes générales P.O. et C.F.T.C. ont été observées à 5 % ou 15 % (source officielle).

À la S.N.C.F., du 1<sup>er</sup> au 4 octobre, la grève la plus forte a été celle des agents de conduite C.G.T., C.F.D.T. et autonomes (71 %) et des agents des trains (60 %). Ensuite, les consignes C.G.T. et C.F.D.T. ont été suivies de 148 % (service d'équipement) à 31 % (agents des gares). Entre le 3 et le 5 novembre, les agents de conduite ont débrayé à 46 % ; ensuite, ceux des matériels à 23 %, ceux des gares à 38 % (chiffres de source officielle).

(La Vie Française). — L'hypothèse d'un impôt sur le capital n'est pas avancée à plusieurs reprises par des personnalités politiques de tendances très variées. Pourquoi vous nous dire, monsieur le président, votre opinion sur ce sujet et quel prolongement vous envisageriez de lui donner ?

— J'ai eu l'occasion autrefois de m'expliquer sur ce sujet, et je dois dire que ce sont les mêmes personnes qui dénoncent souvent la complexité du système fiscal français et qui proposent la création d'un nouvel impôt, au moment de chaque élection. Ce qui a été décidé par le gouvernement, c'est de confier à un groupe de trois personnes — le président du Conseil économique et social et deux experts — le soin de mener une étude sur les possibilités de l'imposition de la fortune dans les pays comparables aux nôtres, essentiellement aux pays européens, et de demander que ce rapport soit établi pour la fin de l'année. Ce rapport est en cours d'établissement et, au vu de ce rapport, le gouvernement organisera un débat d'orientation devant la commission des finances de l'Assemblée et du Sénat, et éventuellement, si le Parlement le souhaite, en séance plénière. C'est à l'issue de ce débat que le gouvernement sera amené lui-même à réfléchir sur les conclusions à en tirer.

En ce qui concerne le chômage, il est vrai qu'il y a eu une augmentation de la durée moyenne du chômage, mais cela ne signifie pas que le chômage est plus grave qu'il ne l'est. En fait, la durée moyenne du chômage a diminué, ce qui est un signe de progrès. Cependant, le nombre de chômeurs reste élevé, et il est important de continuer à chercher des solutions pour réduire ce nombre.

## Chômage : les deux réalités

est cependant supérieure à celle constatée à la même période les trois années précédentes : 199 jours en 1977, 181 en 1978, 163 en 1979.

Pire : l'on constate que, depuis la crise du pétrole, cette durée du chômage est chaque mois plus longue que celle observée l'année précédente. Et cette réalité est très inquiétante. En octobre 1978, le chômage d'un à deux ans atteignait 158 100 personnes, au lieu de 137 400 en 1977. Et le chômage supérieur à deux ans touchait 89 593 personnes, au lieu de 68 404 en 1977 (soit une progression de 30 %) et de 44 400 en 1976, soit un doublement !

Au total, il est vrai qu'une tendance à la reprise bénéficie aux chômeurs de fraîche date, elle n'est pas, cependant, suffisante pour résoudre le problème de long terme qui affecte les femmes et les adultes âgés de plus de quarante-cinq ans.

(1) Depuis janvier 1978, le demandeur d'emploi est officiellement considéré comme « chômeur de longue durée » s'il n'a pas signé de nouvelles demandes de placement dans les quarante-huit heures qui suivent la fin de son contrat. Les services de l'emploi, l'Agence nationale pour l'emploi, l'Agence nationale pour le placement, les services de Maitignon et du ministère de la Santé portent essentiellement leurs recherches sur l'impasse de deux séries de mesures. Les premières, les plus difficiles à mettre en œuvre, consistent non pas à réduire les prestations mais à diminuer les abus, les frais de gestion et le coût des services hospitaliers, médicaux et pharmaceutiques.

## SÉCURITÉ SOCIALE : vers une augmentation des cotisations des salariés ?

Le rétablissement de l'équilibre financier de la Sécurité sociale en 1979 devrait, si l'on comprend bien le président de la République, éviter la réduction de la protection sociale et autant que possible l'ajournement des charges qui pèsent sur l'économie. Effectivement, les services de Maitignon et du ministère de la Santé portent essentiellement leurs recherches sur l'impasse de deux séries de mesures. Les premières, les plus difficiles à mettre en œuvre, consistent non pas à réduire les prestations mais à diminuer les abus, les frais de gestion et le coût des services hospitaliers, médicaux et pharmaceutiques.

Les secondes mesures, efficaces mais politiquement délicates, se traduisent par un accroissement de l'effort contributif des seuls salariés. Il s'agit, pour l'assurance-maladie, de transférer les frais de cotisation calculés sur le salaire-plafond (actuellement 4 000 F par mois en points de cotisation) sur la totalité des rémunérations, ce qui rapporterait en 1979 près de 4,5 milliards de francs.

Or les pays européens voisins, que l'on cite si souvent en exemple, consacrent à l'effort social une part plus importante de leur revenu national que celle de la France : 32 à 35 % aux Pays-Bas, au Danemark, en R.F.A. et en Suède, et 23 à 28 % au lieu de 27 à 28 % chez nous.

## PROBLÈMES DE SOCIÉTÉ

François BONNEMAIN (T.F.). — Monsieur le président, le développement de l'autodéfense, qui est souvent confondu dans l'esprit des Français avec la légitime défense, est un phénomène inquiétant. N'avez-vous pas le sentiment que cela traduit une crise de confiance des Français à l'égard de leur justice et qu'il faudrait adapter nos lois aux nouvelles conditions de la défense ?

— Ce problème de la sécurité est, avec le problème de l'emploi, au cœur des préoccupations des Français et de la vie sociale d'aujourd'hui. Il y a l'amélioration de la justice, il faut faire attention, parce que, en matière de justice, on ne peut pas attendre. Une justice rapide risque d'être une justice expéditive et sommaire. Tous les pays qui ont une institution de justice sérieuse qui assure la protection de l'individu l'accompagnent d'un certain nombre de recours. Ces recours sont prolongés, ils entraînent les délais de justice. Nous avons fait et nous ferons un effort considérable pour l'amélioration de la justice, mais ce n'est pas compris, même si ce n'est pas neuf cents personnes. C'est un effort sans précédent dans l'histoire de la justice française. Des textes ont été préparés. Les uns ont été votés, les autres sont en cours de discussion. Il y a eu, en matière d'application des textes, des procédures qui sont plus satisfaisantes sur le plan judiciaire, ces textes ont été votés il y a quelques semaines. Un certain nombre de modifications du code pénal ont été étudiées par des commissions de spécialistes et seront soumises au Parlement au printemps prochain. Il y aura donc un effort considérable d'amélioration du service de la justice. Une justice qui protège les individus ne peut pas être et ne doit pas être une justice expéditive. En ce qui concerne les moyens de sécurité, ceux-ci seront renforcés. Le renfort dont il s'agit concerne le matériel, le matériel d'équipement et de matériel. Au point de vue des effectifs, il est prévu la création de deux mille emplois supplémentaires cette année. Mais c'est surtout sur le plan des moyens de communication et d'équipement que nos dotations doivent être améliorées.

tion de toutes natures. Le prononcé en conscience. Ce n'est pas parce qu'en suite quelque'un donne un élément ou une information qu'il faut imaginer que toute cette procédure de décision et de défense était faussée et qu'il y avait erreur judiciaire. Je n'ai pas à me prononcer sur tel ou tel cas. Mais je peux vous dire qu'il y a à l'heure actuelle, en France, un cas qui écarte bien à un examen concernant la révision éventuelle de la procédure de justice.

Pour ce qui est de la peine de mort, on posait tout à l'heure la question de la sécurité des Français. Il y a une situation objective : le nombre des agressions violentes a augmenté assez sensiblement au cours des dernières années. La société française ressent plus qu'elle ne le faisait auparavant le problème de la sécurité. J'observe, d'autre part, qu'il n'y a pas actuellement de condamné à mort en France. Il ne s'agit donc pas de traiter un problème qui est d'application immédiate. Je considère que la démarche raisonnable est de faire en sorte que la société française atteigne un degré de sécurité tel qu'elle ne se préoccupe plus avec l'accord d'une large partie de l'opinion publique, de décider la suppression de la peine de mort. C'est pour cela que nous devons nous occuper de la sécurité, et de justice tel qu'il apparaisse que l'on puisse supprimer la peine de mort. Encore faut-il définir la peine de mort. C'est le problème de la justice. C'est le problème de la justice. C'est le problème de la justice. C'est le problème de la justice.

Vous avez dit, monsieur le président, dans votre allocution du 11 novembre, dénoncé le racisme en disant qu'il fallait maintenir la France à l'écart de cette persécution. Je voudrais vous demander si vous considérez que la France est atteinte par cette persécution, si elle risque d'être atteinte, et, si oui, comment vous estimez qu'il faut de nouvelles lois, des lois nouvelles et imposables — je fais allusion aux propositions de Darquier de Pellepoix — de quelques individus du même acabit.

— J'ai dit, je crois, ce qu'il fallait dire sur ce sujet. Je considère que la France, dans son ensemble, est à l'abri du racisme. J'ai été moi-même, comme vous le savez, dans des situations où l'on côtoyait des races de toute nature. Je pense en particulier à l'armée de la libération, venue d'Afrique, où il n'y avait pas de manifestations racistes. Le tempérament français, et c'est à son honneur, n'est pas un tempérament raciste. Ceci étant dit, il y a, malheureusement, des attitudes marginales que vous indiquez. Il y a une situation qui peut être interprétée ou utilisée toujours en direction d'un affrontement racial. C'est pourquoi il faut être extraordinairement vigilant. Nous devons considérer que la France n'est pas, et notamment à l'égard de l'extérieur — c'est très important — de la faire apparaître — un Etat raciste. Vis-à-vis des étudiants qui viennent en France, des travailleurs qui vivent parmi nous, nous devons faire très attention à ce que rien ne ressemble à une attitude raciste. En revanche, il faut sanctionner les propos, les attitudes ou les initiatives marginales pour les retenir hors du corps social de la France.

— Monsieur le président, les événements de mai 1968 sont très loin. Pensez-vous que le temps de l'oubli soit venu pour certains des acteurs de l'époque, et en particulier pour Colin Fournier, dont le sort intéresse tous les Français et « nouveaux philosophes » ?

— J'ai indiqué dans une autre circonstance que ce problème serait réglé. Emmanuel PLACE (U.N.). — Monsieur le président, actuellement, les paysans du Larzac marchent sur Paris dans le but de vous rencontrer pour demander de stopper la procédure d'expulsion pour agrandir ces hommes et ces femmes qui depuis huit ans, luttent pour ne pas abandonner leur terre ?

— Je n'ai pas une formation juridique, mais une formation scientifique. J'ai toujours eu le plus grand respect des décisions de justice. Je suis à la fois étonné, et je vous dirai dans mon fond intime choqué, de voir la destination avec laquelle, à partir de quelques informations, on traite des décisions de justice. Les jurés qui prononcent des condamnations, surtout lorsque l'instruction a été très longue, après de très longues démonstrations des avocats et des ques-

— Madame, il y a en France des institutions, nous ne sommes pas dans un régime de pouvoir personnel, grâce à Dieu ! Des problèmes comme ceux-là, c'est-à-dire des problèmes d'utilisation de des fins d'utilité publique, doivent être traités par les institutions. Il y a eu des procédures administratives nombreuses qui ont été engagées sur le plan local et sur le plan national, il leur faut avoir un débat parlementaire sur les crédits de la défense nationale, et je n'ai pas observé que ce problème ait été posé, ce qui est étrange, car au sein des institutions compétentes que ce genre de problème doit être étudié et qu'il doit trouver sa solution.

هكذا عن الإهمال











LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Fonds communs de placement et SICAV

Mardi 21 novembre, sous la présidence de M. La Combe (R.P.R.), l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif aux fonds communs de placement...

Nouvelle pièce du dispositif gouvernemental pour améliorer le marché financier et la protection des épargnants... M. LAURICOL, rapporteur de la commission des lois...

M. VILLA (P.C.) : le pillage légal de l'épargne

« En fait de protection des épargnants, observe M. VILLA (P.C., Paris), il n'est question, par ce texte, que d'indiquer un mode d'accumulation monopolistique en faisant payer la note aux couches non monopolistes... »

La convention de Bonn sur la pollution du Rhin se heurte à l'opposition du R.P.R.

L'Assemblée nationale devait examiner, mercredi 22 novembre, le projet de loi autorisant l'approbation de la convention de Bonn relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures...

Des éléments nouveaux

Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC...

nn à vue appartenant à plusieurs personnes qui ont sur eux un droit de propriété. Leur gestion est assurée par un gérant, personne physique ou morale, aux pouvoirs accrus. L'intérêt de cette formule, explique le rapporteur, est de donner aux épargnants la possibilité de grouper leurs capitaux pour faire appel à des spécialistes de la gestion des portefeuilles et répartir les placements qui répartissent les risques. De plus, les propriétaires de parts pourront exiger à tout moment le remboursement de celles-ci.

Pour M. TADDEI (P.S., Valenciennes), qui intervient dans la discussion générale, le gouvernement cherche à relancer l'activité économique en donnant des moyens financiers au grand capital ou déplaçant des salaires. Il reproche également au texte en discussion de laisser une place très large au décret. Le gouvernement cherche-t-il à camoufler ses intentions ? demande le député, qui estime que « l'Assemblée est laissée dans le doute » et que ce texte crée de nouvelles possibilités d'évasion fiscale.

L'exonération des bénéficiaires

En séance de nuit, sous la présidence de M. FILLIOUD (P.S.), l'Assemblée examine le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux sociétés d'investissement à capital variable (de l'article 18 octobre). M. MILLON (U.D.F.), rapporteur de la commission des lois, évoque les principales dispositions d'un texte qui tend à la fois à consacrer la spécificité juridique et financière des Sicav, à simplifier leur gestion, à renforcer la protection de leurs actionnaires et à donner au gouvernement un instrument privilégié d'orientation des investissements.

Polémique entre M. Mitterrand et les « Cégétistes » de la Nièvre

Un différend oppose M. Mitterrand au tant que président du conseil général de la Nièvre, à l'union départementale C.G.T. à propos du contenu de la session extraordinaire de l'assemblée départementale. Le conflit s'est concrétisé, mardi 21 novembre, par un échange de lettres.

exceptionnel 3960F 10 jours en Thaïlande

Forfait comprenant: - le transport sur vols réguliers en Boeing 747, - la pension complète, - l'hébergement en hôtel de 1<sup>re</sup> catégorie: Holiday Inn de Pattaya et Ambassador à Bangkok, - l'assistance d'un guide parlant français.

DES CADEAUX BIEN AVANT NOËL

• 1 an de crédit gratuit • 5 ans de garantie totale Des maintenant offrez-vous une cuisine Bauknecht, en bois, en stratifié, et dans toutes les couleurs, avec four, réfrigérateur, lave-vaisselle, plaque évier et hotte parfaitement encastrables à des prix très intéressants. Le crédit gratuit\* plus les 5 ans de garantie totale sur tout (pièces, main-d'œuvre, déplacement) vous sont offerts gracieusement par SECEM et SADEM. Venez vite nous voir et vous verrez que parfois le père Noël existe.

tant minimum de 1000 francs pourrait être exigé. Le ministre poursuit: « Nous avons mis en place 11,5 milliards hors encadrement pour relancer l'investissement. Résultat: nous aurons cette année un taux d'expansion de 3,2 %. Nous nous sommes permis de laisser à la Bourse de Paris les augmentations de capital. Ce résultat n'est atteint qu'en 1977, il y avait eu 900 millions d'augmentation de capital, en 1978 il y en a eu 4 milliards. Les excès formés de collecte de l'épargne n'ont pas été touchés: les caisses d'épargne ont enregistré, à la fin de l'année, près de 50 % d'augmentation de leur excédent, par rapport à l'an dernier; il en va de même du Crédit agricole. Notre ligne M. Monory n'a pas été conçue pour attirer l'épargne des gens modestes, non pour importer le grand capital.

An cours de la discussion des articles, l'Assemblée adopte plusieurs amendements de la commission des lois. Elle décide notamment que le prix des parts sera susceptible d'être fixé à tout moment, et non mensuellement comme le prévoyait le projet. Elle étend également l'interdiction de toute publicité. Puis elle précise que le gérant peut être une personne physique ou morale; qu'il représente les porteurs de parts dans l'exercice de toutes les actions de justice et qu'il doit figurer sur une liste établie par décret ou, s'il s'agit d'une société anonyme ayant pour unique objet la gestion de fonds, faire l'objet d'un agrément particulier des conditions fixées par décret.

exceptionnel 3960F 10 jours en Thaïlande

Forfait comprenant: - le transport sur vols réguliers en Boeing 747, - la pension complète, - l'hébergement en hôtel de 1<sup>re</sup> catégorie: Holiday Inn de Pattaya et Ambassador à Bangkok, - l'assistance d'un guide parlant français.

DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX

Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC.

DES CADEAUX BIEN AVANT NOËL

• 1 an de crédit gratuit • 5 ans de garantie totale Des maintenant offrez-vous une cuisine Bauknecht, en bois, en stratifié, et dans toutes les couleurs, avec four, réfrigérateur, lave-vaisselle, plaque évier et hotte parfaitement encastrables à des prix très intéressants.

DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX

Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC.

est également fonction de l'importance des plus-values réalisées en cours de gestion. Afin d'éviter que cette solution ne constitue un moyen d'évasion fiscale, deux régimes d'imposition sont créés. Pour terminer, le ministre s'engage à ce que les textes d'application soient publiés dans un délai de trois mois.

exceptionnel 3960F 10 jours en Thaïlande

Forfait comprenant: - le transport sur vols réguliers en Boeing 747, - la pension complète, - l'hébergement en hôtel de 1<sup>re</sup> catégorie: Holiday Inn de Pattaya et Ambassador à Bangkok, - l'assistance d'un guide parlant français.

DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX

Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC.

DES CADEAUX BIEN AVANT NOËL

• 1 an de crédit gratuit • 5 ans de garantie totale Des maintenant offrez-vous une cuisine Bauknecht, en bois, en stratifié, et dans toutes les couleurs, avec four, réfrigérateur, lave-vaisselle, plaque évier et hotte parfaitement encastrables à des prix très intéressants.

DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX

Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC.

l'Assemblée décide, à l'initiative des commissions des lois et des finances, et contre l'avis du gouvernement, d'examiner tous les bénéfices réalisés dans le cadre de la gestion normale des actifs des SICAV. Après avoir complété le régime de l'imposition fiscale, elle décide que les bons obtenus éventuellement lors du rachat des actions de SICAV ne sont pas considérés comme des revenus distribués.

exceptionnel 3960F 10 jours en Thaïlande

Forfait comprenant: - le transport sur vols réguliers en Boeing 747, - la pension complète, - l'hébergement en hôtel de 1<sup>re</sup> catégorie: Holiday Inn de Pattaya et Ambassador à Bangkok, - l'assistance d'un guide parlant français.

DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX

Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC.

DES CADEAUX BIEN AVANT NOËL

• 1 an de crédit gratuit • 5 ans de garantie totale Des maintenant offrez-vous une cuisine Bauknecht, en bois, en stratifié, et dans toutes les couleurs, avec four, réfrigérateur, lave-vaisselle, plaque évier et hotte parfaitement encastrables à des prix très intéressants.

DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX

Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC.

l'Assemblée décide, à l'initiative des commissions des lois et des finances, et contre l'avis du gouvernement, d'examiner tous les bénéfices réalisés dans le cadre de la gestion normale des actifs des SICAV. Après avoir complété le régime de l'imposition fiscale, elle décide que les bons obtenus éventuellement lors du rachat des actions de SICAV ne sont pas considérés comme des revenus distribués.

exceptionnel 3960F 10 jours en Thaïlande

Forfait comprenant: - le transport sur vols réguliers en Boeing 747, - la pension complète, - l'hébergement en hôtel de 1<sup>re</sup> catégorie: Holiday Inn de Pattaya et Ambassador à Bangkok, - l'assistance d'un guide parlant français.

DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX

Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC.

DES CADEAUX BIEN AVANT NOËL

• 1 an de crédit gratuit • 5 ans de garantie totale Des maintenant offrez-vous une cuisine Bauknecht, en bois, en stratifié, et dans toutes les couleurs, avec four, réfrigérateur, lave-vaisselle, plaque évier et hotte parfaitement encastrables à des prix très intéressants.

DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX

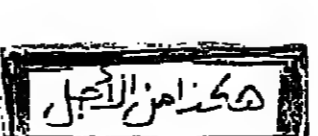
Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC.

DES CADEAUX BIEN AVANT NOËL

• 1 an de crédit gratuit • 5 ans de garantie totale Des maintenant offrez-vous une cuisine Bauknecht, en bois, en stratifié, et dans toutes les couleurs, avec four, réfrigérateur, lave-vaisselle, plaque évier et hotte parfaitement encastrables à des prix très intéressants.

DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX

Mais deux éléments nouveaux ont été apportés par des rapports commandés, l'un, au bureau d'études TECHNIP, l'autre à M. Frédéric Jenny, chargé de mission à la commission de la concurrence et professeur à l'ESSEC.





# POLITIQUE

## LE DÉBAT BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

### Plusieurs orateurs (y compris dans la majorité) doutent de la sincérité des prévisions

Le Sénat a terminé mardi 21 novembre la discussion générale du projet de loi de finances pour 1979 et a commencé mercredi matin l'examen des articles de la première partie de ce projet, qui fixe les conditions générales de l'équilibre financier (ressources).

Après l'exposé de M. MAURICE BLIN, rapporteur général, dont la conclusion présentait, « en ce qui concerne les deux faces d'un seul impératif national : le partage des richesses entre le présent qui consomme (partage de l'emploi) et la solidarité des générations (préparation de l'avenir par l'in-

vestissement), on a entendu M. ANDRÉ FOSSET (Un. centr. Hauts-de-Seine), qui a soumis aux sénateurs les observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes. La Cour, a-t-il notamment indiqué, évoque les conséquences dispendieuses d'une conception « par trop laxiste » de l'autonomie des universités. Le rapporteur a aussi dénoncé le coût, pour les collectivités locales, de la lenteur d'attribution de certaines subventions. Puis M. MAURICE FAPON, ministre du budget, a analysé son projet, ne craignant pas de joindre ses critiques à celles du rapporteur général. « Le déficit du budget de l'Etat est préoccupant », a-t-il notamment déclaré.

M. TOURNAN (P.S. Gers), a reproché aux auteurs du projet de loi leur manque de sincérité, déclarant même que la dette publique avait été sous-évaluée. M. MAX LEJEUNE (Gauche dém. Somme), qui appartient à la majorité gouvernementale, regrette que le gouvernement ne soit pas assez « à l'écoute des réactions populaires ». L'ancien ministre du général de Gaulle, maire d'Abbeville, réclame du pouvoir « plus d'autorité » et une lutte « plus efficace » contre les inégalités, en particulier par la création d'un impôt sur la fortune. Pour M. PONCELET (R.P.R., Vosges), ancien ministre, « le cycle infernal du dérapement budgétaire est engagé. (...) On a surevalu les recettes en se fon-

dant sur des hypothèses de conjoncture trop optimistes, tandis que certaines dépenses sont sous-estimées d'été à été sociale ». Mme LDC (P.C. Val-de-Marne), considère que ce budget est la traduction financière du programme de Blais « néfaste pour le présent, suicidaire pour l'avenir ». Cette politique, déclare-t-elle, « réserve l'insécurité aux travailleurs et les super-profits aux multinationales ».

M. LARCHE (R.I. Seine-et-Marne) apporte un « soutien raisonné » au gouvernement et réclame de l'administration « la rigueur de position qui est attendue des entreprises ».

M. LOMBARD (Un. centr. Finistère) estime que le cransane du budget de l'Etat constitue malheureusement avec les restrictions exigées des particuliers, « des Français, dit-il, ont souffert d'une politique active des objectifs du Plan et les moyens mis en œuvre ».

(R.P.R. Nord) exprime son inquiétude devant le faible niveau des investissements productifs privés et l'endettement des entreprises « passé en peu d'années de 300 milliards à quelque 1 000 milliards de francs ». Il dénonce le mode de décalage dans le paiement de la T.V.A., qui fait supporter aux entreprises plus de 10 milliards de charges de trésorerie, et les transforme abusivement en banquiers de l'Etat. Il suggère la création d'un fonds spécial d'adaptation des pouvoirs publics aux exigences de l'économie moderne.

M. LE PORS (P.C. Hauts-de-Seine) s'en prend notamment à la thèse officielle selon laquelle les charges sociales seraient la cause de la stagnation économique.

M. LABÉQUERIE (Un. centr. Pyrénées-Atlantiques) regrette de ne trouver dans ce budget aucune « avancée » d'une politique active contre le déficit démographique.

M. FAPON, répondant aux orateurs, veut calmer leur inquiétude

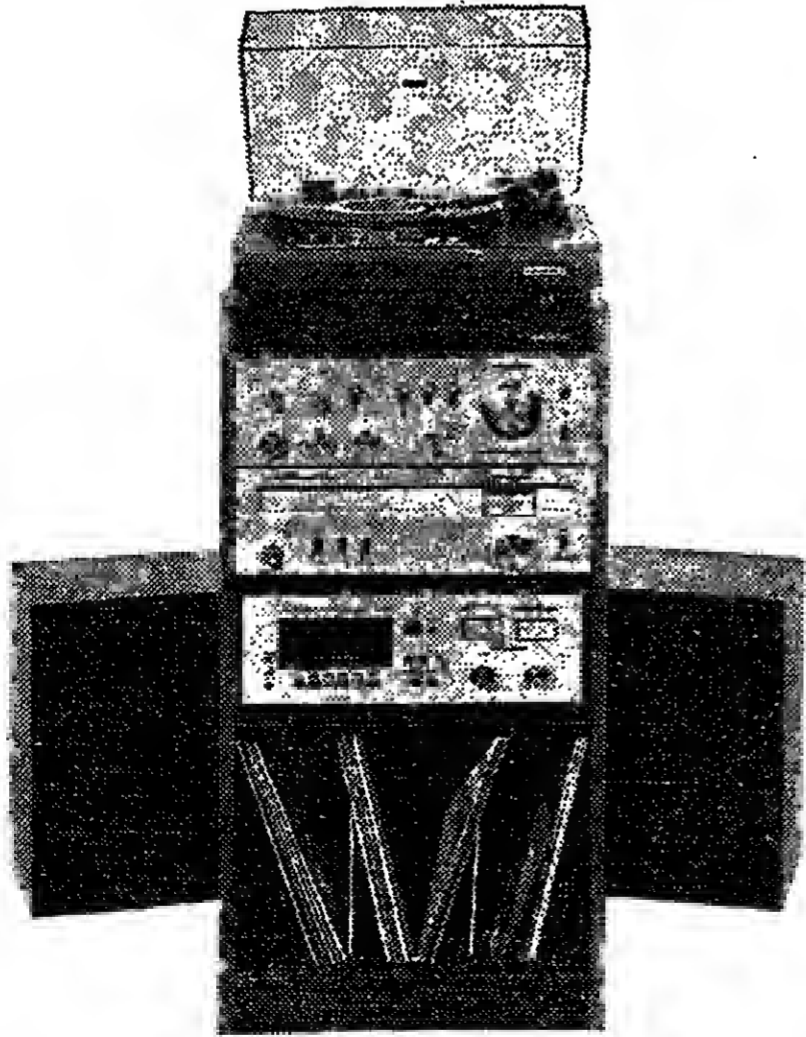
au sujet de la croissance de la dette publique. « Cette croissance », déclare le ministre, « est encore très inférieure à ce qu'elle est en Allemagne, en Italie ou aux Pays-Bas ». A M. Maurice Schumann, il répond : « Les mesures réclamées en faveur des entreprises seraient d'un coût budgétaire élevé : déduction fiscale de la provision pour congés payés, 10 milliards; budgétisation des allocations familiales, 20 milliards; décalage d'un mois de T.V.A., 34 milliards. »

M. TOURNAN avait estimé que le modèle japonais et le modèle allemand n'étaient pas transposables en France. Le ministre du budget : « Je lui accorde que le modèle japonais n'est pas transposable à la France. Mais le modèle allemand ? Peut-être : à condition que les Français acceptent les rigueurs que les Allemands ont consenties durant trois ans, à savoir la diminution du pouvoir d'achat ». M. Tournan nous reproche même une légère augmentation de la provision fiscale. A.G.

### festival de la hi-fi

# 4900F QUI DIT MOINS !

Platine TD 9751 semi-automatique - entraînement par courroie, avec cellule. Amplificateur PA 9806, puissance 2 x 30 W. Tuner TU 9842 - PO, GO, FM - sensibilité < 1,5 Uv. Platine cassette LE 9763 système Dolby sélecteur CrO2/Normal. Enceinte CE 9779 closes système à 2 voies puissance 40 W. Meuble RV 101 frêne noir L. 475 mm x H. 935 x P. 410



**Galerias Lafayette**

Jusqu'au 10 décembre, Haussmann, Montparnasse, Belle-Épine.

## LE CONGRÈS DES MAIRES DE FRANCE

### Le P.C. « regrette » l'attitude du P.S. et présente à son tour un candidat contre M. Poher

La décision prise lundi soir 20 novembre par les députés socialistes de proposer la candidature de M. Jean-Marie Ayrault, maire de Saint-Herblain (Loire-Atlantique), à la présidence de l'Association des maires, contre M. Alain Poher (« Le Monde » du 22 novembre), a modifié le climat politique du 61<sup>e</sup> congrès national des maires de France dont les organisateurs, socialistes compris, souhaitaient dépassionner les débats afin de consacrer momentanément toute leur attention à l'examen de la réforme des collectivités locales.

Intervenant dans la discussion du projet de révision des statuts de l'Association, mardi après-midi, M. Jean-Marie Ayrault a exprimé sans ambiguës l'opposition des jeunes élus socialistes à tout « unanimité de façade ». « Nous souhaitons une présidence offensive, dit-il notamment, or nous avons eu une présidence toujours complaisante à l'égard des propositions du gouvernement ».

Les maires communistes, dont les représentants avaient accepté le compromis conclu la semaine dernière entre les différentes formations politiques et visant à reconduire M. Alain Poher à la présidence de l'Association, ont décidé, mardi soir, de présenter eux-mêmes un candidat au poste de président. M. René Lamps, maire d'Amiens, ancien député de la Somme.

En leur nom, M. Camille Vallin, sénateur du Rhône, maire de Givors, a regretté que les

maires socialistes aient rompu le consensus qui s'était instauré au sein du bureau. « Il est vrai que l'Association est timorée et qu'il faut en finir avec la pratique du double jeu de certains parlementaires approuvant les revendications des maires au sein de l'Association mais faisant le contraire à l'Assemblée nationale et au Sénat », a-t-il déclaré. « Mais nous nous étions ralliés à un compromis approuvé à l'unanimité et nous sommes surpris que les socialistes soient revenus sur cette décision. Nous le regrettons profondément », a-t-il ajouté.

M. Alain Poher, pour sa part, a affirmé sa volonté de « défendre la cause des communes jusqu'au bout de la discussion » l'idée la réforme des collectivités locales, indiquant par là implicitement qu'il ne reviendrait pas sur sa décision de solliciter un nouveau mandat jusqu'au congrès de 1979.

Quant à M. Michel Giraud, sénateur du Val-de-Marne, maire du Perreux, président des maires R.P.R., il a estimé que « la priorité des priorités » est pour le moment que les maires courent solidairement à faire aboutir cette réforme. Favorable à une « prorogation limitée du statu quo », il a laissé entendre qu'il n'entendait pas entrer en compétition avec M. Alain Poher pour la présidence.

Les congressistes devaient voter mercredi après-midi 23 novembre sur le rapport final et la révision des statuts, puis, jeudi 23 novembre, pour l'élection du président et du comité directeur de l'Association.

Ouvrant officiellement le congrès, mardi matin, en présence de M. Jacques Chaban-Delmas, ministre de l'Intérieur, la commission de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chirac a critiqué les textes du gouvernement relatifs à la réforme des finances locales. « Ces projets n'apportent rien à la personne d'oxygène à nos communes, a-t-il notamment déclaré. On se contente seulement de répartir la pénurie, et cela de façon discutable ».

Le maire de Paris a regretté que le gouvernement n'ait pas encore déposé son projet de loi-cadre. « Les élus ont appelé à discuter les différents volets de la réforme des collectivités locales les uns après les autres et à l'écouler. Il est regrettable que le grand dossier de restaurer l'autonomie et les libertés locales ne puisse être discuté dans la clarté. Cette réforme, toujours promise, toujours différée, est un peu l'Astérisque de notre vie politique », a ajouté M. Chirac. Le président du R.P.R. a proposé que une loi portant sur l'indemnité de fonction des collectivités décentralisées précise clairement que, sous réserve des compétences reconnues à l'Etat, le principe est que toutes les autres fonctions tombent dans le domaine des responsabilités locales.

Au passage, M. Chirac a réaffirmé qu'il lui paraissait « dangereux » d'envisager l'introduction d'un scrutin de type proportionnel pour les élections municipales dans les grandes villes. « Les municipalités ne sont pas des parlements, dit-il, et on les rendra ingouvernables si on les soumet à la loi des proportions d'intérêt des fractions ».

M. Alain Poher a prononcé un discours très modéré dans lequel il a d'abord donné acte au gouvernement de son « changement de ton et d'attitude » à l'égard des élus locaux ainsi que de son « esprit de concentration », regrettant toutefois que ce soudainisme n'ait pas été partagé par le ministère des finances. Il a ensuite rappelé les préoccupations des maires en insistant sur la nécessité de donner aux communes « des moyens financiers supplémentaires » : sur ce point, les maires n'ont pas trouvé dans les déclarations gouvernementales matière à beaucoup d'optimisme. Il indique le président de l'Association. Forcé est de constater que l'on a encore une fois écarté l'idée d'une juste répartition des recettes fis-

cales entre l'Etat et les collectivités locales. Cette nouvelle répartition est pourtant, à n'en pas compter, la condition de la réussite de la réforme. Il est évident que tout n'est pas possible tout de suite et que les maires ne sont pas de ceux qui exigent tout ou rien. L'Etat ne peut pas tout faire d'un coup. Il faut envisager, à l'avenir, que soit exclue, à priori, toute perspective d'une redistribution fiscale équilibrée ».

Dans sa réponse, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a expliqué les orientations du gouvernement qu'il avait présentées récemment au Sénat : le rapport de l'Intérieur au Parlement de rechercher ou d'améliorer les dispositions qui lui paraissent malvenues ou trop hardies. Le gouvernement ne fera pas d'aucun amendement-propre d'auteur et se ralliera à toutes les propositions constructives. « A propos de la coopération intercommunale, le ministre de l'Intérieur a affirmé que le gouvernement était disposé à inscrire dans le préambule du projet de loi-cadre le principe de l'indivisibilité de l'autonomie locale. INTER ».

### « L'Association se contente d'aboyer... »

M. Maurice Pic (P.S.), sénateur de la Drôme, maire de Montélimar, secrétaire général, a notamment critiqué, dans son rapport moral, les attitudes relatives au règlement des agents communaux, attendus depuis longtemps par les élus locaux et publiés au Journal officiel du 17 novembre : « Ces textes ne tiennent pas les engagements que l'on avait pris vis-à-vis de nous ; ils sont inadmissibles ».

Les congressistes, ayant pour la crutement des agents communaux, après l'intervention de M. Pic, le débat sur le rapport moral s'est déroulé en présence un auditoire extrêmement clairsemé.

Au nom du P.C., M. Claude Lambin, maire de Reims, a présenté les propositions de sa formation, qui préconise notamment un nouveau partage des ressources fiscales : deux tiers pour l'Etat et les régions, un tiers pour les communes et les départements, qui verraient ainsi leur part augmenter de 50 %.

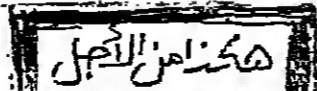
Le sénateur de la Gironde, M. Raymond Barre, a réitéré l'attitude de son parti à l'endroit de l'Association des maires. « L'Association ne traduit pas le programme des élus locaux, beaucoup plus opposés au projet gouvernemental que le tout récent scrutin du Sénat ne peut même le laisser penser. Elle est passée à côté de son rôle. A chaque congrès, elle se contente d'aboyer sans résultats. Sur l'agenda, elle ne prend pas la parole. Elle se vante sur elle-même sans passion, sans volonté d'aboutir. Elle est restée trop longtemps en l'attente de la situation financière qui sera réajustée. Elle est devenue la ligne Maginot des pouvoirs locaux, facilement contourner par le pouvoir central. Le porte-parole des députés socialistes a indiqué, toutefois, que sa formation ne rompra pas avec l'Association, bien que certains de ses élus aient envisagé cette éventualité : « Nous ne voulons pas sacrifier l'Association des maires de France, car ce faisant nous ferions un trop beau cadeau au pouvoir central, à sa majorité, qui s'y complait, ce qui lui permet de regarder à sa guise les réformes nécessaires. Face à cette attitude, le parti socialiste a choisi le dynamisme ».

La séance de la matinée s'est terminée sur un air de désespoir lancé par le maire socialiste de Bourdeaux (Gironde), petite commune de soixante-dix-neuf habitants. « La situation financière est aujourd'hui sans issue. Et un jour, il y aura des révoltes dans les communes déshéritées, qui ne pourront plus se contenter de paroles d'homme ».

Faisant preuve du « dynamisme » prôné par le maire de France, plusieurs élus socialistes ont monté à la tribune, au cours de l'après-midi, pour réclamer que l'Association des maires de France devienne autre chose qu'une « kermesse opportuniste ». Leurs interventions ont été accueillies assez froidement par beaucoup de maires ruraux, plus sensibles aux discussions sur la gestion quotidienne des communes qu'aux discours politiques. « Pas tant de politiciens ! » ont-ils lancé aux militants du P.S.

ALAIN ROLLAT.

● M. Raymond Barre se rendra au Corps le lundi 11 et mardi 12 décembre afin de constater sur place la bonne application des orientations définies par le président de la République ».





Membre FDIC



En réunion à New York, un groupe d'experts de différents bureaux Morgan d'Europe, d'Extrême-Orient et des Etats-Unis.

## Comment définir des stratégies financières? Les spécialistes de la Banque Morgan peuvent vous y aider

Les multinationales et les sociétés de taille plus modeste qui veulent se développer, se trouvent confrontées à des questions complexes pour établir leurs stratégies financières. Beaucoup d'entre elles s'adressent au département Etudes Financières de la Banque Morgan qui apporte des solutions créatives aux problèmes les plus difficiles.

Les 90 spécialistes de cette équipe unique allient l'expérience d'analystes professionnels à une connaissance approfondie des secteurs industriels et des économies nationales dans le monde entier. Ils conseillent leurs clients sur les aspects financiers, socio-politiques et concurrentiels du plan d'action proposé. Les membres de cette équipe de spécialistes ont aidé à établir les programmes d'acquisitions et de capitalisation de sociétés françaises et internationales. Les projets élaborés par le département Etudes Financières sont multiples : évaluations d'investissements, analyses d'industries, études de capitalisation, crédibilité d'un projet et politique de distribution de dividendes.

Implantés dans les principaux bureaux de la Banque Morgan en Europe, en Extrême-Orient et aux Etats-Unis, nos analystes financiers maintiennent des contacts étroits avec les leaders de l'industrie, les experts en technologie et les administrations. Lorsqu'un projet le nécessite, ils associent à leurs travaux les autres spécialistes Morgan dans différents domaines : bancaires, fusions, acquisitions, financement de grands programmes, gestion de trésorerie internationale et change.



Le département Etudes Financières conduit ses études et donne ses conseils avec la plus grande discrétion et une objectivité totale. Nous croyons qu'aucun autre organisme financier n'est en mesure d'offrir un tel ensemble d'expérience, de compétence et de créativité pour résoudre des problèmes financiers complexes.

Vous n'avez pas besoin d'être un client de la Banque Morgan pour vous adresser au département Etudes Financières - ses services sont rémunérés sur la base d'honoraires.

Pour plus d'informations sur la manière dont cette équipe de spécialistes peut aider votre société, contactez M. Bruce C. Berzin, Morgan Guaranty Trust Company, 14, place Vendôme, 75001 Paris.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23, Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, place Vendôme, Paris (téléphone : 260.35.60) • AUTRES SUCCURSALES : Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchere), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Milan, Rome, Tokyo, Singapour, Hong Kong, Séoul, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION : Madrid, Beyrouth, Sydney, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur, Sao Paulo, Caracas • ASSOCIÉS dans 35 pays • FILIALES INTERNATIONALES : San Francisco, Houston, Miami, Toronto (J.P. Morgan of Canada Limited), Madrid (Morgan Guaranty, S.A.E.).

**Banque Morgan**



JUSTICE

DEVANT LA COUR D'APPEL DE PARIS

Le docteur Carpentier est poursuivi pour avoir délivré une attestation inexacte à un détenu en permission

Le docteur Jean Carpentier comparait mardi 21 novembre devant la onzième chambre de la cour d'appel de Paris, que présidait M. Jacques Hennion. Il est accusé d'avoir délivré une attestation faisant état de faits inexacts...

Le docteur Jean Carpentier n'est pas conforme à l'image que les magistrats se font d'un médecin. Avec son air d'adolescent qui aurait pris quelques rides...

En mai dernier, comparant devant le tribunal d'Evry, le docteur Carpentier a été dispensé de peine. Déplorant cette clemence, et à compte tenu notamment de la gravité de l'infraction...

Le passé du docteur Carpentier ne m'intéresse en aucune manière, indiquait M. Pierre Besnard, avocat général. Cette précision était déjà un signe du contraire...

Le docteur Combes pourra continuer à exercer son métier. La cour d'appel de Besançon a rendu, mardi 21 novembre, un arrêt condamnant Mme Combes, médecin généraliste, à Valentigney (Doubs), à 1 000 francs d'amende et 100 francs de dommages et intérêts...

Hold-up dans une poste de Genevilliers : un mort. Un passant, M. Georges Binet, trente-sept ans, a été tué, le mardi 21 novembre, à Genevilliers (Haute-Saône) par quatre hommes qui venaient d'attaquer le bureau de poste de la place Jaffoux...

LES AUTEURS D'UN DÉTOURNEMENT D'AVION DEVANT LES ASSISES DE PARIS

« Courtois, polis », mais armés

Les détournements d'avion ont aussi leur histoire. Quelle différence n'y a-t-il pas entre notre approche collective des « barbares » d'Entebbe ou de Mogadiscio et le temps de l'artisanat, dix ans plus tôt ?

La seconde journée du procès, consacré aux modes d'expression des minorités, Jean et Melvin McNamee, Joyce Tillerson et George Brown, les quatre Noirs américains qui comparaisaient depuis lundi 20 novembre devant la cour d'assises de Paris pour avoir détourné vers Alger, le 31 juillet 1972, le vol régulier Detroit-Miami...

« Pourquoi alors ne pas avoir pris des armes factices ? L'équipage était suffisamment expérimenté pour reconnaître un faux pistolet... »

Les quatre hôtesses de DC-8, toutes originaires de petites villes de Georgie, se succèdent à la barre pour confier des souvenirs vieux de six années...

« Je ne suis ni un homme d'Etat, ni un homme de loi, mais un homme de bien », déclare le procureur général. « Les quatre hôtesses de DC-8, toutes originaires de petites villes de Georgie, se succèdent à la barre pour confier des souvenirs vieux de six années... »

Philippe Boggio, avocat des quatre hôtesses, demande le non recouvrement de la dette de son client...

« Qui, sous une raison », répond le procureur.

Philippe Boggio, avocat des quatre hôtesses, demande le non recouvrement de la dette de son client...

UNE COMMISSION PROPOSE AU MINISTRE DE LA JUSTICE L'INSTITUTION DU « TÉMOIN ASSISTÉ »

Au cours d'un débat organisé lundi 20 novembre par l'Union des jeunes avocats (UJA), on a évoqué l'éventualité de l'institution d'une catégorie nouvelle de témoin assisté...

Cette commission, constatant l'ambiguïté des notions juridiques d'inculpé et de témoin, a profondément préjudiciable aux droits des personnes...

APRÈS LA SUSPENSION DE SES ENSEIGNEMENTS A L'UNIVERSITÉ DE LYON-II

M. Faurisson est victime d'une agression

M. Robert Faurisson, maître de conférences de littérature contemporaine à l'université de Lyon-II, a déposé une plainte, lundi 20 novembre, après l'agression dont il a été victime...

M. Faurisson qui, depuis des années, multiplie les écrits tendant à prouver que « les chambres à gaz n'ont jamais existé », mais se défend d'être nazi ou antisémite...

« Je ne suis ni un homme d'Etat, ni un homme de loi, mais un homme de bien », déclare le procureur général. « Les quatre hôtesses de DC-8, toutes originaires de petites villes de Georgie, se succèdent à la barre pour confier des souvenirs vieux de six années... »

Exactement deux semaines après que Gratiën Tonna a échoué dans sa tentative pour reprendre le titre européen des poids moyens au Britannique Alan Minter, un autre boxeur français, dans la catégorie des super-welters...

A trente ans, le poulain du manager Jean Bretonnel a disputé d'un adversaire beaucoup plus jeune et plus grand que lui. Après une première reprise d'observation, le boxeur londonien a pris un léger avantage dans le second round...

Précision. — Le Comité pour l'information de l'émigration bretonne (C.I.E.B.), qui avait organisé le gala de soutien aux « détachés politiques bretons » interdit par la préfecture de police (Le Monde du 14 novembre), nous prie d'indiquer qu'il n'a jamais appelé au rassemblement de protestation qui s'est déroulé le 13 novembre place Maubert...

RECTIFICATIF. — Une erreur typographique a déformé le nom du directeur délégué pour les relations internationales de la direction générale des télécommunications, cité dans l'article de Pierre Druin « Communication ou cacophonie » (Le Monde du 16 novembre 1978). Il s'agit de Jean Vogé (et non Vogliel).

Faits et jugements

Taleb Hadjadj fait la grève de la faim

M. Taleb Hadjadj, vingt-deux ans, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour sa participation au hold-up, avec prise d'otage, du C.I.C. de l'avenue de Breteuil à Paris (Le Monde daté 20-31 janvier 1977), a commencé, lundi 20 novembre, une grève de la faim pour protester contre les conditions de détention qu'il subit...

Un notaire inculpé d'abus de confiance. — M. Louis Barbès, notaire à Châteauneuf (Cantal), vient d'être inculpé d'abus de confiance et placé sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt d'Aurillac...

Pour avoir lapidé la voiture de M. Barre.

Le tribunal de grande instance du Fuy (Haute-Loire) a rendu, mardi 21 novembre, son jugement dans l'affaire des manifestants qui avaient, le 9 mars dernier, lapidé la voiture de M. Raymond Barre, premier ministre, la fin d'une réunion électorale (Le Monde du 11 mars). MM. Patrick Lillo, dix-huit ans, et Serge Lemoine, vingt-cinq ans, tous deux sans profession, ont été condamnés à deux mois de prison sans sursis...

Un notaire inculpé d'abus de confiance. — M. Louis Barbès, notaire à Châteauneuf (Cantal), vient d'être inculpé d'abus de confiance et placé sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt d'Aurillac...

SPORTS

Les concurrents de la Route du rhum restent « silencieux »

Les premiers concurrents de la Route du rhum pourraient arriver à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), terme de la course transatlantique française solitaire, dans la courbe de la semaine prochaine. A n'a-t-on qu'on puisse le savoir, les plus proches de la Guadeloupe en sont à quelque 1 500 ou 1 600 kilomètres. Mais les informations sur les positions précises dans et des autres se font rares...

L'Océan divise aussi Anglais et Français

Après déjà menagé bien des surprises, elle en sera sans doute prodigue jusqu'à Pointe-à-Pitre. — La Route du Rhum, d'autre part, apporté sur plusieurs points des enseignements et des confirmations...

Certes, le Channel est constamment traversé par les volières des deux nationalités. On rencontre des bateaux français de l'île de Wight à la Cornouaille; en fin de semaine, on compte souvent quatre cents unités anglaises à Carbourg. Les sportifs se côtoient dans de grandes confrontations internationales comme l'Admiral's Cup...

VOILE

Les concurrents de la Route du rhum restent « silencieux »

Les premiers concurrents de la Route du rhum pourraient arriver à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), terme de la course transatlantique française solitaire, dans la courbe de la semaine prochaine. A n'a-t-on qu'on puisse le savoir, les plus proches de la Guadeloupe en sont à quelque 1 500 ou 1 600 kilomètres. Mais les informations sur les positions précises dans et des autres se font rares...

L'Océan divise aussi Anglais et Français

Après déjà menagé bien des surprises, elle en sera sans doute prodigue jusqu'à Pointe-à-Pitre. — La Route du Rhum, d'autre part, apporté sur plusieurs points des enseignements et des confirmations...

Certes, le Channel est constamment traversé par les volières des deux nationalités. On rencontre des bateaux français de l'île de Wight à la Cornouaille; en fin de semaine, on compte souvent quatre cents unités anglaises à Carbourg. Les sportifs se côtoient dans de grandes confrontations internationales comme l'Admiral's Cup...

BOXE

GILBERT COHEN CHAMPION D'EUROPE DES SUPER-WELTERS

Exactement deux semaines après que Gratiën Tonna a échoué dans sa tentative pour reprendre le titre européen des poids moyens au Britannique Alan Minter, un autre boxeur français, dans la catégorie des super-welters...

A trente ans, le poulain du manager Jean Bretonnel a disputé d'un adversaire beaucoup plus jeune et plus grand que lui. Après une première reprise d'observation, le boxeur londonien a pris un léger avantage dans le second round...

Précision. — Le Comité pour l'information de l'émigration bretonne (C.I.E.B.), qui avait organisé le gala de soutien aux « détachés politiques bretons » interdit par la préfecture de police (Le Monde du 14 novembre), nous prie d'indiquer qu'il n'a jamais appelé au rassemblement de protestation qui s'est déroulé le 13 novembre place Maubert...

RECTIFICATIF. — Une erreur typographique a déformé le nom du directeur délégué pour les relations internationales de la direction générale des télécommunications, cité dans l'article de Pierre Druin « Communication ou cacophonie » (Le Monde du 16 novembre 1978). Il s'agit de Jean Vogé (et non Vogliel).

Handwritten signature or note in Arabic script.



# Le Monde

## DES ARTS ET DES SPECTACLES

### Portraits écrits

#### On reparle de Leni Riefenstahl

**D**EUX livres viennent d'être consacrés à Leni Riefenstahl, la seule femme cinéaste (très officielle) de l'Allemagne hitlérienne. Née à Berlin en 1902, cinéaste, scénariste dans les films de montage d'Arnold Franck exaltant l'esprit sportif, puis réalisatrice de la Lumière bleue (1932), légende des Dolomites, Leni Riefenstahl, qui avait ramené Hitler, fut portée au sommet de la gloire par ses grands documentaires sur le congrès national-socialiste de Nuremberg, le Triomphe de la volonté (1935) et sur les Jeux olympiques de Berlin, les Dieux du stade (1938-1939). Si les bruits les plus divers ont couru sur elle, il est certain qu'elle ne fut jamais inscrite au parti nazi et que la commission d'enquête devant laquelle elle fut traduite après la guerre conclut à un non-lieu et la déclara simplement « sympathisante ».

Sans ouvrir complètement ce dossier connu, un historien américain, Glenn B. Feldt, s'élève dans Leni Riefenstahl et le Troisième Reich - Cinéma et idéologie 1930-1946 (1), le vieux débat des rapports de force et de la morale. Il montre d'abord, comme dans un roman, la marche vers le destin nazi des principaux dignitaires du régime dont Leni Riefenstahl allait faire la connaissance. Puis, les personnages se rejoignent et Glenn B. Feldt suit — mais sans lui donner la parole, ce qui est tout de même une lacune — le cinéaste dans les étapes de sa carrière fulgurante avant le chute. Il trace d'elle le portrait d'une femme de talent, très douée, mais terriblement ambitieuse et prête à toutes les alliances pour se porter au sommet. Un fort scandale sur les hommes (Leni Riefenstahl apparaît comme une séductrice), une volonté de fer et le besoin de braver, de s'imposer, voilà en gros, assorti de certains documents sur ses manières de procéder (elle se plaignit, par lettre au service de Goebbels, en 1934, du cinéaste Schürmann, qui refusait de travailler avec elle sur le Triomphe de la

volonté, ce qui pouvait valoir à celui-ci des ennuis avec le Gestapo), le fanatisme et l'artifice.

Dans son Leni Riefenstahl (2), Charles Ford s'appuie comme s'il était le seul, sur « des témoignages irrationnels » des documents authentiques et des pièces établies par les tribunaux. C'est, pour un biographe d'éminente qualité, ce qui compromet le sérieux du propos. Selon Charles Ford, Leni Riefenstahl est une martyre de la masculinité, de la jalouse et hypocritement appuyée sur la politique et ses prolongements néfastes. Martyre, parce que, femme, les hommes chrétiens du régime s'en étant dressés, bien mieux qu'elle. Voilà donc récupérée la mode du féminisme pour donner une basilique à sainte Leni! Charles Ford, lui non plus, n'a pas interviewé Mme Riefenstahl, mais, comme il se proclame son ami (on ne saurait, d'ailleurs, le lui reprocher), ce qu'il écrit à la gloire de son héroïne vient de la source directe.

Résisté à l'écriture de cette œuvre édifiante, le récit est plus qu'une fois peintre pour un théâtre d'ombres. Et l'on est tout de même fort surpris et épaté de l'approche, malgré les preuves apportées, que les légendes des camps de Berlin et Max Planck-Salzbourg furent pour la figure de Tiedtland (l'innocente) et de son mari, un dévoué de dix ans après) furent tellement bien traités que les autres éprouvés s'en plaignaient.

Tout cela dans les dangers de la mode du nazisme. Vieilles dames toujours actives, pratiquant l'art de la photographie et la plongée sous-marine, Leni Riefenstahl ne hérite pas qu'on fasse tant de bruit autour de sa personnalité déifiée. Elle ne s'attendait ni qu'on lui attache autant d'importance en tant que cinéaste. C'est ainsi que se reniment les nostalgiques.

JACQUES SICLIER.

(1) Editions du Seuil, collection « Points », 220 p., 20 F.

(2) Editions La Table, ronde, 200 p., 43 F.

### «Blue Collar», du cinéaste américain Paul Schrader

## Les cadences prolétariennes

**E**MPORTÉ par la vague qui anime sur nos écrans les œuvres primées début octobre au Festival de Paris, Blue Collar, premier film écrit et mis en scène par le scénariste Paul Schrader (Nobus, de Sydney Pollack, Taxi Driver, de Martin Scorsese), nous parvient surchargé du grand prix du public, la plus importante récompense avec le prix de la mise en scène, attribuée par un jury de cinéastes aux Rendez-vous d'Anna, de Charles Alkanon. Les spectateurs ont couronné un récit bien mené, une franchise sociale comme on n'a pas l'habitude de la trouver à l'intérieur du système hollywoodien.

Mais déjà Taxi Driver (palme d'or du Festival de Cannes 1976) avait conquis une récompense suprême tout en jetant le doute parmi les tenants d'un intégrisme idéologique : par-delà les arabesques visuelles, les effets d'éclairage, les mille petits chichis chers au metteur en scène de Menn Menéndez se jouait une autre partie, d'ordre métaphysique : la folie d'un homme, un simple chauffeur de taxi au bord de la désintégration spirituelle. On trouve déjà en prémonition les thèmes de deux films remarquables depuis la rentrée, la Femme gauchère de Peter Handke — le romancier-cinéaste fait d'ailleurs référence expressément à Travis Bickle, le chauffeur de taxi de Taxi Driver, dans l'intervalle qu'il a consacré à Tyrone Baby à la veille de la présentation du film à Cannes, le 18 mai 1978 — et, toujours, les Rendez-vous d'Anna.

Blue Collar, avec son thème social au tout premier degré, est en apparence bien moins révélateur de pareilles préoccupations. Comme le disait Paul Schrader dans son texte d'introduction publié dans le programme du Festival de Paris, rien n'empêche une lecture marxiste de cette histoire de trois copains ouvriers — deux Noirs, un Blanc — travaillant dans une usine automobile à Detroit, liés par un même travail à la chaîne et une

même condition prolétarienne, la corruption avancée du milieu ambiant va progressivement séparer. Un engrenage implacable se met en place, un peu à l'image de ces plans d'incrustation d'une force sonore et visuelle impressionnante : le travail dans l'usine, le bruit infernal, les cadences, cet univers d'aliénation qui restera toujours inacceptable.

Écrivain dans l'âme, plus que simple scénariste et fabricant de gag romanesques, Paul Schrader réalise sous nos yeux et nos oreilles stupéfaites une démonstration presque exemplaire : la vie familiale relève de la caricature, les besoins quotidiens nous prennent à la gorge, la morale n'a que faire, la femme est exploitée à outrance, en tant qu'épouse, en tant que prostituée. La charge serait presque grossière sans que, à l'évidence, le récit ne veuille surtout rien prouver, rien démontrer. Non par quel que détachement souverain, mais d'abord parce que Hollywood n'autorise guère ce genre de fantaisie, ensuite parce que le cinéaste nous invite à une traversée des apparences, à découvrir un monde, une culture, un ordre qui, tout en se réclamant de la morale chrétienne, caricaturent ces mêmes valeurs.

#### Dans la tour d'ivoire

A ceux qui l'interrogent aujourd'hui, Paul Schrader reconnaît avoir tourné un film politique, mais pas brechtien pour deux raisons. On lit et relira l'extraordinaire entretien qu'il a accordé à Hollywood aux Cahiers du cinéma (numéro de novembre 1978). Le page est pour lui désormais tournée, l'artiste se repose dans sa tour d'ivoire, si une telle formulation peut avoir un sens dans les studios californiens. Oui, Blue Collar — comme son second film H. A. R. O. U. E. — est empreint à des valeurs personnelles, à son enfance et à son adolescence à Grand-Rapids, Michigan, ces histoires qu'on se racontait sur le travail dans les grandes métropoles voisines. Jusqu'à l'âge de dix-sept ans le futur cinéaste, élevé dans un milieu austère de calvinistes hollandais, n'a pas vu un film. Il arrive à la création, il aime à le rappeler, sans cet énorme bagage de références cinématographiques qui accompagnent les grands metteurs en scène comme les plus humbles spectateurs.

Après des études de droit et de théologie à Calvin College, Paul Schrader en sort diplômé en 1968. Agé de vingt et un ans, non sans avoir préalablement rencontré, lors d'une fugue à New-York, en 1965, celle qui allait devenir la plus célèbre cri-

tique de cinéma américaine, Pauline Kael (1). Elle sera son guide et son mentor quand il voudra s'inscrire un peu plus tard dans une des prestigieuses écoles de cinéma de Los Angeles — réputation à son avis entièrement surfaite. Après trois ans d'études à UCLA (université de Californie à Los Angeles) sous la direction de Colin Young de 1968 à 1970, il entre à l'American Film Institute avec une bourse de recherche. Surpris par les méthodes qui y prévalent — on se contente d'interviewer des vétérans célèbres, les Billy Wilder, les Frank Capra, on ne travaille pas sérieusement — il met néanmoins le point final à un livre important, Transcendental Style : Ozu, Bresson, Dreyer (1972), dont des extraits parurent en mars dernier dans les Cahiers du cinéma.

À Noël 1971, de passage à New-York, il se voit offrir par Pauline Kael un poste de critique à Chicago, à prendre sur-le-champ. Paul Schrader refuse, et de retour en Californie, se met aussitôt à écrire son premier scénario, « Wonder boy » du nouvel Hollywood, il vend Yakuza pour 300 000 dollars American Gyogyo,

(1) Pauline Kael assure, en alternance avec Patrice Gilliat, la critique cinématographique au New Yorker.

LOUIS MARCORELLES.

« Blue Collar » sortira à Paris le 29 novembre.

### «Un mariage», le dernier film de Robert Altman

## Ce petit monde polyphonique

**L**ES noces et les funérailles sont les dernières cérémonies rituelles auxquelles sacrifient nos contemporains. Bien qu'opposées par nature, elles requièrent le même faste, le même décorum, le même rassemblement de parents et d'amis, le même faisceau de conventions, la même étalage d'émotions. Et les uns et les autres sont parallèlement révélateurs du microcosme social dont elles sont issues.

Si, au lieu de mettre en scène un mariage, Robert Altman s'était penché sur les « nocesses » d'un enterrement, la comédie humaine qu'il eût décrite n'aurait guère été différente de celle qui fait l'objet de son film. Car c'est bien d'une comédie humaine qu'il s'agit ici, d'une comédie à ses cent actes divers. Comme Nashville, Un mariage est un vaste unanimité, polyphonique, une vaste fresque à l'intérieur d'un petit monde. A la psychanalyse d'une ville, succède l'utopie de deux familles du Midwest, tout aussi représentatives de l'american way of life (du moins, de certains de ses aspects) que pourraient l'être les foyers de Nashville. Familles que la fortune et le mariage de leurs enfants ont mises sur un pied d'égalité, mais que séparent leurs origines (patriciennes d'un côté, glabériennes de l'autre) et qui vont devoir affronter au cours d'une journée de fête d'innombrables calamités.

Cinquante personnages. Dans cette foule, les jeunes époux passent quasiment inaperçus. S'aiment-ils ? C'est peu probable. La question d'ailleurs n'intéresse personne. Le marié ressemble à une gravure de mode. La mariée est mignonne, mais son épouse découvre une promesse dentaire. L'évêque qui officie est complètement gâché. Premières faccèses d'Altman. Il y en aura beaucoup d'autres.

Pas à peu apparaissent les vrais meneurs de jeu. Et, d'abord, Nettie Sloan, le grand-mère du marié (Jeanne Crain). C'est elle le chef du clan. Dans la somptueuse demeure où doit avoir lieu la réception,

malade, affaiblie, elle attend le retour de la nora. Puis, brusquement, elle rend l'âme. Fâcheux contretemps que ceux qui en ont été les témoins vont s'efforcer de dissimuler tout au long de la journée. Le père du marié (Victorio Gassman) est italien. C'est par affection, en faisant un enfant à l'été de la famille, qu'il est entré chez les Sloan. On l'a accepté, mais à la condition qu'il tienne son « rang ». Maintenant qu'il a tout connu du « rêve américain », il ne pense plus qu'à retourner dans son Illinois natal. Sa femme est snob (mais qui ne l'est pas dans ce milieu), autocratique et droguée. La sœur de la grand-mère est vaguement gauchiste. Les témoins du marié ont l'air de soldats de plomb.

Parents de la mariée, les Brenner, eux, sont des parvenus. Snooks Brenner est un ancien camionneur. Sa femme, Tulp (Carol Burnett), qui a du vague à l'âme, se laisse conter fleurette par un des invités, gros faune attendrissant. Leur fille est épileptique. Quant à leur seconde fille (Mia Farrow), on découvre, à catastrophe qu'elle est enceinte. Et de qui ? Du marié, ou de l'un de ses amis, car cette fausse légende est nymphomane. Stupéur, consternation, colloques imprévisibles. Les Brenner décident finalement de passer l'éponge. De plus graves soucis d'ailleurs les attendent.

Ainsi s'agit de jolies monde. L'ordinateur de la cérémonie (Geraldine Chaplin) tente de mettre un peu d'ordre dans cet affreux désordre. Elle supplie qu'on respecte les convenances et, quand éclate un orage, elle fait chanter des cantiques (comme sur le « Titanic »). Elle est, elle-même, un peu déboussolée. « Mes mariées sont mes enfants », dit-elle en embrassant la mariée sur la bouche.

Un mariage, on l'a compris, est une autre sous forme de mascarade. Un gigantesque « happening » au cours duquel se jouent et se dénouent, se superposent et s'en-

trevoient une multitude d'intrigues dont l'ensemble constitue le portrait d'une société malade de son luxe, de sa frivolité, de ses hypocrisies, de ses secrets, et de ses parties pris. On pense parfois à la Régie du jeu, mais ce qui était épure chez Renoir devient dans Un mariage grouillement de fourmilères, prolifération, foisonnement toutou.

Sur ce film-céaste, Robert Altman règne en capitaine oursepuce, l'ère de liberté. A ses côtés, dont beaucoup appartiennent à sa « troupe », il a l'air, selon son habitude, la faculté d'improviser. Sa mise en scène est la spontanéité et l'intelligence à l'habileté technique. L'humour excorde ses ravages, et, en même temps, inclueusement, le mort réside.

Alors, ce film dont on ne peut nier l'importance, est-ce un nouveau Nashville ? Hélas, non. Malgré son exubérance thématique, Nashville était un ouvrage solidement structuré, de bout en bout maîtrisé. Ici, sous la marée des personnages et des événements, les contours de l'œuvre s'estompent, l'ensemble menace. L'exposition est franchement ennuyeuse, et il faut une bonne heure pour s'y retrouver dans le « who's who » qu'elle propose. Après quoi, le récit s'équilibre et de son épaisseur surgissent quelques beaux morceaux de cinéma (le réveil de la mort de Nettie, la révélation, la fin crépusculaire et quasi apocalyptique de la réception). Mais ce n'est là que des séquences éparées, insuffisantes pour assurer la vitalité et l'intérêt de l'ensemble. En se fiant trop à son inspiration, en osant à la facilité, à la pesanteur des anecdotes, Altman reste le plus souvent en deçà de ses ambitions.

Par son sujet, sa richesse d'exécution, la personnalité et le talent de son réalisateur, Un mariage serait peut-être un très grand film. Mais on ne peut reconnaître qu'il n'en est que l'esquisse et parfois le brouillon.

JEAN DE ARONCEL I.

## Une journée mise à nu

**C**ANNES, 1970. Robert Altman dit de MASH, son anti-film de guerre : « J'ai fait tout mon possible pour rendre ça laid, vulgaire, de mauvais goût, et tout le monde a dit que c'était merveilleux. » Il ajoutait : « Il y a très peu d'espoir ».

New-York, novembre 1975. A quel'un d'autre, il répondait : « Nous avons choisi de faire un film sur Nashville parce que tout le monde connaît la country music. Nashville, c'est un peu comme Hollywood il y a quarante ans. Avec des gens très riches et des idées très simples. L'expression exotique de la culture américaine ».

Paris, octobre 1978. Robert Altman a dit tantôt « je », tantôt « nous ». L'espérance pas davantage qu'en 1970, mais les Etats-Unis, son Amérique, l'interrogent toujours autant. Il montre cette fois la région de Chicago, le Midwest où il a grandi, élevé par des Jésuites qu'il n'a jamais pris au sérieux. Maintenant, il dit plus souvent « nous », car « ils » — tous ceux qui travaillent avec ou autour de lui, producteur indépendant de ses propres films et de quelques autres, dont Remember My Name, d'Alan Rudolph — ils, donc, viennent de tourner trois films et en préparent encore trois, tous à la fois.

Robert Altman chef d'entreprise se demande comment le public français va accueillir Un mariage. Il se prête consciencieusement aux explications : non, il n'a élaboré aucun scénario. Il n'en écrit jamais. L'idée de filmer ces noces à l'américaine est née du hasard. On connaît l'histoire : un jour qu'il désirait éluder toute question sur ses projets, il a rétorqué à une

journaliste, pour s'en débarrasser : un mariage. Il s'est pris au piège au jeu. Son équipe s'est gonflée pour une vaste fresque satirique à quarante-huit personnages. Ils auraient pu aussi bien tourner un enterrement (même comédie sociale), les voilà empêchés de le faire.

« Je ne veux horer aucun message, je ne dis pas comment les choses devraient être, mais comment elles sont, affirme Robert Altman. Ces gens rassemblés ne sont pas des caricatures. Je pourrais trouver dans ma propre famille les hommes d'œuvre, l'écologie ou le morphinisme. La riche demeure existe. Le vieux curé existe, nous avons trouvé un jeune prêtre pour guider notre comédien au long de l'officine. Les enfants de chœur faisaient voltiger leurs encensoirs ne sont pas innocents, pas plus que le pécou de mariage.

« Imaginez une souris assistant à pareille cérémonie : ainsi, nous avons observé ces êtres engoncés dans le pur protocole. Sans exagérer, il est évident, dès le départ, qu'un groupe va dominer l'autre : la famille de la mariée est plus anciennement respectable que la tribu instantanée. Ces Italiens parvenus se sentiront dès qu'ils verront tous les invités se décommoder. Les divers clans, les groupuscules ne s'entreferment qu'au moment de la messe, et superficiellement. N'est-ce pas vrai qu'on retourne d'un mariage, lui n'a clairement repéré qui est qui, dans chaque camp ? (Je ne vais jamais aux mariages.)

« Je vous assure, tout est vrai, même le personnage de Geraldine Chaplin, antima-

trics des réjouissances. Aux Etats-Unis, on a recours aux services de telles organisatrices. Cette femme attendrie par la mariée est sans doute un peu lesbienne, elle ressemble à ces professeurs qui ne connaissent pas la force des sentiments et violent chaque année leurs élèves les quittent. Toujours triste de ce qu'elle-même s'est vu avoir manqué, la coordonnatrice ne s'ajustera jamais à sa propre vie. En revanche, le maître de maison, Vittorio Gassman, prisonnier depuis son propre mariage, ou lui, retourne au mariage. Cette journée qui aura tout mis à nu, lui permettra de fuir.

« Nous sommes progressivement passés des couleurs naturelles à des contrastes violents. La tension monte jusqu'à l'accident, et la tonalité, qui appartenait à la réalité, est un élément supplémentaire pour acculer les gens dans une arène plus exigüe encore. Le temps et l'espace sont là, comprimés.

La mort ? « La mort revient dans tous mes films, sauf peut-être dans Californie Split. La mort entraîne ici le quiproquo. Elle arrive aussi à point nommé pour que ceux qui ont ri en aient du remords. Le rire, mécanisme de défense, est souvent cruel. Il arrive un moment où il faut le payer. »

Robert Altman, se gardant de morale, parle de travail collectif avec les comédiens, des enfants à qui il sait parler, qui imitent les adultes, du pape polonais (il sourit d'aise). Du mariage, il ne présume rien. De la télévision, il dit le pire mal, et du pessimisme, qu'il ne peut exister sans l'optimisme.

MATHILDE LA BARDONNIE.



# LA LONGUE MARCHÉ

## I. - Il n'y a pas ici

### CINQUANTE ANS DE CINÉMA

**P**OUR une interview il faut une personne qui ait vraiment envie de parler, et une autre qui ait vraiment envie d'écouter. Cela va de soi, dira-t-on. Ce n'est pas si simple, pourrais-je répondre les deux personnes en question. Car un artiste a parfois trop dit et il ne veut pas recommencer, ou bien il ne veut pas raconter grand-chose à son interlocuteur, et celui-ci, alors, devra se contenter de peu.

Joris Ivens vient d'avoir quatre-vingts ans, et il fête en même temps ses cinquante ans de cinéma. Comment Yukong a déplacé les montagnes, réalisé avec Marceline Loridan, est le dernier film que l'on ait vu de lui : douze heures d'images sur la Chine, un immense document qui arrivait au moment voulu. Tous les films de Joris Ivens, sur les Pays-Bas, la guerre d'Espagne, l'Indonésie, Cuba, le Chili ou le Vietnam sont toujours arrivés à temps.

La personnalité de Joris Ivens, ces films et leur rôle s'inscrivent à expliquer qu'on veuille le rencontrer. Il y avait donc ce désir, et de toute façon, en termes journalistiques, il fallait voir Joris Ivens. Pour qu'il s'éclaircisse sa relation rompue avec l'Union soviétique — ce qu'il n'a jamais fait auparavant. Pour savoir ce qu'il pense maintenant de la Chine. Pour apprendre comment il considère le documentaire aujourd'hui, lui qui est « un fils du cinéma muet », et qui n'a pas seulement été un militant. Pour connaître le sujet de son prochain film.

Les entretiens ont d'abord eu lieu dans le salon d'un grand hôtel parisien, rempli de Japonais, près du Monde. Trois semaines n'ont pas suffi. Joris Ivens devait se rendre à Amsterdam, pour l'exposition organisée au Filmuseum (on devrait le voir au Centre Georges-Pompidou l'hiver prochain). Dans le train de Paris à Amsterdam s'est poursuivie la conversation, puis, par bribes, pendant quelques jours. Quelques semaines après, un second voyage complètera des réponses sur la Chine. Qu'il juge, aujourd'hui encore, incomplètes.

« La longue marche de Joris Ivens » qu'on lire en quatre épisodes dans « le Monde des arts et des spectacles » suit à peu près le cheminement des propos recueillis. Joris Ivens répondait à toutes les questions. Il disait parfois : « Le moment est venu pour le dire. » Il a accepté aussi d'avoir en face de lui quelqu'un qui n'avait pas vu tous ses films, qui ne le connaissait pas assez pour lui éviter de tout expliquer, et dont il était séparé par plusieurs guerres et révolutions. Et qu'il a fait reprendre, comme si ce n'était plus de l'histoire, mais de l'actualité.

Une interview, enfin, vient après des oublis, des silences et des choix. Joris Ivens n'a évidemment pas tout dit de ses quatre-vingts années ni du socialisme, et de ce qu'il a dit, on n'a pas tout gardé. Dans les manques il sera difficile de discerner le part de responsabilité de la personne qui parlait, et celle de la personne qui écoutait — demandait, puis reconstituait. Le résultat est quand même un autoportrait, confié au respect du journaliste pour le cinéaste, de quelqu'un de très jeune pour quelqu'un de très vieux, avec une patience et une curiosité réciproques.

CL. D.

« **L**e premier souvenir de cinéma, dit Joris Ivens, ça se joue en 1908 — il ne faut pas être effrayé, pensez que mon père me racontait la guerre des Boers — j'ai dix ans, j'habite à Nimègue. A la fête annuelle, à côté du carrousel ou des lignes de la main, il y a quelquefois deux grandes tentes, et là c'est le cinéma — ça m'intrigue, je l'entends de l'extérieur. On montre du Méliès, des westerns. Le choc est tellement grand qu'en 1911 je réalise un film avec un vieux appareil en bois trouvé dans la boutique de mon père, qui est photographe, comme mon grand-père. Il y a deux chemins possibles : Méliès est impressionnant, mais trop difficile. Alors je fais jouer ma famille dans un film d'Indiens. A Nimègue, qui n'est pas la Hollande classique, il y a des collines de sable.

« En 1911, on a un cinéma, le Château, et je vois le premier Ben Hur, et les grands films romantiques italiens. Après, j'ai suivi, je ne me suis éloigné ni du cinéma ni de la photographie, puisque j'étudiais la technique, la photochimie. Je ne suis devenu « actif » qu'en 1923.

« Faisons un bond de cinquante années. Des extraits de votre dernier film. Comment Yukong déplaça les montagnes, viennent de passer à la télévision. Qu'est-ce que ça représente pour vous ?

« Je suis de la génération qui a vu tout venir, le téléphone, l'électricité, la radio, tous les miracles. Pour la télévision, le processus a été un peu plus lent.

« Entre la télévision et le cinéma, je n'ai jamais pensé qu'il y avait une vraie contradiction. La télévision est un moyen de communication où je peux élargir le contact avec le public (en quantité, sinon en qualité). Ce n'est pas le format qui compte tellement, mais le fait que les gens payent pour aller au cinéma, tandis que le poste de télévision est dans la cuisine, et là le spectateur est plus libre. Si on veut attirer son attention, il faut une autre approche.

« Mes films ont une relation très physique avec les gens, très bien pour la télévision, mais, si je faisais un film pour elle, j'y metrais plus d'attractions. Et malgré tout, en changeant d'écran, tu dois repenser la répartition des blancs, savoir que les grands espaces passeront différemment, que les sons vont suggérer des choses imprévues.

« Je pense toujours : qui voit

mes films et dans quelles conditions ? Pour qui est-ce ? Quand ils sortent, je les suis pour savoir comment ils sont reçus. Pour Yukong, Marceline Loridan et moi, nous nous sommes dit : ce film, on va le faire pour un large public, qui ne sait rien de la Chine. De là sort la pensée, tout.

« Vous avez toujours choisi le public le plus large ?

« Non, pas toujours. Le Mistrail est, par exemple, un film que j'ai essayé de rendre le plus intense possible. J'ai montré comment ja sans le vent, mais chacun peut y trouver le sien ; il peut représenter la révolution,

pagne. Prévert m'a dit : « Tu as vu des choses que je n'avais pas vues », et il a pris une grande feuille. Après, j'étais libre avec son texte.

« Malheureusement, de là vient le faux civrage : quelquefois, Joris Ivens fait des films politiques militants, il vit avec les grèves, la libération des peuples. Quelquefois, il fait des films artistiques. Il y a vingt ans, en Hollande, on disait : Ivens n'a fait que deux films, la Pluie en 1926, et la Seine en 1937, entre-temps il s'est vendu à la classe ouvrière.

« Il n'y a pas ici l'artiste, là l'homme idéologique. Simple-

mement tout le temps, elle est vraiment dialectique et le matérialisme s'y tient bien.

« Vous avez eu toute votre vie la même philosophie ?

« Mon idéologie de la vie, c'est vraiment matérialiste. Je suis d'origine catholique. J'ai vu des gens revenir à la religion de leur jeunesse ; moi, j'ai tourné à 180 degrés en 1933, au Borinage. J'ai pris parti pour la classe ouvrière.

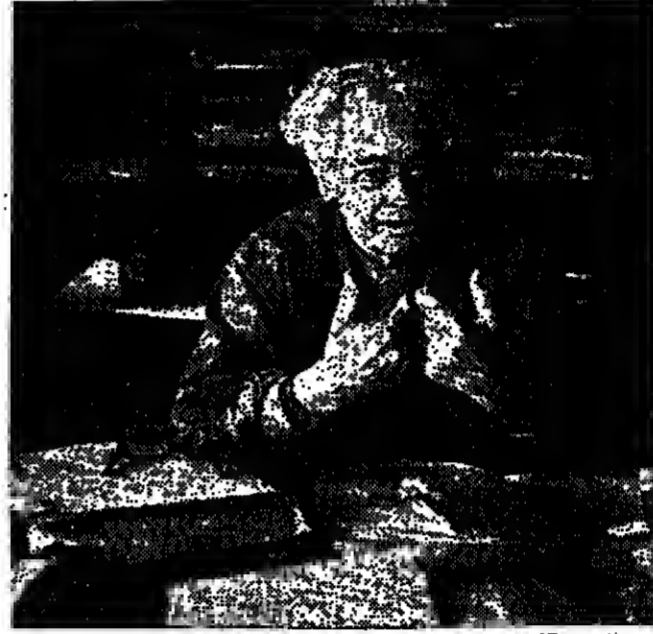
« Je pense que dans sa vie chacun a un Borinage qui le fait changer. Avant ce film, je m'occupais de recherches esthétiques. Et j'ai compris que c'était une impasse ; il faut que l'intellectuel ait à faire avec la vie. Ça peut aider l'artiste, ça lui impose aussi des limites.

« J'ai toujours essayé d'éviter de faire un art actualité de luxe, glorifiée ; j'ai essayé de trouver la profondeur de la vérité, mais on ne peut pas : un artiste essaye, et le documentaire a ce rôle ; il approfondit. Si je dois filmer une rivière, je dois me plonger dedans, je dois savoir si elle est froide, si elle est polluée, si y a des sous-courants. Pas seulement si elle est belle.

« Pour l'exposition qu'on organise à la Cinémathèque d'Amsterdam, j'ai dû raconter ma vie en quarante panneaux. On me demandait : pourquoi étais-tu à ce moment-là en Espagne, et puis là en Chine ? Était-ce parce que je suis un « Hollandais volant » ? Y repenser c'est retrouver le chemin qui était le nôtre et qui nous a amené là où on est aujourd'hui. La guerre d'Espagne était ma première guerre, et là je tenais la preuve que mon choix était bon, que je voulais ce que je faisais.

« Quand tu réfléchis à la place que tu dois trouver pour bien lutter ; là tu vois les prendre, les risques. On ne peut pas rester au bord, le meilleur pilote reste au bord », dit un dictateur hollandais — c'est ironique. En français, on traduit : la critique est aisée, l'art est difficile (voir les nouveaux penseurs). De l'autre côté du pont, les fascistes et leurs mitrailleurs. A côté de moi, les Polonais des Brigades Internationales tirent, et je me dis : tu n'as pas encore biessé, tu es bon appartement à Washington Square, et tu es là, tu peux être tué. Je devrais être très intelligent pour ne pas être pensal-je, c'était ma place, je n'étais pas ici pour un reportage.

« Après, c'était différent. En



Photo, Johan Van der Keeken.

l'amour, l'énergie, l'élément météorologique. Ce sont des choses plus verticales.

« En Chine, nous sommes restés très modestes, parce qu'il fallait être modeste. Nous filmions la vie quotidienne, elle n'était pas dans les livres, même les Chinois ne l'avaient jamais filmée. Nous étions engagés dans l'information, la communication.

« C'est autre chose qu'un film artistique, autre chose que par exemple la relation des Chinois avec leur fleur, dans Quand la Seine a rencontré Paris. Là, je me laisse aller, to es loin du concret, tu peux faire ce que tu veux. Le film, Georges Sadoul en a eu l'idée, et il a inspiré le poème de Prévert qui l'accompa-

ment, à certains moments, j'ai besoin de faire autre chose. La nature, ce n'est pas une fuite, et mon prochain film en sera proche. Il sera moins directement lié au point névralgique de l'histoire.

« On fête à Amsterdam vos cinquante ans de cinéma, mais aussi vos quatre-vingts ans.

« Je suis né le 18 novembre, Scorpion. Vous y croyez, vous ? Moi je crois à tout. J'ai cru à la Chine, pas seulement à la révolution culturelle, mais à des choses plus profondes, de la civilisation, de l'art, de la philosophie. Leur philosophie est en

**ZOUC BOBINO**  
LOCATION OUVERTE

« Abraham et Samson », qui se joue au Théâtre ESSAION, commence à 22 heures — et non à 22 h 15 comme indiqué à l'origine.

**THEATRE LA BRUYERE**  
**les folies du Samedi soir**  
comédie de MARCEL MITHOIS  
d'après Gene Stone  
Location Théâtre, 878-76-99 et agences

**MADELEINE JEAN PIAT**  
jouent  
**JUDITH MAGRE**  
**LE PRÉFÉRÉ**  
de BARILLET et GREDY  
**RÉVEILLONS : ON LOUE**  
Location : 265.07.09 et Agences

**PRIX DE COMPOSITION MUSICALE PRINCE-PIERRE-DE-MONACO 1979**  
Le Prix de Composition Musicale organisé par la Fondation Prince-Pierre-de-Monaco sera décerné pour la vingtième fois au printemps 1979 à Monte-Carlo, la date limite des envois étant fixée au 1<sup>er</sup> AVRIL 1979.  
Ce concours, doté d'un prix de 30.000 FRANCS français, sera réservé, en 1979, à la MUSIQUE DE CHAMBRE.  
L'œuvre ayant obtenu le « Prix de Composition Musicale Prince-Pierre-de-Monaco » pourra être exécutée à Monaco au cours de l'année qui suivra la décision du Jury.  
Pour obtenir le règlement du concours et pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à :  
M. le Secrétaire Général de la Fondation Prince-Pierre-de-Monaco  
Palais Princier - MONACO.

retrouvez la musique à **Point d'Orgue**  
Arrêtez-vous à Point d'Orgue. Vous y retrouverez la musique : une sélection des meilleurs enregistrements sur disques et cassettes, les chaînes les plus musicales et toujours en exclusivité mandoline, Arcane l'incapable, sans doute la meilleure chaîne du monde. Point d'Orgue, la fidélité à la musique.

point d'orgue

Méno Yama, Tél. 127 93 91 Parking local 27 rue du Forchberg Solaire Horeau - ZOOCA Paris

**LES DEUX NOBLES COUSINS**  
(THE TWO NOBLE KINSMEN)  
de W. SHAKESPEARE  
m.o.s. Pierre Corstant  
une géniale redécouverte et une merveilleuse surprise. Quelle belle pièce ! L'enchantelement d'un beau conte nous entraîne dans son rêve.  
Nicola DUARTE (France-Sole)  
ce sont les derniers vers d'amour de SHAKESPEARE et ils résonnent pour la première fois sur une scène française, un grand divertissement traversé par une belle cri tragique.  
R. KANTERS (L'Express)

CENTRE CULTUREL JEAN HOUDREMONI  
23, avenue du Général Leclerc 93120 La Courneuve  
836.11.44

Salle PLEYEL - Lundi 4 décembre  
Orchestre de Chambre Jean-François Paillard  
chef de soliste  
Jean-Pierre **RAMPAL**  
Concertos n° 1 et 2 - MOZART  
Location Salle PLEYEL, Durand et Agencis

Salle GAVEAU - Lundi 27 novembre  
Duo de pianos  
**Billard-Azais**  
BRAHMS - LISZT - CHOPIN - DVORAK  
Loc. Gaveau, Durand, Agencis

**SEMAINE CHORALE DE L'ILE-DE-FRANCE**  
DU SAMEDI 25 NOVEMBRE AU DIMANCHE 3 DÉCEMBRE 1978  
ENTRÉE GRATUITE POUR TOUTES LES MANIFESTATIONS  
- SAMEDI 25 NOVEMBRE - CHAPELLE DE LA SALPETRIÈRE, de 17 h. à 20 h. : MUSIQUE VOCALE DE LA RENAISSANCE. Charles, Baviar et Stéphane Caillat.  
- DIMANCHE 26 NOVEMBRE - MAISON DE RADIO-FRANCE, de 15 h. à 20 h. : MUSIQUE ET CHANSONS TRADITIONNELLES. Bernard Lallemeau, Claude Fligel, J. Wright.  
- LUNDI 27 NOVEMBRE - CHAPELLE DE LA SALPETRIÈRE, à 20 h. 30 : MONTEVERDI, BACH... avec « LA CHAPELLE ROYALE ». Direction : Philippe Barrois.  
- MARDI 28 NOVEMBRE - CHAPELLE DES CARMES, à 20 h. 30 : CHANTS GREGORIENS. Jean-François Hamelin, M.-N. Colette, B. Lablaude.  
- JEUDI 30 NOVEMBRE - MAISON DE RADIO-FRANCE, à 20 h. 30 : JEUX MUSICAUX. Guy Balbel et Philippe Caillat.  
- VENDREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE - MAISON DE RADIO-FRANCE, à 20 h. 30 : DEBAT SUR LES TECHNIQUES DE FORMATION A LA DIRECTION DE CHŒURS.  
- SAMEDI 2 DÉCEMBRE - MAISON DE RADIO-FRANCE, de 18 h. à 19 h. : TECHNIQUE VOCALE avec Hélmut Laps et Michel Piquemal. - CENTRE CULTUREL DE BOULOGNE-BILLANCOURT, à 20 h. 30 : LES CHŒURS DE L'OPERA DE PARIS (Berlioz, Gounod, Verdi...)  
- DIMANCHE 3 DÉCEMBRE - MAISON DE RADIO-FRANCE, de 14 h. à 20 h. : FORUM CHANT CHORAL - CONCERT FINAL, avec J. Grimbaut, J. Bourtes, M. Piquemal.  
Pour tous renseignements :  
DELEGATION REGIONALE DE LA MUSIQUE D'ILE-DE-FRANCE  
Grand Palais - Porte C - St. Franklin-Roosevelt (9<sup>e</sup>) - 225-03-20

**CABARETS**  
JEAN-MARIE RIVIERE  
**PARADIS LATIN**  
DINER SPECTACLE  
28, rue du Cardinal-Lemoine PARIS 5<sup>e</sup>  
OUVERT LE DIMANCHE (Fête locale mardi)  
Réservations : 325.28.28  
Hotels et Agences

**LIDO**  
NOUVELLE SUPER REVUE  
"Allez Lido"  
22<sup>h</sup>00-01<sup>h</sup>00  
2<sup>h</sup>00-3<sup>h</sup>00  
4<sup>h</sup>00-5<sup>h</sup>00  
5<sup>h</sup>00-6<sup>h</sup>00  
6<sup>h</sup>00-7<sup>h</sup>00  
7<sup>h</sup>00-8<sup>h</sup>00  
8<sup>h</sup>00-9<sup>h</sup>00  
9<sup>h</sup>00-10<sup>h</sup>00  
10<sup>h</sup>00-11<sup>h</sup>00  
11<sup>h</sup>00-12<sup>h</sup>00  
12<sup>h</sup>00-13<sup>h</sup>00  
13<sup>h</sup>00-14<sup>h</sup>00  
14<sup>h</sup>00-15<sup>h</sup>00  
15<sup>h</sup>00-16<sup>h</sup>00  
16<sup>h</sup>00-17<sup>h</sup>00  
17<sup>h</sup>00-18<sup>h</sup>00  
18<sup>h</sup>00-19<sup>h</sup>00  
19<sup>h</sup>00-20<sup>h</sup>00  
20<sup>h</sup>00-21<sup>h</sup>00  
21<sup>h</sup>00-22<sup>h</sup>00  
22<sup>h</sup>00-23<sup>h</sup>00  
23<sup>h</sup>00-24<sup>h</sup>00

سكز لمن الإهل

**FR**  
**VOU**  
LES COMORES  
3  
Métèque  
ingrad  
ATRE KIROV



# DE JORIS IVENS

## l'artiste, là le militant

Chine, en 1938, j'étais déjà un peu plus hardi.

— Vous étiez en Espagne en 1937, en Chine en 1938, à Cuba en 1941, au Vietnam en 1965, 1967... Où êtes-vous aujourd'hui ?

— En ce moment je ne sais pas. J'ai beaucoup étudié la question de l'éthique. Est-ce que j'y vais ? Est-ce que c'est ma place ? Je ne suis pas sûr de savoir où sont les facteurs des événements. Je crois la cause honnête et révolutionnaire, mais les choses sont moins claires que quand j'étais jeune. L'Espagne avait raison, les autres non. Le Vietnam avait raison, les Américains avaient tort. Il n'y avait pas deux côtés. Faire un film sur l'Angola, oui, mais il faut laisser ça aux gens de là-bas, aider les cinéastes à s'exprimer. C'est compliqué, surtout si on est d'anciens colonialistes indélébiles. Et il faut donner la question raciale, qui n'est pas simple à comprendre. Or tu dois être bien dans la peau de ton sujet, du peuple avec qui tu luttes.

— Physiquement, c'est plus difficile. Le travail est fatigant, je peux le faire, mais quelquefois il faut vivre avec son âge, il faut faire un peu plus que ce que les autres pensent, il ne faut pas avoir de limites. Il faut mobiliser les années qu'on a vécues. C'est très beau d'être vieux, c'est très riche.

— Il ne faut pas me voir en chasseur de causes. Je dois être touché par quelque chose pour partir, penser que c'est juste pour oser le faire. J'ai travaillé dans les pays socialistes, j'ai aimé, c'est dur, la maladie des jeunes socialistes. Mais j'ai été avec ça toute ma vie, en unité avec ma conscience. J'étais intégré, j'ai été moi-même.

— Si les jeunes de vingt ans pensent que l'on doit avoir une autre pratique de la vie que la mienne, c'est bien. Les valeurs vont et viennent, ils ont d'autres idées. Ils nous reprochent de leur avoir construit le monde tel qu'il est : chaque génération progresse en conflit avec la précédente.

— Quelles sont les valeurs qui, en ce qui vous concerne, ont changé ?

— Je vois que les valeurs ont changé si je pense à l'Indonésie. Nous étions de bons colonialistes, on collectionnait le papier doré pour les missionnaires. Quand j'avais onze ans, un ami de mon père, qui avait un costume blanc avec un éléphant sur la poitrine,

me racontait que les Indonésiens vivaient dans les arbres.

— Pendant la deuxième guerre mondiale, je suis en Australie, j'apprends que la Hollande est libérée, et que les Indonésiens se sont libérés eux-mêmes. Je prends position pour eux, je filme *Indonesia Calling*. Je tire des copies clandestinement, je les montre la nuit, et ça aide directement les Indonésiens. J'ai pris position, loin de papier doré.

— Et maintenant, je suis au Festival de la jeunesse internationale à Berlin, en 1951. Les Indonésiens me prennent sur leurs épaules. J'en ai eu de la satisfaction, et là je ne suis pas modeste.

— Buñuel, Welles, sont heureux. Moi aussi, en étant documentariste. J'aime être avec les gens qui sont dans le grand mouvement de leur histoire, y attacher la caméra, qu'elle soit dans l'action — et non pas cachée — qu'elle prenne position. Je ne fais pas de l'esthétique. Amusez le public, ne m'intéresse pas. Dans la vie, j'aime manger, boire, faire des folies, mais ça ne s'exprime pas dans le travail.

— La guerre de 14 a-t-elle correspondu pour vous à une prise de conscience ?

— Non, mais ensuite, j'ai vu ce que j'avais senti : après une guerre. Tant de millions de morts, ça te regarde. C'est comme une grande forêt coupée, après la lumière du soleil tombe différemment.

— Vous avez été très proche de l'Union soviétique, y compris pendant la période stalinienne. Est-ce que vous pourriez expliquer ici comment ces liens se sont créés puis défaits ?

— Je veux bien l'expliquer, mais c'est dur dans le cadre limité de cette interview. Les anciens communistes viennent de grands livres sur leur Histoire. Moi, je n'ai jamais été un cadre, je n'étais pas inscrit au parti communiste, mais j'en étais très proche. C'est très dur, et pour comprendre, il faut remonter très loin.

— Les nouveaux penseurs (pas encore philosophes) peuvent être intelligents sur Staline, mais c'était différent, quand tu étais dedans. Nous n'étions pas des millions d'individus. Ils veulent se mettre à repenser le marxisme dix ans après avoir eu une aventure avec la révolution. C'est un peu prématuré. Les accusations ne me touchent pas. J'ai vécu mon temps, au sommet de

ce que je pouvais faire monter en mol.

— Nous nous sommes soumis à une sorte de mythe : à la direction du parti, ils savent mieux que nous. Mais nous ne le ressentions pas comme de la résignation. Par le bas, l'idéal est lentement trahi, tu ne le sens pas.

— Le mal, le monstre, le fascisme, c'est pour ça qu'on peut risquer sa vie. En Espagne, dans les Brigades internationales, j'étais là aussi, pour l'avenir socialiste de la Hollande, de l'Allemagne. Si le socialisme s'est éloigné de ses principes, on ne peut le voir au début. Après, on

collusion avec « la bande des quatre », pour Yukong.

— Il y a une étrange interprétation concernant l'origine de la réalisation du film *Yukong* — à plusieurs reprises, j'ai lu dans la presse française une information dans laquelle on disait que ce film a été réalisé à la demande de Chiang-Ching, qu'elle m'aurait demandé de faire un film sur l'histoire de P.C.C. fondé sur les archives existant à Pékin, et que, n'ayant pas pu avoir accès à ces dites archives, Marceline Lorian et moi, en accord avec Chiang-Ching, nous aurions décidé la réalisation de *Yukong*. C'est absolument faux, je ne sais le

nous avons eu des difficultés, c'est grâce à son intervention que nous avons pu continuer.

— Certains vous reprochent d'avoir montré une Chine idyllique et d'être aujourd'hui encore un incondicional ?

— Quand je montre un mouvement de révolte des ouvriers contre leur direction dans une usine, ou quand je montre le côté arriéré d'un village de pêcheurs, ou un capitaine de bateau qui avoue ne rien comprendre à la révolution culturelle ni aux paroles de Mao Tse-toung, je ne pense pas avoir simplifié la réalité chinoise telle

Les quelques reportages de télévision étaient trop superficiels et généraux, nourrissent une autre sorte de stéréotype et en tout cas n'avaient jamais donné la possibilité aux Chinois de s'exprimer dans un film. Les films que j'ai fait avec Marceline Lorian montrent que les Chinois sont comme nous, qu'aucun ne se ressemble, que l'individualité existe aussi en Chine, comme partout ailleurs. Peut-être, on peut trouver cela insatisfaisant, mais à ce moment-là, je ne pouvais aller plus loin : pour pouvoir parler des luttes politiques en Chine, il aurait fallu être Chinois. Je n'ai jamais eu la prétention d'avoir tout dit et tout compris sur la Chine, il me semble en tout cas que ce que j'ai montré n'avait jamais été

Mais est-ce qu'on ne tenait pas le même raisonnement avec l'U.R.S.S. ? On apprend aujourd'hui les crimes d'Hiro, on passe, et on apprendra demain les crimes d'aujourd'hui.

— Je sais qu'il y a eu des cruautés atroces, que les Chinois sont en train de dévolter. Mais tu ne peux pas savoir ce que c'est, huit cents millions de personnes qui veulent s'unir et se mettre au travail. C'est un énorme développement qui dépasse les petites léses. La dictature du prolétariat, ce n'est pas la dictature fasciste. Elle a sa nécessité en Chine parce que les anciennes forces de la réaction ne meurent pas d'elles-mêmes.

— Je ne peux pas dire ce qui va se passer. Le peuple chinois en décidera. Moi, je suis émotionnellement lié à lui. Ce que je vois, c'est que la morale est l'échec accompagné le développement chinois, ce qui n'a existé qu'aux débuts de l'Union soviétique. Ce que je vois, c'est qu'il y a une volonté d'honnêteté et d'ouverture qu'il n'y a pas en U.R.S.S.

— Mes amis cinéastes, qui reviennent de cinq ou six ans à la campagne, recommencent. On a de nouveau confiance en eux. Dans les usines, on a rétabli les primes, me dit-on. Mais qui décide ? Les gens eux-mêmes, dans leurs ateliers. Après, la direction renvoie son avis. Il ne faut pas idéaliser, il y a des usines où ça marche bien, d'autres où pèse l'influence de quelques personnes. C'est vrai que toute ma vie j'ai eu tendance à idéaliser, mais cela n'a jamais été pour dissimuler les choses ou tromper les gens.

Propos recueillis par CLAIRE DEVARRIEUX.



Photo prise à Yenan en 1948. Mao Tse-toung (à gauche) est filmé avec la caméra que Joris Ivens a donnée en 1938 (document inédit).

refuse, on ne se l'avoue pas, on dit : ça va s'arranger, c'est bien quand même, il faut défendre l'U.R.S.S., le premier bastion. Son propre pays est important, mais on est lié à la révolution mondiale. On a fait des fautes, mais je n'ai pas trahi la France ni la Hollande. J'ai travaillé pour un pays idéologique, et dans la guerre froide aussi, j'ai pris position.

— Et maintenant vous êtes beaucoup attaqué pour vos positions pro-chinoises. On vous accuse notamment de

pourquoi et le comment de cette faiblesse. Je n'ai jamais parlé de réalisation d'un film avec Chiang-Ching.

— La vérité est que c'est à la suite d'une rencontre avec Chou En-lai qu'est née l'idée de faire un film. Au cours de cette entrevue en 1971, l'un et l'autre nous filmes bien d'accord qu'un tel projet n'était possible que si nous étions libres de filmer ce que nous voulions, comme nous le voulions, et au cours du tournage, à plusieurs reprises quand

que je l'ai vue. Peut-être, on peut penser que la lecture de la vie quotidienne ne permet pas de déchiffrer les contradictions, la réalité politique, les mécanismes d'une société. Marceline Lorian et moi avons fait ce film à une période de grande ignorance du large public occidental à l'égard de la Chine, toutes les idées primitives sur « le péril jaune », « les Chinois, masse grise uniforme », « les fourmis bleues sans individualité », étaient des stéréotypes très forts dans l'esprit des gens.

**BRASIL TROPICAL**  
LE CARNIVAL DE RIO  
QUI S'ÉCRIT  
Théâtre des Champs-Élysées  
14 au 21

**FREDERICA VON STADE** mezzo-soprano  
Récital avec Martin Katz, piano  
**OPERA DE PARIS**  
27 novembre à 20 h

**JEANNE BUCHER**  
53 rue de Seine 75006 Paris  
L'espace en demeure  
**NEVELSON VIEIRA DA SILVA**  
ABAKANOWICZ

**COLETTE DUBOIS**  
352, rue Saint-Hippolyte (1<sup>er</sup>), 280-54-83  
**Le Fur**  
14 novembre - 2 décembre

**LA GALERIE**  
67, rue Saint-André-des-Arts (6<sup>e</sup>)  
633-34-14  
**E. THEVES**  
TAPISSERIES  
Dessins, Sculptures, Jugs, 7 etc.

**Le Fil des Filles**  
Photogrammes et conservation des monuments  
Exposition de Kodak-Fathé et de l'Institut Géographique National présentée par la Chaire Nationale de Mémoires Historiques et des Sites, du 8 octobre au 2 décembre 1978 à l'École de Sully, 62, rue Saint-Ansoine, PARIS (7<sup>e</sup>). Tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 12 h, 30 et de 14 h à 19 h, 30.

**galerie taménaga**  
18 av. Matignon 75008 Paris  
266 61 94  
**R. DUFY**  
42 tableaux et aquarelles  
15 novembre - 16 décembre

**PEINTURES DE ADNAN VARINCA**  
présentées du 22 novembre au 6 décembre 1978  
ou Bureau de Tourisme et d'Information de Turquie  
102, Champs-Élysées, 75008 PARIS — 2<sup>e</sup> étage  
du lundi au vendredi de 9 h 30 à 18 h

**GALERIE DENISE VALTAT**  
58, rue La Boétie - 75008 PARIS - 359-27-40

**FRANCK INNOCENT**  
Jusqu'au 15 décembre 1978

centre national de la tapisserie d'Aubusson  
**GALERIE INARD**  
**PICART LE DOUX**  
178, bd Saint-Germain - 16 nov. au 9 déc.

**GALERIE LOUIS SOULANGES**  
20, rue de l'Odéon - 75006 PARIS - Tél. 326-25-38  
**ROGER JACQUELIN**  
PEINTURES RÉCENTES  
Du 18 au 30 novembre 1978

22 novembre 1978 - 19 janvier 1979  
**miró**  
peintures récentes  
**galerie maeght**  
13 rue de Téhéran  
et 26 rue Treillard Paris 8

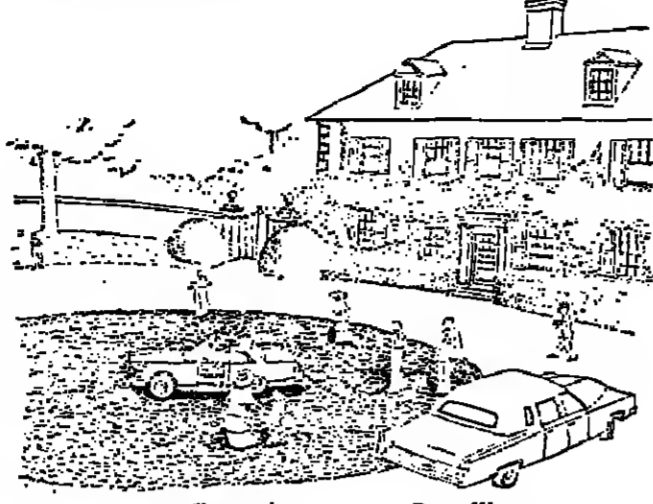
**PALAIS DES CONGRES**  
PORTE MAILLOT  
DU 5 DÉCEMBRE AU 2 JANVIER  
3 PROGRAMMES  
24 REPRESENTATIONS  
**Ballet soviétique de Léninegrad**  
**THEATRE KIROV**  
GISELLE : 11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31  
LE LAC DES CYGNES (2<sup>e</sup> acte) : 11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31  
LES SYLPHIDES : 30-31-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31  
PAQUITA : 01 d' divertissement : 12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31  
NOTRE DAME DE PARIS : 12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31  
PRIX DES PLACES : 1<sup>er</sup> série : 120 F - 2<sup>e</sup> série : 80 F - 3<sup>e</sup> série : 40 F - 4<sup>e</sup> série : 20 F - 5<sup>e</sup> série : 10 F - 6<sup>e</sup> série : 5 F

**LOCATION PAR CORRESPONDANCE**  
Bon à adresser au PALAIS DES CONGRES  
Ballet du Kirov, Porte Maillot, B.P. 7, 75017 Paris.  
Indiquer ici à dates et heures différents

Nom	1 <sup>er</sup> choix	heure	Catégorie	1 <sup>er</sup> choix	heure
	2 <sup>e</sup> choix	heure		2 <sup>e</sup> choix	heure
Code postal	Places - nombre		PRIS	Indiquer le montant des cotisations (en francs) et des autres dépenses (en francs) à verser au moment de la réservation.	
	Je réitère ici mon engagement de verser à l'ordre du PALAIS DES CONGRES (en francs) le montant des cotisations et des autres dépenses mentionnées ci-dessus.				
Si vous habitez en province, joindre à votre demande de réservation un mandat postal ou un chèque à l'ordre du PALAIS DES CONGRES, 174, boulevard de la Chapelle, 75018 Paris, ou un mandat administratif à l'ordre du Palais des Congrès, 174, boulevard de la Chapelle, 75018 Paris.					



# une sélection



« Un mariage » vu par Bonafé.

## cinéma

**UN MARIAGE** de Robert Altman  
(Lire nos articles page 19.)

**UNE HISTOIRE SIMPLE** de Claude Sautet

Romy Schneider, Claude Sautet, Jean-Loup Dabadie, pour une histoire « simple » en effet, collée à la réalité quotidienne difficile de millions de gens, à ras des ombrages fragiles et sans gloire. Rien ne se passe, tout se passe, dans ce film qui est à sa manière un hommage aux femmes.

**LE SECOND EVEIL** de Margarethe von Trotta

Une femme démolie une bonne avec deux amis pour sauver le jardin d'enfants qu'elle a créé. C'est un acte extrême, c'est de la politique, mais on ne parle pas de politique. Des comportements sont montrés dans leur évolution, une générosité est inventée, où femmes et hommes trouvent leur compte.

**PASSE-MONTAGNE** de Jean-François Stevenin

Le parentèle vécue entre neige et forêt par un gamin et un citadin de passage. Nul ressort dramatique pour ce temps suspendu, rien que des lambeaux de phrases et des notations fugaces, pour ce premier film en forme d'embarcation de rêve.

**LES RENDEZ-VOUS D'ANNA** de Chantal Akerman

Où Chantal Akerman reprend le fil de la vie privée, et conti-

nue inlassablement à interroger le rapport mère-fille. Où s'écrit l'histoire, inspirée, symbolique la solitude irrémédiable.

**ET AUSSI :** Au nom du pape roi, de Luigi Magni (mélange de comédie italienne, de drame bourgeois et de mélodrame historique); *Remember my name*, d'Alan Rudolph (pour la liberté féminine, un témoignage de plus); *La Femme gouchère*, de Peter Handke (l'indépendance d'une femme et d'un petit garçon); *Sonate d'automne*, d'Ingmar Bergman (un désert d'amour entre une mère et une fille); *Scénie route*, de Mark Rappaport (entre la parodie et la violence); *Fiammes*, d'Adolfo Arrieta (pour quelques rencontres fabuleuses).

## théâtre

**FAUST** de l'Espace Cardin  
Se fondant sur l'adaptation française la plus fidèle du Faust de Marlowe, celle de Constantin Coster, Jean-Marie Patis parvient à exprimer entièrement la richesse (austère) de ce grand poème éthique.

**BONS SAISERS DU LAVANDOU** au Petit TEP  
Un spectacle gai sur les misérables aventures de Bonnie and Clyde du père qui volent un million ancien, n'en font rien et se suicident. Un scénario plus qu'une pièce et deux interprètes épatants; Stéphanie Loik et Jean-Paul Forré.

**ET AUSSI :** la Star des oubliés au Petit-Odéon (la difficulté de rêver); les Peines de cœur d'une chaise anglaise au Montparnasse (à voir, revoir et revoir encore); la Surface de réparation à la Gaité (les jeunes gens en colère); *Ouf et Albert* au Petit-Athénée (la colère des vieux); *Notre-Dame de Paris* au Palais des sports (le grand spectacle généreux d'Hossein); *Mesure pour mesure*, aux Bouffes du Nord (la dernière rencontre de Peter Brook et de Shakespeare).

## musique

**LE MOIS MESSIAEN**  
Trois grandes œuvres cette semaine au menu du mois Messiaen : la Nativité du Seigneur (1935), rayonnante d'émotion et de lumière, par Daniel Roth, un prix de Chartres, à l'orgue de Notre-Dame (le 23 novembre), l'immense Catalogue d'Oiseaux (1958-1958) où cinq pianistes devront se relayer pour faire chanter ses soixante-dix-sept oiseaux, d'un pittoresque ou d'un lyrisme éblouissants (salle Cortot, le 27, à 19 h 30), et la Transfiguration de N.S. Jésus-Christ, tableau imposant, notre seraosant, ouaguel les Japonais ont fait récemment un accueil triomphal, avec les mêmes interprètes : l'Orchestre national, dirigé par L. Maazel (avalides, le 29 novembre).

**LE BARBIER DE LILLE**  
A l'occasion du Festival de Lille, un premier effort de rénovation de l'Opéra dans le Nord sera accompli avec le Barbier de Séville, dans une production du Théâtre de Metz mise en scène par Jean-Marie Simon, sous la direction de Michel Tabachnik, avec, notamment, Colette Alliot-Lugaz, révélation de l'Opéra-Studio, dans le rôle de Rosine. Mais le Festival de Lille offre également cette semaine deux remarquables concerts indiens (T.R. Mohalingom le 25 et Ram Narayan le 27), les superbes negro spirituals des Stars of Faith of Black Notivity (les 27-28) et le Voyage d'hiver par Tom Krause (le 29).

**EXPOSITION DE KAGEL**  
Mouricio Kagel inaugure à son tour l'« Espace de projection » de l'IRCAM avec un spectacle qui combine deux partitions : un Chœur de quarante-trois choristes pour ensemble vocal et étouffé, et Die Bühnenmaschinen, pour « machines à rythmes, percussionnistes et groupes d'athlètes », reditus de « textiles » divers... Kagel voit dans son œuvre une illustration de l'impossible mariage entre mu-

sique sérieuse et musique populaire... (IRCAM, 31, rue Saint-Merri, du 24 au 28, à 20 h 30.)

## SEMAINE CHORALE DE L'ILE-DE-FRANCE

Un ensemble d'ateliers vocaux et de concerts de grand intérêt, avec les meilleurs spécialistes (Caillard, Ravier, Collat, Rebel, Laforge, Hamelins, etc.), pour les amateurs, choristes, amateurs, etc., à travers Paris : Solpétrière (le 25, à partir de 17 h., et le 27, à 20 h 30), chapelle des Carmes (le 28), Maison de Radio-France (le 28, à partir de 15 h., le 30 novembre, le 1<sup>er</sup> décembre, à 20 h 30; le 3, à 15 h.; le 3, de 14 h. à 22 h.), Centre culturel de Boulogne-Billancourt (le 2 décembre, à 20 h 30). Pédagogique autant qu'artistique, cette semaine mérite d'attirer un grand public. (Renseignements : téléphones 225-03-20 ou 224-22-17.)

## TENNSTEDT, AMY, MAAZEL

Trois programmes symphoniques importants cette semaine à Paris : Klaus Tennstedt, chef d'orchestre de l'Orchestre national de l'Allemagne de l'Est, dirige Brahms, Strauss, Beethoven, à l'Orchestre de Paris (Congrès, le 23; Champs-Élysées, le 25, à 10 h.); Gilbert Amy présente avec l'Orchestre philharmonique Ritsel, de Boulogne, les Images, de Debussy, et le Concerto de Stravinsky avec le grand violoniste O. Kagan (Radio-France, le 28; Loria Maazel poursuit son cycle Beethoven avec l'Orchestre national (2<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> Symphonies, Champs-Élysées, le 25, à 17 h.).

**ET AUSSI :** Quatuor de Dutilleul et Oestuar de Schubert, par les solistes de l'Orchestre de Paris (Champs-Élysées, le 22); Quatuor Vegh (Théâtre de la Ville, jusqu'au 25, à 18 h 30); Festival Takemitsu (chapelle de la Sorbonne, le 23); R. Capello, prix Busoni 1976 (Gaveau, le 23); J. Rouvier et Ph. Müller, piano et violoncelle (Ranelagh, le 23); Turangalita, de Messiaen, dir. Ch. Bruck (Bordeaux, le 23); Quatuor Juillard (Gaveau, le 24); Louise (Opéra de Nantes, les 24, 25, 26, 30); Simon Boccanegra (Opéra de Paris, les 25, 27, 28, à 19 h 30); Anna Quel-félec (Gaveau, le 25); Beethoven, Brahms, par J.-Cl. Penner et le Trio Pasquier (Théâtre d'Orsay, le 26, à 11 h.); Mozart-Fauré, par le Quatuor Levent-Guth (salle Rossini, le 26, à 10 h et 17 h); Musique et chant de l'époque Tudor (Edoel Héroux, le 26, à 18 h); Gershwin, par l'Orchestre Pasquier, dir. S. Cardon (Champs-Élysées, le 26, à 17 h 45); récital Frederica von Stade (Opéra de Paris, le 27, à 20 h); Ensemble

orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller (Théâtre de la Ville, le 27, et Châteauroux, le 28); Musique japonaise (Arts décoratifs, le 28); Padmavati de Roussel (Strasbourg, les 28, 29); Michael Ponti, piano (Gaveau, le 28); trois journées de musique électro-acoustique : ateliers pour enfants et hit-parades (à 9 h et 14 h) et trois concerts (Bourges, les 29, 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre).

## danse

**KENNET : MAC MILLAN** à l'Opéra

Pour la première fois, l'Opéra de Paris accueille un chorégraphe célèbre dans tout le monde anglo-saxon, qui crée spécialement à l'occasion une œuvre sur la partition d'Henri Dutilleul, Métaboles.

**ET AUSSI :** Douglas Dunn, au Palace (la post modern dance américaine); Patrick Fort, accompagné par Bernard Lubat à la chapelle des Lombards (free dance jazz, le 22 novembre); le Buyo au Théâtre des Champs-Élysées (ballet classique traditionnel japonais); la danse hors les murs au centre d'échange de Perrache (cinq Compagnies lyonnaises en quête de public); Aller-retour, création de Brigitte Lefevre à la Maison de la culture de La Rochelle; premières représentations du Ballet Théâtre Français de Nancy (de Balanchine à Louis Falco), 24, 25, 28 novembre.

## expositions

**INDE : CINQ MILLE ANS D'ART** au Petit Palais

Une exposition dans la tradition du Petit Palais, où les connaisseurs découvriront un nombre d'œuvres inédites et quelques œuvres exemplaires dans un ensemble de haute tenue. On les redécouvrira parviendront peut-être à se retrouver dans les forêts mythologiques des religions indiennes.

**LA CARTE POSTALE** au Musée

des arts et traditions populaires La carte postale comme objet culturel. Ses origines, de la carte-poste à la carte postale illustrée; son développement lié à celui de la photographie et de l'imprimerie; les images et les messages qu'elle véhicule; ses créateurs, anonymes et professionnels.

**LA TRAVERSÉE DU TEMPS PERDU** au Musée des arts décoratifs

Un parcours-spectacle qui évoque la vie d'une famille fran-

çaise au dix-neuvième siècle. En fait, c'est de ses femmes qu'il s'agit. Elles en ont assuré la continuité et transmis les valeurs, ces femmes qui ont vécu à l'intérieur de leurs maisons et à l'extérieur d'elles-mêmes. Simone Benmussa, à qui l'on doit la Vie simplifiée d'Albert Nobbs, au Théâtre d'Orsay, a mis en scène.

**ET AUSSI :** Les frères Le Nain, au Grand Palais (la totalité de l'œuvre connu rassemblée pour la première fois); Miro, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (cent sculptures de 1962 à 1978); au Centre Georges-Pompidou (dessins inédits), au Centre d'études catalanes (gravures et eaux-fortes); Métamorphoses finlandaises, au Centre Georges-Pompidou (architecture et design); Ma espace-temps au Japon, au Musée des arts décoratifs (un concept en images); Formes chinoises, au musée Cernuschi (à l'occasion du centenaire de la naissance de Victor Segalen, poète de la Chine); Les Macchiaioli, au Grand Palais (les prémices de l'art au vingtième siècle en Italie).

## variétés

**MAXIME LE FORESTIER** à l'Olympia

Le nouvel horizon musical, plus large, plus riche d'un chanteur-outeur-compositeur en pleine évolution, heureux de faire écarter ses mélodies, de jouer sur les vibrations, la spontanéité (mercredi et jeudi, à 21 heures; vendredi, samedi, à 20 heures et 22 heures; dimanche, à 15 heures).

## rock

**JANGO EDWARDS** au Théâtre de Dix-Heures

Un clown-rock américain qui joue avec la réalité avec une belle extravagance, une frénésie folle (les 26 et 27 novembre).

## jazz

**URBAN SAX** à l'Olympia

Une consécration pour les trente saxophonistes français auxquels s'ajoutent aujourd'hui une dizaine de vocalistes. A l'écart des conceptions américaines, une musique « répétitive » basée sur les fluctuations de ton qui permettent les solos, et qui exprime l'angoisse de la cité moderne tout en agissant comme un exorcisme. (Le samedi 25 novembre à 24 h.)

**Francis Bacon** 73

**L'ARC**

Chez les bons libraires (20 F) ou franco (C.C.P. Marseille 5.321-61)

**L'ARC** Chemin de Repentance - Aix-en-Provence  
Abonnements 14 numéros - France 50 F - Etranger 55 F  
Diffusion Librairie : Nouveau Quartier Latin, PARIS

Sont encore disponibles et envoyés franco, 10 F le numéro :

35 DUBUFFET - 39 BUTOR - 40 BEETHOVEN - 41 MELVILLE  
43 KLOSSOWSKI - 44 BATAILLE - 45 FELLINI - 48 MAUSS  
50 GUTENBERG - 51 XENAKIS - 52 MICHELLE - 53 ARAGON -  
15 F le numéro : 57 HUGO - 61 DE BEAUVOR - 62 ILLICH - 63 BEAU-  
BOURG - 64 LYOTARD - 65 LE ROY LADURIE - 66 BONNEFOY  
67 MAHLER - 68 ROUSSEL - 69 WINNICOTT - 70 LA CRISE DANS  
LA TÊTE Innuméro spécial 20 F - 71 DUMAS - 72 DUBY

**GALERIE MORANTIN-NOUVION**  
38, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>) - Tél. : 261-23-36

**Beszié**

23 novembre - 16 décembre

Le Soleil dans la Tête  
10, rue de Valenciennes, 6<sup>e</sup>  
Jusqu'au 22 décembre 1978

**HOFFENBACH**

**ART ANIMALIER**  
ANCIEN & MODERNE  
Gravures, peintures, bronzes, bibelots  
E.T.

Du 1<sup>er</sup> au 15 déc., « gagnez une œuvre d'art en vous amusant ».  
10, r. Claude-Bernard, 75006 PARIS  
553-04-09

**COLETTE RICARME**  
expose

du 20 novembre au 4 décembre  
1978 à la Galerie Le Ronc  
(Direction Montaugerand),  
au 16, r. Grégoire-de-Tours, Paris.  
523-16-70

**MANDRAGORE INTERNATIONALE**  
18, r. des Coutures - 81 - Gervais (3<sup>e</sup>)  
Tél. : 587-41-30

**ALIX DES FRANCS - DESNOYERS**  
DE SOLERIS - FOUILLER  
KANEKO - MASUDA  
LESPINGAL - RIVEL

Du 22 novembre au 6 décembre

**GALERIE BELLINT**  
28 bis, bd Sébastopol, 4<sup>e</sup>, 278-01-91

**JOE DOWNING**

œuvres récentes

15 novembre - 14 décembre

**JUSQU'AU 15 JANVIER**

**RIGAL**

GALERIE arenella  
18, rue d'Orléans, 75002 PARIS, 53616 F

**I MACCHIAIOLI**  
PEINTRES EN TOSCANE APRÈS 1850

Musée du Grand Palais, aile Clemenceau

Tous les jours (sauf mardi) de 10 h. à 20 h., mercredi jusqu'à 22 h.

Jusqu'au 8 janvier

**SERGIO TELLES**  
Peintures

**WILDENSTEIN**  
147, New Bond Street, LONDRES  
24, 25, 26, 30, 31; Simon Boccanegra (Opéra de Paris, les 25, 27, 28, à 19 h 30); Anna Quel-félec (Gaveau, le 25); Beethoven, Brahms, par J.-Cl. Penner et le Trio Pasquier (Théâtre d'Orsay, le 26, à 11 h.); Mozart-Fauré, par le Quatuor Levent-Guth (salle Rossini, le 26, à 10 h et 17 h); Musique et chant de l'époque Tudor (Edoel Héroux, le 26, à 18 h); Gershwin, par l'Orchestre Pasquier, dir. S. Cardon (Champs-Élysées, le 26, à 17 h 45); récital Frederica von Stade (Opéra de Paris, le 27, à 20 h); Ensemble

**Les sculptures de BIEM-PHUNG-THI**

**JEAN DINH VAN en a fait des BIJOUX**

EXPOSITION A LA GALERIE JEAN DINH VAN

DU 24 NOVEMBRE AU 8 DÉCEMBRE 1978

7, rue de la Paix - PARIS

**MUSÉE DE SAINT-MAUR**  
5 ter, avenue du Boc, 94210 LA VARENNE - 283-41-42

**VUILLERMOZ**

Jusqu'au 26 novembre

Tous les jours, dimanche compris, de 14 h. à 18 h. (sauf mardi)

**GALERIE DE LA TOURNELLE**  
3, rue du Haut-Pavé, 75005 PARIS - 354-68-57

**JOSÉ MARIA**

22 novembre - 13 décembre

**GALERIE A. PITTIGLIO**  
21, rue du Bac 75007 Paris - 261.24.15

**GEN PAUL**

Novembre - Décembre

**C.T. LOO & Cie**  
48, rue de Courcelles - Paris - 227-53-15

**MOBILIER ANCIEN DE LA CHINE ET DU JAPON**

Exposition du 8 novembre au 2 décembre

de 10 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. 30 à 19 h.

**GALERIE L'ŒIL SÉVIGNÉ**  
JEAN PEYROLLE  
14, RUE DE SEVIGNE

**JEAN-MARIE QUENEAU**

Jusqu'au 13 janvier

**GALERIE MAI**  
12, rue Bonaparte, PARIS-6<sup>e</sup>

**Pierre LEBE**

POTERIES - TAPISSERIES

17 novembre-23 décembre

**les Celtes et leur univers**

« Un livre d'art aux meilleurs historiens de la génération montaigne : V. KRUTA, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études, et M. SZABO, conservateur au musée des Beaux-Arts de Budapest, accorde par l'un des meilleurs photographes d'art moaiaux, E. LESSING ».

Paul-Marie DUVAL  
Professeur au Collège de France  
membre de l'Institut.

l'ex. 300 F

**HATIER**  
En vente chez votre libraire.

8, rue d'Assas 75278 Paris Cedex 06

مركز ابن الجمل

**les Celtes et leur univers**

« Un livre d'art aux meilleurs historiens de la génération montaigne : V. KRUTA, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études, et M. SZABO, conservateur au musée des Beaux-Arts de Budapest, accorde par l'un des meilleurs photographes d'art moaiaux, E. LESSING ».

Paul-Marie DUVAL  
Professeur au Collège de France  
membre de l'Institut.

l'ex. 300 F

**HATIER**  
En vente chez votre libraire.

8, rue d'Assas 75278 Paris Cedex 06



LIVRES

Architectes révolutionnaires

TROIS architectes révolutionnaires, d'Emil Kaufmann...

C'est l'ouvrage-clé de cet historien d'art de l'école viennoise...

On parlait peu de Ledoux, Boullée et Lequeu avant qu'Emil Kaufmann n'ait abordé, autour de 1920, l'étude de leurs œuvres...

Avec le temps, on voit bien que les points de vue d'Emil Kaufmann demeurent...

En 1978, Nicolas Ledoux vient d'achever les salines d'Arc-et-Senans. On lui confia l'étude de l'ensemble des Fermiers généraux...

Si Ledoux comme Boullée exercent une certaine fascination sur les architectes contemporains...

Une seconde publication inscrite dans la lignée de cet ouvrage, Espace, Temps et Architecture...

Ce livre, qui réunit les conférences faites à Harvard en 1939-1940, avait, en son temps, analysé la portée d'une nouvelle tradition architecturale...

Ces deux publications tardives (comme les livres de Kaufmann et Giedion, ceux de Frenkel et de Wolff) avaient longtemps été réservés en France aux seuls lecteurs de l'Allemagne et de l'Angleterre...

JACQUES MICHEL

Trois architectes révolutionnaires, Boullée, Ledoux, Lequeu, par Emil Kaufmann. Trad. par P. Bevert...

Vieira, dans les filets de ses exégètes

« E T à l'aurore, armés d'une ardente patience, nous entrerons aux splendeurs d'Atlas... »

Les entrecroisements de leurs trames pétrifiées, aux coloris éblouissants et sans emphase...

« Un jour on trouvera des textes et des dessins de Guy Weelen et, ainsi, on découvrira tout un monde vu par quelqu'un qui n'a porté très loin la connaissance de la peinture et de la vie que l'enfance... »

filigrane, un vrai duo d'amour. Arpad de Vieira : « Elle est l'ange gardien de toute notre vie, une vie d'amour, d'amitié et de travail... »

Les anecdotes abondent, qui mêlent le quotidien : les souvenirs de Montparnasse, les voyages, les maladies, la présence des deux chaises de « Bichou » aux plus hautes considérations...

De Lisbonne à Reims

Paris, de l'atelier de la sculpture avec Bourdelle, d'écouter les conseils de Léger et de Bistière...

Il fallait également insister sur son amour de la musique. Tout cela, entre autres choses, pour comprendre les danses, les compositions en petits carreaux qui remontent à 1933...

Les grandes lignes d'une biographie débutant à Lisbonne mais, à part quelques voyages, au Brésil, à New-York, presque tout entière poursuivie en France...

la projection, en cinq mètres de haut, d'une de ses gouaches, lui a révélé à elle-même la genèse interne de son œuvre...

« Entre mille notations, l'hommage rendu à ses « écrivains érudits » : Jeanne Bucher, « une fée », et Pierre Loeb « un magicien »...

Jacques Lassaigne qui parle, les mailles se révèlent indétructibles de cet épervier jeté sur l'eau des apparences... Et d'ajouter, ayant tenté à son tour de démanteler les mécanismes créateurs...

Les commentaires pourraient être interminables, d'une œuvre elle-même inépuisable. On retiendra cependant encore le chapitre consacré aux vitraux de l'église Saint-Jacques de Reims...

JEAN-MARIE DUNOYER

L'Etat de la lumière, par Anne Philipe, chez Gallimard, 125 p., 40 F. L'Univers de Vieira da Silva, par Antoine Terrasse, éd. H. Sirey, 92 p., 15 F. Vieira da Silva - Monographie, par J. Lassaigne et Guy Weelen, éd. Cercle d'art, 344 p., 250 F.

LA DEMURE - NOUVEAU, 18, rue Lagrange, 5e étage, Paris (9e), 328-02-74, 023-82-39. TOURLIÈRE - TAPISSERIES et DESSINS - 22 NOVEMBRE - 23 DÉCEMBRE

DENISE RENÉ DAMIAN - 113, rue Saint-Martin - PARIS - BEAUBOURG - Tél. : 271-10-61. 18 Dessins pour le projet de San Francisco - Vernissage le mercredi 22 novembre, de 18 h. 30 à 21 h.

GAUMONT COLISÉE - IMPÉRIAL PATHÉ - 5-PARNASSIENS SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - OLYMPIC ENTREPÔT

Prix de la Mise en Scène Festival cinématographique international de Paris 1978. Les rendez-vous d'ANNA - en face de Chantal Akerman - Aurane Cécéant, Jean-Pierre Cassel, Hélène Clément, Léa Massart, Magali Noël, Hanne Zoeller

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - PIANO - ASHKENAZY - BEETHOVEN - SCHUMANN - CHOPIN - Location : THEATRE, AGENCE 3 FNAC - Lundi 11 déc. 20 h. 30

MINAMATA AND CO - DE OSAMU TAKAHASHI - Mise en scène de Roger BLIN - Dispositif scénique André ACQUART - THEATRE DE LA COMMUNE 833 16 16 - 93 - AUBERVILLIERS

GALERIE SLIM - 94, r. St-Denis, Paris-1er, 223-75-00 - ART DE L'ISLAM - Jusqu'au 25 novembre

LA DECOUVERTE DU CORPS HUMAIN - Exposition de KODAK PATHÉ prolongée - Jusqu'au 15 janvier 1979 - Musée de l'Homme - Palais de Chaillot

GALERIE DU DRAGON - 19, rue du Dragon - 548-24-19 - LUTZ - SCULPTURES récentes - 14 novembre - 20 décembre

JEAN-PIERRE VIELFAURE - n'a pas montré ses toiles à Paris depuis plusieurs années (il a exposé très récemment, cependant, à la COURT GALLERY de COPPENHAGUE) - L'actuelle exposition regroupe 4 années de travail : peintures et dessins-collages, séries nées de recherches sur certains thèmes que l'artiste explore attentivement...

JOAN MITCHELL - FOURNIER - 23, rue du Bac, PARIS-7

Mailfert-Amos: d'inimitables répliques - Une véritable réplique suppose de la culture, du respect, de l'adresse et de l'esprit. C'est sans doute pourquoi les très fidèles reproductions de meubles du 18e siècle français signées Mailfert-Amos sont véritablement inimitables. Venez en juger vous-même... 6, avenue d'Eylau - Paris 16e - Tél. 504.70.80 - ches Barroux architecte et décorateur, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Et Hôtel de Fessinois-1er - 26, rue Notre-Dame-de-Recouvrance, Orléans - Tél. (58) 64.70.61



















# VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. - h. ouvert jusqu'à heures

## DINERS AVANT LE SPECTACLE

- L'ALSACE AUX HALLES** 238-74-74  
16, rue Coquillière, 1<sup>er</sup>. T.L.Jrs  
Ouv. Jour et nuit. Chaos. et music. de 22 h. à 6 h. du mat. av. oes animat. Spéc. aiso. Vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
- CREPS GRILL** 236-62-35  
50, rue Réaumur, 2<sup>e</sup>. T.L.Jrs  
Jusqu'à 1 heure du matin. Fermé dimanche. Ses huîtres et coquillages, crêpes, grillades. Diner à partir de 18 h. 30.
- CHEZ HANSI** 548-98-42  
3, place du 18-Juillet, 8<sup>e</sup>. T.L.Jrs  
Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
- AUT. DE RIQUEWIER** 770-43-36  
12, faubourg Moutonbartra, 9<sup>e</sup>. T.L.J.

## DINERS

### RIVE DROITE

- LA GALLIOTE** 261-43-93  
8, rue Gambouss, 1<sup>er</sup>. T.L.Jrs  
J. 23 h. le Patron Noël SIEFFE dirige la cuisine : ses 7 Poissons et 14 Viandes, ses Plats du Jour. MENU 45.50 F. Boisson et Service compris.
- CAVEAU FRANÇOIS-VILLON P.D.**  
64, rue Arbre-Sec, 1<sup>er</sup>. CEN. 10-82  
Ses carves du XIII<sup>e</sup>. Dég. Soupers. Jusqu'à 3 heures du matin. Moules Bouchot, Pied, oreilles, porc, Boudin, Grillade, Gratiné, etc.
- LE CLAIR DE LUNE F.dim.** s. lun.  
24, c. du Pont-Neuf, 1<sup>er</sup>. 233-66-21  
Jusqu'à 23 h. Style Bistrot. Cuisine soignée. Environ 80 F. Serv. compris. Le vendredi : pot au feu des Halles aux 3 viandes 40 F (tout compris).
- ECURIES OU LION D'ARGENT**  
6, rue Beaumont, 1<sup>er</sup>. F.dim.  
233-37-81 - 233-16-43  
J. 22 h. 30. REOVERTURE après TRANSFORMATION. Sa carte pc Déj. Din. d'Aff. Salons part. midi sot. d'un plat. Menu 26 F vin eo so.
- ASSIETTE AU BOEUF-POCCARDI**  
9, bd des Italiens, 2<sup>e</sup>. T.L.Jrs  
Propose une formule Boeuf pour 27 F s.n.c. le soir jusqu'à 1 heure du matin avec ambiance musicale. Desserts faits maison.
- LA TOUR BARRAN Sés.** 233-79-34  
3, rue Turbigo, 2<sup>e</sup>. F.dim.  
Spécialités marocaines : couscous, méchoui, tagines, bastelas. Déj. Soupers. Diners. Soupers jusqu'à minuit.
- RESTAURANT PIERRE F.dim.**  
Place Oudinot, 2<sup>e</sup>. OPE. 67-04  
Maison de réputation mondiale dans un cadre Secod Empire. Diner surg. 68 F et carte. Poissons. Grillades. Spéc. du Sud-Ouest. Parking.
- CAVES DE BOURGOGNE** 338-38-55  
3, rue Palestro, 2<sup>e</sup>. F.dim.  
Jusqu'à 22 h. Spéc. bourguignonnes : Fondus (9 sauces maison) 37 F. Boeuf bourguignon 30 F. Coq au vin 29 F. MENU 55 F s.n.c.
- DAREMUM** 742-33-60  
44, rue Sainte-Anne, 2<sup>e</sup>. T.L.Jrs  
Cadre typique. Spéc. Marocaines réputées : Couscous, Pastilla, Tagines, Méchoui, Vin de pérouse, Salou, saïe climatis. Co sert J. 23 h. 30.
- LES JARDINS DU MARAIS**  
15, c. Charlot, 3<sup>e</sup>. F.dim. 272-08-85  
Nouveau plaisir à ne pas manquer. Cadre original, charmeant pour apprécier les bienfaits d'une excellente cuisine.
- FRERE JACQUES** 380-13-91  
4, r. Oul-Lauréat (Roule). F/S.-O.  
Crottin Chavignol chaud, salade lard, maquerons frais aux herbes, poissons au beurre blanc, gibiers, ris de veau aux giroles, tartiflette.
- ASSIETTE AU BOEUF**  
123, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>. F.dim.  
Propose une formule Boeuf pour 27 F s.n.c. le soir jusqu'à 1 heure du matin. Desserts faits maison.
- LE SABLELOIS** 532-33-42  
3, rue de Vienne, 8<sup>e</sup>. F.dim.  
J. 22 h. Cuisine pérouse. Menu 87 F - 1/2 vin de pays + café + alcool de prime, avec lots gras, assoulet un confit. SA CARTE.
- BISTRO DE LA GARE**  
70, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>. T.L.Jrs  
Michel OLIVER propose 3 hors-d'œuvre, 3 plats, 27 F s.n.c. Desserts faits maison. Le soir jusqu'à 1 heure du matin.
- LE BLOW-CBAUD** 223-35-65  
66, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>.  
FORMULE A 29 F - Caprice d'Huîtres, Côte de Boeuf, de MIDI A MINUIT, Brochette d'Agneau, demi-Couquet, Paris-Filet, Omelette POINT-SIÈGE, T.L.J. ambiance musicale, orchestre au soir.
- AU PETIT RICHER** F.dim. et fêtes  
23, rue Le Pelletier, 9<sup>e</sup>. 770-86-50  
Jusq. 21 h. 45 ouv. depuis 1864. Cadre Sec. Empire mythic. Fole gras frais canard maison. Poissons aux légumes. Salons 6 à 45 convertis.
- HUBERT** 285-46-08 F.mardi  
25, rue Notre-Dame-de-Lorette, 8<sup>e</sup>.  
Jusqu'à 22 h. 15. Jeune patron en cuisine. Ses spécialités. Crêpes Picardes. Boeuf carottes. Canard aux péches. Escalopes étranger.
- TV COZ** F.dim.  
25, rue St-Georges, 8<sup>e</sup>. TEO. 42-08  
Jusqu'à 23 h. La Marée dans votre assiette + avec des arrivages directs de la côte, dans un cadre rustique, à 30 mètres du TRÉVISE.
- LOUIS XIV** 208-56-56 - 208-19-20  
6, boulevard Sait-Denis, 10<sup>e</sup>.  
Déjeuners, Diners, Soupers après minuit. Fermé le lundi et le mardi. Huîtres. Fruits de mer. Gibiers. Crustacés. Éolasserie. Salons.
- BOFFINGER** ARC. 87-82  
5, rue de la Bastille  
Carré d'agneau, spéc. de poissons. Déj. Din. Soup. jusqu'à 1 heure. Amer. Express. Diners Club. Bane d'huîtres. Selon pr recep. Park. éco.
- JULIEN** FRC. 12-06  
16, rue du Fg-St-Denis, 10<sup>e</sup>. T.L.Jrs  
Dans son cadre « fio de siècle », sa nouvelle formule et plats châtillés + entrées compris. Fole gras. P.M.R. 100 F.
- STAN-FRED-NE-REDT** F.dim.  
123, av. Wagram, 17<sup>e</sup>. Parking sés.  
Menu 27 F. Déj. d'affaires. Diners. Carte. Turbot grillé Béarn, Fole gras de canard aux légumes. Magret, Couscous, Pastilla, Bourride, servabois. Fruits de mer. Ombiers de maison. Service jusqu'à 23 heures.
- CAFE DE FRANCE** 758-24-38  
Palais des Congrès, Pte Maitlot, 17<sup>e</sup>.  
Sa formule à 29 F. Grillades au feu de bois. Plats régionaux. Ouvert tous les jours de 8 heures à 2 heures du matin.
- LE GRAND VENEUR** STD. 18-15  
31, r. Demours, 17<sup>e</sup>. P/S. midi.  
Biets Grand Veneur, Ombiers, Magret de canard, Cassoulet, Crêpes directes de la côte, dans un cadre rustique, à 30 mètres du TRÉVISE.
- LE GUEZLAND** 606-59-05  
14, rue Cuzlanincour, 18<sup>e</sup>. T.L.Jrs  
Jusqu'à 23 h. Au pied de la Butte, un cadre confortable, une table variée, vivier de Saumon de fontaine - Extravies. P.M.R. 100 F.

### RIVE GAUCHE

- CHEZ FRANÇOISE** 551-87-20  
Avec l'atmosphère d'un grand hôtel.  
Assiette au Boeuf T.L.Jrs  
Face église St-Germain-des-Prés, 6<sup>e</sup>.  
3 hors-d'œuvre, 3 plats 27 F s.n.c. Décor classé monument historique. Desserts faits maison.
- RELAT LOUIS XIII** 338-75-96  
5, r. des Gds-Augustins, 8<sup>e</sup>. F.dim.  
Déjeuners, Diners, Soupers. Jusqu'à 22 h. 30. Cadre euehoïque du 17<sup>e</sup>. 500 s. r. de Gds-Augustins, 8<sup>e</sup>. F.dim. Ses spécialités.
- CLUB DES POETES** F.dim. lundi  
21, rue de Bourgogne, 7<sup>e</sup>. 705-09-03  
On o'y mange pas plus mal qu'ailleurs, ou y boit comme seuls les poètes savent le faire, on y écoute des poèmes de VUON + VIAN.
- LA TAVERNE ALSACIENNE**  
284, rue de Valenciennes, 6<sup>e</sup>. 628-60-60  
Brasserie - Restaurant. Joli cadre alsacien. Tous les produits d'Alsace. Bac d'huîtres - Fiat du jour : environ 21 F.
- CIEL DE PARIS** 6<sup>e</sup> étage  
Tour Montparnasse 538-32-35  
Restaurant panoramique. Spécialités. Carte à part. de 80 F et compris. T.L.Jrs même le dimanche jusqu'à 3 h. du matin. AIR CONDITIONNÉ.
- AUBERGE DES DEUX SIGNES**  
44, rue Galvani, 325-46-56. F.dim.  
Sa carte auvergnate et gâtine. Ses poissons, ses viandes, Salons de 15 à 30 convertis. Celler jusqu'à 100 personnes. Parking Lagrange.
- LE GREC** 023-66-30, tous les jours  
12, rue Dauphine, Paris, 6<sup>e</sup>.  
« Une bien agréable surprise : découvrir un restaurant Grec qui est la bonne idée de nous faire une cuisine et vraie cuisine du pays, appétisante et légère, accompagnée de vins français. Plus de dix plats de spécialités inédites sont servis de régularité. » (Paul SIMON dans « Jours de France »)
- Guy DEMESSENGE** Fole gras fraie, Barbus aux petits légumes, Filet de sole + Fraçoise + Lapereau sauté au vinaigre de Xérès.
- Propose une formule Boeuf pour 27 F s.n.c. jusqu'à 1 heure du matin avec ambiance musicale. Desserts faits maison.**
- 3 hors-d'œuvre, 3 plats 27 F s.n.c. Décor classé monument historique. Desserts faits maison.**
- Déjeuners, Diners, Soupers. Jusqu'à 22 h. 30. Cadre euehoïque du 17<sup>e</sup>. 500 s. r. de Gds-Augustins, 8<sup>e</sup>. F.dim. Ses spécialités.**
- On o'y mange pas plus mal qu'ailleurs, ou y boit comme seuls les poètes savent le faire, on y écoute des poèmes de VUON + VIAN.**
- Brasserie - Restaurant. Joli cadre alsacien. Tous les produits d'Alsace. Bac d'huîtres - Fiat du jour : environ 21 F.**
- Restaurant panoramique. Spécialités. Carte à part. de 80 F et compris. T.L.Jrs même le dimanche jusqu'à 3 h. du matin. AIR CONDITIONNÉ.**
- Sa carte auvergnate et gâtine. Ses poissons, ses viandes, Salons de 15 à 30 convertis. Celler jusqu'à 100 personnes. Parking Lagrange.**
- « Une bien agréable surprise : découvrir un restaurant Grec qui est la bonne idée de nous faire une cuisine et vraie cuisine du pays, appétisante et légère, accompagnée de vins français. Plus de dix plats de spécialités inédites sont servis de régularité. » (Paul SIMON dans « Jours de France »)**

## DINERS - SPECTACLES

- MIDOT DE PANTRIS** 742-76-48  
7, rue de Choiseul, 2<sup>e</sup>. T.L.Jrs  
Jusq. 1 h. Décor de Dubout unique au monde. Diners, Soupers animés ev. chana, pillardes, plats rabelais servis par oes moines. P.M.R. 120 F.
- CHEZ VINCENT** NOR. 21-27  
4, rue Saint-Laurent, 19<sup>e</sup>. F.dim.  
Dans le cadre typique d'une Bascoïda. Diners dansants aux chand. Attractions avec LOS MUCHACHOS. Spécialités espagnoles et franç.
- DEUX GUITARES** 509-48-48 - 49-49  
4, rue Lauriston, 16<sup>e</sup>. F.dim.  
Grande salons Russes et Caucasiens. Rest. Russes typiquement parisiens. DJAN TAVLAN reçoit et anime avec ses artistes.

### HORS DE PARIS

- CHATEAU DE LA CROIXE** \*\*\*  
Ecole Boissac, 60 km de Paris.  
Un week-end gourmand dans notre château-hôtel. Tél. : 093-21-24.
- SEBILION** 624-71-21 - 71-32  
20, av. Charles-de-Gaulle, Neuilly  
Pte Maitlot, J. 22 h. Le Spécialiste du Gigot aux haricots, mais aussi son Banc d'huîtres et ses Poissons. Tous les jours.

## SOUPERS APRES MINUIT

- NAVY CLUB** 58, bd Hôpital, 13<sup>e</sup>  
De 19 h à l'aube - MENU 33 F  
Clergé, soupers 7/10 (cf. 1402)
- LE CUJAS** 033-01-10, 22, c. 35 F  
Sa formule complète à  
Ecrivains à l'américaine. Lotte à  
l'assiette. Ris de veau aux morilles.  
SERV. ASS. JUSQU'A 5 H MATIN
- TERMINUS NORD** To los jours  
23, rue de Dunkerque (10<sup>e</sup>)  
Brasserie 1925. Spéc. alsaciennes  
23, rue de Dunkerque (10<sup>e</sup>)
- LE CONGRES** Pte Maitlot, 12 h à  
80, av. Grande-Armée, 60N BANC  
D'HUÏTRES - POISSONS Spéc.  
Viandes de BOEUF grillées
- JULIEN** Jusqu'à 1 h 30 (si dim.)  
16, rue du Fg-Sait-Denis (10<sup>e</sup>)  
770-12-06
- WEPLER** 14, place Clichy  
522-53-24  
SON BANC D'HUÏTRES  
Fole gras fraie - Poissons
- DESSIRIER** T.L.Jours - 754-74-14  
9, place Perrée (17<sup>e</sup>)  
LE SPECIALISTE DE L'HUÏTRES  
Poissons - Spécialités - Grillades
- MERVELLES DES MERS**  
227-20-14 CHARLOT 1<sup>er</sup> 522-47-09  
128 bis, boulevard de Clichy (18<sup>e</sup>)  
Son banc d'huîtres - Poissons
- LE MUNICHE** 27, c. de Buel, 6<sup>e</sup>  
622-62-09  
Croustilles - Spécialités
- LE PETIT ZINC** c de Buel, 6<sup>e</sup>  
CNR. 70-34  
Huîtres. Poissons. Vins de pays
- LES VIEUX MÉTIERS DE FRANCE**  
13, boulevard Auguste-Blanqui (13<sup>e</sup>)  
T. 538-90-82. Fermé dim. et lundi.  
Soupers aux chand. - Fole gras  
Poissons - Huîtres - Crustacés
- LE LOUIS XIV**  
6, bd St-Denis, 208-18-90. Fermé  
lundi-mardi. HUÏTRES, FRUITS  
DE MER, Crustacés, Bûcherie
- LA CLOSERIE DES LILAS**  
171, boulevard de Montparnasse  
326-70-50 - 623-21-69  
Au plan Vn Moray

## DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

- LA MAISON D'ALSACE**  
LA MAISON DES CHOUCRUTES  
Se bottique de comestibles  
30, Champs-Élysées - 338-44-24
- AU PIED DE COCHON**  
Le fameux restaurant des Halles  
Fruits de mer - Grillades  
4, rue Coquillière - CEN. 11-15 +
- LE GRAND CAFÉ**  
BANC D'HUÏTRES  
POISSONS - GRILLADES  
4, bd des Capucines - OPE. 47-45

# RADIO-TÉLÉVISION

## JEUDI SOIR SUR TF 1

# Le 22 novembre 1963 à Dallas...

« Un si grand événement ne pouvait avoir une cause si plébe. » Le commentateur vend la mèche dès le début de ce montage d'images d'archives et d'interviews récentes consacré à l'assassinat de John F. Kennedy que TF 1 présente jeudi 22 novembre, à 21 h. 30 (1). Vieusement, pour l'auteur du commentaire, il serait décevant d'avoir à admettre qu'un geste si spectaculaire et si lourd de conséquences puisse avoir été seulement celui d'un « fou solitaire ». La cause est donc entendue, avant même que le film ne commence : Les Harvey Oswald n'a pas agi seul, il y a quinze ans, le 22 novembre 1963, il s'agit d'un « complot » (conspiracy). On peut contester cette méthode, qui consiste à confondre le détail de la raison (où Kani voit le racisme de la métaphysique) et le recherche des faits. Il est vrai que, s'il n'y a pas eu de complot, l'assassin n'est pas juste plus guère. Telle est la loi d'airain qui pèse sur les kilomètres de pellicules suscitées par l'attentat de Dallas : le thème du déséquilibre total, qui est celui de la commission Warren (2) ne fait pas recette. En revanche le mystère, qu'il soit existentiel, anticapitaliste, latent, méfiance ou saviétique. Peu importe que les hypothèses soient incohérentes.

On peut certes ricaner, comme le commentateur nous y invite, sur la détermination péremptoire de M. Gerald Ford, le futur président, alors membre de la commission Warren, selon laquelle « le rapport de la commission restera aussi solide dans les siècles à venir que le rocher de Gibraltar ». Mais cela n'est qu'une leçon tout américaine de parler. M. Gerald Ford voulait simplement annoncer à ses concitoyens que ses collègues et lui-même avaient fini leur travail : l'emphase est une des

figures obligées de la rhétorique polémique outre-atlantique. Il s'agit de « vendre » à l'opinion une théorie déjà connue et peu « excitante ».

Que nous proposons, en revanche, les auteurs de ce reportage ? Plusieurs pistes sont rapidement explorées. La « filière » soviétique d'abord : on sait que Lee Harvey Oswald a séjourné en U.R.S.S., qu'il a épousé (et ramené avec lui aux Etats-Unis, ce qui est très inhabituel) une jeune Soviétique, née de surcroît d'un colonel du K.G.B. Autre singularité, il n'y a pas eu d'enquête des services de sécurité américains au moment de son retour, alors que c'est la règle dans ce genre d'affaires. Lee Harvey Oswald était-il devenu un agent soviétique, que la C.I.A. a cru à tort pouvoir « retourner » à son profit ?

Une seconde « filière », difficilement compatible avec la première, nous est ensuite présentée sans transition, d'aucune sorte. On y retrouve pièce-méle des Cubains anticomunistes, des mafiosi et leurs amis du Syndicat des camionneurs, les « leamateurs », tous emmagés contre le « libéralisme chic » des Kennedys. Le film procède par juxtaposition suggestion, ce qui est une méthode éducatrice, mais peu rigoureuse. Jimmy Hoffa, leader corrompu des « seamsters », a, certes, affirmé à plusieurs reprises, qu'il « aurait la peau » des Kennedys, en particulier de Robert, qui avait réussi à se faire mettre en prison pour ses pratiques financières frauduleuses à la tête de son syndicat. La Mafia, qui avait de gros intérêts dans le jeu et la prostitution à La Havane, faisait alors essai de patriotisme, estimant avec les exilés anticomunistes, que John Kennedy était trop « mou » envers Casiro. Voilà donc les « mobiles ».

Cette « thèse » de l'embranchement d'expli-

quer le geste de Jack Ruby, le patron de boîte de nuit qui, deux jours après l'attentat, le 24 novembre, a assassiné à son tour Oswald dans un sous-sol de l'immeuble de la police à Dallas. Ruby aurait ainsi agi sur l'ordre de la Mafia et des exilés anticomunistes, auxquels il était incontestablement lié, et dans la meilleure tradition des « nouvelles preuves renversantes » qu'on nous promet un peu légèrement au début de cette émission, on ne peut en fait que souscrire à ces propos de Ruby, tenus peu avant sa mort, d'un cancer, en 1967 : « Personne ne connaît jamais tous les faits, ni mes véritables mobiles... »

D. D.

(1) Ce film a été réalisé à New-York par David Ostecund et Mark Holm et vendu à plusieurs chaînes de télévision américaine, exact qu'il est B.B.C.

(2) Commission de sept membres formée le 29 novembre 1963 par le président Lyndon Johnson, puis présidée par le juge Earl Warren, chef Justice de la Cour suprême, pour enquêter sur la mort de John Kennedy.

© RECTIFICATIF. — M. Jean-Louis Bessis, avocat de M. Dominique Bruyère, animateur de Alpes-Radio, relaxé par le tribunal correctionnel d'Alberville le 20 novembre (le Monde) de 22 octobre, nous prie de préciser qu'il a déclaré : « Les radios libres correspondent à un besoin profond qu'aucun texte de loi ne pourra réglementer ». M. Jean-Louis Bessis rappelle qu'il s, au contraire, toujours été favorable à une réglementation de la liberté d'émission, notamment pour éviter la prolifération des radios commerciales.

## MERCREDI 22 NOVEMBRE

### CHAINE I : TF 1

- 18 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 55, Feuilletton; Les Moliens de Paris; 19 h. 15, Une nuit pour les femmes; 19 h. 45, Jeux; L'inconnu de 19 h. 45; 19 h. 55, Tirage du Loto; 20 h, Journal.
- 20 h. 35, Sports : Football (match aller. Coupe UEFA); Strasbourg-Duisbourg).
- 22 h. 5, Magazine médical; Les enfants qui déraquent, par J. Barrère et E. Lalou. (La réinsertion des drogués).
- 23 h, Journal.

### CHAINE II : A 2

- 18 h. 35, C'est la vie; 18 h. 55, Jeu; Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Top-club; 20 h, Journal.

**Avec un magnétoscope Akai**

Si vous voulez revoir une émission, inutile d'attendre qu'elle soit reprogrammée. Regardez-la et enregistrez-la en même temps sur votre magnétoscope Akai.

20 h. 30, Muppet show (Marisa Berenson);

- 21 h. 5, Mi-fugue, mi-raison (La moto); 22 h. 20, Magazine; Voir; 23 h. 10, Journal.

### CHAINE III : FR 3

- 18 h. 30, Pour les jeunes; 18 h. 55, Tribune libre; Centralisme et régionalisme, Philippe Lamour; 19 h. 20, Emissions régionales; 19 h. 55, Dessin animé; 20 h, Les leux.
- 20 h. 30, FILM (un film, un auteur), ELISE OU LA VRAIE VIE de M. Drach (1970), avec M.-J. Nat, M. Choukht, B. Lafont, J.-P. Bisson, C. Alléret, A. Reichen.
- En attendant la guerre d'Algérie, une jeune fille travaillant en usine s'prend d'un Algérien membre du F.L.N.
- Belle adaptation du roman de Claire Etcherre. Le drame moral du racisme et la prise de conscience par l'ennemi.
- 22 h, Journal.

### FRANCE-CULTURE

- 20 h. La musique et les hommes; l'orientalisme romantique; 22 h. 30, Nuits magiques; la nouvelle grille épistémologique.
- FRANCE-MUSIQUE**  
20 h. En direct du grand auditorium... soirée Mozart; Thamos, roi d'Égypte par le Nouvel Orchestre symphonique de Radio-France et les chœurs de Radio-France, direction J.-P. Marty, avec L. Myra, L. Lebrun, C. Amato, P.-C. Bunge, J.-M. Lohse, D. Knarvick, 24, Favory; 23 h. Divers la nuit; hommages à Charles Munch; 1 h, Douces musiques.

## JEUDI 23 NOVEMBRE

### CHAINE I : TF 1

- 12 h. 15, Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h, Journal; 13 h. 50, Objectif santé; 14 h. 5, Dessin animé; 14 h. 15, Les vingt-quatre heures; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25, Pour les petits; 18 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 55, Feuilletton; Les Moliens de Paris; 19 h. 15, Une nuit pour les femmes; 19 h. 45, Formations de partis politiques; les radicaux-socialistes; les indépendants et ceysans; 20 h, Journal.
- 20 h. 30, Série: Le temps des as, de J.-L. Lignier, réalisation C. Boissal. Avec: B. Pradal, J.-C. Daughin, C. Laurent; 21 h. 30, Documentaire de J.F. Kennedy, réal. D. Osterlund et M. Mollo.
- 22 h. 30, FILM, PATROUILLEUR 106 de L.H. Martinson (1963), avec C. Robertson, T. Hardin, J. Grayory, R. Culo, G. Williams. (Rediffusion).
- John F. Kennedy, Héritier de bord d'un patrouilleur lance-torpilles endommagé par un destroyer japonais, réussit à sauver son équipage.
- Les exploits militaires du président Kennedy pendant la guerre de Corée. Une imagerie sans grand intérêt.
- 0 h. 20, Journal.

### CHAINE III : FR 3

- 18 h. 30, Pour les jeunes; 18 h. 55, Tribune libre; Michel Crozier; 19 h. 20, Emissions régionales; 19 h. 55, Dessin animé; 20 h, Les leux.
- 20 h. 30, FILM (un film, un auteur), LE FILIC RIGANANT de S. Rosenberg (1973), avec W. Matthau, B. Dern, L. Gossett, A. Paulsen, A. Zerbe, C. Les Crosby.
- Un policier dans le meilleur ami et coéquipier a été assassiné dans un autobus, recherche le tueur à travers San-Francisco accusés par le violences criminelles.
- Un film qui répond au désir d'ordre et de justice de la majorité silencieuse. Réalisation réussie.
- 22 h. 20, Journal.

### FRANCE-CULTURE

- 7 h. 2, Poésie; Michel Serres (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 50); 7 h. 5, Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance; l'ours et le daim; 8 h. 32, Le métanotice; 8 h. 50, Le grue à paroles; 8 h. 7, Matinales littéraires; 16 h. 45, Questions en signac; d Jean Decolans; 11 h. 4, Forum international de clavessin au Festival festival de Paris; 12 h. 5, Alain va le monde... Agora; 12 h. 45, Panoramia.
- 18 h. 30, Remembrances des irgues de France... à Lourdes; 16 h. 5, Un livre, des voix + l'Apparition de P. Thévenoz; 14 h. 47, Départementales; Jules Verne à Nantes; 16 h. 50, Livre appel; la circulation et la distribution de l'eau dans Paris; 17 h. 30, Ateliers musicaux aux fêtes musicales de la Saïne; 18 h. 30, Feuilletton; e Neotradamus + (le Bot personnel); 19 h. 25, Les progrès de la biologie et de la recherche.
- 20 h. Nouveau répertoire dramatique; e la Crèque, de D. Fosay, réalisation S. Fremy; 22 h. 20, Nuits magiques; nouvelle grille épistémologique.

### FRANCE-MUSIQUE

- 7 h. 5, Quotidien musique; 8 h. 2, Le matin des musiciens; 12 h. Musique de table; 12 h. 35, Jazz musique; Jimmy Lunceford).
- 13 h. Les anniversaires du jour; 14 h. 15, Musique en pitina; Pouly, Forté; 14 h. 35, e Concertino, opus 15, en la majeur (Wolf-Berardi); e Destino concertato pour deux pianos (Busoni); 15 h. Musique France; Saïot-Saïna, Babaud; 16 h. 30, Musiques rares; Jean Sibelius; 17 h. Le chort profond de Bizet; le folklore des coutumes; 18 h. 2, Klouque; 19 h. 5, Jazz pour Klouque.
- 20 h. 30, Cycle Olivier Messiaen... « Les Visions de l'amen chanta de terre et de ciel », avec J.-E. Kera, piano; M. Beroff, piano; E. Rosa, soprano; G. Relebold, piano; 22 h. 30, Ouvre; la nuit; 23 h. Hommage à Charles Münch; 1 h. Douces musiques.

سازمان چاپ



UNESCO

DÉFENSE

La Conférence générale prête à se rallier au texte de M. M'Bow sur l'information

On peut s'étonner que le « projet de déclaration » concernant « la contribution des organes d'information au renforcement de la paix » ait suscité autant de polémiques à l'UNESCO. Quel ? Tout le monde n'est-il pas en faveur de la paix ? Peut-on nier que les médias jouent un rôle dans la « compréhension internationale » ? Mais c'est ainsi : le projet présenté par M. M'Bow à la Conférence générale — même dans sa dernière version dite « de compromis » — reste un sujet brûlant ou comme disent les délégués anglophones, « a hot potato ».

l'homme, c'est-à-dire en faveur de leurs dissidents. Et ils comptent sur l'UNESCO pour rappeler les Occidentaux à leurs devoirs. Chez les Occidentaux, les arrière-pensées sont exactement symétriques. Lorsque M. Genscher dit : « dans mon pays, chacun peut acheter des journaux étrangers », écouter l'importation de l'émission étrangère de radio sans restrictions », il laisse entendre qu'il n'en va pas de même chez le voisin socialiste. L'Allemagne fédérale ne craint pas les émissions étrangères. Elle ne craint pas non plus de servir de base à des stations internationales comme Radio-France, Europe et « Radio-Liberty », qui, de Munich, apportent « le pollen de la discordie » en Europe de l'Est et en Union soviétique.

Après l'adoption de l'apostrophe consacrée à l'U.R.S.S. et les plaintes de celle-ci transmises par l'agence Tass à l'« Information » de l'agence Tass à l'« Information » de l'agence Tass, les journalistes de l'agence Tass travaillent sans relâche et avec un optimisme qui ne les empêche pas de signer de meilleures coupes à sévir contre le climat tendu des relations d'« omerté » et de coopération entre la France et l'U.R.S.S. à empêcher l'établissement d'une bonne compréhension entre nos deux peuples », le porte-parole du Quai d'Orsay a répondu que les chaînes de télévision étaient indépendantes et que les programmes relatifs de la seule responsabilité de leur directeur (le Monde du 17 novembre).

Trois conceptions s'affrontent : la conception « socialiste » ou plutôt « communiste » de l'information qui assigne à la presse un rôle dans l'éducation de l'Etat socialiste. « Le journalisme soviétique est toujours un instrument au service du parti, un instrument de gestion de l'Etat », déclarait le professeur Zassourski, doyen de la faculté de journalisme à l'université de Moscou, lors de la célébration du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre (1).

Lorsque le délégué américain, M. John Reinhardt, affirme que « ce sont les contraintes étatiques qui sont en tout premier lieu de la liberté et du respect », il semble oublier que le gouvernement des Etats-Unis contrôle un puissant moyen d'information, le « New York Times », l'agence de presse américaine en trente-six langues. « à travers le monde », M. Reinhardt est, d'ailleurs, un expert, puisqu'il dirige lui-même l'agence du temps où elle s'appelle encore l'USIA (2).

Est-ce vraiment faite d'argent ou de temps que les trois chaînes ont refusé de programmer la série américaine « Holocauste » ? ou bien — comme la suppression de la célébration du 3. mai 1945 — pour ne pas raviver de vieilles plaies, mais l'Allemagne et les Soviétiques sont alors en droit de se demander si la France ne joue pas un double jeu en programmant : ou à déprogrammant ?

Dans le tiers-monde, les conceptions du rôle de la presse sont plus contrastées, selon qu'il s'agit d'un Etat à parti unique, d'une dictature militaire ou d'une « démocratie ». Mais une même mission lui est assignée : promouvoir le développement.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que toute allusion aux droits de l'homme dans une déclaration sur l'information soit considérée par les Soviétiques comme une allusion perfide à la dissidence en U.R.S.S. Il n'est pas étonnant non plus que toute « mobilisation de la presse, de la radio et de la télévision pour l'amélioration du climat international » (M. Zassourski) soit interprétée par les Américains comme un aveu de la gêne que suscitent leurs émissions dans les pays socialistes.

Est-ce vraiment faite d'argent ou de temps que les trois chaînes ont refusé de programmer la série américaine « Holocauste » ? ou bien — comme la suppression de la célébration du 3. mai 1945 — pour ne pas raviver de vieilles plaies, mais l'Allemagne et les Soviétiques sont alors en droit de se demander si la France ne joue pas un double jeu en programmant : ou à déprogrammant ?

Ces trois points de vue, et surtout les deux extrêmes, sont inconciliables. On le voit bien à la Conférence générale, où les délégués socialistes se refusent constamment à l'emploi des médias tandis que les délégués occidentaux, bien qu'ils soient aussi mandatés par leurs gouvernements, refusent tout constamment à l'emploi des médias.

Et la France dans cette affaire ? Comme en 1974, à la Conférence générale de l'UNESCO à Nairobi, elle s'est montrée extrêmement discrète sur le sujet. Comme si les journaux soviético-américains ne la concernaient pas. Ou bien par crainte de mécontenter les pays du tiers-monde en prenant partie pour l'un ou les autres.

Le déséquilibre du flux de l'information est le reflet du déséquilibre économique. C'est ce qu'a parfaitement compris M. Mustapha Masmoudi, ancien secrétaire d'Etat à l'Information et porte-parole à l'UNESCO des non-alignés. Pour lui, le nouvel ordre mondial de l'information est indissociable de la recherche d'un nouvel ordre économique mondial.

Après l'affaire de Darquier de Pellepoix, le porte-parole de l'UNESCO a annoncé le 31 octobre, à la position du président de la République : « Si la liberté d'expression est totale en France, elle doit trouver comme équivalent la liberté et le respect de la vérité. » Et le premier ministre

Le seul point du « projet de déclaration » qui fasse à peu près l'unanimité des quarante-six Etats membres de l'UNESCO est le déséquilibre actuel du « flux » de l'information entre pays industrialisés et pays en développement. Tous les gouvernements, y compris celui des Etats-Unis, souhaitent un rééquilibrage des circuits.

Reste à savoir si l'UNESCO est armée pour imposer ce nouvel ordre et régler le problème. Rien n'est moins sûr. D'autant plus, qu'en dotant les pays en développement de réseaux d'information branchés sur les grands collecteurs occidentaux, l'aide des pays industrialisés risque de rendre le tiers-monde encore plus dépendant.

Arrière-pensées  
Ces oppositions de principe peuvent-elles se réduire à pour la bonne cause ? Les Occidentaux peuvent-ils démentir le refus de participer à l'effort commun en faveur de la paix ? C'est là que, paradoxalement, les passions se déchaînent. Car, c'est là que se révèlent les arrière-pensées.

Or, la France est coincée au premier chef. Bien que ces dernières semaines, plusieurs déclarations entre le gouvernement et la presse aient permis d'affirmer que de nombreux problèmes soulevés par la Conférence de l'UNESCO ne sont pas seulement de vains prétextes à empoignades, « il y a en France une liberté de la presse qui peut-être même excessive, et chacun écrit ce dont il a envie, même si tout ce qui s'écrit n'est pas vrai », disait un diplomate français à propos de l'usage de l'Argentine donnée en France par les médias (le Monde du 9 septembre).

Les agences de presse et les journaux anglo-saxons ne nient pas le déséquilibre de l'information, mais ils l'expliquent par la « liberté » et l'argent inutile que leurs gouvernements s'y attaquent.

Que veut dire M. Igor Zassourski, ministre adjoint des affaires étrangères à l'UNESCO, lorsqu'il déclare à la tribune de la Conférence générale : « Selon nous, l'objectif principal consiste à mettre la présence des médias au service de la paix. » Est-ce pour faire plaisir à M. M'Bow en apportant de l'eau au moulin de l'UNESCO ? M. Zassourski va être plus explicite en citant M. Brejnev à la conférence d'Oslo : « Ce n'est un secret pour personne que les médias peuvent servir la paix et en même temps répandre le travers le monde le pollen de la discordie. »

Après l'affaire de Darquier de Pellepoix, le porte-parole de l'UNESCO a annoncé le 31 octobre, à la position du président de la République : « Si la liberté d'expression est totale en France, elle doit trouver comme équivalent la liberté et le respect de la vérité. » Et le premier ministre

Reste à savoir si l'UNESCO est armée pour imposer ce nouvel ordre et régler le problème. Rien n'est moins sûr. D'autant plus, qu'en dotant les pays en développement de réseaux d'information branchés sur les grands collecteurs occidentaux, l'aide des pays industrialisés risque de rendre le tiers-monde encore plus dépendant.

Le nombre des missiles nucléaires de Haute-Provence sera réduit de moitié d'ici à 1982

Cette réduction sera compensée par une puissance accrue des engins et par la modernisation des autres forces

Le groupement des missiles stratégiques du plateau d'Albion sera amputé d'ici à 1982 de la moitié de ses engins en service en Haute-Provence depuis la fin de 1971. Progressivement, depuis juillet dernier, les dix-huit missiles, répartis en deux sections de neuf engins dans leurs silos, sont retirés du service pour être remplacés, avant 1982, par des missiles plus puissants et à plus long rayon d'action.

Capables d'emporter une charge nucléaire de 150 kilotonnes (environ sept à huit fois l'énergie dégagée par explosion d'un tonne) à 3 000 kilomètres de distance, les neuf missiles S-2 dépendant du poste de tir de Rueil-Malmaison sont progressivement remplacés par des engins S-3 d'une portée de 2 500 kilomètres et d'une puissance de destruction supérieure à la précédente. Cette opération sera achevée en 1980. Ensuite, ce sera le tour des neuf missiles contrôlés par le poste de tir de Reilhac (Dordogne), l'entrée en service des S-3 étant prévue pour 1982.

Un Mirage 2000 de pénétration  
Apparemment la mission des Mirage-IV doit normalement prendre fin en 1983, date à laquelle ces appareils auront, en moyenne, vingt ans d'âge. Selon les prévisions, les Mirage-IV de bombardiers nucléaires seront maintenus, en tout état de cause, en ligne jusque vers 1990 pour remplir des missions de reconnaissance. On étudie cependant la possibilité d'équiper des Mirage-IV — pour prolonger la mission nucléaire de cette force du système d'armes (SMA) (air-sol moyenne portée) destiné initialement au Mirage-2000.

Après l'adoption de l'apostrophe consacrée à l'U.R.S.S. et les plaintes de celle-ci transmises par l'agence Tass à l'« Information » de l'agence Tass, les journalistes de l'agence Tass travaillent sans relâche et avec un optimisme qui ne les empêche pas de signer de meilleures coupes à sévir contre le climat tendu des relations d'« omerté » et de coopération entre la France et l'U.R.S.S. à empêcher l'établissement d'une bonne compréhension entre nos deux peuples », le porte-parole du Quai d'Orsay a répondu que les chaînes de télévision étaient indépendantes et que les programmes relatifs de la seule responsabilité de leur directeur (le Monde du 17 novembre).

Un Mirage 2000 de pénétration  
Apparemment la mission des Mirage-IV doit normalement prendre fin en 1983, date à laquelle ces appareils auront, en moyenne, vingt ans d'âge. Selon les prévisions, les Mirage-IV de bombardiers nucléaires seront maintenus, en tout état de cause, en ligne jusque vers 1990 pour remplir des missions de reconnaissance. On étudie cependant la possibilité d'équiper des Mirage-IV — pour prolonger la mission nucléaire de cette force du système d'armes (SMA) (air-sol moyenne portée) destiné initialement au Mirage-2000.

Les études et expérimentations consacrées à l'ensemble de cette force nucléaire stratégique devraient être achevées en 1979, un budget de fonctionnement de 493 millions de francs et un budget d'équipement de 9243 millions, y compris les crédits alloués au Commissariat à l'énergie atomique par les armées (1).

Est-ce vraiment faite d'argent ou de temps que les trois chaînes ont refusé de programmer la série américaine « Holocauste » ? ou bien — comme la suppression de la célébration du 3. mai 1945 — pour ne pas raviver de vieilles plaies, mais l'Allemagne et les Soviétiques sont alors en droit de se demander si la France ne joue pas un double jeu en programmant : ou à déprogrammant ?

Un Mirage 2000 de pénétration  
Apparemment la mission des Mirage-IV doit normalement prendre fin en 1983, date à laquelle ces appareils auront, en moyenne, vingt ans d'âge. Selon les prévisions, les Mirage-IV de bombardiers nucléaires seront maintenus, en tout état de cause, en ligne jusque vers 1990 pour remplir des missions de reconnaissance. On étudie cependant la possibilité d'équiper des Mirage-IV — pour prolonger la mission nucléaire de cette force du système d'armes (SMA) (air-sol moyenne portée) destiné initialement au Mirage-2000.

Les études et expérimentations consacrées à l'ensemble de cette force nucléaire stratégique devraient être achevées en 1979, un budget de fonctionnement de 493 millions de francs et un budget d'équipement de 9243 millions, y compris les crédits alloués au Commissariat à l'énergie atomique par les armées (1).

Le déséquilibre du flux de l'information est le reflet du déséquilibre économique. C'est ce qu'a parfaitement compris M. Mustapha Masmoudi, ancien secrétaire d'Etat à l'Information et porte-parole à l'UNESCO des non-alignés. Pour lui, le nouvel ordre mondial de l'information est indissociable de la recherche d'un nouvel ordre économique mondial.

Un Mirage 2000 de pénétration  
Apparemment la mission des Mirage-IV doit normalement prendre fin en 1983, date à laquelle ces appareils auront, en moyenne, vingt ans d'âge. Selon les prévisions, les Mirage-IV de bombardiers nucléaires seront maintenus, en tout état de cause, en ligne jusque vers 1990 pour remplir des missions de reconnaissance. On étudie cependant la possibilité d'équiper des Mirage-IV — pour prolonger la mission nucléaire de cette force du système d'armes (SMA) (air-sol moyenne portée) destiné initialement au Mirage-2000.

Les études et expérimentations consacrées à l'ensemble de cette force nucléaire stratégique devraient être achevées en 1979, un budget de fonctionnement de 493 millions de francs et un budget d'équipement de 9243 millions, y compris les crédits alloués au Commissariat à l'énergie atomique par les armées (1).

Reste à savoir si l'UNESCO est armée pour imposer ce nouvel ordre et régler le problème. Rien n'est moins sûr. D'autant plus, qu'en dotant les pays en développement de réseaux d'information branchés sur les grands collecteurs occidentaux, l'aide des pays industrialisés risque de rendre le tiers-monde encore plus dépendant.

Un Mirage 2000 de pénétration  
Apparemment la mission des Mirage-IV doit normalement prendre fin en 1983, date à laquelle ces appareils auront, en moyenne, vingt ans d'âge. Selon les prévisions, les Mirage-IV de bombardiers nucléaires seront maintenus, en tout état de cause, en ligne jusque vers 1990 pour remplir des missions de reconnaissance. On étudie cependant la possibilité d'équiper des Mirage-IV — pour prolonger la mission nucléaire de cette force du système d'armes (SMA) (air-sol moyenne portée) destiné initialement au Mirage-2000.

Les études et expérimentations consacrées à l'ensemble de cette force nucléaire stratégique devraient être achevées en 1979, un budget de fonctionnement de 493 millions de francs et un budget d'équipement de 9243 millions, y compris les crédits alloués au Commissariat à l'énergie atomique par les armées (1).

Reste à savoir si l'UNESCO est armée pour imposer ce nouvel ordre et régler le problème. Rien n'est moins sûr. D'autant plus, qu'en dotant les pays en développement de réseaux d'information branchés sur les grands collecteurs occidentaux, l'aide des pays industrialisés risque de rendre le tiers-monde encore plus dépendant.

Un Mirage 2000 de pénétration  
Apparemment la mission des Mirage-IV doit normalement prendre fin en 1983, date à laquelle ces appareils auront, en moyenne, vingt ans d'âge. Selon les prévisions, les Mirage-IV de bombardiers nucléaires seront maintenus, en tout état de cause, en ligne jusque vers 1990 pour remplir des missions de reconnaissance. On étudie cependant la possibilité d'équiper des Mirage-IV — pour prolonger la mission nucléaire de cette force du système d'armes (SMA) (air-sol moyenne portée) destiné initialement au Mirage-2000.

Les études et expérimentations consacrées à l'ensemble de cette force nucléaire stratégique devraient être achevées en 1979, un budget de fonctionnement de 493 millions de francs et un budget d'équipement de 9243 millions, y compris les crédits alloués au Commissariat à l'énergie atomique par les armées (1).

le journal mensuel de documentation politique  
après-demain  
Offre un dossier complet sur :  
LA TÉLÉVISION  
Envoyer 15 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, un spécimen le dossier demandé ou 50 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'avoir gratuit de ce numéro.

COPENHAGUE vous souhaite la bienvenue  
Office National du Tourisme de Danemark  
142, Champs-Élysées, 75008 Paris-tél. 225.17.02  
et chez votre agent de voyages.  
DANEMARK  
à vous de tout cœur!

Catastrophe-fiction  
COLLISION DE SOUS-MARINS ATOMIQUES EN MEDITERRANÉE...  
Que se passerait-il en Méditerranée en cas de collision entre deux navires ou deux sous-marins atomiques ? La question vient d'être posée publiquement par le docteur Imaï Sabri Abdalla, ancien directeur de l'Institut égyptien de la planification et expert auprès du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) pour les questions touchant à la Méditerranée et aux nouvelles stratégies de développement.

Amsterdam — On ne sait toujours pas si la Hollande a décidé d'acheter un avion français, le Breguet-Atlantic nouvelle génération, ou un avion américain, l'Orion, de Lockheed, pour succéder aux avions américains F-4E de la marine néerlandaise, les Neptune. La visite d'aujourd'hui des ministres français, MM. Yves Bourges, ministre de la défense et Joël Le Theule, ministre des armées, le lundi 20 novembre à La Haye, n'a pas résolu le problème, semble-t-il, en faveur de l'avion français. Les pourparlers, qui ont duré toute la nuit, n'ont pas donné de résultat concret. M. Bourges s'est abstenu de tout commentaire à la presse. Du côté néerlandais, on a déclaré qu'on prendra une décision au plus tard le 1er décembre, mais plutôt vendredi prochain 24 novembre.



# SCIENCES

## UN ÎLOT TOUT NEUF POUR LES GÉOGRAPHES

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Une équipe de l'Institut géodésique de Copenhague vient de découvrir l'île la plus septentrionale de notre hémisphère. Cette dernière, qui n'est pas encore baptisée, a 38 mètres de long environ, autant de large, et s'étend à 1 mètre au-dessus du niveau de l'océan glacial arctique. Elle est située à 1,5 kilomètre au large du cap Morris-Jespersen, dans la terre de Peary, c'est-à-dire à l'extrême nord du Groenland. Jusqu'ici, le cap Morris-Jespersen, à 89° 49' de latitude nord, était considéré comme la terre émergée la plus septentrionale du monde.

Si cet îlot, tout neuf pour les géographes, avait échappé jusqu'à présent aux expéditions américaines, canadiennes et scandinaves qui ont exploré les parages, c'est tout simplement parce que les us et les autres l'avaient toujours approché, alors qu'il était extrêmement recouvert par la neige et la glace, donc invisible. L'équipe de l'Institut géodésique dans la chance de venir faire des relevés cartographiques à un moment où ce modeste monticule de sable et de pierre se trouvait dégagé et pouvait donc être aperçu à la jumelle.

L'équipe a pu y atterrir peu après ce « repère miraculeux ». Elle aurait même décelé quelques traces de végétation. Les Danois songent maintenant à ancrer une solide base sur à édifier une baraque qui pourrait servir de station météo de fortune sur cette minuscule parcelle de l'extrême Grand-Nord.

CAMILLE OLSEN.

● Le prix *Kalinga de vulgarisation scientifique* a été décerné cette année à un journaliste canadien, M. Fernand Seguin. Ce prix, d'un montant de 1 000 livres, est attribué chaque année depuis 1961 par un jury international nommé par l'Unesco. M. Fernand Seguin est directeur du magazine scientifique hebdomadaire de Radio-Canada et réalisateur de programmes scientifiques pour la télévision.

● Des prix d'un montant analogue au prix Nobel et destinés à récompenser des travaux de sciences naturelles ont été créés grâce à un fonds issu de la fortune de Victor Hasselblad, inventeur d'un type d'appareil photographique décliné en août dernier la nouvelle a été annoncée jeudi 16 novembre par le gouvernement suédois. La Fondation Kira et Victor Hasselblad remettra des prix d'un montant global de 3 millions de couronnes suédoises (environ 3 millions de francs) par an. — (Reuter.)

● Le prix *Lounsbury*, du nom d'une donatrice américaine, sera désormais attribué chaque année, en alternance, par l'Académie nationale américaine des sciences et l'Académie des sciences française. Destiné à récompenser des travaux dans les domaines de la biologie et des sciences médicales, ce prix sera composé d'une somme de 50 000 dollars (215 000 F) et d'une bourse d'études et de voyages de 20 000 dollars (86 000 F). Ce prix sera décerné pour la première fois au printemps prochain, par l'Académie américaine.

(PUBLICITE)  
L'association « L'ÉDUCATION » organise le mercredi 6 décembre 1978 à l'Hotel Lutetia, 47, bd Raspail à Paris (6<sup>e</sup>), à 19 heures, un dîner-débat sur le thème  
**Observation et évaluation continues de l'enfant**  
Le débat sera présenté et animé par M. Robert Mandra, avec la participation de M. le professeur Albert Jacquard, chef du service de Génétique des populations à l'INSERM et de M. le professeur René Diakité, médecin spécialiste adjoint du Centre Alfred-Binet.  
Pour participer à ce débat, inscrivez-vous le plus rapidement possible à « L'ÉDUCATION », 7, rue Charvet-Lagarde, Paris (9<sup>e</sup>), tél. : 206-99-20 en joignant un chèque de 60 F pour participation aux frais.

## LE MATHÉMATICIEN ITALIEN TRICOMI EST MORT À TURIN

Le mathématicien italien Francesco Tricomi, considéré comme le « père » du mur du son, est décédé, mardi 21 novembre, à Turin, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Né le 5 mai 1897 à Naples, Francesco Tricomi devient docteur en mathématiques en 1918. De 1921 à 1924, il est assistant aux universités de Padoue et Rome, et est à partir de 1925, professeur à l'université de Turin, où il enseigna jusqu'en 1967, après avoir dirigé, de 1948 à 1961, une mission à l'Institut de Technologie de California à Pasadena.

Mathématicien de grand renom récompensé par plusieurs académies étrangères, Francesco Tricomi était surtout connu pour avoir résolu, en 1923, une équation mathématique qui caractérise les phénomènes aérodynamiques qui se produisent quand un objet étale la vitesse du son (« mur du son »).

## LES LAURÉATS DU PRIX SCIENTIFIQUE PHILIPS POUR LES JEUNES

Le premier des quinze lauréats 1978 du prix scientifique Philips pour les jeunes est un étudiant de l'université de Paris XI (Paris-Sud), âgé de dix-neuf ans, François Guillocheau. Il a reçu vendredi 17 novembre au Palais de la découverte à Paris un chèque de 8 000 francs pour une étude de géologie et de sédimentologie intitulée « Passages des mers en Bretagne il y a trois cent soixante-cinq millions d'années ». Attribué chaque année, ce prix a pour but de récompenser des travaux originaux réalisés par des moins de vingt et un ans, dans les différentes disciplines scientifiques. Outre les boucles, les lauréats bénéficient de conseils des personnalités scientifiques qui composent ou non le jury.

Un prix de 8 000 francs a été décerné à un étudiant en médecine de Nantes, René Pech, pour une étude sur le comportement des abeilles et des recherches ont été couronnées, celles notamment de deux lycéens de Moulins (Allier), âgés de seize et quinze ans, Sylvain Besoin et Jean-Marc Friend, qui ont conçu un programme facilitant l'étude du langage symbolique d'enseignement (L.S.E.). Le jury a aussi distingué Xavier Rigou et Jean-Pierre Millet, de Marseille, pour une étude sur un analyseur musical.

Les travaux des quinze finalistes sont exposés jusqu'au 27 novembre au Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, à Paris (8<sup>e</sup>), tous les jours, sauf le jeudi, de 10 heures à 18 heures.

\* Prix scientifique Philips pour les jeunes, 30, avenue Montaigne, 75008 Paris Cedex 08. Tél. : 256-99-90.

# LETTRES CARNET

## MORT DU POÈTE DANOIS JENS AUGUST SCHADE

Le poète danois Jens August Schade est mort à Copenhague. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Schade laisse une quarantaine d'ouvrages, romans, nouvelles, pièces de théâtre, de surcroît de nombreux recueils de vers (le Violon vivant, L'amour et d'eau fraîche, l'Évangile du printemps, A une coquille, etc.). Il venait juste d'achever, en collaboration avec son fils aîné, Virtus, journaliste connu, un ouvrage consacré aux Soixante-dix secrets de Copenhague et de sa banlieue, où il évoquait les souvenirs de son passé, vagabond et mouvementé.

Schade a occupé une place à part dans la littérature nordique. Ce fils d'une famille bourgeoise de province a été un marginal durant toute son existence, se désignant comme un « poète » et « un homme de lettres », et même surprenant que l'Académie danoise lui ait attribué en 1963 son grand prix. La seule distinction de ce genre qu'il ait obtenue jamais reçue.

Un de ses contemporains l'a surnommé un jour le *Chagall* de la prose. Cette image caractéristique est bien celle qui s'est imposée à lui-même le « joyeux poète » et dont les écrits offrent un savoureux mélange de vagabondisme coloré et de naïveté légère. Après la seconde guerre mondiale, Schade était devenu une silhouette familière et pittoresque du centre de Copenhague, où il vivait un peu trop à l'écart, dans une petite maison, il habitait les cabarets du vieux port, toujours escorté de « muses » jeunes et jolies, et « étrange Verne » interloqué, recroquer, dont le nez de fouine violacé pointait sous un casque de cheveux gris.

## PRESSE

● A l'Agence France-Presse, une assemblée générale des journalistes, réunie mardi 21 novembre, a décidé de saisir le conseil supérieur de l'A.P.F. au sujet de la « couverture » insuffisante de la conférence de presse de M. Klarsfeld (le Monde du 15 novembre). L'intersyndicale a mandaté ses délégués pour demander d'être reçu, une ambassade à M. Roger Bouzinac, P.-D.G. de l'Agence.

LE MONDE  
niel chrono pour la diffusion de ses lectures aux abonnés à l'annonce immobilière  
Voulez-vous travailler pour la MAISON  
que vous recherchez

## Naissances

— Jean MACCARIO, Anne MASSON et Tom ont la joie d'annoncer la naissance de *Mélys*, le 6 novembre 1978, à Mondon.

## Fiançailles

— M. Jean-Pierre Mathy et Mme, née Colette Lacombe-Toury, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fille

## Adeline

M. Frank FIEDELKREUZ, avec M. Michel Fiedelkreuz et Mme, née Béatrice de Villèle, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fils, Frank, 1970, Mlle Adeline MATHY.

## Décès

— M. et Mme Gérard Bonissel, ses enfants, Philippe, Sophie, Laurence, Claire, Média, ses petits-enfants, Mme Bernice Trucchi et ses enfants, Mme Béatrice Boutelet et ses enfants, Mme Suzanne Gauthiot et ses enfants, M. et Mme Jacques Lemaire et leurs enfants, ses sœurs, beau-frère et belles-sœurs, Mme Juliette, René et Suzanne Harsel, fidèles amis, Les familles Bonissel, Clavreul, Costard, Moreau, Sicard, Pardon et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. René BONISSEL, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, croix de guerre 1940-1945, commandeur des Palmes académiques, survenu le 21 novembre 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année. L'inhumation aura lieu le vendredi 24 novembre 1978, à 10 h. 30, au cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>. (On se réunira à la porte principale du cimetière.)

Cet avis tient lieu de faire-part. 6150 Ch.-de-France, 11, rue de l'Asnera, 92130 Issy-les-Moulineaux. 46, rue Fernaty, 75014 Paris.

— Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges, La Jeunesse au plein air, La Fédération de l'éducation nationale, La Mutualité générale de l'éducation nationale, Les Publications éducatives, Le Groupement central des fonctionnaires de l'Éducation, Arts et Vie, Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, M. Yves Kretzky, ont la douleur de faire part du décès de René BONISSEL, survenu le 21 novembre 1978. L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris (14<sup>e</sup>), le vendredi 24 novembre 1978, à 10 h. 30. On se réunira à la porte principale du cimetière.

— Les amis de Jean CHEVALIER, H.E.C. (1922), chevalier de la Légion d'honneur, ancien président du C.N.O.S.P., de la Société française de pédagogie, de la Société française de psychologie, ont la douleur de faire part du décès de René BONISSEL, survenu le 21 novembre 1978. L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris (14<sup>e</sup>), le vendredi 24 novembre 1978, à 10 h. 30. On se réunira à la porte principale du cimetière.

— Les amis de Jean CHEVALIER, H.E.C. (1922), chevalier de la Légion d'honneur, ancien président du C.N.O.S.P., de la Société française de pédagogie, de la Société française de psychologie, ont la douleur de faire part du décès de René BONISSEL, survenu le 21 novembre 1978. L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris (14<sup>e</sup>), le vendredi 24 novembre 1978, à 10 h. 30. On se réunira à la porte principale du cimetière.

— M. et Mme Bernard Christian, M. et Mme Philippe Christian, M. et Mme Jean-Durand du Fay de Laval, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger Christian-Sapellier, décédé le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Bienfaisance

— Le comité féodal de l'O.R.T. (Organisation, Recrutement, Travail), dont le siège est 49, avenue Kléber, 75016 Paris, organise sa grande vente annuelle au bénéfice de ses œuvres sociales. Les billets de 25 francs, de 1 h. à 20 h. et lundi 27, de 15 h. à 19 h., dans les salons de l'Hotel George-V, 10000 Paris. Sur les lieux, dimanche, de 10 h. à 12 h. Salon de thé ; dimanche et lundi, de 15 h. à 19 h.

## Communications diverses

— Un colloque est organisé par l'Institut des Études de l'Université Paris-Dauphine, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1978, sur le thème : « Décision et pouvoir dans la société française ». Signataires parmi les participants : A. Grosse, J. Chery, G. Clarys, M. Collas, P. Moura, P. Villalona, A. Costa, R. Hervé, J. Moreau, M. Girard, P. Rivard, J. Davignani, J. Sili, Ph. Laurent.

— Le bureau provincial du comité N'Krumah, dont le siège est 14, rue de la République, 75011 Paris, a été élu secrétaire général, invité ses membres à participer à l'assemblée générale le dimanche 26 novembre, à 14 h. 30, 163, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

## Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT  
— Université de Paris-IV, samedi 2 décembre, à 14 heures, salle L. Liard, M. Jean-René Zanotti : « Les relations arabiques de l'Égypte ».

— Université de Paris-IV, lundi 4 décembre, à 14 h. 30, salle des commissions, Mlle Viviane Smith : « La première manière de Hans Behning ».

— Université de Paris-I, mardi 5 décembre, à 14 heures, salle 302, M. Robert P. Graves : « La localisation d'activités industrielles et des activités de services riveraines des grands axes routiers dans le grand Toronto ».

— Université de Paris-III, jeudi 7 décembre, à 14 heures, salle L. Liard, M. Michel Hubert : « La population allemande à l'ère industrielle (1815-1914) ».

— Université de Paris-III, samedi 9 décembre, à 14 heures, salle G. Barrois, M. Pierre Barrois : « Les rythmes de l'œuvre de Pier-Antonio Quarantotti-Gambarin ».

— Université de Paris-III, samedi 10 décembre, à 14 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Arif Bahmani : « L'art moderne dans les pays arabes ».

— Université de Paris-III, samedi 11 décembre, à 14 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Georges Ueber-schlag : « La folklorologie. Étude de l'évolution historique, idéologique et pédagogique des écoles supérieures d'arts en Suède (1888-1945) ».

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

## Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera célébré le vendredi 24 novembre 1978, à 18 h. 30, au temple des Voeges, 14, place des Voeges, Paris, le mémoire de Mme Marc RAZON, née Magda Ribbi, décédée le 22 octobre 1978, à Paris, et de son mari, M. Marc RAZON, décédé accidentellement le 15 décembre 1978, à Casablanca.

**CORUM**

Redécouverte de l'or pur, un authentique lingot d'or fin dans un boîtier en or massif.



La montre-lingot, un modèle déposé de CORUM.

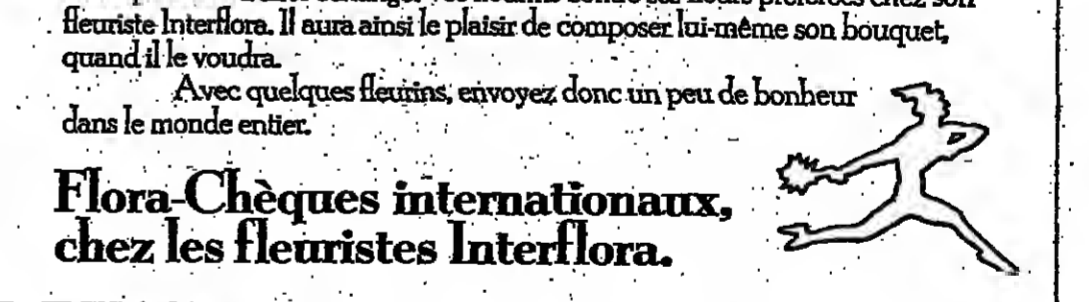
Chez les grands joailliers. Catalogue sur demande à CORUM France, 55 rue Charlot, Paris 75003, Tél. 277 39 54 ou CORUM 2301 La Chapelle-de-Fonds, Seine-Saint-Denis.

**Interflora a la joie d'annoncer les Flora-Chèques.**

Depuis le 5 novembre, il est encore plus facile d'envoyer des fleurs à l'étranger : vous allez chez un fleuriste Interflora et vous achetez la plus jolie devise du monde, le fleurin, sous forme d'un ou plusieurs Flora-chèques. Ce cadeau, vous l'envoyez dans une simple lettre, et il suffit à votre correspondant d'aller échanger vos fleurins contre ses fleurs préférées chez son fleuriste Interflora. Il aura ainsi le plaisir de composer lui-même son bouquet, quand il le voudra.

Avec quelques fleurins, envoyez donc un peu de bonheur dans le monde entier.

**Flora-Chèques internationaux, chez les fleuristes Interflora.**



**contre l'excès de poids...**

Ce n'est ni bon, ni beau de prendre des kilos. Prenez plutôt deux bonnes résolutions : la première, de contrôler votre gourmandise, la seconde de boire Contrex. L'eau minérale naturelle de Contrexville agit en stimulant l'élimination. Pour maîtriser votre poids, méfiez-vous des excès et faites confiance à Contrex.



**confiance à CONTREX**

avec un régime raisonnable

سكز لمن الإهل



هكذا لمن لا يصلح

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	32,02
IMMOBILIER	11,00	12,58
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,66
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

## emploi internationaux

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE DU SECTEUR PUBLIC** recherche **1 DIRECTEUR DE SERVICE IMMOBILIER** POUR POSTE OUTRE-MER, dans le cadre du développement rapide de son département «Promotion immobilière». **IL OUVRE L'AVOIR :**  
- une formation supérieure économique ou juridique,  
- une expérience de la promotion immobilière d'au moins 5 ans de préférence auprès filiales C.I.L., H.L.M., promoteurs privés ou organismes financiers spécialisés.  
Ce poste est à pourvoir d'urgence.  
Envoyer C.V. + prétentions s/réf. 8211 à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

**AMNESTY INTERNATIONAL** recherche pour son secrétariat de Londres **ASSISTANT (E) EN DOCUMENTATION** pour travail en liaison étroite avec notre recherche Moyen-Orient.  
Responsabilités : découpage et classement par catégorie, aide à la restitution d'informations, Arabes et anglais courants indispensables, connaissance d'autres langues utile.  
Les candidats doivent être fortement intéressés par travail de documentation, de recherche archivistique dans ce domaine serait un atout.  
Capacité de travailler à la fois en équipe et à sa propre initiative. Bonne dactylographie indispensables. Salaire : 4 167 livres.  
Cibers 818-378.  
Pour plus de détails et formulaire de candidature, contacter le bureau du personnel d'AMNESTY INTERNATIONAL, 10 Southampton Street, LONDON WC2E 7HF ou téléphoner 1-432-7138 (Paris 287).

## UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche immédiatement pour **ÉTABLISSEMENT PLAN FONDAMENTAL DE DÉVELOPPEMENT DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AU ZAIRE**  
**1 INGÉNIEUR** de télécommunications coordonnateur du projet. Formation universitaire. Grande expérience pratique planification. Contrat : 18 mois.  
**4 EXPERTS** en télécommunications ayant formation école spécialisée et bonne expérience pratique, spécialistes chacun dans un des domaines suivants :  
- transmission filaires hertziens et multiples. Contrat : 12 à 17 mois.  
- communication téléphonique et télé. Contrat : 12 à 17 mois.  
- réseaux locaux. Contrat : 14 mois.  
- trafic. Contrat : 6 mois.  
**1 EXPERT** en analyse financière, et  
**1 EXPERT** en organisation et méthodes. Formation universitaire. Bonne expérience pratique. Contrats : 4 mois chacun.  
Adresser C.V. détaillé, formation et expérience à UIT, Place des Nations, CH-1211 Genève 20.

## emploi régionaux

**VENTE DE BIENS INDUSTRIELS**  
• Pour renforcer notre réseau de vente, nous recherchons des vendeurs de biens d'équipements industriels capables d'apporter la preuve de leur compétence au travers de leurs résultats.  
• Nous leur confierons la responsabilité d'un secteur de vente (prospection, analyse des besoins, élaboration de solutions adaptées, négociations de contrats) de matériels de Télécommunications au sein d'une puissante entreprise.  
**Ingénieurs et Attachés Commerciaux**  
Votre rémunération sera composée d'un fixe élevé et d'un intéressement qui vous rendra maître de vos revenus ( outre le remboursement intégral de vos frais ).  
POSTES A POURVOIR: AMIENS, CAEN, LILLE, BORDEAUX, TOULOUSE, VALENCE, ANNECY, METZ.  
Envoyer C.V. + prétentions, en précisant le lieu ville où souhaité(s) à No 6.464 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.  
\* TELECOMMUNICATIONS \* TELECOMMUNICATIONS \* TELECOMMUNICATIONS \*

**IMPORTANT ENTEUR** de produits destinés à la **papeterie et à la publicité** crée le poste de **responsable marketing**  
Directement rattaché au Directeur Commercial, il sera chargé :  
• de faire les études de marché permettant l'adaptation des produits existants et la recherche de produits nouveaux;  
• de concevoir et de réaliser la promotion des ventes;  
• d'élaborer une politique commerciale adaptée à l'exportation et à la grande distribution (choix des produits et des circuits de vente).  
Ce poste conviendrait à un **DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES**, ayant obligatoirement une expérience réussie d'au moins 5 ans dans une entreprise réputée pour ses méthodes Marketing.  
Cette Société peut lui offrir un développement de carrière très intéressante dans une structure en évolution rapide.  
Ce poste est situé à **RENNES**.  
Les dossiers de candidatures - sous réf. 1603 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par **DÉVELOPPEMENT** 10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE** de moyenne importance spécialisée dans le travail du Métal à Froid recherche **son DIRECTEUR**  
Il sera rattaché hiérarchiquement au Président et devra assurer la préparation de la stratégie de la Société, ainsi que sa mise en œuvre et son suivi.  
Il sera responsable de la gestion vis-à-vis du Président et aura autorité sur tous les services de la Société.  
Ce poste conviendrait à un Ingénieur de formation A.M.  
Age minimum 35 ans.  
Ayant et possible expérience professionnelle dans la branche.  
Lieu de travail : situé à 200 km de PARIS, Région SUD-OUEST  
Il sera répondu à toute lettre man. accompagnée d'un C.V. et indication des derniers appointements perçus à E.E.O., 3, rue de Tibérien, 75008 Paris. Référence 7368.

Le Ministère de la Coopération (26, rue Monsieur, 75001 Paris) fait savoir qu'il recueille de toute urgence pour la présente année scolaire, 15 Professeurs pour la République du Tchad.  
- 2 certifiés de Lettres Modernes (ou équivalents d'une maîtrise) ;  
- 7 certifiés de Mathématiques (ou équivalents d'une maîtrise) ;  
- 4 certifiés de Sciences Physiques (ou équivalents d'une maîtrise) ;  
- 5 certifiés de Sciences Humaines (ou équivalents d'une maîtrise).  
Prévoir d'adresser les demandes, le plus rapidement possible, au **BUREAU DES CANDIDATURES**, 57, boulevard des Invalides, 75007 PARIS.  
Cabinet Conseil Juridique recherche pour son bureau annexe à Pétersbourg :  
**JURISTE**  
DROIT DES SOCIÉTÉS  
Formaliste universitaire, expert, de rédacteur d'actes (à son minimum).  
Séjour en République de Pétersbourg, Antisibérienne, forte rémunération, logement, avantages sociaux habituels aux cadres expatriés.  
Ecr. n° 1061 M, 18 bis-avenue St-Michel, 75002 Paris.  
Important : bureau d'études et section internationale recherche pour participer en Amérique Latine à une intervention de conseil et d'organisation, un **CONSULTANT** spécialisé dans les problèmes **INSPECTION TECHNIQUE DES VÉHICULES**  
Cet expert est un ingénieur métalliste. Il a une large expérience des véhicules de moteurs à essence et Diesel. Il peut conseiller sur les normes anti-pollution, sur les visites périodiques de véhicules, former des techniciens, séjour au site dans un pays au climat des plus agréables. Une très bonne connaissance de la langue espagnole est préférable. Mérites de prestige reconnus. Travail contractuel et écriture. (réf. n° 1061 M) 18 bis-avenue St-Michel, 75002 PARIS qui transmettra.  
En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique Asie, Europe et des EMPLOIS vous attendent. Demandez le manuel spécial **ANNONCES CLASSEES** (serv. At 80), 14, rue Clausel, Paris-19  
**OFFRES D'EMPLOIS** outre-mer, étranger par réservation hebdomadaire. Ecr. Outre-Mer Mutation, 47, r. Richer, Paris (9<sup>e</sup>)

## EXPANSIAL

Recherche pour Société Algérienne d'Engineering Industriel et Pétrolier Chargée des Etudes et de la Réalisation de Stations de Pompage et Compression Pétrole-Gaz  
**DIRECTION TECHNIQUE - ingénieurs**  
• Mécanicien spécialiste ouvrages concentrés. réf. 102 M  
• Instrumentiste spécialiste de l'instrumentation et des systèmes d'automatismes, régulation pneumatique et électrique. réf. 129 M  
• Process conception et fonctionnement des installations d'automatisation, régulation, instrumentation. réf. 121 M  
**DIRECTION REALISATION - ingénieurs**  
• Mécanicien responsable de la réalisation des travaux d'équipements mécaniques : surveillance, contrôle, essais, réception. réf. 102 B M  
• Mise en service station responsable des essais et de la mise en service des installations et ouvrages annexes d'un gazoduc 40". réf. 140 M  
• Spécialiste soudure sur pipe contrôles non destructifs - gammagraphie - direction technique des équipes de contrôleurs - contre-expertise. réf. 122 M  
Il est exigé :  
• une solide formation de base ainsi qu'une expérience de 5 années minimum.  
Il est offert :  
• un logement ou une indemnité de logement  
• la sécurité sociale et retraite cadre  
• une rémunération selon compétences (nette d'impôts et en partie transférable)  
Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante à : **EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris**

*Rubrique des évidences parfois perdues de vue.*  
**Les offres d'emploi du Monde sont très lues par les scientifiques.**



S'il en est encore qui pensent que Le Monde est uniquement lu par des littéraires, qu'ils ouvrent alors le journal à n'importe quelle page, par exemple à la rubrique des annonces classées.  
Le nombre d'offres d'emploi d'ingénieurs ou de techniciens, de cadres supérieurs et moyens de toutes qualifications, la qualité et l'importance des entreprises qui y recrutent suffiraient à leur démontrer que nos lecteurs appartiennent le plus souvent aux catégories les plus recherchées par les entreprises : des hommes et des femmes responsables, d'un haut niveau de qualification et de formation.  
Mais si vous cherchez aussi un scientifique de haut niveau dans une spécialité rare, assurément c'est par les offres d'emploi du Monde que vous le recruterez.  
*(à suivre)*

**Le niveau Monde est bon à prendre à tous les niveaux.**

ance à REX



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### MARKETING - MARKETING - MARKETING

Une importante Société Internationale Spécialisée dans les TELECOMMUNICATIONS recherche pour renforcer sa direction MARKETING

#### INGENIEUR POLITIQUE PRODUITS

- Vous possédez une formation supérieure et deux ans d'expérience soit vente, soit marketing dans un secteur de biens d'équipements industriels.
- Nous vous offrons la responsabilité d'un ou plusieurs produits. L'aspect support animation de la force de vente sera l'axe principal de votre fonction (outils et manuels de vente, formation, concours...).

Anglais souhaitable Réf. 6440

#### PROMOTEURS PRODUITS

- Votre diplôme d'études supérieures et votre première expérience marketing vous ont permis de saisir l'importance de la politique à moyen terme.
- Nous vous offrons la possibilité de faire partie d'une petite équipe chargée de proposer la stratégie produits à 2/5 ans et d'établir les plans de développement des produits ou services nouveaux à offrir aux clients.

Anglais nécessaire Réf. 6441

#### CHARGES D'ETUDES PRIX

- Votre formation de base est solide (Ingénieur, ESCP, Sciences Eco) et votre passé professionnel vous a sensibilisé avec les problèmes de prix, de rentabilité liés à une politique marketing.
- Nous vous offrons la possibilité de devenir l'un de nos spécialistes de «Pricing» pour définir les politiques de prix et les conditions de commercialisation de nos produits et services.

Anglais souhaitable Réf. 6442

#### CHARGE D'ETUDES INFORMATIONS MARKETING

- Vous avez deux ans d'expérience en organisation commerciale dans un cabinet conseil, vous êtes familiarisé avec l'outil informatique. Vous voulez maintenant être opérationnel.
- Nous vous confierons l'étude et la mise en place du système d'information marketing dont les procédures pourront être informatisées ou non et des études ponctuelles, de potentiel, de pénétration et d'efficacité commerciale.

Anglais souhaitable Réf. 6443

Tous ces postes sont à pourvoir en proche banlieue SUD-PARIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant (sur l'enveloppe) la référence du poste à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra. Obligation assurée.

\* TELECOMMUNICATIONS \* TELECOMMUNICATIONS \* TELECOMMUNICATIONS \* TELECOMMUNICATIONS \*

Vous êtes **REPRESENTANT** dans l'ÉDITION. Vous souhaitez collaborer à la diffusion d'un produit sans concurrence au sein d'une société sérieuse offrant de larges possibilités de carrière et un très sérieux encadrement. Nous sommes jeunes et dynamiques et pourrions vous offrir dans une société internationale qui prospère depuis 20 ans.

**SOYEZ CURIEUX** prenez rendez-vous pour nous rencontrer. Mlle FURNIER au 3364-14.

Cherche **JURISTE** HAUT NIVEAU 25 ans min. expérience. Ordi des affaires, capable travailler d'une façon indépendante dans cabinet de Conseil juridique et fiscal. Ecr. n° 8.522 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-8<sup>e</sup>.

**ATS-DUT ELECTRONIQUE**, mise au point d'ensembles **ATS-DUT ELECTRONIQUE**, option automatique.

**ATS-DUT ANALOGIQUE** séries références exigées. BASIC, Pascal, Fortran, Algol, C, etc. Paris-15<sup>e</sup>, 75015-14, M<sup>o</sup> Pte-de-St-Cloud.

Société d'Informatique proche banlieue Sud recherche pour travaux logiciels sur systèmes temps réel **INGENIEURS**

grande école ou équivalent, confirmés et débutants. Envoyer C.V., photo et prétentions à M. J. T. N. 1, rue Gustave-Eiffel, 92020 MORANGIS.

Société terminant intégrés de télécommunications 92020 LE PLESSIS-ROBINSON. Tél. : 62-18-71 recherche **PROGRAMMEUR** micro-processeur. Libre de suite. Téléphoner à M. KAODOUR.

**QUARTIER ÉTOILE** TRES IMPORTANT CABINET DE CONSEILS en PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE offre très bonne situation à

**UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN** ayant solide connaissance **ELECTRICITE** Langues anglaise parfaite exigée. Allemand souhaité. Débutant accepté.

Adressez C.V. manuscrit détaillé indiquant carrière, diplômes à (Réf. 7278), 3, rue de B.E.O. Télégram. 75008 PARIS.

**IMPORTANT CABINET COMMISSAIRES AUX COMPTES** recherche **COLLABORATEURS** possédant expérience bancaire

DESIRANT L'ACQUERIR NIVEAU INTERMÉDIAIRE E.C.S. Ecr. avec C.V. et photo à MARYSE PAPILLON 217, rue St-Honoré, 75001 Paris.

Société d'études et de développement de matériel de haute technicité recherche pour assurer une fonction **DE CHEF DE PROJETS TECHNIQUES des ingénieurs grandes écoles EXPERIMENTES**

Ils devront conduire des programmes pluridisciplinaires d'études et développements de matériels optoélectronique avancés.

Sont nécessaires :  
- des qualités d'animateur et de gestionnaire,  
- de bonnes connaissances fondamentales et de l'expérience en électronique, optique, mécanique.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. Perspectives de carrière intéressante pour des candidats de valeur.

Adressez C.V. et photo à No 87.642 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE (Production)** recherche **UN COMPTABLE CONFIRMÉ** pour un poste de **Responsable des Comptes Fournisseurs**

Ayant plusieurs années d'expérience dans une entreprise industrielle importante. Titulaire du B.T.A. (Option Comptabilité) ou du D.E.G.S. Connaissance de l'anglais indispensable. Dégagé des obligations militaires.

Lieu de première affectation : PARIS, mais bonne aptitude physique et morale à l'expatriation suivant les besoins de nos filiales à l'étranger.

Envoyez C.V. déta. photo et prét. à réf. 87.886 à : S.N.E.A.F. - Département Carrières Recrutement, 21 bis, avenue des Lilas, Bâtiment Meistrumet, 69000 LYON.

**directeur administratif & financier**

Un important Groupe multinationnel recherche pour l'une de ses filiales françaises (CA : 60 MF environ - 150 personnes), un **Directeur Administratif et Financier**.

Chargé de mettre en œuvre la politique financière du Groupe, il sera plus particulièrement responsable de la gestion de la société sous ses aspects comptables, contrôle de gestion, trésorerie, fiscalité. Il s'y ajoutera la gestion du Personnel et les problèmes d'organisation administrative.

Ce poste, directement rattaché au P.D.G., conduira à un Diplôme type E.C.S. ayant complété sa formation par un MBA d'une université américaine, 30 ans minimum, et possédant une expérience de 8 ans au moins, acquise dans un groupe multinationnel anglo-saxon par exemple. L'anglais est un pré-requis.

Les dossiers de candidatures - vous réf. 1800 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**Charles of the Ritz**  
Parfums **YVES SAINT LAURENT**  
dans le cadre de son expansion crée la fonction de **responsable organisation**

Rattaché au **DIRECTEUR INFORMATIQUE** Il sera chargé en relation avec tous les départements utilisateurs de la Société de :  
- identifier les besoins en organisation  
- concevoir et mettre en place les procédures nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation définie.

Le candidat de formation supérieure en gestion et organisation, type MBA, ICG ou équivalent, pourra justifier d'une expérience réussie minimum de 4 ans à un poste similaire, acquise de préférence dans une entreprise de taille moyenne (200 à 700 M. de F. C.A.), pratiquant les méthodes anglo-saxonnes de gestion.

Une connaissance des systèmes de gestion Informatisés est nécessaire. Anglaise parlée et écrite courante.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous référence 87001 au Service Recrutement 100, rue Chaptal 92302 LEVALLOIS.

**BANQUE INTERNATIONALE A PARIS**  
**ORIENTÉE VERS LE MONDE ARABE EN PLEINE EXPANSION**

**RECRUTE**

- 1) Chef de Service de Gestion et Administration des Crédits CADRE CLASSE VI ou VII
- 2) Chef du Service Commercial CADRE CLASSE VI ou VII
- 3) Analyse Financier CADRE CLASSE V
- 4) Responsable des Relations Bancaires CADRE CLASSE V ou VI
- 5) Chef Cambiste Expérience monnaies arabes souhaitée
- 6) Cambiste Spécialiste opérations à terme
- 7) Secrétaire de Direction Bilingue Anglais
- 8) Gradé pour Service Comptabilité

Tous ces postes exigent la pratique de la langue anglaise et plusieurs années d'expérience bancaire

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 8517 « LE MONDE » Publicité (préciser le n° du poste), 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX, qui transmettra - Débutants s'abstenir.

**BECHTEL** IMPORTANTE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE RECHERCHE POUR SA FILIALE FRANÇAISE UN **acheteur**

- Langue maternelle française, parfaitement bilingue anglais.
- 25 ans minimum
- une expérience de 5 ans dans une Société d'Engineering ou dans les Industries mécaniques lourdes.
- expérience du suivi des commandes et de l'expédition souhaitable.
- lieu de travail : PARIS

Envoyer C.V. détaillé mentionnant âge, expérience et prétentions à : **BECHTEL-FRANCE** 37, avenue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie Paris 8<sup>e</sup> sous réf. YMM 17-78

**emploi régionaux**

124107 **IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE MARSEILLE** recherche **UN COMPTABLE ANALYTIQUE**

PROFIL :  
- homme jeune et dynamique.  
- Diplôme IUT (GFA) ou BTS (option comptabilité)  
- 5 ans d'expérience comptabilité industrielle. Disponible rapidement.

Il sera chargé :  
- de l'organisation totale d'un nouveau centre de profit, soit :  
- Mise en place d'une comptabilité analytique  
- Établissement des comptes d'exploitation mensuels et trimestriels  
- Élaboration du budget.

STATUT :  
- Assimilé cadre.  
- Rémunération de départ : 65 000 F par an.

Selon convenance, situation pouvant évoluer au sein de la comptabilité analytique du siège social.

Envoyez C.V. + photo à : **EUROSOU** Marseille 124107, no 3 851, 1, rue de Breteuil, 13001 MARSEILLE.

**MATRA** recherche pour son Service Qualité Composants **INGENIEUR ELECTRONICIER** SUP-ELEC - ENSI - ISEP...

- Il est responsable de la politique des composants sur des grands projets.
- Il a également des contacts suivis avec les clients et sous-traitants.
- Une expérience industrielle de quelques années est souhaitée.

La connaissance de l'anglais est indispensable compte tenu des déplacements de courte durée (France et pays limitrophes).

Adressez C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 402

**MATRA** R. KORFAN B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour son département radio, électro-acoustique **INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**

Connaissance des produits grand public (Hi-Fi, magnéto...) et des normes indispensables.

Très bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à **HAVAS CONTACT**, 158, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 31.064.

**FILIALE FRANÇAISE D'UN PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL** recherche pour son Siège Banlieue Ouest **ANALYSTES PROGRAMMEURS**

pour développer des projets administratifs, commerciaux et industriels dans le cadre du groupe.

Ces postes impliquent :  
- une solide expérience de la programmation  
- une maîtrise réelle des problèmes de base de données (IDS-TDS)  
- une aptitude à s'adapter à une méthodologie existante (connaissance du matériel HB et de l'anglais appréciées).

Possibilité d'évolution dans la société ou le groupe.

Adressez C.V., photo et salaire actuel à no 87892 **CONTESSÉ Publicité** 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche **CHARGÉ D'ETUDES MARKETING**

Formation statistique et/ou économique complétée par de bonnes connaissances des méthodes de séchage et des techniques de structuration des données.

2 à 3 ans d'expérience souhaitée dans cabinet d'études.

Env. C.V., photo, prét. et salaire n° 87.814, Contesse Publ. 20, av. Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>, qui tr.

**roussel-ucraf** recherche **UN INGÉNIEUR CHIMISTE** **DIPLOME GENIE CHIMIQUE** **adjoint au responsable installations chimiques**

- normalisation du matériel,
- étude des technologies et des matériels nouveaux,
- plans d'investissement,
- réalisation des programmes d'études et des travaux d'installation avec application des règles administratives et techniques (en particulier de sécurité) et des exigences économiques.

Le titulaire du poste actuellement basé à ROMAINVILLE (53), pourra ultérieurement évoluer vers une responsabilité dans une usine de province.

Le candidat doit avoir impérativement quelques années d'expérience.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions A.M.P. sous réf. 8814/N - 40 rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

هنا من النحل







offres d'emploi

Société expertise comptable recherche COLLABORATEUR ayant expérience cabinet de C.S. minimum. Envoyer présentations et C.V. à SODIP, 61, rue du Randa-Vous, 75012 PARIS.

EDITEUR PARIS (97) cherche ANALYSTE-PROGRAMMEUR formation supérieure ou I.U.T., connaissance COBOL, 3 années expérience maîtrise IBM 360/30 avec T.P. Adv. C.V. photo et présentations à M. DUBREUIL, 1, rue Thibaud (97).

offres premier emploi

DANS LE CADRE DES LOIS DE JUILLET 1978 2 CYCLES DE 6 MOIS GRATUITS ET RÉMUNÉRÉS POUR LES : JEUNES DE 18 à 26 ans PRÉPARANT AUX POSTES STABLES DE : CADRES DE GESTION ET CADRES DE PRODUCTION

demandes d'emploi

JEUNE HOMME 26 ANS MAITRISE ORFÈVRE ANGLAIS, TEL : 226-5160. Ancien chef d'atelier du bâtiment et T.P. pour travaux d'ajustement au Proche-Orient.

demandes d'emploi

EXPORTER AVEC UN ATOUT MAJEUR Homme d'affaires international Français résidant au Moyen-Orient.

demandes d'emploi

TRADUCTRICE DIPLOMÉE (E.L.I.) Française. Française, maîtrise parfaite en anglais, espagnol, italien, russe, allemand, portugais, japonais, chinois, vietnamien, indonésien, vietnamien, indonésien, vietnamien, indonésien.

L'immobilier

appartements vente appartements vente appartements vente

4° arrdt. 9 bis, bd PILLES-de-CALVAIRE. Apt. exceptionnel, seul à l'étage, 4 pièces, grand séjour, terrasse, prof. libér. possible. 275-23-22.

5° arrdt. CLAUDE BERNARD. Immeuble pierre de taille, studio et cabinet de bain, 120,000 F. - 325-97-16.

appartements vente appartements vente appartements vente

15° arrdt. EMILIE-ZOLA DUPLEX 40 m2, cuis. 2, bain, 360,000 F. - 261-14-62.

HABITER LE 16e SUR LE BOIS 25, avenue du Maréchal Maunoury. Studio - 2 pièces - 4 pièces. PIERRE DOUX 500.16.62

demandes d'emploi

GENETICISTE titulaire maîtrise 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

8 à 11 C.V. A VENDRE OPEL DIESEL RECORD 2100. Année 71. 16,000 F à déb. TEL : 460-6450.

demandes d'emploi

MARKETING MANAGER 28 ans - B.S.S.E.C. - Anglais/Espagnol. 4 ans de conseil en entreprise, 6 ans de direction marketing d'une filiale française d'une Multinationale U.S.

demandes d'emploi

CADRE MOYEN, 48 ans recherche situation stable PARIS ou proche banlieue. 7 ans d'expérience en PLOTTATION INFORMATIQUE (I.B.M.-3). Très bonne expérience TRAVAUX ADMINISTRATIFS et comptabilité stocks, clients et fournisseurs.

appartements vente appartements vente appartements vente

6° arrdt. CHERCHER-MIDI 3 PIECES d'angle, charme. - 22-97-31.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

12 à 16 C.V. A VENDRE CHRYSLER 2 litres Automatique - 15,500 km. Excellent état - 26,000 F. 261-14-62.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

7° arrdt. GRENNELLE 3 PIECES 32 m2. Immeuble, 229-29-52.

appartements vente appartements vente appartements vente

16° arrdt. DOCTEUR-BLANCHE. Grand studio 40 m2 avec terrasse plantée 30 m2. Immeuble art. cont. confort. 120 m2 environ, parking, 730-12-40.

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

appartements vente appartements vente appartements vente

17° arrdt. GRANDE-ARMÉE. Très bel immeuble 1900 Restauration de qualité APPARTEMENTS 100 m2 environ

demandes d'emploi

SCIENCE DE LA VIE. 24 ans, D.S., cherche contact équipe de recherche spécialisée en génétique. 75017 PARIS. TEL : 015-1487.

autos-vente

16 de 16 C.V. A VENDRE FERRARI 400 Etat neuf. 4, bd Gouvion-St-Gyr, Paris-17.

demandes d'emploi

JURISTE D'ENTREPRISE 30 ans - DES Droit privé - I.E.P. Paris. 8 ans expérience Droit des Affaires anglaise dans banques et groupe industriel.

demandes d'emploi

SECURITE DE DIRECTION 28 ans, diplômée en Sciences Politiques, Collège de France. 10 ans d'expérience en Direction Générale de sociétés.

appartements vente appartements vente appartements vente

8° arrdt. JEANNE-D'ARC. Résidentiel, magnifique 3 pièces, 70 m2 + balcon. Prix 480,000 F. Téléphone : 734-61-72.

## &lt;



AUJOURD'HUI

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 22 novembre 1978 :

DES ARRÊTES

● Relatif à la création et à la composition d'une commission du sport de haut-niveau.

● Fixant la répartition entre les universités des emplois mis au concours et recrutements des matières de conférences agrégées des disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion ouverte en 1977 pour la section droit privé et sciences criminelles.

UNE LISTE

● Des candidats titulaires du brevet de préparation militaire supérieure attribué par équivalence.

Avis de concours

● P.M.I. — Des concours sont ouverts pour des postes de médecin de P.M.I. de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du Morbihan et de la Loire.

Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du Morbihan, service du personnel, 12 bis, rue Olivier-de-Cisson, 56019-Vannes, et de la Loire, préfecture, 42023 — Saint-Etienne Cedex.

RAPATRIÉS

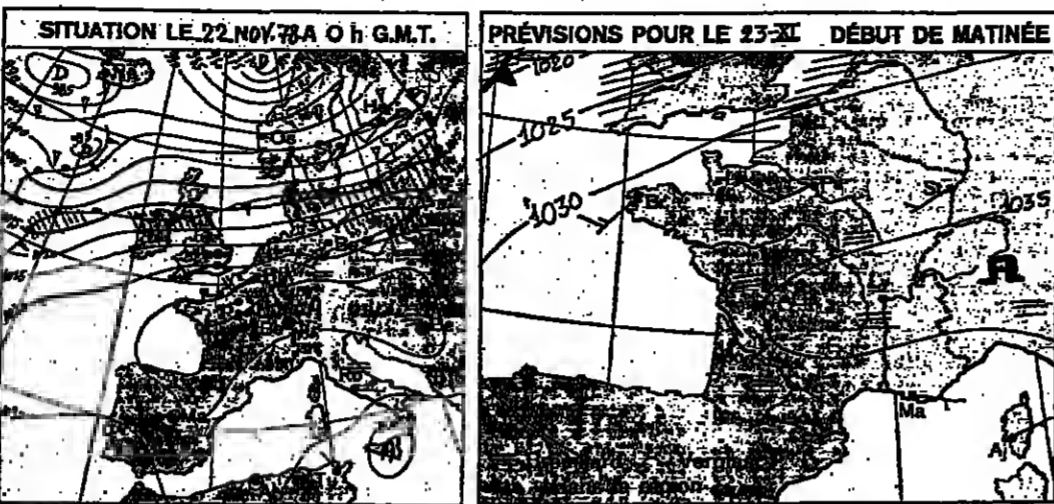
« LE RECOURS » : NOUS DEVONS RESTER VIGILANTS

Bordeaux. — Une centaine de députés départementaux ont participé, samedi 18 novembre, à Bordeaux, au congrès national du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés), réuni sous la présidence de M. Goinard, Secrétaire à nouveau les insuffisances de la loi d'indemnisation du 2 janvier 1978. Ils ont notamment réaffirmé la nécessité d'indiquer les titres d'indemnisation sur l'évaluation du coût de la vie afin que les rapatriés ne soient pas « payés en monnaie de singe ».

Les dirigeants du RECOURS demandent également l'ajustement des dettes contractées par les rapatriés réinstallés, qui avaient emprunté des sommes importantes, à leur arrivée en métropole, et comptant rembourser celles-ci avec le montant de leurs indemnités.

Si nous avons obtenu de réelles satisfactions, il faut cependant que nous restions vigilants, a notamment déclaré M. Goinard.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 22 NOV 78 A 0 h G.M.T. PRÉVISIONS POUR LE 23-24 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 22 novembre à 0 heure et le jeudi 23 novembre à 24 heures :

Les hautes pressions persistent sur l'Europe continentale ; elles s'affaiblissent progressivement sur leur face nord, en bordure plus ou moins proche des perturbations qui déferlent du large Atlantique aux îles Britanniques et à la Scandinavie.

Le 23 novembre, sur les régions situées au nord de la Loire, du Morvan et des Vosges, le temps sera relativement doux, souvent nuageux ou passagèrement couvert. De faibles pluies ou bruines se produiront, principalement au-dessus de la Manche et de la mer du Nord ; elles seront rares ou sporadiques dans l'intérieur. Les vents seront faibles ou modérés (sud-ouest) ; ils deviendront temporairement assez forts près des côtes.

Sur les régions au sud de la Loire, du Morvan et des Vosges, ainsi que sur l'Alsace, le temps sera froid et souvent brumeux le matin. Des pluies se produiront encore dans l'intérieur ; les brouillards persisteront sans interruption dans les vallées.

Le 24 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique redouble au niveau de la mer (sur la France) de 1 838,3 millibars, soit 777,3 millibars de hauteur.

Colloques et débats

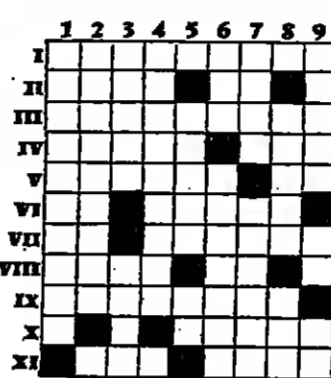
● « Observation et évaluation continues de l'enfant », tel est le thème du prochain dîner-débat de l'Association l'Individuel. Il aura lieu le 6 décembre à 19 heures à l'hôtel Lutetia (Paris-6<sup>e</sup>). Participation : 60 francs. (2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris. Tél. : 236-09-20.)

● Une exposition intitulée « Actualité de Germaine Torte, l'enfant et le cosmos », est présentée conjointement par le Centre international d'études pédagogiques de Sévres et l'Association pour la défense et l'illustration de la pédagogie d'initiation Sur les pas de Germaine Torte. Sont exposés des dessins et des dossiers réalisés dans l'ancienne circonscription de Germaine Torte, institutrice puis inspectrice des écoles maternelles, morte en 1975. Le premier recueil paru des écrits de Germaine Torte, Chemise, 39, rue de Valenciennes, 75014 Paris-14<sup>e</sup>, Participation aux frais, 10 francs. Etudiants, 5 francs.

● Le Centre régional de la production et des études économiques (C.R.P.E.E.), faculté de droit et des sciences économiques de Montpellier, 39, rue de l'Université à Montpellier, organise, du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre, un colloque à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa création. (Pour tous renseignements, s'adresser au C.R.P.E.E., 39, rue de Valenciennes, 75014 Paris-14<sup>e</sup>, M. CHEVRIER, Téléphone : 72-39-37, poste 73 en sciences économiques.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2287



HORIZONTALEMENT

I. Qualité qu'on peut attribuer à tous ceux qui suivent. — II. Peut être classé parmi les bêtes de somme ; En Chaldée. — III. Hélicien toujours à se découvrir. — IV. Une plante ; Cui de chasseur. — V. Change souvent d'opinion ; Souvent mineur pour une messe. — VI. Pronom ; Il faut le répéter quand on est appelé. — VII. Sous les bras (épée) ; Mettre cartes sur table. — VIII. Peut être embouteillé ; Marque un rapport. — IX. Peut provoquer l'obstruction d'un canal. — X. A

la base de l'art moderne. — XI. Qui peut mettre dans la gêne ; Objet d'échange.

VERTICALEMENT

1. Descendent parfois par les cheminées. — 2. Un petit bouc par exemple. — 3. Ceux qui doivent payer ; Peuvent découvrir l'obligation. — 4. Nom de famille pour la bruyère. — 5. Le dessus des cartes ; Pronom. — 6. Procéda à une expédition ; Falcons une fois en plus. — 7. Portait une écharpe ; Certain est appelé soleil. — 8. Bonne pour les enfants ; Chevalier. — 9. Peut arrêter un mulet ; N'a pas un grand lit ; Élément d'une gamme.

Solution du problème n° 2286

Horizontalement : I. Religion. — II. Emotifs. — III. Main ; Eau. — IV. Oc ; Méat. — V. Niveau ; R. — VI. Té ; Rigide. — VII. Arbalète. — VIII. Il ; Sam. — IX. Tours ; Lou. — X. Dieu ; Inn. — XI. Net ; Diète.

Visites et conférences

JEUDI 23 NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — 15 h. 4, avenue Vézecques, Mme Bachellier : « Musée Cernuschi ». — 16 h. entrée du Musée de la marine, Mme Bouquet des Chaux ; Exposition 1715-1978 Ile de France. — 15 h. 14, rue La Rochefoucauld, Mme Chapuis ; « Proust et le peintre au musée Gustave-Morot ». — 15 h. angle boulevard des Invalides, rue de Grenelle, Mme Garnier-Ahlberg ; « Les hôtels de la rue de Grenelle ». — 15 h. métro Saint-Paul, Mme Oswald ; « Le quartier juif et les écrivains dans le Marais » (Cahiers nationales des monuments historiques). — 15 h. métro, rue du Bac ; « L'Église Saint-Thomé-d'Aquin » (L'Art pour tous). — 15 h. 6, place Furstenberg ; « Les derniers jours de Delacroix » (Histoire et Archéologie). — 15 h. 26, rue Victor-Massé ; « La cathédrale russe » (Mme Haber). — 15 h. 45, façade, portail de droite ; « Notre-Dame de Paris » (M. de La Roche). — 15 h. entrée de la basilique, à Saint-Denis ; « La basilique » (Paris et son histoire). — 15 h. 26, rue Victor-Massé ; « Chez un restaurateur de tableaux » (Tourisme culturel). — 15 h. Musée du Louvre, pavillon de Flore ; « Exposition Claude Gellée

Table with 2 columns: OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc. and 2 rows of data.

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOIS, etc. and 2 rows of data.

L'immobilier

maisons de campagne pavillons propriétés propriétés terrains villas châteaux ANJOU BORD LOIRE CHATEAU XVIII<sup>e</sup> S forêts

7 000 AFFAIRES A VENDRE A PARIS ET 120 KM AUTOUR SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR CIMI TEL 227.43.58

l'agenda du monde

Accessoires autos Costumes Meubles Relations Animaux Cours Fournures Fourrures Moquette MOINS CHER 30 à 60 %



# IMMIGRATION

## Au-delà du dialogue

par TAHAR BEN JELLOUN

Une semaine de dialogue : un même vola mis à la hâte sur un ensemble de communautés diverses et différentes. Une semaine qui semble arriver en prémisse de quelque chose : la révision de la politique de l'immigration, une révision qui risque fort de se faire en l'absence des principaux intéressés, les travailleurs immigrés. Pour dialoguer, il faut être deux et avoir une base commune, un minimum d'où partirait l'échange, d'où émergerait la parole dans l'espoir de dire, sans crainte, sans peur, des vérités pas très bonnes.

Les travailleurs immigrés, venus vendre leur force de travail, sont marginalisés, reloués à longueur de temps hors de la vie, c'est-à-dire une vie d'homme, une vie digne. Ces vérités, certains ont dû descendre dans le rue pour les crier, d'autres ont recouru à la grève — grève de la tein, grève des loyers.

Les immigrés sont obligés, en s'espérant, de se séparer de leur culture. Par culture, ils entendent en premier leur identité, leur être profond. Le travail dur — refusé par les Français, — l'absence de vie familiale nor-

male — homme au chantier, femme au foyer, — la violence ambiante qui pèse lourdement comme une menace sur leur vie, la haine émanant de groupuscules nostalgiques, brel la méfiance et le racisme dans le labeur, dans sa tolte et son horreur, tout cela fait d'eux des êtres mutilés, des êtres souvent réduits à la peur, renvoyés à l'adolescence surveillée, ayant conscience d'être dévalorisés et sans garantie réelle, concrète, pour leurs droits, pour leur survie. Aucune garantie non plus pour que leur voix soit entendue.

M. Barre a évoqué le besoin d'une révision du système actuel de l'immigration. Réviser une situation devenue de plus en plus intolérable pour ceux qui la vivent et la subissent est une urgence. Reste à savoir ce qui va primer : est-ce encore une fois le calcul égoïste de l'intérêt, ou est-ce, pour une fois, la justice, la simple justice essentielle qui garantirait à ces hommes et à ces femmes une vie digne et libre, la justice qui veillerait au respect de leurs droits et les sortirait du ghetto de l'analphabétisme et des taudis où la société développée les a parqués ?

## Près de Chambéry, une municipalité s'oppose à l'installation de quatre familles

# « Industries polluantes... »

De notre correspondant

Chambéry. — En déclarant réécarter, en fait, l'installation dans un ancien hôtel de quatre familles d'immigrés, le conseil municipal de Chambéry, dont le maire est M. Hubert Constantin (div. ms.), affirmait tout haut ce que plusieurs municipalités de l'agglomération chambérienne pensent tout bas. Un problème qui n'est pas nouveau. Déjà, lors des discussions portées sur l'élaboration d'un schéma d'aménagement urbain on avait entendu un maire déclarer : « Il faut limiter les industries polluantes à la zone d'agglomération », c'est-à-dire celles qui font appel aux travailleurs immigrés.

Elue en 1977 à la mairie de Chambéry, l'équipe de M. Francis Ampe (P.S.) souhaitait s'attaquer en priorité à ce problème « oublié » par la précédente municipalité. Premier objectif : fermer, enfin, la « cité de transit » construite en 1963 à Cognin pour accueillir cinquante-quatre familles d'immigrés, soit près de quatre cents personnes, touchées par l'opération de rénovation du quartier Maché à Chambéry. En 1977, les maisons délabrées, et souvent insalubres, abritaient encore cent quatre-vingt-neuf personnes, dont cent quarante-deux enfants de moins de dix-huit ans. Le maire de Chambéry prenait, quelques semaines après son élection, la décision de fermer définitivement la « cité » à la fin de l'année 1978 et de répartir toutes les familles dans des maisons individuelles, en raison du nombre élevé de leurs enfants et dans des quartiers différents de la ville, en tenant compte du taux de familles d'immigrés déjà présentes dans ces quartiers afin de ne pas reconstruire de nouveaux « ghettos ».

Sept familles furent donc relogées par l'Office départemental et l'Office municipal d'H.L.M. Quatre maisons ont fait l'objet d'une préemption afin d'y installer quatre autres familles. Pour les quatre dernières restant à Cognin (cinquante personnes) des villes sont en cours de construction. Devant l'urgence de la situation, la municipalité de Chambéry se portait alors acquiescenteur d'une maison, en vente depuis deux ans, à Barberaz, l'Hôtel de la Madeleine. A la fin du mois d'octobre, un compromis de vente était signé avec le propriétaire.

Apprenant les « intentions » de la ville de Chambéry, le conseil municipal de Barberaz émettait un avis défavorable et exprimait par seize voix contre trois son désir d'acheter l'immeuble, d'une valeur de 230 000 F (le double de la somme d'investissements inscrite au budget-supplémentaire 1978).

### Le seuil d'intolérance

« Notre politique de préemption destinée à reloger les familles immigrées de la cité de transit est très mal perçue par la droite, mais elle est aussi assez mal vue par la gauche, constate Mme Noelle de la Berivière, adjointe au logement. Les propriétaires d'appartements et de villas veulent bien vendre, mais pas pour n'importe quel usage. »

L'ancien maire de Chambéry, M. Pierre Dumas (R.P.R.), écrivait d'ailleurs, au mois de février 1978, dans son journal, Savois

d'aujourd'hui : « Depuis plusieurs mois, la municipalité chambérienne réalise des acquisitions nombreuses de toutes sortes. (...) On dit même que certaines villas sur les monts et à Mérande servent à reloger des travailleurs immigrés. » Des propos qui ont conduit le Comité de solidarité aux travailleurs immigrés à déposer une plainte. Celle-ci a été classée sans suite par le parquet de Chambéry.

La ville de Chambéry constate aujourd'hui qu'elle assume presque seule la charge de l'accueil des familles d'immigrés, les autres communes refusant presque toutes de nouvelles installations. La capitale savoyarde est désormais l'une des villes françaises où la proportion de la population étrangère est la plus importante (11 %, dont 2 % de Maghrébins), 40 % d'immigrés dans les quartiers anciens, 67 % d'enfants étrangers dans l'un des groupes scolaires de la cité. Elle souhaite

de plus reloger désormais d'immigrés dans certains quartiers.

« Le seuil d'intolérance était déjà largement atteint », constate l'adjoint au logement. Elle lance un nouvel appel à la solidarité des autres communes de l'agglomération. Celles-ci restent silencieuses ou affichent clairement leurs sentiments comme le maire de Barberaz, M. Constantin, qui affirme : « On ne peut pas comprendre les raisons des Chambériens. On ne voit pas pourquoi ils voudraient faire du social chez nous. Que Chambéry garde donc ses immigrés. »

Considérant qu'il est impossible d'acquiescer l'Hôtel de la Madeleine, le 14 novembre, le maire de Barberaz de louer pour un an à la ville de Chambéry cet immeuble, afin de pouvoir y reloger, à titre provisoire, les quatre dernières familles immigrées résidant actuellement dans la cité de Cognin. Les Chambériens attendent désormais un ultime geste de bonne volonté de la commune voisine.

CLAUDE FRANCILLON.

## A propos de deux décisions du préfet de l'Isère

# REFOULEMENT ET EXPULSION

Grenoble. — Le recours de plus en plus fréquent aux mesures d'expulsion et de refoulement à l'encontre de travailleurs immigrés, d'étudiants étrangers et de jeunes gens nés de parents algériens, marocains, espagnols, portugais, préoccupe vivement les élus municipaux

de l'agglomération grenobloise. Ceux-ci reconnaissent ne pas pouvoir établir de statistiques précises sur le nombre de personnes reconduites chaque fois à la frontière. Le conseil général de l'Isère a demandé au préfet de veiller à réduire le plus possible les expulsions.

De notre correspondant

Le tribunal administratif de Grenoble a annulé, il y a quelques jours, une décision de refoulement prise par le préfet de l'Isère à l'encontre d'une jeune Portugaise, Mlle Rose da Cunha, vingt-cinq ans, qui se serait trouvée, de son propre fait, sans emploi ni ressources régulières depuis plusieurs mois. Or, un décret du 15 janvier 1970, prévoyant celui du 30 juin 1948 qui réglemente les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, prévoit le retrait de la carte de résident ordinaire à toute personne ayant quitté la France pendant une période supérieure à six mois, ou encore de son propre fait, dépourvue de ressources régulières pendant plus de six mois.

La légalité de ces deux dernières dispositions a été contestée devant le Conseil d'Etat par l'Association des Marocains de France et le groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés. Bien que le Conseil d'Etat ait rejeté le recours, il a précisé que la décision de retrait de la carte de séjour n'avait ni le même objet, ni les mêmes effets qu'une mesure d'expulsion, et que, en particulier, « elle ne pouvait permettre de reconduire l'intéressé à la frontière : elle ne peut non plus, à elle seule, justifier légalement une mesure d'expulsion ».

L'administration ne pouvant donc prendre une décision d'expulsion à l'encontre d'un étranger qui s'est vu retirer sa carte de résident ordinaire, « elle a eu recours, par un procédé pour le moins douteux sinon sur le plan de la légalité, au motif sur lequel de la moralité administrative au petit jeu qui consiste à utiliser

un vocabulaire ayant la même signification pour le commun des mortels : elle prend des décisions de « refoulement », constate le commissaire du gouvernement, M. A. Delcourt.

« Le terme même de « refoulement » adopté à cet égard, est révélateur d'un certain état d'esprit », conclut M. Delcourt. Dans l'affaire de Mlle Cunha, l'administration n'a pu ainsi établir qu'elle se livrait à la proscription : elle a donc voulu lui retirer sa carte de résident sur le motif qu'elle avait été dépourvue de son propre fait de ressources régulières pendant plus de six mois.

Une autre affaire — d'expulsion cette fois — concerne un Algérien de vingt-quatre ans, M. Mohamed Amraoui, condamné à plusieurs reprises pour vol. Expulsé une première fois, il est revenu quelques mois plus tard en France, où est installée toute sa famille. Il purge actuellement un peine de dix-huit mois de prison. Sa libération interviendra dans quelques jours. Pour échapper temporairement à une nouvelle expulsion, il a demandé à bénéficier d'une mesure de grâce qui lui aurait permis de sortir de prison en septembre dernier. Cette « faveur » lui a été accordée par le juge d'application des peines, M. Mohamed Amraoui a mené une grève de la faim de trente-quatre jours qui s'est achevée au début du mois de novembre. Il menace désormais de se suicider si on le reconduit à la frontière.

Arrivé en France à l'âge de six mois, il ne connaît pas son pays d'origine, toute sa famille vit à Grenoble, rien ne le lie désormais à l'Algérie. « Son expulsion constituerait un véritable bannissement », déclare son avocat, M. Michel Prudhomme. A la mairie de Grenoble, on fait remarquer que plusieurs cas semblables se sont déjà produits. Ils concernent des enfants de travailleurs immigrés nés en France

ou arrivés en très bas âge. Ils ont suivi une scolarité française, connaissent peu ou pas leur langue maternelle : la France est beaucoup plus qu'un pays d'accueil temporaire. Aussi, leur réintégration est-elle quasiment impossible dans « leur » patrie.

« Est-il normal, qu'après avoir purgé leur peine, ces jeunes gens soient une nouvelle fois condamnés ? », demande M. Georges Bouilloud, conseiller municipal de Grenoble chargé des problèmes des travailleurs immigrés. Il souhaite qu'un véritable dialogue s'institue entre les élus locaux et la préfecture afin de trouver des solutions « humaines » à ces problèmes d'expulsion.

C. F.

**INVESTISSEZ EN BEAUTE...**

**Jean Miché**  
Le Spécialiste des pierres précieuses.  
DIAMANTS, EMERAUDES, RUBIS, SAPHIRS.  
100 et 102, rue La Boétie 75008 Paris. Tél. 225.88.09 - 09.02.71

**Rothmans KING SIZE**

LEGERE

ROTHMANS OF PALL MALL, LONDON, EST. 18

**LOTO**

Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

**HOMMES GRANDS HOMMES FORTS**

**CAPEL**

Capel habille en long comme en large  
• Magasin principal : 74 boulevard de Sebastopol Paris 3. 27.25.09.  
• Capel Sélection : Centre Commercial Maine-Montparnasse Paris 15 536.73.51.  
• Capel Madeleine : 28 bd Maiesherbes Paris 8. 266.34.21.

**UN P.D.G. LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT.**

Des Chefs d'entreprise qui luttent contre la pollution et les nuisances de tous ordres, pour l'amélioration des conditions de travail et pour la protection de l'environnement, il y en a plus qu'on ne le croit.

Vous êtes peut-être parmi eux.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris et l'Usine Nouvelle souhaitent encourager et mieux faire connaître votre expérience.

C'est pourquoi nous avons créé « Les Oscars de l'Environnement » destinés à récompenser les initiatives des entreprises d'Ile de France.

Ces Oscars seront décernés en avril 1979 par un jury composé de personnalités du monde économique, de l'administration et de la presse.

Faites-vous connaître en demandant votre dossier avant le 15 janvier (téléphonez à Bernadette Lachère 225.40.39 ou 359.21.56).

**Les Oscars de l'Environnement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris avec le concours de l'Usine Nouvelle.**

مركز ابن ابي اهل



# IMMIGRATION

## Dialogue de sourds

Quel gâchis et quel culot ! En pleine semaine de dialogue France-immigrés, semaine ouverte par un gala — ce ressemble à quoi ? — et précédée par un défilé de quinze mille manifestants, malheureux de leur sort et inquiets de leurs droits, « Les dossiers de l'écran », déshérités et prudents, se sont contentés de convoquer de simples figures à la barre des témoins.

M. Tahar Ben Jelloun s'en plaignait à juste titre : aucune organisation, aucune association, aucun comité de soutien n'était représenté rue Cognacq-Jay.

Il n'y avait personne qui puisse donner, chiffres en main, une réplique énergique et pertinente à M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, installé là dans le rôle de chargé de cours ex cathedra.

Il avait, nous a-t-il dit, suggéré que l'on invite M. Ali Abdou, cet ouvrier arabe torturé à Toulouse le mois dernier ; usé et refusé — et il a bien fait — de venir servir d'alibi à une cause défendue, il est vrai, par le maire communiste de Gagny et le maire socialiste de Béthune. Les seules courbes, les seules statistiques, qu'on ait vu s'inscrire, noir sur blanc, à l'antenne, étaient destinées à calmer une opinion déshabituée — les appels à S.V.P. en témoignent, — écumant de haine raciale et de préjugés et démentant ainsi l'affirmation du président de la République qui venait de déclarer dans sa conférence de presse que la

France, dans son ensemble, « était à l'abri du racisme ».

Assurez-vous, ils ne viennent plus, ils s'en vont. L'Algérie ne les laisse plus sortir. En 1970, nous avons délivré deux cent mille cartes de travail ; l'an dernier, dix mille trois cents seulement, soit huit cent cinquante par mois, en comptant les réfugiés politiques, les Vietnamiens, les cadres américains, les chercheurs japonais, etc.

Que répondre à cela ? Les seuls migrants présents, un Portugais, un Malien, un Algérien, une femme, deux hommes de bonne volonté et relativement privilégiés, ne pouvaient évoquer que des cas d'espèce, le leur, et nous dire leur inquiétude, justement à l'idée d'être obligés de retourner dans leur pays, après avoir donné, les meilleures années de leur vie au nôtre.

Trois cent cinquante mille cartes de séjour, valables pour dix ans, viennent de l'oublier pas, à expiration en 1979. Va-t-on les renouveler, et dans quelle proportion, et dans quelles conditions ?

En attendant, on n'a rien dit des conditions de l'emploi, du logement, des loyers exorbitants dans les foyers de migrants, de la « grève de la Sonocotra », de la formation professionnelle, de la scolarisation, de la nouvelle séparation d'avec les familles. A peine deux mots en passant, sur les agressions et les crimes raciaux, dont certains

sont commis en toute impunité. Et l'on a rajouté dans la confusion d'un débat à la fois superficiel et boueux, particulièrement mal barré par Alain Jérôme, pourtant animé, semblait-il, d'un seul désir : ne pas faire de vagues.

CLAUDE SARRAUTE.

(Sollicité par les « Dossiers de l'écran » pour intervenir au cours du débat sur les travailleurs immigrés en France du mardi 21 novembre (Antenne 2), M. Ali Abdou, qui avait été tenu à l'écart le 17 octobre dans un café de Toulouse par trois jeunes Français (« Le Monde » du 14 octobre), a refusé de participer à l'émission.

Selon M. Guy Darbois, producteur avec M. Armand Zammat des « Dossiers de l'écran », c'est la peur qui est à l'origine de ce refus, que M. Ali Abdou a fait savoir par son avocat. Cela malgré l'intervention de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat après des travailleurs immigrés, qui avait assuré de sa protection. Dans une lettre publiée en première page dans « l'Humanité » du lundi 20 novembre, M. Ali Abdou explique succinctement son attitude : « Je ne veux pas, dit-il notamment, que l'on se serve de moi pour que le gouvernement français fasse croire qu'il s'occupe des immigrés et de leur vie en France de façon correcte. Les hommes qui m'ont torturé et qui j'espère, seront punis comme ils le méritent, pourquoi s'en sont-ils pris à moi ? (...) Malheureusement, trop de crimes racistes sont restés impunis. »

### POINT DE VUE

## L'écorce et l'orange

PENDANT plus d'un quart de siècle, depuis la fin de la dernière guerre mondiale, les travailleurs immigrés ont été les soutiens de l'Europe. Souvent drainés par de véritables filières de ramasseurs de main-d'œuvre, attirés par le mirage de l'Occident, ils ont travaillé en France en particulier — les conditions de logement et de travail les plus misérables ; ils ont accompli les tâches les plus pénibles et les moins payées ; ils ont permis au capitalisme européen d'économiser sur les investissements grâce à l'exploitation d'une main-d'œuvre moins chère que les machines.

Le profit tiré de cette exploitation était d'autant plus grand que leur éducation n'avait pas connu un centime au pays (« secoué ») et que leur vieillesse ne lui coûterait pas non plus. Recrutés à la force de bras, comme les esclaves des siècles derniers, rejetés après utilisation de leur force de travail, ils n'entraînaient pour les sociétés industrielles aucune dépense improductive, ni pour leur formation ni pour l'entretien de leurs familles restées au pays.

Ce rejet individuel, inscrit dans la logique de leur exploitation, est devenu aujourd'hui avec la crise, une véritable déportation de masse.

Depuis quatre ans, en France, avec les mesures successives des ministres Marcellin, Fontanet et Stoléru, on assiste à la multiplication des circulaires, des décrets et des mesures de police dans le but de procéder à l'expulsion systématique par dizaines de milliers des travailleurs venus principalement du Sénégal, du Mali, de Mauritanie et de toute l'Afrique occidentale.

Le million (ancien) d'indemnité offert par M. Stoléru à ceux qui s'en vont n'est qu'une excuse de patronage, sans commune mesure avec les profits accumulés pendant des années par l'exploitation déshéritée des travailleurs. Il ne résout en rien le problème d'un retour qui les rejette d'une misère et d'un chômage à l'autre, sans aucune perspective de réinsertion dans l'économie et la vie sociale de leur pays.

Ainsi, contraints de retourner

par Moussa TOUNKARA (\*)

François BÉRANGER (\*\*)

Didier MOTCHANE (\*\*\*)

dans leur pays dans les plus mauvaises conditions, certains d'entre eux sont-ils regroupés ?

Venus pour la plupart il y a plusieurs années, poussés par la famine, par l'absence de ressources monétaires dans leurs villages, du fait du monopole que les grandes sociétés commerciales ont établi sur la production agricole, ils ont émigré pour pouvoir faire vivre leurs familles. Ici, en France, ils ont fait une expérience qui était totalement nouvelle pour eux. Des premières grèves de loyers dans les foyers-taudis aux grands mouvements nationaux de l'immigration contre les expulsions, la surexploitation, des premières revendications pour le droit à la dignité, aux manifestations culturelles et aux festivals de l'immigration, ils ont appris qu'en refusant d'être le jouet des circonstances et des mouvements de capitaux, ils pourraient constituer une force sociale.

Leur problème aujourd'hui est de poursuivre dans leur pays cette expérience de l'immigration, de ne pas rentrer en continuant d'être le simple jouet des mouvements financiers des Occidentaux. Se grouper là où le marché du travail les a jetés pour mettre en œuvre des activités collectives qui répondent à des besoins élémentaires pour tous, créent la conscience que dénuement et dépendance ne sont pas fatals.

Il s'agit de transformer le retour-force en retour-créateur non par des phrases et des déclarations de principe, mais à travers des projets précis d'activités, capables de faire survivre ceux qui les assument, tout en répondant à un certain nombre de besoins populaires : foyers culturels et sociaux, centres de médecine villageoise, expériences de production agricole, etc.

Aider ces initiatives est le prolongement naturel de la lutte contre le racisme et contre la surexploitation des travailleurs immigrés.

C'est dans cet esprit, en relation avec des courants similaires en France, que s'est récemment constituée l'Association pour l'aide au retour créateur des travailleurs africains (AARCTA) (1).

L'association regroupe des personnes ayant des activités sociales diversifiées : activités culturelles, médicales, musicales, ethnographiques, recherches théâtrales, imprimerie, édition, etc.

Elle se propose, bien sûr, de collecter d'abord de l'argent, indispensable pour que les projets conçus par les travailleurs immigrés soient effectivement réalisés en Afrique. Mais il ne s'agit pas seulement d'argent. Il s'agit d'apporter une collaboration technique et professionnelle à ces initiatives, de mettre en œuvre, en un mot, face à la discrimination raciale et discriminatoire dans le chômage et dans les

(\*) Travailleur africain, syndicaliste. (\*\*) Auteur de nombreux ouvrages. (\*\*\*) Rédacteur en chef de l'« Espérance ».

(1) AARCTA, siège provisoire : 100 rue de Valenciennes, 75005 Paris.



Existe uniquement en 220 volts. En vente dans les Grands Magasins et les magasins d'électronique.

**BRAUN**

notre prêt à porter commence là où les autres l'arrêtent

tout l'habillement et les chaussures pour les grands (1 m 85 à 2 m 15) — et les costards.

**berdy**

CATALOGUE SUR DEMANDE

79 avenue des Termes Paris 17<sup>e</sup> - Tél. 574.35.13  
86 avenue Ledru-Rollin Paris 12<sup>e</sup> - Tél. 628.18.24

**OPEL ASCONA**

**UN TEMPÉRAMENT CACHÉ**

**7.9.11CV\***

pour être confortablement, nerveusement, silencieusement et luxueusement votre.

Essayez-les.

**OPPEL**

Avec Opel, parlez tranquille.

\* Modèle présenté : Opel Ascona 7 CV L. Prix dès en moins 26.555 F en 26.878. Consommations (normes UTAQ) : 6,3 l à 90 km/h - 9,0 l à 120 km/h - 9,4 l en cycle urbain.

**LOTO**

c'est facile

luantes.

ET EXPULS

LUTTE RÈVEMENT



ENVIRONNEMENT

LES SUITES DE LA MARÉE NOIRE DE L'AMOCO-CADIZ

La commission d'enquête parlementaire propose la création d'un corps de gardes-côtes

Les communes littorales réclament 400 millions de dollars de dommages-intérêts

Le naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz le 16 mars dernier, sur les rochers de Finistère, et la marée noire qu'il a provoquée, ne sont pas des affaires terminées. On pourrait même dire qu'elles commencent. Les scientifiques de Brest chargés de mesurer les conséquences écologiques à long terme de la catastrophe

crainent une remontée du pétrole qui s'est déposé sur les fonds marins. Après les sénateurs qui faisaient connaître il y a trois mois leurs propositions, les députés, à leur tour, ont rendu publics, mercredi, les conclusions de leur propre commission d'enquête. Ils proposent la création d'un corps spécialisé de gardes-côtes.

Quant aux communes sinistrées du Finistère et des Côtes-du-Nord, elles ont annoncé le mardi 21 novembre qu'elles avaient engagé une action judiciaire contre diverses sociétés étrangères impliquées dans le sinistre. Elles réclament 400 millions de dollars de dommages-intérêts.

Le 11 mai 1978, l'Assemblée nationale décidait la création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquences du naufrage de l'Amoco-Cadiz. Parmi ses vingt et un membres figuraient des représentants des quatre grandes formations politiques (R.P.R., U.D.F., P.S., P.C.) et de toutes les régions littorales. Au cours de six mois de travail, ils ont entendu une soixantaine de spécialistes. Puis ils se sont rendus sur place, ainsi qu'à Londres et à Bruxelles. Leur président, M. Guy Guernier, député (R.P.R.) du Finistère, a fait un voyage aux États-Unis pour rencontrer le célèbre corps des « Coast Guards » américains.

consequences et à la réparation des dommages causés. Au chapitre de la prévention, les parlementaires recommandent l'établissement à travers la Manche d'un « rail » continu, le long duquel les navires seraient sous surveillance constante. Ils suggèrent que la Méditerranée soit classée en « zone spéciale » et que les précautions prises ailleurs s'y appliquent en priorité. Ils demandent l'instauration de couloirs de navigation dans les Bouches de Bonifacio entre la Corse et la Sardaigne. Enfin il faudrait que les conventions internationales touchant les hydrocarbures soient étendues aux transports des substances chimiques et radioactives.

Les plaignants, qui ont déposé des recours devant divers tribunaux américains, estiment le préjudice causé à la Bretagne à 400 millions de dollars. Pour étayer leur demande, les communes ont demandé une expertise au tribunal administratif de Rennes, qui a désigné cinq experts.

Cette action est distincte de celle qui est engagée au nom du gouvernement français, du conseil général du Finistère, des collectivités, des maires et de quelques autres communes par l'Agence financière du Trésor. Cet organisme a également déposé des recours contre les compagnies américaines et demande 300 millions de dollars de dommages et intérêts.

La commission a remis son rapport le 11 novembre au président de l'Assemblée nationale et, personne ne s'étant opposé à sa publication, elle l'a livré à la presse le mercredi 22 novembre. Les insuffisances de la réglementation internationale, les carences de la marine nationale et du plan Polmar, les défauts des procédures d'indemnisation y sont longuement analysés. Les parlementaires donnent acte au gouvernement des décisions arrêtées au cours de ces derniers mois et qui témoignent d'une volonté de redressement. Cependant, ils estiment que ces mesures ne constituent pas « le dispositif intégral de prévention et de lutte que l'ampleur des périls en cours exige impérativement de mettre en œuvre au plus vite ».

Une assurance internationale

La suggestion la plus originale avancée par la commission d'enquête consiste à créer en France — à l'exemple des États-Unis — un corps de gardes-côtes chargé de faire appliquer la réglementation. « Ce serait une gendarmerie de la mer », a expliqué M. Guy Guernier, qui serait à la marine nationale en ce que la gendarmerie actuelle est à l'armée de terre. Elle disposerait de remorqueurs, d'hélicoptères lourds, de navires de surveillance et d'équipes d'intervention. Elle serait un corps spécialisé avec son propre budget, mais dépendant du ministère de la défense nationale et s'appuyant sur les ports et les armées de la marine de guerre. Il faudrait cinq ans pour constituer ce corps, et le coût total avoisinerait 4 milliards de francs. Sa création pourrait s'inscrire dans un programme de défense étendu.

Interrogé sur ce point, à l'occasion de la présentation du rapport de la commission parlementaire d'enquête, M. Guy Guernier, son président a déclaré : « Je ne suis pas d'accord avec l'action des communes, car agir ainsi en ordre dispersé, c'est faire le jeu de l'adversaire. Il faut que l'Etat et les collectivités locales opèrent de concert. Je suis prêt à servir de médiateur si on me le demande. »

MARC AMBROISE-RENDU.

APPEL D'OFFRES
La Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications du GABON lance auprès des sociétés et entreprises gabonaises et françaises un appel d'offres pour les fournitures et travaux de réalisation et la maintenance du réseau des câbles et lignes d'abonnés au téléphone de PORT-GENTIL.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
Champ de gaz off-shore de Miskar (Tunisie)
FOURNITURE DE TUBES EN ACIER POUR LE PIPE-LINE SOUS-MARIN
Le Groupe Etude Miskar, ogissant pour le compte de la future entité responsable de la réalisation du projet de développement du gisement de gaz off-shore de Miskar, dans le golfe de Gabès, lance un appel d'offres international en vue de passer commande pour la fourniture des tubes nécessaires à la construction du pipe-line sous-marin destiné à transporter le gaz depuis ce gisement jusqu'à la côte tunisienne (environ 100 kilomètres de pipe en 26" ou 28").

en vente aujourd'hui dans votre kiosque
PROBLEMES ECONOMIQUES
No 1598
Science Economique
- La crise économique.
- Les "nouveaux économistes" français.

Devant les tribunaux américains
C'est aussi de « gros sous » qu'on a parlé lors de la conférence de presse qu'ont tenue à l'Assemblée nationale, mardi 21 novembre, les élus du Finistère et des Côtes-du-Nord.
Le conseil général des Côtes-du-Nord, plusieurs dizaines de communes de ce département et du Finistère ont, en effet, engagé une action judiciaire contre les sociétés étrangères qu'elles estiment impliquées dans le naufrage de l'Amoco-Cadiz.

sûr de vous
dans un vêtement "griffe" Grands Tailleurs de Paris
Garanties de style, de confort, de qualité, de durée et de prix étudiés.
LES GRANDS TAILLEURS DE PARIS

A PROPOS DE... UN « PLAN DE RELANCE » POUR LA CAPITALE

Paris-Usines

Aux conseillers de Paris, qui se réuniront le 27 novembre en séance spéciale, M. Jacques Chirac proposera un « plan de relance » destiné à favoriser le maintien ou l'installation d'activités industrielles ou artisanales dans la capitale d'où les emplois secondaires tendent à disparaître. Un Paris industriel, est-ce possible en 1978 ?

« Les principes qui avaient présidé, il y a quinze ou vingt ans, à l'aménagement du territoire qui supposaient une sorte d'articulation entre Paris et le « désert français » ont perdu une large part de leur validité », déclarait récemment M. Jean Thévenaz, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. « Les grandes métropoles et les villes moyennes de province, ainsi que les villes nouvelles du Bassin parisien se sont, dans l'ensemble, développées à un rythme soutenu, alors que Paris voyait s'amincir son potentiel économique. »

« Dans le secteur des Amateurs... Le programme de cette opération de rénovation, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement ne prévoit que 3 000 mètres carrés de surfaces réservées aux locaux industriels et commerciaux. Le maire de Paris proposera notamment l'extension de la cité artisanale existante sur près de 3 000 mètres carrés. »

« Le village de Charonne... La ville souhaite, dans ce quartier du 20<sup>e</sup> arrondissement, que 6 000 mètres carrés de terrains soient réservés aux artisans. »

« Le secteur Bessons-Pellaton... Le réexamen du programme et d'un plan de masse de cette opération de rénovation dans le 20<sup>e</sup> arrondissement est désormais en cours. Il reste, en effet, près de trois cents emplois industriels dans le périmètre concerné. La ville étudie actuellement les possibilités de réserver certains locaux industriels en bon état et d'aider à la réhabilitation des entreprises qui souhaiteraient demeurer sur place. »

« La zone de Tolbiac... Sur la rive gauche de la Seine, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, un vaste triangle d'environ 35 hectares compris entre le fleuve, les voies ferrées du réseau sud-est et le boulevard périphérique a une vocation industrielle ancienne. La Ville propose de grouper, à cet endroit, ses activités portuaires, les activités de transport de marchandises de la S.N.C.F. et différents locaux industriels au service du fleuve, du rail et de la route. Ce projet ambitieux fait actuellement l'objet d'études très poussées de la part des services de la Ville, du Port autonome de Paris et de la S.N.C.F. »

JEAN FERRIN.

TRANSPORTS

LES CONCORDE D'AIR FRANCE: 66,2 % D'OCCUPATION

Les Concorde d'Air France, qui desservent quotidiennement la ligne Paris-New-York depuis le 22 novembre 1977, ont transporté en un an 41 237 passagers : 27 578 dans le sens est-ouest et 13 659 en sens inverse. Pour l'ensemble de cette période, le coefficient moyen d'occupation des appareils super-sónicos s'établit à 66,2 % : 75,4 % à l'aller et 55,1 % au retour.

« La libéralisation du transport aérien... M. Richard Burke, membre de la Commission des Communautés européennes, vient de demander aux États-Unis d'agir avec prudence dans leur politique de libéralisation des transports aériens. S'adressant au Club de l'aviation internationale à Washington, M. Burke, chargé au sein de la commission des transports et des consommateurs, a souligné que les efforts américains pour créer « un marché libre » sur l'Atlantique ont eu des effets bénéfiques pour certaines compagnies, mais avaient aggravé les problèmes d'autres transporteurs. »

« On peut douter de la durabilité des avantages que tirent les consommateurs d'activités qui sont fondamentalement en déficit », a noté M. Burke. Il a ajouté que les compagnies déficitaires sur l'Atlantique nord pourraient être tentées de compenser leurs pertes en relevant leurs tarifs dans d'autres régions. — (A.F.P.)

BOURSAULT
Mini
MINI 850-17.550 F
11, rue Boursault-Paris 17<sup>e</sup>
Tel. 293.65.65

CINQUANTE MILLE PLACES DE STATIONNEMENT SONT NÉCESSAIRES AUPRÈS DES GARES DE LA RÉGION PARISIENNE

Le comité économique et social de la région Île-de-France, réuni mardi 21 novembre, s'est prononcé pour la création de cinquante mille nouvelles places de stationnement à construire dans un délai de quinze ans aux abords des gares de la région. Il existe actuellement soixante-cinq mille places dans les parcs de bus, largement utilisées en « grande couronne ». Ils sont sous-occupés en « petite couronne », où quinze mille places restent vides. La politique des parcs de bus sera confirmée, puisqu'elle permet d'alléger la circulation de la banlieue parisienne et de la capitale. Les autorités régionales risquent néanmoins de se heurter à deux difficultés lors de la mise en œuvre de cette politique : le manque de terrains et les hésitations des municipalités qui mobilisent ainsi une part de leur territoire pour des usagers venus d'autres communes.

« Le mécontentement des usagers de la S.N.C.F.... Cinq voyageurs ont bloqué pendant une heure et demi, dans l'oise, mardi 21 novembre, en gare de Méru, le train Beauvais-Paris pour protester contre les fréquents retards de dix à quinze minutes à l'arrivée à la gare du Nord. »

سكس ذامن الإصل



Paris-Usines

A LYON

La grève déchaînée par les éboueurs s'étend à l'ensemble du personnel communal

De notre correspondant régional

Lyon. — En dépit des négociations qui ont repris le mardi 21 novembre, les éboueurs de la communauté urbaine de Lyon (County) et avec eux les agents et le personnel de l'usine d'incinération ont à leur troisième semaine de grève. Depuis le lundi 20 novembre, plusieurs catégories de personnel de l'administration communale les ont d'ailleurs rejoints dans leur mouvement : agents-pompier, personnels des écoles communales et des crèches, des services techniques et administratifs, et même les policiers communaux. Serait-ce la manifestation d'un « ras-le-bol profond dans l'exercice de la fonction communale », comme l'a affirmé lundi soir en séance publique le maire M. Pierre Commaré, le conseiller communal ?

Cette séance a été quelque peu perturbée par les grévistes, qui, après avoir décidé le matin de continuer leur action, s'étaient rendus en fin d'après-midi en cortège devant l'hôtel communautaire. « Collobé les jours, les communaux sont dans la rue », et « Collobé démission, des négociations, pas de trêves ! » ont scandé les quelques dizaines de manifestants en réponse au président de la County qui avait adressé un appel à la sagesse de chacun.

« Des négociations il y en a eu, a rétorqué M. Françoise Collobé, j'ai proposé trois protocoles, ils ont été rejetés en bloc. L'ensemble des revendications des grévistes est notre collectif de 10 à 15 millions de francs (...). J'ai fait un effort. Le troisième protocole offrait des majorations importantes de primes, primes de fin d'année, mais nous n'avons pas dépensé 5 millions de francs. C'est un grand pas et il est impossible pour les contribuables que je représente, et auxquels il nous faut aussi penser, d'aller plus loin. »

« C'est seulement la County qui peut négocier avec les travailleurs car les communes ne sont dotées d'aucun moyen », a déclaré M. Charles Herrin, député du Rhône (P.S.) et maire de Villeurbanne, son premier adjoint, M. Jacques Queyranne, ajoutant que « si la véritable responsable — le gouvernement — fait la sourde oreille, il faut en tirer les conséquences politiques. » M. Herrin a fait savoir qu'il

avait écrit à M. Jacques Aubert, président de la commission paritaire nationale du personnel communal à Paris. C'est en effet à ce niveau que pourraient s'ouvrir de réelles négociations sur la revendication essentielle d'un salaire mensuel lyonnais : la parité de l'échelle indiciaire avec celle de leurs collègues parisiens. C'est d'ailleurs dans cette perspective que M. Françoise Collobé a été reçu mardi après-midi à Paris par le premier ministre. A l'issue de cet entretien, le président de la communauté urbaine de Lyon a dit son espoir d'obtenir une liaison plus étroite entre les services gouvernementaux et ceux de la communauté urbaine pour parvenir à une solution.

BERNARD ELIE.

UN MÉTIER A REVALORISER

Les mouvements de grève des éboueurs se multiplient en même temps que se prolongent particulièrement ceux de Paris et de Lyon. Des actions qui en dépit de leur caractère local, ont déjà été envisagées à Grenoble.

En raison de cette situation, un certain nombre d'éboueurs de Lyon, du Mans, de Nantes et de Paris, appartenant à la Fédération nationale des syndicats C.F.D.T. des personnels du ministère de l'Intérieur des collectivités locales et de leurs services, ont rappelé mardi 21 novembre, leurs revendications majeures.

Comme d'autres catégories de personnel appartenant au groupe 3 embauchés à 2 300 F par mois et touchant 2 800 F en fin de carrière, les éboueurs demandent leur affiliation au groupe 5 (2 450 F à l'embauche et 3 000 F après vingt ans de carrière, ainsi que l'âge de la retraite à taux plein de cinquante-cinq à cinquante ans. Les éboueurs, qui ont décrit leurs conditions de travail de manière aussi à l'effecteur par jour que 15 kilomètres à pied au lieu de 30 à 35 kilomètres comme c'est le cas dans certaines communes, et ils ne veulent plus avoir à charger, dans les benne que 2,5 tonnes quotidiennes au lieu de 3 ou 3,5 tonnes du régime actuel.

SOCIAL

A E.D.F.

LA MOITIÉ DES AGENTS DES CENTRALES THERMIQUES ONT FAIT GRÈVE DEUX HEURES

La grève de deux heures lancée, mardi matin 21 novembre, par la C.G.T. dans les centrales thermiques a entraîné une baisse de production maximale d'environ 15 % (9 000 mégawatts sur 35 000 mégawatts, toutes natures de production comprises). Les délestages ont surtout été opérés dans les zones rurales de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Les débrayages, selon la C.G.T., ont été pratiqués par 50 % des huit mille agents concernés. La C.F.D.T. y a parfois participé. Les syndicats réclament l'augmentation des effectifs et veulent que tous les travaux d'entretien soient effectués par le personnel E.D.F.

A la centrale atomique du Bugey (Ain), à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., des grévistes, pour ces mêmes motifs, interviennent depuis le 20 novembre, l'entrée de l'établissement aux équipes extérieures à E.D.F.

Quant au mouvement de services-surprises des agents des services de la distribution parisiens (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.P.C.) il a pris fin par un compromis accordant partiellement satisfaction aux élections qui réclamaient des créations de postes et d'autres améliorations des conditions de travail.

Manifestations du C.I.D.-UNATI contre la mise en place des retraites complémentaires. — Les présidents des deux caisses de retraites de ton-salariés, M. Charpentier pour les artisans et M. Charvonnat pour les commerçants ont été séquestrés plusieurs heures, lundi 20 novembre, par des manifestants du C.I.D.-UNATI, le premier à La Souterraine (Creuse), le second près de Jalligny (Allier).

Les boulangers de l'Isère se sont mis en grève mardi 21 novembre à l'appel de leur fédération. Ils entendent ainsi soutenir pour « obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un contrôleur de la main-d'œuvre ». Une manifestation devait avoir lieu mardi après-midi à Grenoble. — (A.F.P., A.P.)

ÉTRANGER

Les négociations commerciales à Genève

« Ce qui importe n'est pas de conclure avant la fin de l'année, mais de parvenir à un bon accord », affirme M. Jean-François Deniau

Plusieurs réunions ministérielles se sont déroulées le 21 novembre à Bruxelles. Le conseil a délibéré, sans conclure très nettement, de la position de la Communauté dans le « Tokyo Round ». La France, contrairement à ses partenaires, trouve qu'il ne faut pas aborder la phase finale de la négociation, car ce serait se soumettre au « chantage » américain sur les droits compensateurs.

Les Neuf ont également débattu des conditions dans lesquelles sera reconduit en 1979 le « plan Davignon », c'est-à-dire le plan anticrise mis en œuvre sous l'autorité de Bruxelles dans le secteur de la sidérurgie. Ce débat s'il a permis des progrès, n'a pu encore être mené à son terme et devra être repris les 18 et 19 décembre. La Commission va engager des pourparlers avec les pays tiers fournisseurs d'acier, afin de conclure avec eux, en 1979 comme en 1978, des arrangements portant à la fois sur les prix et sur les quantités livrées. M. Girard, le ministre français de l'Industrie, a obtenu de la Commission que ces accords prévoient désormais explicitement des sanctions, au cas où les pays fournisseurs ne respecteraient pas les engagements pris.

Cependant, la réunion des ministres de

l'agriculture, qui s'est tenue les 20 et 21 novembre, n'a pas été fructueuse. M. Méhaignerie n'a toujours pas obtenu la confirmation des engagements pris par les Neuf en mai dernier à propos du renforcement de l'organisation commune du marché du vin.

Enfin, les ministres des affaires étrangères des Neuf et leurs collègues des cinq pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) se sont déclarés très satisfaits de la première session de travail commune qu'ils ont tenue lundi et mardi. Des conversations exploratoires vont être engagées avec l'ASEAN par la Commission de Bruxelles afin d'identifier ce qui pourrait être le contenu d'un accord de coopération avec la Communauté.

Les ministres chargés des affaires budgétaires ne sont pas, quant à eux, parvenus à adopter le budget de la C.E.E. pour 1979. La France, invoquant le compromis de Luxembourg qui prévoit la règle de l'unanimité en cas d'« intérêt majeur », a refusé un amendement du Parlement européen qui aurait eu pour effet un accroissement des crédits du Fonds régional supérieur à la marge de manœuvre reconnue à l'Assemblée de Strasbourg.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Le débat du conseil des ministres des Neuf sur les conditions dans lesquelles la Communauté devrait, à la lumière des récents pourparlers de Genève (le Monde des 19 et 20 novembre), concevoir sa participation aux négociations commerciales multilatérales (N.C.M.) dit « Tokyo Round », s'est terminé dans l'ambiguïté. Ambiguïté apparemment voulue ou, au moins, fort bien acceptée par l'ensemble des délégations.

La Commission va continuer à négocier activement à Genève, et elle va négocier, bien que les Français s'y soient déclarés hostiles, le « paquet final ». Elle abandonne ce marchandage avec une double préoccupation. Il lui faut trouver un compromis qui soit considéré comme satisfaisant par le Congrès américain. Car le plus important, au moins pour le majorité des Etats membres, c'est d'éviter le menace des droits compensateurs qui pèse sur un nombre d'importations européennes aux Etats-Unis.

Aux termes de la législation amé-

ricaine actuelle, toute importation ayant bénéficié de subventions dans son pays d'origine peut en être frappée. Or le Congrès détient le pouvoir d'écarter cette menace et, après le 15 janvier, se prononcera sur la prorogation de la dérogation (« waiver ») qui permet au président des Etats-Unis de ne pas appliquer ces droits compensateurs. Cette dérogation, votée par le Congrès en 1974, vient à expiration le 3 janvier 1979, et le Congrès s'est séparé, en octobre, sans la proroger.

Mais la Commission sait aussi que le « paquet final », qu'elle se propose de soumettre au conseil des ministres des Neuf, lors de sa session des 18 et 19 décembre, devra, du point de vue de la Communauté, apparaître comme à peu près équilibré. Sinon les Français, qui considèrent que la C.E.E. a tort d'abandonner la phase de conclusions de la négociation sous le menace des droits compensateurs, le refusent. Au cours du débat, huit pays

membres ont estimé avec la Commission qu'il fallait s'accorder des assurances données par M. Strauss, le représentant spécial du président Carter pour les N.C.M., quant aux efforts que fera l'administration américaine pour amener le Congrès à proroger la dérogation (« waiver »). Il s'agit donc d'abandonner la position de grande fermeté — pas de conclusion ni même de négociation du « paquet final » sous le menace — prise par le conseil des ministres des Neuf, en octobre.

La hantise des droits compensateurs

Cette attitude de fermeté, pensent-ils sans doute, a partiellement porté ses fruits : elle a, de façon opportune, montré à M. Strauss que la Communauté était décidée à ne pas supporter l'importation de produits, un retour à la prudence est nécessaire. Il vaut mieux faire preuve d'une certaine souplesse pour que l'administration américaine s'empioie, comme elle l'a promis, à débarrasser la Communauté de cette hantise que sont pour elle les droits compensateurs.

C'est un tout autre discours qu'eût tenu M. Jean-François Deniau. Les assurances verbales prodiguées par M. Strauss n'engagent que l'administration, a-t-il expliqué. Il n'y a aucun changement par rapport à la situation d'octobre. Engager maintenant le round final de la négociation, c'est se mettre dans la position de devoir faire un « paquet » qui plaise aux Etats-Unis. Or c'est exactement le mécanisme de négociation que le N.C.M. n'accepte pas. Ce qui importe ce n'est pas de conclure avant la fin de l'année, mais de parvenir à un bon accord, c'est-à-dire à un accord équilibré. Le ministre français du Commerce extérieur, sans chercher l'affrontement avec les autres Etats membres — une telle attitude n'aurait sans doute, il est vrai, donné aucun résultat — leur a clairement fait savoir, ainsi qu'il le Commission, que le gouvernement français prenait très au sérieux la situation actuelle.

En l'état actuel de la négociation, ou du moins de ce qu'on en sait (sur le fond des choses, notamment en ce qui concerne le volet agricole, la Commission ne s'est guère montrée disert dans son rapport au Conseil), les concessions ne sont pas, selon Paris, équilibrées. L'offre américaine est inférieure à l'offre communautaire, alors que, comme l'a souligné M. Deniau, « c'est nous qui avons un problème d'accès au marché américain, et non l'inverse ».

On peut considérer que l'attitude française — et c'est évidemment l'intérêt de tous — contribue à quelque peu rééquilibrer le rapport de forces psychologique dans la négociation. La Commission devra d'autant plus en tenir compte que d'autres Etats membres, l'Allemagne fédérale, l'Italie et le Danemark, par exemple, même s'ils concluraient qu'il vaut mieux composer et aller de l'avant, ont montré, sous des formes diverses, leur préoccupation. Ainsi, le ministre italien a-t-il réaffirmé la ferme opposition de son gouvernement à toute concession tarifaire sur les produits dits de la « liste Strauss » : il s'agit essentiellement de produits agricoles méditerranéens (agrumes, tabac, riz, jus de fruits) pour lesquels le négociateur américain réclame, avec insistance, à la C.E.E., une réduction des droits de douane supérieure à ce qu'elle propose.

PHILIPPE LEMAITRE.

La seule entreprise industrielle de Vassy (Calvados) ferme ses portes

De notre correspondant

Casn. — L'usine textile FICAPEM a fermé ses portes depuis plus d'une semaine, provoquant la mise au chômage de cinquante-quatre personnes. Cette entreprise est située à Vassy (Calvados), commune de mille cinq cents habitants, celle où M. Valéry Giscard d'Estaing avait, en décembre dernier, prononcé un long discours sur la vocation de l'agriculture française et la revalorisation du milieu rural (« le Monde » daté 18-19 décembre 1977). Cette usine était la seule entreprise industrielle implantée à Vassy.

Une histoire exemplaire, cette tentative d'industrialisation d'une petite bourgade de commerçants et d'agriculteurs réunis. Même dans le Bocage, l'agriculture a trop de bras. Si l'on veut garder les jeunes sur place, il faut créer des emplois. Alors en 1972, la commune a transformé l'ancienne école, devenue un temps maison des jeunes en usine pour confection. Seulement trois ans plus tard, le patron décide de regrouper tous ses moyens de fabrication à Vire, la sous-préfecture voisine. Le maire (modéré), qui, le 16 décembre 1977, accueillait M. Valéry Giscard d'Estaing, prend la tête des ouvriers qui ne veulent pas quitter leur terre. Il obtient gain de cause. Une autre société, la FICAPEM créée tout exprès, prend la relève, mais la crise survient. La hantise est éternelle : le textile, chaque fabricant casse ses prix pour tenter d'arracher des commandes. Tant et si bien que depuis mai 1978, la FICAPEM doit déposer son bilan. Le tribunal de commerce la met en règlement judiciaire en autorisant à poursuivre son activité.

Un succès : les commandes reviennent, partiellement, mais les ouvriers en ont assez de ne plus recevoir de primes, de faire gratuitement des heures supplémentaires pour refaire le soir le travail fait dans la journée (habituellement à l'usine, elles fabriquent désormais des pyjamas); elles en ont assez des remontrances de la maîtrise, d'être « traitées comme

des enfants ». « Un jour, parce que j'avais dit un mot à ma voisine, on a mis ma machine à l'écart contre le mur, comme à l'école », dit l'une d'elles.

Le 11 octobre, le conflit éclate au grand jour : la direction veut licencier une jeune femme, embauchée depuis quatre ans, qui a une altercation avec une contremaître. Quarante-trois ouvrières sur quarante-neuf se mettent alors en grève. La direction accuse « les menaces d'influences extérieures » en fait la C.F.D.T. qui, quelques mois auparavant, a créé une section mais qui n'a que huit adhérentes. L'inspecteur du travail, maître sous-préfet, a tenté, à l'aide d'un essai de rapprocher les points de vue, y compris M. Olivier Strim, secrétaire d'état auprès du ministre des affaires étrangères, député U.D.P. du Calvados (représenté à l'Assemblée par son suppléant). Rien n'y fait. Les ouvrières, qui se battent pour leur dignité, veulent obtenir satisfaction. La direction ne veut rien entendre.

Alors, le 7 novembre, le tribunal de commerce ordonne la cessation d'activité. La direction dit : « C'est la faute des grévistes ». Les employées répliquent : « L'entreprise était mal dirigée. Il y a eu une erreur de gestion ». Elles ont adressé une lettre au président de la République. Les footballistes locaux ont aussi écrit au chef de l'Etat : le terrain est impraticable depuis qu'il a accueilli les chapiteaux de la fête présidentielle. Ils doivent jouer sur le terrain de la zone industrielle. Ils peuvent en profiter : il est entièrement vide... T. B.

Troisième semaine de grève dans les restaurants de Renault à Paris : 250 des 370 salariés des restaurants sont en grève depuis le 8 novembre pour protester contre les nouvelles conditions de travail et de rémunération proposées par la société « La Générale des restaurants », qui a repris la gestion des cantines, assurées auparavant par le comité d'entreprise. Avec une dette de 25 millions de francs, la C.E. s'était trouvée en état de cessation de paiement.

ETES-VOUS CAPABLE de gagner sur les 2 tableaux? déduire 5.000 F en 1978 réaliser des plus-values en 1979. Includes financial charts and text for JOURNAL DES FINANCES.



# LANVIN

Coupé comme une robe de chambre, avec les mêmes finitions, c'est le plus élégant peignoir qu'on puisse offrir à un homme.

Il est en éponge velours pur coton et peut naturellement être assorti de serviettes et draps de bain dans le même ton.



15, Faubourg St-Honoré, Paris - tél. 265 14-40

## APPEL D'OFFRES

La Communauté Electrique du Bénin (C.E.B.) lance, pour le compte de la République Populaire du Bénin et avec un financement partiel de la Banque Africaine de Développement, un appel à la concurrence internationale en vue de la fourniture, de l'installation et de la mise en service des équipements requis pour l'alimentation en énergie électrique de la cimenterie d'Onigbolo.

- Les travaux comprennent :
  - l'extension du poste 161 KV de Cotonou-Vedoko ;
  - la construction d'une ligne de 161 KV à deux termes de Cotonou à Sakété (75 km) et un terme de Sakété à Onigbolo (45 km) ;
  - la construction à Onigbolo d'un poste de 155/20 KV 2 ou 1 x 21/28/35 MVA.

Le dossier d'appel d'offres est mis en vente à la direction générale de la C.E.B. - Boîte Postale N° 1368 à Lomé (Togo) - au prix de 25.000 F.C.F.A. ou peut être obtenu par envoi postal au prix de 30.000 F.C.F.A. réposable par avance et par chèque bancaire à l'ordre de la C.E.B. Il peut être consulté au siège de la C.E.B. à Lomé (Togo) ou à la Division Régionale de Cotonou-Vedoko (Bénin).

Les offres établies en langue française et en cinq exemplaires originaux et quatre copies devront parvenir à la Direction Générale de la C.E.B. au plus tard le 15 janvier 1979 à 17 heures G.M.T.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

La situation au 30 octobre 1978 s'élevait à 235 milliards 331 millions.

En ce qui concerne la fabrication de banques, organismes et établissements financiers, figure pour 7.138,7 millions en comptes à vue et 33.907,8 millions en comptes d'épargne et emprunts à échéance.

Les comptes de sociétés, entrepreneurs individuels et divers s'élevaient pour 26.733,4 millions en comptes à vue et 16.779,8 millions en comptes à échéance.

Les comptes de particuliers atteignent 22.474 millions pour les comptes à vue, 9.943,2 millions pour les comptes à échéance et 23.240,4 millions pour les comptes d'épargne à régime spécial.

Les bons de caisse approuvés pour 33.503,1 millions.

Le total des ressources de clientèle s'élevait à 131 milliards 787 millions.

A l'actif, les crédits à la clientèle s'élevaient pour le portefeuille à 108.274,2 millions, répartis comme suit : 25.106,2 millions de créances commerciales, 26.718,5 millions d'autres crédits à court terme, 36.133 millions de crédits à moyen terme, 26 milliards 500 millions de crédits à long terme et pour les comptes débiteurs 23 milliards 615,1 millions.

Les banques, organismes et établissements financiers s'élevaient pour 2.697,9 millions (comptes à vue) et pour 50.536,4 millions (comptes et prêts à échéance).

Le total de la situation consolidée du groupe, à la date du 30 octobre 1978, s'élevait à 264.388 millions.

**BAIL - INVESTISSEMENT**

Le conseil d'administration s'est réuni le 16 novembre 1978 pour examiner l'activité de la société au cours des deux premiers mois de l'exercice.

Il a pris connaissance du chiffre d'affaires arrêté au 30 septembre qui ressort à 128.844.00 francs contre 133.517.000 francs pour la même période de l'année 1977.

Les engagements nouveaux atteignent 21 millions de francs, dont 26 millions de francs pour les immobilisations en pleine propriété et 63 millions de francs pour les opérations de crédit-bail, portant le total des engagements bruts à respectivement 325 millions de francs et 381 millions de francs.

L'emprunt 8 1/2 % 1978 étant convertible en actions à tout moment, les prévisions de résultats prennent en considération différentes hypothèses de conversion en 1979. Ces prévisions permettent d'espérer, au titre de l'exercice en cours, la progression du dividende qui, au titre de 1977, s'élevait à 23 F par action.



Le conseil d'administration d'UCIP-BAIL a examiné la situation de la société au 30 septembre 1978. Le chiffre d'affaires hors taxes s'élevait à 33.25 millions de francs contre 32 millions de francs au 30 septembre 1977. En neutralisant l'incidence des produits exceptionnels de cession, les montants ci-dessus démontrent 23,7 millions de francs contre 29,4 millions de francs, soit une progression de 14,34 %.

Dans la mesure où aucun événement exceptionnel n'interviendrait avant la fin de l'exercice, les résultats devraient permettre de proposer la répartition en 1979 d'un dividende en progression.

# ÉTRANGER

## Au Maroc

### Le déficit budgétaire pour 1979 est trois fois plus élevé qu'en 1978

De notre correspondant

Rabat. — Comme pour l'exercice 1978, un souci d'austérité a présidé à l'élaboration du projet de loi de finances pour 1979. En présentant récemment ce projet au Parlement, le ministre des finances, M. Abdellatif Ghissassi, a marqué la nécessité d'un nouveau recours à cette contrainte que justifient les effets conjugués de la crise économique mondiale et des déséquilibres financiers internes et externes dans un climat d'inflation.

La hausse des prix sera « probablement » en 1978 de l'ordre de 10 %, c'est-à-dire inférieur aux 12,5 % enregistrés en 1977. Toutefois et les tendances inflationnistes, a souligné M. Ghissassi, restent une préoccupation essentielle du gouvernement. Aussi l'accroissement de la masse monétaire a-t-il été limité à 13 % (contre 19 % en 1977) et des mesures de redressement ont été prises parmi lesquelles figurent de sévères restrictions d'importations.

Les dépenses budgétaires pour 1979 sont évaluées à 26,48 milliards de dirhams (1), en augmentation de 6,7 % par rapport aux prévisions. Les recettes prévues s'élevaient quant à elles à 24,11 milliards de dirhams, inférieures de près de 12,75 millions de dirhams à ce qu'elles étaient dans le projet de budget précédent, malgré des majorations fiscales qui frappent les bénéfices professionnels, certains droits d'enregistrement et de timbres, ainsi que les hautes salaires. Toutefois, il est vrai, des déductions ont été décidées en faveur des bas salaires ou pour encourager la construction. Le déficit s'élève ainsi à 2,37 milliards de dirhams, près de trois fois plus élevé qu'en 1978.

Les dépenses d'investissement — 8,14 milliards de dirhams — restent pratiquement au même niveau que durant l'exercice en cours. Cependant la dette publique et les comptes d'allocations spéciales s'accroissent dans de notables proportions. Équilibrées par les ressources, les dépenses de fonctionnement — 10,69 milliards — augmentent de 12,2 %. L'austérité n'a pu, en effet, être appliquée avec une rigueur sans faille. Aussi l'augmentation des allocations familiales (38 dirhams par enfant et par mois jusqu'à six enfants au lieu de 24) a créé une charge supplémentaire de 140 millions de dirhams. Des accroissements de crédits ont aussi été jugés indispensables pour des départements ministériels classés prioritaires, tels que l'éducation nationale, la santé publique, les affaires étrangères et la défense nationale. Celle-ci est également privilégiée en raison de dépenses d'investissement, en raison, a rappelé le ministre des finances, de la sauvegarde de notre intégrité territoriale.

Le programme d'équipement concerne l'accroissement du potentiel agricole et du nombre des barrages, l'amélioration du réseau routier, la construction d'établissements d'enseignement, l'achèvement de divers projets d'hydraulique, à savoir d'objectifs conformes au plan triennal en cours d'examen, lequel reste moins ambitieux que le plan quinquennal initialement envisagé.

En raison de difficultés économiques et financières, le Maroc a dû renoncer à poursuivre son développement et d'importer quel que soit le prix, comme l'indiquait le roi Hassan II, en juin dernier, afin d'éviter une dépendance « intolérable » envers l'étranger. Il a donc adapté son programme d'équipement à ses moyens. Les crédits publics étant relativement limités, appel sera fait au secteur privé, y compris aux petites et moyennes entreprises pour contribuer au développement économique.

LOUIS GRAVIER.

(1) 1 dirham = 110 franc français environ.

## ÉTATS-UNIS

Les revenus personnels des Américains ont fortement augmenté — de 1,5 % — pour atteindre, au taux annuel, 1.760 milliards de dollars. Ces revenus étaient accrus de 0,7 % en septembre dernier. Les revenus des salaires et rémunérations du secteur privé ont progressé de 1,4 %, se situant à 1.140 milliards de dollars en octobre.

## GRANDE-BRETAGNE

Le produit intérieur brut britannique (PIB) n'a augmenté que de 0,5 % au troisième trimestre par rapport aux trois mois précédents, après une progression de près de 2 % au second trimestre. Le PIB a néanmoins atteint un niveau supérieur de 3,6 % à celui de la période correspondante de 1977. Cette croissance est à peu près conforme à l'objectif officiel, fixé à 3,5 % pour l'année courante. Le quatrième trimestre devrait être marqué par un nouveau progrès : outre le mini-boom de la consommation, les plus récents sondages font apparaître une accélération de l'activité industrielle et une amélioration des carnets de commandes des fabricants. — (A.F.P.)

## JAPON

L'indice des prix de gros japonais a enregistré, en octobre, sa plus forte baisse depuis vingt ans, en raison principalement de l'appréciation du yen. Cet indice, calculé sur la base 100 en 1975, s'est établi à 102,5 le mois dernier, soit une baisse de 4 % par rapport au même mois de l'année dernière. La douzième baisse consécutive. Le précédent record avait été atteint en décembre 1968, époque où l'indice avait baissé de 5,3 %. — (A.F.P.)

# CONSOMMATION

## LA ROGNE DES « CITROËNISTES »

### Fidèles mais mécontents

Ils étaient trois à avoir acheté une Citroën CX, et trois qui n'étaient pas tout à fait ravis de leur acquisition, bien qu'étant des « citroënistes fidèles ». Parmi eux, un imprimeur, et ce détail est important. Une de ces discussions que les « lanes de la bagnole » affectionnent, les conduisit, en raison de la convergence de leurs récriminations, à rechercher leurs homologues, propriétaires de voitures déçues par leur CX. Un tract fut rédigé — que l'imprimeur tira à trois mille exemplaires — sous le titre : « Des clients mécontents disent non à la médiocrité », assorti d'un questionnaire, portant sur le silence et la durée de vie des trains, sur la visibilité du pare-brise, sur la vitesse des pneus arrière, sur la consommation, sur les délais d'obtention de pièces détachées. Et vaillamment, en bons militants de base, nos trois « citroënistes-fidèles-mécontents » glissèrent les tracts sous les assés-places de CX, au hasard de leurs trajets quotidiens, à Nanilly, à Saint-Mandé, à Aubervilliers et dans divers quartiers de Paris.

En un peu plus d'un mois, le Comité provisoire de défense des citroënistes (1) a reçu plus de deux cents réponses. L'exploitation des sept premières permet de constater que 40 % de ces usagers mécontents jugent

les trains bruyants, que 46 % changent les plaquettes avant 15.000 kilomètres, que 57 % notent la présence d'une « surface grasse » sur le pare-brise, que 40 % jugent ridicule et inadmissible l'existence de pneus arrière plus étroits sur leur voiture, que 65 % ne sont pas satisfaits de la climatisation, que 25 % se plaignent des délais de livraison des pièces détachées. Chez Citroën, on considère avec philosophie ces critiques : toutes les plaquettes de train grincent quand l'air est trop humide ; un bon usage du lave-glace permet d'éviter la surface grasse ; les pneus ne sont pas « sous-dimensionnés » à l'arrière, mais « sur-dimensionnés » à l'avant ; la climatisation a été améliorée.

Le Comité, de provisoire qu'il est pour l'instant, n'a-t-il de mission que celle officielle de défense et inventer des moyens d'action pour obtenir l'amélioration du produit en cause ? Il est trop tôt pour le dire. Mais le démarrage est original et nerveux. Elle prouve en tout cas que, même si la défense des usagers et consommateurs marque quelque peu le pas, certains de ces usagers abandonnent la réclamation solitaire pour tenter d'agir en commun. Affaire à suivre. — J. D.

(1) 7, rue Théodore-Hamont, Paris-12<sup>e</sup>.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS			
	+ bas	+ haut	Rep. + en Dép.	Rep. + en Dép.	Rep. + en Dép.	Rep. + en Dép.		
\$ E.-U. ...	4,4890	4,4220	-120	-80	-305	-220	-840	-830
£ (100) ...	2,2617	2,2512	+114	+102	+235	+184	+616	+544
DM ...	2,3224	2,3000	+66	+100	+114	+103	+467	+421
Fr. S. (100) ...	14,5391	14,5338	-620	-238	-682	-783	-2368	-1881
Y. (100) ...	5,8800	5,8500	+325	+302	+227	+313	+865	+932
... ..	2,5809	2,5607	-474	-385	-978	-876	-2812	-2675

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	12/8	3/8	3/12	3/3	3/6	3/9	3/12	4/12
DM ...	2 1/8	3 1/8	3 1/2	3 3/8	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
\$ E.-U. ...	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8
Fr. S. (100) ...	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
Y. (100) ...	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8
... ..	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
Fr. francs ...	6 7/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**TRÉCA** Venez essayer le CAD

CAD la sonnerie à télécommande électrique ne demande aucun effort pour faire monter ou descendre les deux escaliers du B ensemble, ou séparément.

EXPOSITION ET VENTE : 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE A PARIS XI - Métro Parmentier - Parking assuré

**CAPELOU** DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35.

**DANZAS** transports

présent dans 32 pays

DIRECTION GÉNÉRALE FRANÇAISE : 19, RUE DE NANCY 75014 PARIS - TEL. 330.84.00 - TELEFAX 20591

## VOUS ACHETEZ UN APPARTEMENT

5 questions vous préoccupent...

- A qui ai-je affaire ?
- Les informations que m'intéresse a-t-il été bien étudiées ?
- Les informations que l'on me donne sont-elles satisfaisantes ?
- Les conditions d'un bon déroulement des travaux sont-elles réunies ?
- Pourrais-je voir régler rapidement les difficultés éventuelles à la livraison ?

... 5 raisons pour acheter dans un programme agréé par le C.N.E.I.L.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'Administration, le C.N.E.I.L. présente au public une sélection importante de programmes comportant quelque 20.000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un examen très sérieux par des représentants de la plupart des banques spécialisées, des éléments techniques, techniques et financiers essentiels dont dépend le bon déroulement de programmes de construction. En possession des données de l'opération — suivie au cours de sa réalisation — cet organisme peut à tout moment renseigner l'acquéreur et intervenir si besoin au cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

Le liste des programmes agréés dans lesquels des logements restent encore disponibles est adressé sur simple demande au C.N.E.I.L., 60, Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS - Tél. : 280-93-22.

Pour tous renseignements complémentaires, le bureau d'information du C.N.E.I.L. reçoit aussi sur rendez-vous.

502 من الإصحاح



هكذا من لإمل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 21 NOVEMBRE

Chute des sidérurgiques du plan acier

La reprise, après trois mois de suspension, des cotations des trois grands groupes sidérurgiques français a constitué le seul fait...

En dehors de cet événement, le marché des actions françaises est resté calme et fluctuant...

Sur les marchés des changes, l'affaiblissement du dollar et du franc de Suisse de l'après-midi...

Sur le marché de l'or, le lingot a cédé 165 francs à 28 525 francs...

LONDRES

Le plus grand calme règne mercredi matin au London Stock Exchange...

Table with columns: VALEURS, CLOTURE, COURS. Lists various stock prices.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE EUROPEO-FINANCIERE - L'exercice 1977-1978 s'est soldé par un bénéfice net de 16,54 millions de francs...

COMPAGNIE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT - L'exercice 1977-1978 s'est soldé par un bénéfice net de 16,54 millions de francs...

BAUER A.G. - Pour les neuf premiers mois de l'année, le groupe a réalisé un bénéfice mondial avant impôts de 100 millions de deutschemarks...

INDICES QUOTIDIENS (BASE 100 = 30 déc. 1977.)

Table with columns: Valeurs françaises, Valeurs étrangères, C.D. DES AGENTS DE CHANGE, Indice général.

NEW-YORK

Léger repli technique Le volume des transactions a encore un peu diminué mardi à Wall Street...

Comme le dollar sur les marchés des changes, les actions ont fait l'objet de ventes bénéficiaires après leur récent redressement...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: VALEURS, COURS, 20-11, 21-11. Lists dollar exchange rates.

Taux de marché monétaire Etats-Unis (à 90 jours) 8 1/4 %

BOURSE DE PARIS - 21 NOVEMBRE - COMPTANT

Large table with columns: VALEURS, Cours, Dernier, % de variation. Lists various stock prices and their changes.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Compt. premier cours. Lists term market prices.

VALEURS

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier. Lists various international stock prices.

COTE DES CHANGES

Table with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS DES BILLETTS, MONNAIES ET DEVISES. Lists exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: COURS DES BILLETTS, MONNAIES ET DEVISES. Lists gold market prices.

Vertical text on the left margin, possibly a page number or reference.

Vertical text on the right margin, possibly a page number or reference.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES — EUROPE
- 3. ÉTRANGER — Les négociations de Washington
- 4-5. AMÉRIQUES — La tragédie de Jonestown
- 6. DIPLOMATIE
- AFRIQUE
- ASIE
- 8 à 16. POLITIQUE — La conférence de presse du chef de l'État — Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat
- 18. SOCIÉTÉ
- JUSTICE

**LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES**  
Pages 19 à 27

**CINÉMA** : La longue marche de Jozia Ivens (L. II n'y a pas tel l'artiste, la le militant), propos recueillis par Claire Devartoux ; « Bina Coilar », de Paul Schrader, par Louis Marcoveilles ; « Un mariage », de Robert Altman, par Jean de Baroncelli et Mathilde La Baronnelle.

**LIVRES** : Un reportage de Léon Riefenstahl, par Jacques Stiller ; Vieira, dans les filets de ses songes, par Jean-Marie Dunoyer ; Architectes révolutionnaires, par Jacques Michel.

- 29. UNESCO
- DÉFENSE
- SPORTS
- 36-37. IMMIGRATION — Au-delà du dialogue, par Tahor Ben Jeloun. — Vu : dialogue de sourds. — POINT DE VUE : « L'écorce et l'orange », par Monse Tounkara, François Régnier et Didier Motchane.
- 38. ÉQUIPEMENT — ENVIRONNEMENT : les suites de la mort noire de l'Amoco-Cadiz.
- 39-40. ÉCONOMIE — ÉTRANGER : les négociations commerciales de Genève.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (38)  
Années classées (31 à 34) ; Aujourd'hui (35) ; Carnet (30) ; Journal officiel (32) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (37) ; Bouree (41).

Le numéro du « Monde » daté 22 novembre 1978 a été tiré à 568 304 exemplaires.

**Piano center**  
vous offre la location-test Piano bail EN CAS D'ACHAT récupération totale des versements (caution, transport, location)

FRANOR, 70 R. AMELOT 75011 PARIS  
TEL. 700.87.94 - M<sup>o</sup> St-Sébastien  
En Décembre ouvert le samedi

A B C D E F G

**COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE**  
20 AUTRES MODÈLES • simples • scientifiques • combinés

FRANOR 70 R. AMELOT 75011 PARIS  
TEL. 700.87.94 - M<sup>o</sup> St-Sébastien  
En Décembre ouvert le samedi

## Les chefs des P.C. d'Europe de l'Est participent à Moscou à la réunion du pacte de Varsovie

De notre correspondant

Moscou. — Le comité politique consultatif du pacte de Varsovie se réunit ce mercredi 23 novembre dans la capitale soviétique où sont arrivés mardi les chefs des partis des pays socialistes européens : MM. Todor Jivkov, premier secrétaire de parti communiste bulgare, Janos Kadar, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, Erich Honecker, secrétaire général du parti socialiste unifié de R.D.A., Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, Nicolae Ceausescu, secrétaire général du parti communiste roumain, et Gustave Husak, secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque.

Ce comité politique consultatif se réunit en principe tous les deux ans. A la dernière session, à Bucarest en novembre 1976, les dirigeants des partis communistes d'Europe de l'Est s'étaient mis d'accord pour renforcer les structures du pacte, et ils avaient repris, à l'adresse de l'Occident, une vieille proposition de traité interdisant l'emploi en premier de l'arme atomique.

Il est probable que la réunion de Moscou mettra également l'accent sur les problèmes de désarmement en soutenant solennellement les thèses avancées par l'Union soviétique à la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies et qu'elle renforcera les propositions de cessez-le-feu faites aux Occidentaux au printemps dernier, dans le cadre des négociations de Vienne sur la réduction des troupes en Europe.

Les chefs de parti et d'État se féliciteront vraisemblablement de leur « identité totale de vue dans les grandes questions de la politique mondiale », mais bien que les Soviétiques cherchent à arracher à tous leurs visiteurs des

## L'INSTIGATEUR PRÉSUMÉ DU RAPT DU BARON EMPAIN EST ARRÊTÉ À PARIS

Grâce à une « source », les policiers ont également appréhendé dans cet appartement François Cahill, frère d'État Cahill, qui avait été arrêté le 21 mars et Maria-José Le Gavan. Cette dernière, épouse de Marc Le Gavan, avait été interceptée le 30 mars, au moment de l'arrestation de son mari, puis remise en liberté.

Agé de trente-sept ans, François Cahill est le chef présumé des auteurs du rapt du baron Edmond-Jean Empain le 23 janvier dernier, près de son domicile de l'avenue Foch.

**Calculatrices 5000 "pas" : 695 F. ttc. chez Duriez**

DURIEZ, 1<sup>er</sup> distributeur spécialisé dans les calculatrices programmables, présente 2 modèles novelle technologie Texas Instruments. Les modules pré-programmés (gros comme un morceau de sucre), interchangeables, contiennent plus de 5000 instructions.

ils calculent vos problèmes de math, physique, statistiques, navigation, etc. 4753 en plus de modes, offre 480 pas de programme ou 60 mémoires. Prix 695 F ttc. • La T.I. 59 accepte 660 pas de programme et 100 mémoires programmables par cartes magnétiques. Prix 1.795 F ttc.

En plus de l'impédance ECHOA (1.715 F ttc.) vous pouvez, comme n'importe qui, dialoguer par écrit avec votre calculatrice, qui vous guide par des questions précises en français.

Duriez vous conseille sans parti pris, 153, Bd. St-Germain, M<sup>o</sup> Odéon, à 19 h. sans rendez-vous.

**UNE VENTE D'OBJETS AYANT APPARTENU À HITLER EST INTERDITE**

La préfecture de police vient d'interdire la vente publique qui devait avoir lieu le 5 décembre à l'hôtel Drouot, vive gâche d'objets personnels ayant appartenu à Adolf Hitler. La préfecture de police rappelle à cette occasion qu'un arrêté du 11 mars 1978 interdit l'importation de l'exposition et de la vente des insignes, uniformes et autres objets rappelant le régime nazi.

Le vendeur se proposait de faire passer au cours de cette vente : une plaque en métal ciselé représentant Hitler en train de prononcer un discours, ornée de trois gammées, de médallions symbolisant les pays conquis ou à conquérir par Hitler portant un poème dithyrambique à la gloire du Führer ; un arbre généalogique calligraphié de la famille de Hitler ; un album sur Richard Wagner offert à Hitler en 1933 et un recueil de silhouettes représentant dix scènes d'opéras de Wagner.

mon premier est **UNE CALCULATRICE**  
mon deuxième est **UNE MONTRE**  
mon troisième est **UN REVEIL...**

mon tout est une **CASIO** CQ-81

offrez-la en cadeau!

20 AUTRES MODÈLES • simples • scientifiques • combinés

CASIO la beauté en calculatrice

Importateur exclusif NOBLET-PARIS

## En Espagne

### LE COMITÉ DES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR CONFIRME LA TENTATIVE DE « COUP DE MAIN » MILITAIRE

Madrid (A.F.P.). — Le comité des chefs d'état-major des trois armées, pour la première fois depuis les révélations faites par la presse espagnole sur un « complot militaire », a confirmé officiellement mardi qu'un « coup de main » avait été « envisagé » par cinq officiers.

Une note officielle adressée à tous les chefs de l'armée, qui qualifie les faits de « très graves », révèle qu'un lieutenant-colonel de la garde civile, un commandant et deux capitaines de la police armée, ainsi qu'un commandant d'infanterie, se sont réunis le 11 novembre dernier, « au cours de cette réunion, ont été examinés » la possibilité d'un « coup de main mené par des éléments de la force publique contre le président du gouvernement », M. Adolfo Suarez, et d'autres membres de son cabinet, « a été examinée ». Il prévoyait la « neutralisation » d'universitaires, forces publiques et de l'armée, afin d'empêcher leur réaction éventuelle.

En dehors de la réunion mentionnée, poursuit la note, les conjurés avaient auparavant contacté plusieurs officiers. M. Adolfo Suarez, averti par les services de renseignements de la police, « a convoqué le 12 novembre à 21 heures, le ministre de la défense, ainsi que les plus hautes autorités militaires et des forces de l'ordre (...) dans le but de prendre des mesures préventives », indique le document officiel.

Une information judiciaire divulguée par le général Federico Gomez de Salazar et ouverte dans la nuit du 16 au 17 novembre, a permis de conclure aux « responsabilités possibles » du lieutenant-colonel Antonio Tejero et du capitaine Ricardo Saez de Inestralza.

Le comité des chefs d'état-major des trois armées a diffusé une note dans laquelle l'incident qui a conduit, vendredi, à Carthagène, à l'arrestation du général Juan Azaña, commandant de la garde civile de la région du sud-ouest du ministre de la défense, le général Manuel Gutiérrez Mellado. Le général Azaña avait qualifié de « mensonges » les propos venant de tenir le général Mellado sur la Constitution, provoquant ainsi des applaudissements dans une réunion d'officiers. Répudiés de la salle sur ordre du ministre, il injuria ce dernier, qui ordonna alors son arrestation.

## Le conflit Solmer à Fos

### La direction propose un aménagement du chômage conjoncturel

De notre correspondant régional

Marseille. — La situation était toujours bloquée, ce mercredi 22 novembre à l'usine Solmer, à Fos-sur-Mer, après la décision prise lundi par la direction de mettre en chômage technique, pour une durée indéterminée, six mille trois cents de sept mille sept salariés de l'entreprise (« le Monde » du 22 novembre). Les responsables du complexe sidérurgique ont cependant accepté de réduire légèrement et de moduler le chômage conjoncturel prévu pour novembre et décembre.

Un incident s'est d'ailleurs produit mardi en début d'après-midi au cours d'un meeting organisé par la C.G.T. dans l'enceinte de l'entreprise. M. Vincent Porelli, député communiste des Bouches-du-Rhône, a pénétré sur le complexe, ceint de son écharpe tricolore, sans l'autorisation de la direction. Celle-ci a fait constater sa présence par huisseries et a annoncé qu'elle engagerait contre lui une procédure pour violation de domicile.

De son côté, M. Gastou Defferre, député (P.S.) et maire de Marseille, a vivement critiqué l'attitude des dirigeants de la sidérurgie française, « qui font à Fos ce qu'ils ont fait en Lorraine », et il a condamné « une décision de caractère patronal, autoritaire, qui pénalise les ouvriers et l'économie de la région ».

A l'origine du conflit, des débrayages répétés contre le chômage conjoncturel décidé par la direction pour les deux derniers mois de l'année. Selon les responsables de Solmer, des actions sectorielles ont désorganisé la production et mis en péril les installations. Ce que contestent formellement les syndicats. Ceux-ci soulignent en effet que la production prévue pour novembre, soit 240 000 tonnes, correspond à 80 % de la capacité de l'usine et qu'elle n'a été ralentie que dans de faibles proportions par les mouvements de grève. Ils mettent en doute, d'autre part, la réalité d'une baisse des commandes avancées par les responsables de Solmer pour justifier le chômage conjoncturel.

« Nous dépendons entièrement des commandes passées par nos clients », déclare M. Vincent Porelli, affirmant de son côté la direction. La répartition qu'ils avaient faite jusqu'ici entre leurs propres usines et Solmer nous paraît équilibrée, mais il ne peut plus être question de faire tourner Solmer et Dunkerque, qui sont les installations les plus modernes, à 100 % de leurs capacités en fermant les usines de Lorraine.

Au cours des négociations qui ont eu lieu mardi, la direction de l'entreprise a cependant accepté le principe de la suppression d'un jour de chômage conjoncturel en novembre (au lieu de trois jours pour les travailleurs postés, et deux jours pour les autres) et du report sur une seule période, pour les fêtes de fin d'année, du chômage prévu en décembre. « Il est totalement exclu et totalement impossible de supprimer les mesures qui ont été décidées », a affirmé M. Silve. La C.G.T., pour sa part, a rejeté

## FRAMATOME VENDRAIT UNE CENTRALE NUCLÉAIRE À LA CHINE

La B.N.P., aurait signé à la fin de la semaine dernière à Pékin un accord prévoyant un prêt à la Chine de plusieurs milliards de dollars, ce qui indique-t-on dans les milieux bancaires de Hongkong. Cette nouvelle n'a été ni confirmée ni démentie dans les milieux bancaires parisiens et notamment à la B.N.P.

Ce prêt de plusieurs milliards de dollars, qui pourrait être supporté par un groupe bancaire français, financerait en particulier la vente à Pékin d'une centrale nucléaire par Framatome (du groupe Ciresol-Lohé), venue pour laquelle les négociations étaient en cours depuis le début de l'année (voir à ce sujet le Monde de 5 janvier et 17 octobre 1978). Pourrait également être concernés d'autres contrats que Ciresol-Lohé est en train de négocier avec la Chine, ainsi, semble-t-il, que des ventes de missiles.

Il est possible que M. Deniau, ministre français du commerce extérieur, confirme cette nouvelle lors du voyage qu'il doit faire en Chine à partir du 24 novembre.

Les problèmes de prix et de financement n'étant cependant pas les seuls à peser, et il reste à savoir si Framatome a pu obtenir l'autorisation du CCECOM (Comité de coordination chargé du contrôle des exportations stratégiques vers les pays socialistes) de vendre à la Chine une centrale nucléaire.

• La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) a attribué son « grand prix » au compositeur Serge Nigg, et le grand prix des Compositeurs à François Bayle. Mme Raoul Breton a reçu la grande médaille de l'édition.

**Old England a choisi pour vous**

Au masculin

Veston sport Harris Tweed, nombreux coloris.....	620 F
Gabardine Talbot, 100 % laine, beige ou marine.....	1210 F
Fardessus ville Granville, raglan, uni ou fantaisie.....	1225 F
Fardessus sport Falmouth, raglan, col chevalière, en tweed ou sozony.....	1235 F
Manteau réversible, dessins sport.....	1220 F

**Old England**  
12, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>  
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

**“Je vous propose 200 alliances diamants à moins de 5 000 F parce que c'est ma spécialité.”**

Paris  
8, place de la Madeleine  
138, rue La Fayette  
86, rue de Rivoli  
Colombes  
65, rue Saint-Denis

Le Directeur  
*Levan*

MP  
GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

\*CREDIT DIAMANT\* 6 MOIS sans frais après acceptation du dossier et comptant légal

سكز ابن الإمل